LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

15 JUILLET 1949

ROME. — MES LETTRES AU ROI.	CHARLES DE CHAMBRUN... *de l'Académie française*	193
EN INDOCHINE. — *LE COUP DE FORCE DU 9 MARS*.....	JEAN DECOUX.....	208
GRANDE-BRETAGNE 1949 — I....	JACQUES CHASTENET..... *de l'Institut*	221
VINGT-HUIT ANS A LA COMÉDIE-FRANÇAISE *JOURNAL* (1892-1894)	JULES CLARETIE..... *de l'Académie française*	241
LE MAROC APRÈS LA LIBÉRATION	HENRI CAMBON.....	262
LE POINT DE CHUTE. — *Troisième partie*.....	HENRI POYDENOT.....	278
DEUX MONDES — *ALICE ET SOPHIE*.....	Ctesse JEAN DE PANGE.....	308
LUC-ALBERT MOREAU.....	PIERRE CAMO.....	320
LE MUSÉE DE L'ILE-DE-FRANCE..	HENRY HUGAULT.....	326
POÈMES.....	J. L. LE MAROIS.....	332
LIVRES D'HISTOIRE. — *AUTOUR DE 1848*.....	ADRIEN DANSETTE.....	334
LECTURES ROMANESQUES.....	GÉRARD D'HOUVILLE.....	350
ESSAIS ET NOTICES. — *LE « POMPIÉRISME » MODERNE*.....	JACQUES CHAMBAUDET....	359
CINÉMA.....	ROGER LANNES.....	364

A TRAVERS LA PRESSE. — MENUS-PROPOS. — LES LIVRES

LE NUMÉRO — 192 PAGES — 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500** fr.
Étranger, six mois (12 numéros)..... **2.300** fr. français.
Étranger, un an (24 numéros)..... **4.500** fr. français.

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue.**

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

La reproduction et la traduction des œuvres publiées dans **La Revue** *sont interdites dans tous les pays.*

LES LIVRES

GEOGRAPHIE ELECTORALE DE L'ARDECHE SOUS LA IIIe REPUBLIQUE. par André Siegfried, de l'Académie française ; un vol. in-8° avec de très nombreux graphiques et cartes. « Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques », Armand Colin.

La géographie de l'opinion politique est une science en somme nouvelle : observer comment vote tel département, tel canton, telle commune, tirer de pareilles études des cartes donnant la répartition géographique des scrutins et des graphiques dessinant l'évolution des tendances politiques, c'est là un programme dont l'intérêt s'impose à la fois à l'historien et au politique. M. André Siegfried est un maître éminent en cette science. Son *Tableau de la France de l'Ouest sous la Troisième République* est désormais classique et, pendant dix ans, il a étudié, au Collège de France, l'évolution politique du midi languedocien de 1871 à 1939. Cette monographie sur la géographie politique de l'Ardèche constitue une partie de cette vaste étude. Très familier avec ce département, l'auteur a exposé, dans ses premiers chapitres, les conditions géographiques, économiques et démographiques de la région ardéchoise. Après quoi, interrogeant avec sagacité les statistiques électorales, les votes successifs des populations et de leurs représentants, il tire de cette enquête et des rapprochements qu'elle lui suggère avec le mode de vie et de penser, sa connaissance des classes sociales du département, un tableau de géographie électorale, mieux encore : le portrait vivant d'un coin de France pendant près de trois quarts de siècle.

MES LETTRES AU ROI

Rome, où je fis mes premières risettes au Palais Colonna, lorsque mon grand-père Corcelle était ambassadeur auprès du Saint-Siège, où le Pape Pie IX leva pour me bénir son index que je saisis de mes menottes indiscrètes dans les bras de Brigitte, ma bonne irlandaise, plus catholique qu'un goupillon : « Une poignée de main américaine » (1), dit le Pontife en souriant. Rome qui me vit revenir vingt ans après, en 1900, apprenti diplomate. Dans cette cité, aspergée d'eau bénite, je me suis penché, altéré d'esprit latin, sur la margelle des fontaines, image jaillissante de la fluidité du temps et de cette mobilité dont est faite, au dire de Bergson, « la stabilité de la vie ». J'étais alors entreprenant, concentré, distrait, un peu rêveur, frais et rose ; on me disait séduisant ; que je le fusse ou non, je l'ignorais, mais j'avais un je ne sais quoi qui attirait la bienveillance. J'étais tout de feu, brûlant d'emplir mon âme de vérités, de savoir, de philosophie — de quelle ardeur j'adorais la vérité ! J'aurais donné mon existence pour la conquête d'une idée, mais, hélas ! laquelle choisir ? Les idées bouillonnaient dans mon cerveau comme la cascade véhémente de Tivoli et me sollicitaient toutes. Ma famille était venue d'Ecosse et mon ancêtre combattit à la bataille de Poitiers avec le Prince Noir qui nous donna la terre dont nous portons le nom. Une moustache blonde légèrement roussâtre trahissait mon origine.

Qu'importait d'ailleurs cette abondance de pensées qui m'exaltaient et dont je n'avais que faire tandis que je recopiais, d'une écriture docile, les dépêches alambiquées de M. Armand

(1) J'étais né à Washington, où mon père, avocat à la Cour Suprême des Etats-Unis, était conseiller légiste à la Légation de France.

Nisard, mon premier maître, que Marcel Proust métamorphosa en Norpois. « Mea culpa ». Comment ne pas reconnaître son modèle dans ce récital de chancellerie où notre jeunesse malicieuse s'était complu ? A vrai dire, je nourrissais quelque remords d'en avoir fourni certains thèmes. « M. de Norpois, écrit Proust, pendant qu'on lui exposait quelque chose, gardait une immobilité aussi absolue que si vous aviez parlé devant quelque buste antique dans une glyptothèque. Tout à coup, tombant comme le marteau du commissaire-priseur, ou comme l'oracle de Delphes, la voix de l'ambassadeur, après avoir d'un ton aigu lancé quelques rengaines telles que « un bon averti en vaut deux », prononçait sa sentence politique : « L'émotion fut grande au Pont-aux-Chantres où l'on suivait d'un œil inquiet la manœuvre égoïste mais habile de la monarchie bicéphale. » Et que dire de cet aphorisme où Proust se complaisait et qui répondait si parfaitement à ma pensée : « Qu'on le sache bien au Quai d'Orsay, si tous les chemins mènent à Rome, en revanche, la route qui va de Paris à Londres passe nécessairement par Saint-Pétersbourg. » Je souriais de ces phrases toutes faites que mon ami Marcel déclamait et ponctuait de ses mains gantées de filoselle — faux dandy, prestidigitateur des lettres, hermaphrodite de la pensée, lévite de l'hôtel Ritz. Je l'écris librement, l'ayant dit à lui-même.

Sans doute, avait-il pu étudier l'ambassadeur en se glissant timidement au bord d'une chaise d'acajou dans le salon de la comtesse de Beaulaincourt, fille du maréchal de Castellane. Ah ! l'étrange tante de ma femme, amie de Mérimée ! Elle parlait comme un vieux troupier, avec une verve endiablée, dans son tablier de soie noire, assise devant une petite table où étaient rangés ses pots de colle et ses pinceaux. Avec quelle adresse on la voyait chiffonner des roses de mousseline pendant que pérorait le futur Norpois ! Savait-elle qu'un jour elle serait, elle-même, M^me^ de Villeparisis ?

Je me reprochais d'avoir pris part à cette résurrection pathétique de mon vieux maître dont les leçons m'ont conduit à travers nos ambassades les plus enviées jusqu'au seuil de l'Académie. Mais je me le pardonne aujourd'hui, puisque nous avons ainsi donné un renouveau à M. Nisard qui disparaissait dans l'oubli. « Il y a des moments où le temps s'arrête pour faire place à l'éternité. » N'avons-nous pas par la même occasion

dispensé quelque vie à ces entités internationales, « la Ballplatz, le Pont-aux-Chantres, la Consulta » où j'ai fait si souvent antichambre pour m'entretenir avec des chanceliers ou des ministres importants, avant que ces lieux célèbres fussent balayés par la tornade révolutionnaire née d'une guerre inutile ? A l'époque dont je parle, M. Nisard, ancien directeur politique au Quai d'Orsay, était notre représentant écouté auprès du Vatican, d'où Léon XIII dominait l'aurore du XX^e^ siècle, avec des rayons spirituels au bout de ses doigts émaciés.

Plus tard, beaucoup plus tard, comme si la sibylle de Tibur avait voulu fermer le cycle de ma carrière dans la ville qui l'avait vu éclore, — après une longue préparation, une suite d'expériences et de laborieux pèlerinages en Amérique, en Russie, dans le proche Orient, — elle souffla mon nom à M. Paul Boncour, ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Daladier, qui me désigna au mois de juillet 1933 pour représenter la France près le roi d'Italie.

J'attendais cette nomination avec impatience. Les postes diplomatiques sont comme les femmes, ils se dérobent souvent à notre désir et, lorsque les circonstances changent, que le temps émousse les ambitions vaines, les prévoyances trompées, il est impossible de s'imaginer avec quelle fièvre, quelle ardeur nous y avons aspiré.

Pendant que mon sort était en suspens, je savais qu'Henry de Jouvenel, l'ami de ma jeunesse, qui représentait la France au Palais Farnèse avec l'autorité de son talent, était décidé à ne pas solliciter le renouvellement de sa mission temporaire qui expirait le 3 ou le 25 juillet selon qu'on la faisait dater du jour où elle parut à l'*Officiel* ou de la remise de ses lettres de créance. Jouvenel souhaitait que je fusse son successeur. Lourde succession à recueillir, réputation difficile à égaler que la sienne. Ce parlementaire heureux avait, par son habileté et ses largesses, jeté du lustre sur notre ambassade.

Sénateur, ancien ministre, publiciste brillant, orateur né, il avait l'air assuré, le corps bien découplé, des épaules solides à faire envie à un fort de la halle, des yeux veloutés qui pouvaient être doux. Il imposait par son optimisme, rayonnait d'aise, séduisait les femmes : n'en avait-il pas trois légitimes dont chacune parlait de ses prunelles ? La volupté était la carte maîtresse de ce superbe cynique.

Le journalisme, l'instinct de la diplomatie, l'esprit de la politique l'avaient conduit à Rome avec sa dernière compagne, belle Judith colorée de soufre, épanouie dans les honneurs. Avec une adresse intuitive et sans porter directement atteinte aux prérogatives de la Société des Nations, évangile des temps nouveaux, Jouvenel réussit, par un chemin détourné, à y rallier Mussolini, qui rêvait d'un directoire européen. Il négocia, dans le cadre de l'institution de Genève, un accord entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. C'était le pacte à quatre. « L'idée que l'Europe sera tranquille pendant dix ans, écrivait Mussolini dans le *Popolo d'Italie* du 29 juillet 1933, doit exercer une influence favorable sur la situation générale. »

Comme je sentais mon heure venir, las de ma solitude, j'écrivis le 11 juin, l'esprit alerté, à celle qui est devenue ma femme (1) : « Je compte partir le 18 pour Paris où je mettrai la dernière main à une réadaptation de notre convention commerciale franco-turque, rendue nécessaire par la crise économique et la politique des contingentements. Peut-être, pendant mon séjour en France, apprendrons-nous ensemble la nouvelle destination où s'épanouira notre immuable amour. Puisse la ville éternelle conférer la pérennité à des sentiments qui sont au-dessus de l'atteinte des hommes ! »

Paul Boncour est une de nos figures populaires. Il ne passe pas inaperçu ; de sa petite taille bien prise il ne perd pas un pouce. C'est un aimable Berrichon dont la physionomie s'apparente à nos souvenirs. Une de ses lointaines aïeules habitait une maison proche du château de Valençay où demeurait alors Talleyrand. Est-ce le hasard qui le fit ressembler au grand seigneur ou bien un hommage du diplomate illustre à sa jolie voisine. Certains héritages sont indiscrets, et les traits congénères sautent des générations pour raconter les histoires d'amour que l'histoire oublie.

Je m'en aperçus un jour dans un dîner chez la comtesse Jean de Castellane, née Talleyrand. M. Boncour était assis justement au-dessous du fameux portrait de Prudhon. Qui n'eût été frappé de cette ressemblance extravagante ? Même port de tête arrogant et audacieux où une chevelure argentée remplaçait la perruque du prince de Bénévent. Maîtres de leurs muscles,

(1) Marie de Rohan Chabot, princesse Lucien Murat. C'est à elle que sont adressées les *Lettres à Marie*. (Plon, édit.)

ils savaient l'un et l'autre garder leur impassibilité tandis que les courants de la politique tournoyaient.

Lorsque je lui fis la remarque, il sourit, ne protesta pas. Le passé s'emparait du présent. Quel beau front bombé, refuge d'une intelligence cultivée et d'un esprit orné ! Ses yeux tour à tour réfléchis et malicieux brillaient dans l'ombre de ses orbites. Il était animé par la volonté de paix qui rayonnait à Genève, d'où son éloquence la portait aux quatre coins du monde. Comme lui, il aimait la conciliation et, de Genève à San Francisco, il devint le champion de la doctrine française de sécurité.

La vie d'un diplomate de carrière, exilé perpétuel, ne favorise pas ses relations avec les hommes politiques dont son avenir dépend. Ce ne fut pas mon cas avec Paul Boncour : je me sentais attiré vers lui. Son père n'avait-il pas été avec le mien à Pontlevoy, collège réputé où vers 1848 la jeunesse se préparait aux grandes écoles ? Mon frère, son collègue à la Chambre des députés, goûtait le libéralisme éclairé de ses opinions. Et moi, ne m'étais-je pas attaché, dans tous les postes où j'avais représenté la France, à propager les principes de la Société des Nations si conformes à mes vues ? En Grèce notamment, après le coup d'Etat nocturne d'où surgit une dictature bouffonne, j'avais par une démarche spontanée réussi à arrêter le général Pangalos dans son agression intempestive contre la Bulgarie et à lui faire accepter l'arbitrage de Genève. C'est à cette occasion que se vérifia l'apostrophe de Briand : « Arrière les fusils ! Arrière les mitrailleuses ! » Plus tard, poursuivant mes efforts, j'obtins du gouvernement turc qu'il adhérât à la Société des Nations, ce qui resserrait nos liens avec lui en levant ses préventions contre elle.

Aussi, M. Paul Boncour, après avoir pesé les heureux résultats de mes missions en Grèce, en Autriche, en Turquie, et pris l'avis de Jouvenel, me confia le poste de Rome. « Je l'ai nommé, dit-il, parce que la chance l'accompagne. » Quant à moi, je lui demandai de préciser ses instructions : « sortir du pacte à quatre pour faire le pacte à deux », et je partis pour l'Italie le 12 août, décidé à me prévaloir de nos idées de liberté en face du « César de Carnaval », expression renouvelée de la comédie italienne, échappée de la tribune française, prompte à franchir les Alpes. Je ne tardai pas d'ailleurs à entendre Mussolini, dési-

reux de me plaire, dire avec désinvolture : « C'est une phrase que j'ai oubliée. » Sans doute eut-il raison de l'oublier au faîte de sa fortune, mais la postérité s'en souviendra. Nous avons vécu tout cela. Que restera-t-il de ces histoires vraies ou apocryphes ? L'orateur des balcons, l'homme de bruit sera-t-il évoqué quelque jour dans le silence que sa chute fera, maculé de sang, le visage boursouflé, tel que les Erinnyes vengeresses, impitoyables à l'amour, l'auront abandonné au détour d'un chemin, après avoir si tragiquement raffiné sur sa mort ?

Tout ambassadeur rêve, un jour dans sa vie, de se prélasser au fond d'un carrosse d'apparat, bercé par huit ressorts, caressé par les regards de la foule. Or, ce jour-là, le 14 août 1933, le comte Carlo di Cellere, maître des cérémonies de la Cour, vint me chercher au Palais Farnèse. Il arrivait, précédé d'un piqueur en grande livrée, suivi de trois carrosses aux housses écarlates et de neuf laquais poudrés qui m'attendirent au pied de l'escalier dessiné par Michel-Ange et dont la simplicité touche au sublime. La beauté du style impose la grandeur de l'esprit. Comblé par le destin, je n'étais pas insensible à cette voix. La faveur m'arrivait comme un accident.

Bientôt Cellere, dont je connaissais la famille, entra dans la salle d'Hercule, haute de deux étages, si vaste, si vaste qu'un orchestre peut y blottir ses violons, non loin du plafond où l'araignée se perd dans l'infini, poursuivie par les têtes de loup ingénieuses à la découvrir. Je nommai mon personnel au représentant de la maison civile du Roi et nous descendîmes les marches grandioses de ce palais où l'histoire filait son linceul depuis le cardinal du Bellay jusqu'à Choiseul et mes grands prédécesseurs que j'avais connus, le marquis de Noailles et Camille Barrère qui vivait encore. Je sentais le passé parlant me guider dans ma course, et, les yeux fixés sur les carrosses dans la cour, les cochers à tricorne sur leur siège, le fouet à la main, les laquais gantés de blanc comme moi, debout, trois par trois, devant les portières ouvertes, je ne pouvais que répéter avec La Bruyère : « La plus haute fortune ne mérite ni le tourment que je me donne, ni les petitesses où je me surprends. »

Nous montâmes en voiture, les laquais d'une chiquenaude étalant leur jabot sautèrent sur leur entretoise et le cortège s'ébranla à grand attelage de bais bruns, sortis des écuries de la Couronne, le frontal paré de blanches aigrettes.

En un instant, le piqueur, le ventre dodelinant, l'épée au côté, avait franchi la voûte de cette demeure hautaine et passé de la pénombre du portique de Sangallo à la lumière embaumée du marché aux fleurs « où Phœbé réjouie met ses couleurs ». Le portier obèse, espion familier, souriait d'aise. J'étais surpris, en roulant sur les pavés du roi, par l'absence totale de trépidation d'un véhicule si habilement suspendu que la rapidité même semblait être bannie. J'avais l'impression que nous étions immobiles, pendant que je saluais la foule qui battait des mains et que les gamins, apercevant sur ma tête le chapeau à plumes de mon grand-père, démodé comme un fétiche, clamaient leurs vivats. Près des grandes baignoires de granit antique, riches de cette eau merveilleuse, *aqua felice*, qui arrive bondissante des montagnes de la Sabine, les carabiniers épars sur la place s'étaient groupés et faisaient la haie. Que cela était beau ! Entouré d'architecture renaissance et de badauds stylisés, on eût dit un Piranèse, vision qui éveillait mes souvenirs secoués par une baguette magique.

Ceux-ci m'accompagnèrent à travers mes ambassades retrouvées que la vie se chargea de travestir selon la hiérarchie du temps. Tandis que nous approchions du palais Rospigliosi, ils se précisèrent. Je pensais à M. Nisard, le vieillard sourd, qui dans ce palais m'avait enseigné la diplomatie faite non pas de fourberie mais de finesse, science plus complexe que le public ne l'imagine, et j'entendais la voix péremptoire du conseiller, M. de Navenne, qui criait à tue-tête : « Peut-on concevoir un déclin pareil de la carrière ? A quoi en sommes-nous réduits ? La politique française a un intérêt évident à savoir si le prince de Naples peut avoir un héritier. Or, nul n'ignore qu'il a une liaison avec Julia Candori, et je ne vois ici ni un attaché ni un secrétaire qui ait eu la curiosité de fréquenter cette dame pour nous donner un renseignement de première main. Hélas ! où allons-nous, messieurs ? Ah ! il en était autrement quand j'entrai aux Affaires étrangères sous les auspices de feu M. le duc de Broglie ! »

Pour lui montrer que nous n'avions pas perdu le sens des traditions, je résolus de faire ma cour à la belle que Navenne me destinait. Curieuse coïncidence, elle habitait dans mon voisinage, via di Firenze, d'où nous pouvions badiner par geste d'une fenêtre à l'autre, sans jalousie. Un matin, tandis que je

me rasais devant mon miroir, je l'aperçus qui me faisait des avances, invites charmantes que soulignait sa vieille mère, duègne d'occasion. Pouvais-je me dérober ? Je répondis par un billet galant où les adverbes extraits du dictionnaire pleuvaient, *immensaménte, enormeménte, prodigiosaménte !* Ils exprimaient en syllabes sonores une admiration passionnée. « Chère voisine, soyez badine et folâtre, distribuez vos grâces et laissez mes désirs toucher votre cœur. » Je ne m'étonnais de rien, je courus visiter la blonde épanouie dans ses charmes avantageux ; elle semblait sculptée par un Michel-Ange en bonne fortune. Je lui plus, elle savait quelques mots de français, ayant été toute jeunette à l'Exposition de 89. L'appartement était commode, l'hospitalité généreuse, des photographies princières attiraient l'attention, posées sur un « bonheur du jour » rococo.

Volontiers je me serais attardé dans ce salon douillet, où l'Arétin me soufflait ses satires licencieuses, mais la belle fleur d'alcôve me congédia : « Pas si vite, pas si vite, il faut connaître avant d'aimer », usage politique que pratiquent les Romaines. Le lendemain, seconde audience. Cette fois Julia me reçut dans sa chambre au milieu des flacons et des robes parfumées. Tandis que je baragouinais un compliment dans mon vilain jargon pour capter sa confiance et deviner ses mystères, elle préféra, heureuse diversion, se déguiser en Vénus Anadyomène, déshabillé fort seyant, que sa modestie justifiait : n'était-elle pas plus troublante que cette aguichante déesse ? Toujours dans le linge qui fuit, il y a une caresse du Corrège. Mais pouvait-elle croire qu'un Français fût capable de s'adonner à l'amour sans penser ni proférer une parole ? C'est alors que le secret du prince joua. O diplomatie, que d'indiscrétions on commet en ton nom ! Pour moi, jamais je n'accomplis avec tant de vélocité un devoir professionnel aussi original. Rien n'est contagieux comme la vertu que couronne le plaisir.

Transportés dans le passé, nous avions pris la route de la mémoire ; l'air, déchiré par les notes aigres des hirondelles, était plein de choses qui s'enfuyaient. Mais, qu'importe que les choses s'enfuient, si le souvenir précis des faits et des sensations demeure. Nous passions près du palais Colonna, non loin de la via dell' Umiltà, où j'allai chaque jour pendant l'été de 1900, rue sineuse dont les maisons étaient adossées à la place Trevi. La fontaine ratissée par le trident de Neptune, maître des cas-

cades sonores, donne à ce quartier populeux où le paganisme se sent à l'aise, une majesté incroyable ! « Les souvenirs, disait Paul Valéry, sont des bijoux perdus. » N'hésitons pas à les sauver de l'oubli en les faisant revivre.

L'ancienne rue de l'humilité s'appelle aujourd'hui « Via del Conte Pietro di Brazzà Savorgnan ». Quelle étonnante famille vivait en ces lieux ! C'était une famille papaline qui, par fierté, ne s'était ni ralliée ni inféodée à la Monarchie de Savoie. N'allez pas vous imaginer que cette attitude fût l'écho suranné d'un monde disparu ! Loin de là, les Brazza, aristocrates du type vénitien, ne ressemblaient en rien à des épaves. Ils surprenaient au contraire par leur originalité, leur ascendant personnel, leur esprit inventif. Groupés autour d'une matrone incomparable, ils formaient comme une oasis morale où florissait dans le recueillement la philosophie des âmes tendres. Ce sont les épousailles de la mer à Venise qui conduisirent mon beau-frère au centre de la superbe Afrique, dans des contrées que Marco Polo n'avait point connues.

Mme de Brazza, née Simonetti, veuve du comte Ascagne, seigneur d'Udine, artiste réputé, héritier du domaine où avait été signé le traité de Campo Formio, désertant sa demeure du Corso, s'était installée dans un palazetto de la via dell' Umiltà avec les sept ou huit enfants qui restaient des quatorze qu'elle avait mis au monde. Chacun d'eux avait l'air de sortir d'une toile du Tintoret. Le troisième, Pietro était mon beau-frère, protecteur affable, ami affectueux. A quatorze ans, élève au Borda, il s'était fait Français à la nouvelle de la bataille de Sedan : dès lors, marin et explorateur, il servit notre pays avec le zèle d'un néophyte, cherchant à effacer les traces d'une défaite poignante par l'éclat de gloires nouvelles qu'il voulait lui offrir, comme on offre un bouquet à une femme malheureuse.

Son étoile le mena sur la côte du Gabon, d'où, conquérant pacifique; il remonta l'Ogoué, et, sur les rives du Congo, pieds nus, un bâton à la main, il eut l'impérissable honneur d'arrêter Stanley dans son incursion armée. Brazzaville, sur la carte, a marqué cet exploit.

Le soir à Rome, lorsqu'arrivait l'heure du dîner, deux maîtres d'hôtel, l'un boitant à droite, l'autre à gauche, précédaient dans la salle à manger l'octogénaire vénérée de qui j'étais l'hôte reconnaissant. Cette claudication jumelée ouvrait la marche.

Derrière elle, comme une garde d'honneur, apparaissaient ses fils qui avaient tous leur franc parler. On n'était jamais moins de dix à table.

Luigi, l'aîné, présidait en face de sa mère. Je l'entendis un soir, original fieffé, déclarer d'une voix tranquille, lui le représentant attiré de cette famille papaline, que par sa grandeur et l'excellence de son acoustique, Saint-Pierre de Rome était destiné à devenir, sans castrats, le grand Opéra de l'Europe. A sa droite, son frère Antonio, commandeur de l'Ordre de Malte, qui lisait chaque jour son bréviaire et ressemblait avec sa longue barbe grise à un doge du XVI^e^ siècle, au lieu de s'emporter, se contenta de sourire.

Au sein de cette sobre famille où j'ai mangé, quels repas succulents ! des macaronis, mon plat favori, des cailles voyageuses, et bu le Suavé doré et le Chianti qui vermillonne les joues, il y avait sans doute parmi ces frères graves et réfléchis des divergences d'opinion, des discussions animées, mais jamais irritantes. Ni bouderie, ni tapage. Vers la fin du dîner, lorsque la maîtresse de maison se levait et se retirait silencieuse pour ne déranger personne, les cigarettes sortaient de leurs étuis, les virginias s'allumaient à la flamme d'une bougie. Après quoi l'on rentrait au salon pour trouver la comtesse de Brazza récitant des vers de la *Divine Comédie* « Au temps des doux soupirs », et jouant aux échecs avec le curé de la paroisse voisine. C'était une église de style baroque qui avait été bâtie par le cardinal Mazarin, illustre serviteur de la France. Quel exemple pour la mère qui lui donnait son fils ! Jamais je n'oublierai cette grande dame et le prêtre bonasse penchés sur l'échiquier, à la tombée du jour, devant une fenêtre qui s'ouvrait sur l'architecture irisée des eaux romaines.

Je ne voudrais pas terminer cette évocation sans dire un mot de mon beau-frère, tel que je le vis à Rome. C'était un seigneur de la Renaissance à l'ossature fine et racée, dont l'expression de puissance ajoutait au sérieux de son visage animé de rêves flottants. Je me rappelle le mystère de sa main, ses doigts effilés, ses ongles bombés, son pouce très long qui révélait l'orgueil de sa race, sa paume sensible où la ligne de la chance accompagnait celle du cœur, sillons prédestinés. Il aurait pu tirer un arc, brandir un javelot, commander, être maître et je le voyais fumer dans un rêve nonchalant d'interminables cigarettes.

Ses jambes longues le gênaient ; il ne savait où les mettre et préférait demeurer étendu. On sentait que l'espace lui appartenait. Sa renommée était burinée par la gloire. L'ingratitude des hommes fut à la mesure de l'empire dont il dota la France, or, jamais une plainte ne sortit de ses lèvres closes.

Cependant la promenade officielle poursuivait son cours, les images évocatrices, patinées par mes souvenirs, se superposaient. Nous roulions, c'était l'été blanc et torride. La ville, cuite à point dans ce four doré, absorbée par le soleil, mûrissait.

Le cortège, contournant le jardin Colonna, avançait vers le Monte Cavallo. Castor et Pollux, dompteurs de chevaux cabrés, statues colossales qu'au déclin de l'Empire, en ces temps d'ignorance on attribuait faussement à Phidias et à Praxitèle, marquaient un des plus beaux sites du monde. Rome vise à l'effet. Je ne pouvais m'empêcher de songer à un arc-en-ciel que je vis dans une atmosphère orageuse, relier cette place sans pareille au dôme lointain de Saint-Pierre, comme si, d'un pont hardi, le grandiose antique et l'onction chrétienne étaient rattachés l'un à l'autre par un ruban dont les sept couleurs accolées ne se pénétraient point. On eût dit une palette où les rayons enchantés, concentrés dans un prisme, s'harmonisaient sans se confondre. Rome n'a pas de chemins morts, les grands hommes vivent et leur empreinte demeure.

J'aimais la ville différemment que dans ma jeunesse ; l'art alors captivait ma vie, fardait les monuments, égayait les belles eaux, rendait les statues encore plus désirables. L'art est une délectation, disait le Poussin. Et voici que Rome au lieu d'embellir ma vision d'émotions esthétiques, servira désormais de décor à la politique que je vais poursuivre. Harmonie dans le disparate, merveilleux capharnaüm, où un siècle pousse l'autre : regardez les paysages d'Hubert Robert qui n'ont pas le sens commun et nous plaisent infiniment. Ce ne sont qu'obélisques, arcs de triomphe, belles statues, laveuses mises au hasard : le mérite de ces tableaux n'est-il pas dans le désordre de leur ordonnance ? Rome n'étalera plus la noble façade des choses sous mes yeux ravis, mais dévoilera les pensées secrètes des personnages que je suis chargé de pénétrer, tout d'abord celles du souverain qui laisse flotter les rênes de son âme parmi des réserves de silence.

Soudain, nous obliquâmes à droite, et, franchissant un vaste

portail que gardait un Suisse, habillé de rouge, sa hallebarde à la main, nous entrâmes dans la cour du Quirinal, où une compagnie de bersaglieri, avec drapeau et musique, rendait les honneurs. Le comte Louis de Sant'Elia, premier maître des cérémonies de la Cour, m'attendait à la porte vitrée et m'accompagna le long du grand escalier. Les carabiniers de la garde royale se tenaient sur chaque marche, présentant le sabre, jusqu'à l'entrée de la salle des Ambassadeurs, où Sa Majesté me reçut debout. Le grand cordon de la Légion d'honneur rougissait son uniforme.

Le roi rentré sur la scène. Son visage, si ingrat soit-il, fait la félicité du courtisan. Mais je n'étais pas courtisan ! Je cultivais l'alliage du respect et de la liberté devant ce roi qui croyait au droit divin, ne prenait pas de risques et aimait à dire que rien ne lui appartenait dans ses palais, pas même une chaise, présage de demain. C'est une profession sérieuse que d'être roi. Avec un front entêté, une bouche faisant la moue, la ténacité découpée dans son profil, Victor-Emmanuel III, drapé de fierté naturelle et d'honnêteté insidieuse, demeurait énigmatique.

La journée était brûlante, l'odeur des myrthes qui grésillaient dans les jardins insensibles aux saisons pénétrait jusqu'à nous. Les cigales se pâmaient. « Vous avez choisi pour cette cérémonie, dit le roi en essuyant son front, le jour le plus chaud de l'année. » Il s'assit et m'indiqua un siège à côté du sien. « Je regrette, Sire, que la rose des vents ne soit pas plus clémente au moment où j'ai l'honneur de remettre mes lettres de créance entre vos royales mains. » Il sourit à ces mots peut-être trop fleuris dont le ton ne sembla pas lui déplaire. Il déposa les lettres sur un tabouret et, jetant un coup d'œil vers ma poitrine chamarrée : « Quelle est cette médaille ? dit-il. — Je suis fier, répondis-je, de la présenter au premier numismate d'Europe : c'est l'Ordre des Cincinnati, fondé par le roi Louis XVI et le président Washington, glorieux amalgame par où la liberté est entrée dans le monde. » Ce disant, bien que je portasse sur mon uniforme l'épée de nacre donnée par la duchesse d'Angoulême, j'avais tout à fait oublié que Louis XVI était le grand-oncle de Victor-Emmanuel III, Clotilde de France ayant épousé le duc de Savoie, l'une des trente alliances unissant les lys et la croix blanche. Mais les princes, eux, n'oublient rien de ce qui les touche. « Je vous remercie, reprit le souverain avec

un sourire, d'avoir pensé à moi. J'ai aussi pensé à vous en ce jour, ajouta-t-il. N'avez-vous pas à Rome un cousin, le comte de Perron Saint-Martin, comme vous descendant du général La Fayette et, d'autre part, petit-fils du ministre de la Guerre de Charles-Albert, qui fut tué à Novare ? — Oui, Sire. Je suis touché que Votre Majesté veuille bien s'en souvenir. — Eh bien ! j'ai le plaisir de vous annoncer qu'en l'honneur de votre arrivée à Rome, j'ai nommé hier le colonel Perrone di San Martino, général. »

Tant que dura notre entretien, je posai un regard attentif sur ce roi, conscient de son autorité et de sa naissance, mais qui souffrait visiblement de la petitesse de sa taille et de l'ascendant excessif du ministre prépotent qui piétinait les marches du trône. A une allusion désabusée qu'il fit à son règne, je ripostai : « Le règne de Votre Majesté a été jusqu'à ce jour un règne victorieux. N'avez-vous pas étendu les frontières de votre royaume et resserré les liens qui l'unissaient à la France, condition de notre mutuelle grandeur. N'était-ce pas la politique du glorieux précurseur de Votre Majesté ? — Vous croyez, Monsieur l'Ambassadeur, qu'on me jugera ainsi ? » A ce roi incertain, ennemi du risque, le cardinal de Retz aurait peut-être répondu : « Nous allons voir des choses auprès desquelles les passées ne sont que verdure et pastourelles. »

Cependant, à mesure que Victor-Emmanuel parlait, je sentais sa confiance s'éveiller. Nous traversions un temps où l'orgueil traditionnel des rois se muait en timidité. Comme Nicolas II que j'avais connu et qui hantait ma vision, le roi d'Italie n'était ni vain ni présomptueux et l'on pouvait lui appliquer cette pensée de La Bruyère : « La modestie est le premier élément de la vraie politesse. » Cette politesse intuitive le porta à engager une conversation familière : « Avez-vous remarqué, me dit-il, que les hommes, lorsqu'ils sont réunis, ont une tendance naturelle à se réfugier dans les souvenirs du passé ? Ainsi, au cours de cette causerie qui nous attire l'un vers l'autre, notre pensée rôde cent ans en arrière. De qui parlons-nous ? Du général La Fayette, mort, si je ne me trompe, vers 1830. — Votre Majesté me permet-elle de préciser la date ? La Fayette est mort le 20 mai 1834. — C'est exact, reprit Victor-Emmanuel, ce qui lui permit de constater que son roi populaire « entouré d'institutions républicaines » marchait dans des voies rétro-

grades et de modifier sensiblement son attitude envers Louis-Philippe.

« Maintenant que vous avez suivi les méandres de notre pensée, assis sur deux fauteuils, côte à côte, imaginez ce qui arrive quand je m'entretiens avec mon Grand Chambellan, le duc de Borea qui a cent-trois ans. L'autre jour, je lui demande de me rappeler le nom d'un de ses parents tué dans une bataille que nous avons livrée jadis contre les forces révolutionnaires françaises. » A ces mots, le roi parut embarrassé et rougit. Il avait craint sans doute de dire « contre la France ». « Borea lui répondit sur-le-champ, ajouta-t-il, comme s'il s'agissait d'un deuil survenu la veille : « C'est Joachim qui fut tué à Montenotte en 1796. »

De cette conversation royale, fidèlement rapportée, je tirai deux enseignements. A la manière dont il fit la grimace en citant La Fayette, à l'embarras qu'il éprouva en parlant d'une victoire française, je conclus que Victor-Emmanuel blâmait la révolution de 1830 et la campagne d'Italie de Bonaparte.

J'espère avoir suffisamment voilé mes pensées intimes car Sa Majesté, avant de lever l'audience, me traita avec une grande bienveillance. « J'ai plaisir à vous connaître, dit-Elle. Restez longtemps parmi nous. Que votre gouvernement cesse de changer ses ambassadeurs sans leur laisser le temps d'enrichir leurs connaissances et de gagner les cœurs. Veuillez le lui dire de ma part, en exprimant à Monsieur le Président de la République l'assurance de mon amitié. »

Je me retirai, comblé de civilités par ce roi réaliste qui n'aimait pas les fadaises et méprisait la Cour. C'était l'homme le plus défiant, le plus couvert qui fût. Indifférent aux beaux songes, ce timoré devait assister, sourd et muet, au plus grand drame de l'histoire. Hélas ! il n'avait à ses côtés ni un fou pour le distraire ni un sage pour le conduire. Un acteur populaire, Benito Mussolini, qui n'était pas un figurant, avait volé son rôle, en lui laissant la place de signer son nom.

Descendant l'escalier du palais, je pensais au sourire ambigu des ducs de Savoie que le hasard servait à leur guise. J'étais perplexe. Le souverain à qui je venais de faire ma révérence, s'il avait une résolution déterminante à prendre, pourrait-il s'y décider dans le pays onduleux des Sibylles, et serait-ce en notre faveur ?

Une phrase de Phélypeaux, ambassadeur à Turin, ricochait dans ma mémoire comme un motif d'inquiétude : « Le duc de Savoie était libre de retourner à ses artifices ordinaires : ménager tout le monde et ne se déclarer qu'à l'extrémité. » Plus encore. Comment oublier la réprobation de Louis XIV inscrite en lettres de feu dans son message à Victor-Amédée Ier : « Monsieur, puisque la religion, l'honneur, l'intérêt, l'alliance et votre propre signature ne sont rien entre nous, j'envoie mon cousin le duc de Vendôme à la tête de mes armées pour vous expliquer mes intentions. »

Pensées troublantes qui m'assiégeaient tandis que je passais devant les carabiniers alignés jusque sur la dernière marche. En politique, il y a aussi l'esprit de l'escalier.

CHARLES DE CHAMBRUN.

EN INDOCHINE

LE COUP DE FORCE DU 9 MARS

Dans les premiers jours de mars 1945, le directeur des services économiques me prévenait qu'à la demande expresse de la mission nippone, il conviendrait prochainement de conclure entre celle-ci et le gouvernement général (1), un accord en bonne et due forme, sur les livraisons de riz à faire, en 1945, par l'Indochine au Japon. Il s'agissait là d'un de ces arrangements périodiques, dont le traité de commerce signé à Tokyo en 1941 faisait une obligation au gouvernement général. Une semblable demande n'avait donc rien que de très naturel. La mission insistant pour que cette signature puisse avoir lieu le 9 mars, je donnai de Dalat, le 5 mars, mon accord à cette proposition.

Je rentrai à Saïgon le 6 au soir et, dès mon arrivée au gouvernement général, j'étais informé que l'ambassadeur japonais serait heureux d'avoir un entretien personnel avec moi, après la signature de l'accord. Cette suggestion me parut elle-même normale. Ma dernière conversation officielle avec le chef de la mission nippone remontait en effet au 24 février, lendemain de mon arrivée à Saïgon. Nous avions encore abordé ce jour-là l'épineuse question des demandes de change pour les forces japonaises, mais les dispositions de mon interlocuteur paraissant plus conciliantes, un compromis satisfaisant me semblait désormais possible, et même probable.

(1) L'amiral Decoux était, depuis près de cinq ans, Gouverneur général de l'Indochine.

Il est à noter qu'au cours de nos dernières rencontres, l'ambassadeur n'avait soulevé d'autre problème que celui des besoins financiers de l'armée nippone ; il ne m'avait fait part d'aucune doléance sur l'attitude de l'autorité française, ni exprimé une inquiétude particulière sur la situation.

Les 2 et 7 mars, j'avais eu au gouvernement général des contacts de pure courtoisie avec les chefs de l'armée et de la marine impériales, puis avec la mission diplomatique. En me quittant, le mercredi soir 7 mars, S. E. Matsumoto fit devant moi une simple allusion à la signature de l'accord économique, toujours prévue pour le 9, et à l'entretien privé que nous devions avoir ensuite, « pour reparler, me précisa-t-il, de la question des dépenses militaires ».

Ainsi, l'atmosphère demeurait-elle normale. Nous étions cependant à moins de quarante-huit heures d'un coup de force, et les Japonais allaient, une fois de plus, montrer, dans l'exécution de leur acte abominable contre l'Indochine, la maîtrise et le machiavélisme consommés qui les caractérisent dans de semblables occasions.

LE PALAIS DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL A SAIGON

Après échange de vues entre les organismes intéressés, il avait donc été décidé que les textes arrêtés en commun par les experts français et japonais seraient soumis à la signature de l'ambassadeur Matsumoto et à la mienne, le 9 mars à 18 heures au gouvernement général.

Je dois dire ici quelques mots du cadre où allait se dérouler cette scène dramatique, qui devait avoir, et qui a encore, au moment où sont écrites ces lignes, de si lourdes conséquences pour l'exercice de la souveraineté française sur l'Indochine.

Nous sommes au palais de Saïgon, dans ce superbe immeuble du gouvernement général, conçu sous le Second Empire, et dont l'amiral de Lagrandière, après un long séjour en Cochinchine, posa la première pierre en 1868, au moment où il rentrait en France.

L'immeuble, tout entier construit en fer, briques et stuc, a grande allure, malgré les motifs surannés de son architecture post-romantique. Je l'ai sauvé, dès ma prise de fonctions, d'une modernisation malencontreuse, qui lui eût enlevé tout son carac-

tère. Et je puis dire que, grâce à moi, cet ancien palais des premiers amiraux-gouverneurs put conserver, et gardera longtemps encore, cette empreinte du passé, montrant à tous que la France a depuis quelque quatre-vingt-dix ans planté son drapeau dans ce pays.

Les proportions de l'édifice sont majestueuses, les pièces de réception vastes et aérées, d'immenses portes-fenêtres s'ouvrent de tous côtés sur le parc à la noble ordonnance, que conçurent aussi les amiraux-gouverneurs. Grâce à leur judicieuse orientation, les façades principales recueillent les moindres souffles de la mousson régnante. Il est ainsi possible au gouverneur général, lorsqu'il est de passage à Saïgon, de travailler au calme, et dans une fraîcheur relative de donner aussi des réceptions agréables.

Tout en haut du perron d'honneur, la porte d'entrée du palais donne sur un large vestibule d'apparat, où sont reçus les visiteurs de marque. Dans deux niches symétriques, de beaux bustes de Rigault de Genouilly et de Charner rappellent sans cesse à ceux qui seraient tentés de l'oublier que c'est à ces grands marins que la France doit d'avoir fait flotter nos couleurs sur la Cochinchine, avant même l'avènement de la IIIe République. Quand j'ai pris mes fonctions de gouverneur général, ces deux grands ancêtres, jugés peut-être trop voyants par certains gouverneurs civils, avaient été placés en pension — ou en quarantaine — dans le musée de Saïgon. Sur mon ordre, ils regagnèrent aussitôt leur « banc de quart ». Je les considérais l'un et l'autre comme des manières de fétiches ; ils allaient cependant, en cette soirée mémorable du 9 mars 1945, voir se consommer un acte irréparable.

Dans l'aile gauche du rez-de-chaussée, s'allonge l'immense salle à manger des grandes réceptions. De l'autre côté, des bureaux se succèdent, dont le plus important est bien entendu celui du gouverneur général.

C'est dans cette pièce, que j'ai fait moderniser — car elle était elle-même fort délabrée — que je passe chaque jour dix heures de bureau, lorsque je suis dans le Sud, alternant les audiences avec le volumineux courrier quotidien. Dans la pièce, une vieille horloge à balancier remontant manifestement au temps de la conquête, atteste la survivance du lointain et héroïque passé...

Souvent, au cours de ma besogne journalière, il m'arrive de m'interrompre un instant, pour réfléchir aux mille problèmes qui assaillent mon esprit. Alors, mes yeux se reposent sur la pelouse vert tendre qui fait face à l'entrée principale. Tout au milieu, j'ai fait, comme à Hanoï, dresser un imposant mât de pavillon où flottent nos couleurs. Cette vue me soutient et m'exalte. Sous mon gouvernement général, le pavillon de la France flotte ainsi librement, depuis cinquante-six mois, d'un bout à l'autre de l'Indochine. En sera-t-il ainsi jusqu'au terme du conflit du Pacifique ? C'est là mon grand espoir, mon unique pensée. Hélas ! je commence à en douter...

SIGNATURE DE L'ACCORD SUR LE RIZ

Le 9 mars au soir, l'ambassadeur Matsumoto et ses collaborateurs arrivaient, comme il était convenu, au Palais du Gouvernement général, avec quelque retard cependant. La préparation des documents et la signature de l'accord sur le riz exigent en outre un certain délai. A 18 h. 30 environ, je peux enfin accorder au chef de la mission diplomatique nippone l'audience qu'il a sollicitée de moi, et notre entretien commence aussitôt sans le moindre témoin.

L'ambassadeur me parle tout d'abord de la situation en Europe, qui lui paraît des plus graves. Je reconnais sans peine devant lui que les opérations sont entrées, sur ce théâtre, dans une phase décisive. J'ajoute qu'à mon avis, l'Allemagne peut être amenée, d'un moment à l'autre, à cesser la lutte.

M. Matsumoto me paraît préoccupé et quelque peu nerveux, chose rare chez un Asiatique. Il me fait part de réflexions fugitives ne s'enchaînant pas entre elles de façon logique et qui, pour tout dire, me paraissent quelque peu incohérentes.

— Est-ce que vous êtes en relations avec le gouvernement français ? me demande-t-il enfin à brûle pourpoint.

Je réponds à l'ambassadeur par la négative. Je lui rappelle à cette occasion la nature des pouvoirs qui m'ont été conférés par le précédent gouvernement métropolitain :

— C'est en vertu de cette délégation de pouvoirs que j'exerce, dans des conditions que j'estime satisfaisantes, mes fonctions de gouverneur général, en m'appuyant sur les avis et les recommandations du Conseil de l'Indochine.

— Mon gouvernement s'inquiète aussi, reprend alors l'ambassadeur, de certaines déclarations du général de Gaulle concernant l'Indochine.

Et comme je demande à ce sujet des éclaircissements à mon interlocuteur, celui-ci me donne les précisions suivantes :

— Le général de Gaulle a récemment exprimé l'espoir de voir bientôt l'Indochine reprendre sa place dans la communauté française.

Je fais remarquer au diplomate nippon qu'une telle déclaration n'a rien que de très naturel.

— Le chef du gouvernement provisoire, poursuit alors l'ambassadeur, a d'autre part annoncé dans une récente déclaration que la France avait l'intention d'accorder aux populations d'Indochine un statut plus libéral.

Je démontre sans peine à M. Matsumoto que cette promesse, qui cadre d'ailleurs exactement avec la politique que j'ai toujours suivie dans la Fédération, est conforme à l'évolution normale des choses.

REMISE DE L'ULTIMATUM

L'ambassadeur me paraît quelque peu gêné ; il cherche en réalité à gagner du temps. Il surveille l'heure avec une visible attention, et comme nous approchons de 19 heures, mon interlocuteur se déboutonne enfin :

— La guerre dans « la Grande Asie Orientale », me confie-t-il, vient d'entrer elle-même dans une phase décisive et extrêmement grave, qui préoccupe au plus haut point le gouvernement de Tokyo. Un débarquement américain peut se produire d'un moment à l'autre sur les côtes d'Indochine. Aussi devient-il indispensable d'accentuer la collaboration entre le gouvernement général et le Japon.

Il est 19 heures : M. Matsumoto démasque alors ses batteries.

— Il a reçu, me déclare-t-il, des instructions formelles et précises de son gouvernement. Celui-ci estime nécessaire de renforcer d'urgence les accords de défense commune.

Je réponds aussitôt au diplomate japonais qu'il ne doit pas compter sur moi pour entrer dans une telle voie. Je lui fais valoir que les accords en question existent depuis près de quatre ans, sans qu'ils aient eu à jouer et sans que les deux commandements

intéressés aient jugé nécessaire d'arrêter en commun les modalités d'application des accords en question. J'ajoute qu'au point où en est le conflit du Pacifique, ces textes doivent, à mon avis, demeurer tels qu'ils sont et qu'en tout cas je ne me prêterai à aucune modification de leurs dispositions.

Le chef de la mission japonaise ne s'embarrasse plus désormais de vaines précautions oratoires. Il me déclare brutalement que tel n'est pas l'avis du commandement des forces impériales. Puis il sort de sa poche un aide-mémoire, qu'il me lit aussitôt, et me remet ensuite. Il s'agit en réalité d'un véritable ultimatum, dont je donne ci-après le texte *in extenso:*

AIDE-MÉMOIRE

Vu le développement récent de la situation générale, et en particulier le fait des attaques répétées par les forces américaines contre la terre de l'Indochine, ainsi que la possibilité de l'invasion imminente des forces ennemies, le gouvernement du Japon décidé d'accomplir la défense de l'Indochine, conformément à l'esprit de la défense commune, sollicite instamment le Gouverneur général de l'Indochine à faire preuve de la volonté expresse de défendre l'Indochine jusqu'au bout, en collaboration étroite avec le Japon, contre l'invasion éventuelle des forces anglo-américaines et à donner à cet effet son accord :

a) A ce que, pendant la durée de la présente circonstance, l'armée de terre, de mer et de l'air, et la police armée indochinoise, soient placées sous le commandement unique de l'armée japonaise, qu'elles se conforment entièrement aux indications de celle-ci, en ce qui concerne l'organisation, la disposition et le mouvement des troupes, des armements et des matériaux, et que le chemin de fer, le transport maritime et fluvial, la communication intérieure et extérieure, et toutes autres indications nécessaires à l'opération militaire soient placés effectivement sous la gestion de l'armée japonaise ;

b) Que toutes les fonctions de l'administration indochinoise soient immédiatement prescrites à concourir, fidèlement et intégralement, à la requête du Japon ci-dessus formulée.

Une note annexe précisait que la réponse favorable du gouvernement général était attendue avant 21 heures le même jour.

Etant donné la gravité de la situation, je convoquai sans plus attendre le chef des services diplomatiques. M. de Boisanger arrivait sur le champ dans mon bureau, où il devait assister à la dernière partie de cet entretien historique.

TRAGIQUE DISCUSSION AVEC L'AMBASSADEUR

J'adresse alors à l'ambassadeur nippon des protestations énergiques, tant sur le fond du document qu'il vient de me lire que sur son caractère d'ultimatum. Je lui exprime aussi la surprise que j'éprouve à recevoir, sous une forme comminatoire, une demande inacceptable, ne me laissant qu'un délai de deux heures pour répondre.

Je fais ensuite, auprès de mon interlocuteur, les plus expresses réserves sur ce que sera ma décision. En tout état de cause, je ne pourrai répondre au paragraphe touchant la subordination éventuelle au commandement japonais des forces armées d'Indochine, sans en avoir au préalable conféré avec la plus haute autorité militaire.

— Mais vous avez les pleins pouvoirs, me répond avec vivacité l'ambassadeur. Vous pouvez donc immédiatement donner votre accord.

J'essaie de faire comprendre au diplomate japonais que les pouvoirs exceptionnels dont j'ai été investi en raison des circonstances ne me dispensent en aucune manière de consulter le commandement français, lorsque la responsabilité de celui-ci est elle-même engagée. J'ajoute qu'avec, ou sans pleins pouvoirs, je ne signerai jamais aucun engagement contraire à mon honneur ou à celui des armées françaises.

M. Matsumoto se met à ergoter. Cet homme épais, direct, sans nuances, n'a vraiment pas la classe de son prédécesseur. A l'entendre, l'aide-mémoire japonais n'est pas un ultimatum, mais le temps presse !...

— En ce qui concerne, ajoute-t-il, le rattachement des forces françaises au commandement nippon, la demande que nous vous présentons n'a rien que de très naturel. Il est normal que dans une conjoncture aussi grave, l'état-major des forces impériales soit désireux de réaliser le commandement unique, dont la nécessité est clairement apparue aux belligérants pendant les deux guerres mondiales.

Il m'est facile de répondre à mon interlocuteur, que le commandement unique, à ma connaissance, a toujours été jusque-là réalisé librement, et non sous la menace. J'ajoute qu'il n'a jamais été conclu qu'entre des commandements d' « armées alliées », ce qui n'est en aucune façon le cas pour l'Indochine et le Japon.

— Je tiens à vous rappeler, me précise alors l'ambassadeur, qu'une réponse favorable aux différents points de l'aide-mémoire, est attendue pour 21 heures par l'autorité militaire nippone. Si cette réponse ne lui parvient pas en temps voulu, il pourra en résulter une situation grave. Les troupes japonaises seraient dans ce cas obligées d'opérer par surprise... Avez-vous songé au sort des quarante mille Français qui sont en Indochine ?

— Voulez-vous dire par là, Excellence, demandé-je alors à mon partenaire, que des représailles pourraient être exercées sur les Français d'Indochine ? S'il en était ainsi, le commandement nippon et votre gouvernement en assumeraient l'entière responsabilité, non seulement devant l'Indochine et la France, mais aussi devant le monde.

M. Matsumoto ne souffle mot. Et comme l'ambassadeur vient de me remettre une lettre toute préparée, comportant l'acceptation pure et simple des termes de l'aide-mémoire, et qu'il me demande de lui renvoyer signée avant 21 heures, je lui rends aussitôt ce projet, en lui déclarant que je n'en ai que faire, ne pouvant songer un seul instant à donner une signature qui me déshonorerait.

M. de Boisanger, qui a suivi avec attention ce débat animé, et qui, en bon diplomate, ne veut pas se résoudre à considérer les ponts comme définitivement coupés entre les deux parties, prend à ce moment la parole. Il convient, selon lui, d'essayer de trouver une solution dans l'extension du délai, manifestement insuffisant, qui est laissé au gouverneur général pour faire connaître sa réponse. L'ambassadeur répond à mon conseiller diplomatique qu'il ne saurait en être question.

Je fais alors à M. Matsumoto les graves déclarations suivantes :

— Le Japon est venu en Indochine, il y a cinq ans, en assurant qu'il respecterait la souveraineté française. L'Empereur en personne a donné sa garantie solennelle à cet engagement. Au point où en est le conflit du Pacifique, ce serait de la part du gouvernement nippon une folie et un crime de détruire par

une initiative grave, un équilibre si péniblement sauvegardé pendant plusieurs années.

« Le gouverneur général a fait jusqu'ici l'impossible pour conserver aux rapports franco-japonais, un caractère acceptable. Si les forces impériales font un coup de force sur l'Indochine, elles se déshonoreront. Le commandement nippon partagera lui-même ce déshonneur. De toute façon, une telle action marquerait la fin de l'amitié franco-japonaise. »

L'ambassadeur ne réagit pas ; il insiste par contre, de la façon la plus pressante, pour emporter une réponse. Il va jusqu'à m'offrir de l'attendre lui-même jusqu'à 21 heures, au gouvernement général. Je décline cette offre et je congédie non sans peine le chef de la mission nippone, en lui confirmant que ma réponse lui sera remise à l'heure fixée par un officier français.

Avant le départ de M. Matsumoto, je prie celui-ci de faire éloigner sans délai le détachement japonais, dont il vient de m'annoncer la présence à la porte du gouvernement général, sous prétexte d'assurer ma propre sécurité, et celle de mon messager. Pour terminer, je résume comme suit à l'ambassadeur, les éléments essentiels de ma décision :

— Je ne pourrai donner de réponse sur le fond des demandes japonaises, qu'après en avoir conféré avec le commandement militaire français.

« Je me tiendrai prêt à poursuivre la conversation avec le chef de la mission diplomatique nippone ; et le général commandant supérieur fera de même, auprès du commandement japonais, dès qu'il aura été saisi des données du problème.

« En cas de coup de force, les Français ont l'ordre de se défendre.

DANS L'ATTENTE DE L'IRRÉPARABLE

Il est environ 20 heures 15 lorsque M. Matsumoto quitte enfin le gouvernement général. J'ai cherché en réalité à gagner du temps, et je ne désespère pas d'amener, une fois de plus, les Nippons à accepter une transaction qui nous soit avantageuse.

Cependant l'heure s'avance. Dans mon bureau, la vieille horloge des amiraux-gouverneurs poursuit son rythme régulier, qui me semble tout à coup s'être fait plus rapide. Un silence

de mort plane sur tout le gouvernement général. La cérémonie des couleurs s'est faite comme d'habitude, au coucher du soleil ; le pavillon national a été rentré à l'heure réglementaire, avec le cérémonial accoutumé. Pourra-t-il encore, demain matin, être hissé une fois de plus à la corne de ce mât blanc, symbole de la souveraineté française ? Ce mystère s'agite dans mon esprit, dans une pensée fugitive, plus rapide que l'éclair.

Comme le temps presse, j'appelle d'urgence auprès de moi mes conseillers naturels du gouvernement général, et je convoque en outre le général commandant dans le Sud, ainsi que le commandant de la marine. Tous sont déjà, depuis longtemps, alertés.

D'accord avec eux, je rédige sur le champ une réponse, qui tout en rejetant, en termes diplomatiques, la proposition japonaise, laisse cependant la porte ouverte à une éventuelle négociation. Voici le texte de ce document dont la minute a été tout entière écrite de ma main :

NOTE VERBALE

1. — Le Gouverneur général accepte que, dans l'éventualité envisagée — invasion de l'Indochine par les forces américaines, — le commandement de l'armée japonaise assume et conserve la responsabilité entière de la conduite des opérations.

2. — Il ne pourra se prononcer sur les paragraphes *a* et *b* qu'après avoir pris contact avec le haut commandement français.

3. — Il est prêt à poursuivre la conversation avec l'ambassadeur, de même que le commandement militaire français est prêt à entrer en contact avec le commandement militaire japonais.

4. — Le Gouverneur général, sous sa responsabilité, donne d'autre part à l'autorité japonaise l'assurance qu'à moins d'initiative hostile de la part des forces nippones, les forces françaises ne se livreront à aucun acte hostile contre celles-ci.

Saïgon, 9/3/45 (21 heures).

Au même moment (20 heures 45) j'apprends que le gouvernement général est cerné, que toutes les routes donnant accès à l'agglomération Saïgon-Cholon se trouvent elles-mêmes coupées par des détachements ennemis, et qu'enfin des Français ont

déjà été arrêtés et molestés, sur de nombreux points de la ville et des environs.

Vers 21 heures, le capitaine de vaisseau Robin, commissaire général aux relations franco-japonaises, l'officier capable de tous les dévouements, le compagnon fidèle des bons et des mauvais jours, va porter ma réponse écrite à l'ambassadeur Matsumoto ; celui-ci déclare aussitôt qu'elle constitue un refus pur et simple de sa proposition.

Un quart d'heure plus tard, des troupes nippones font irruption dans le parc du Palais, pour s'emparer du gouvernement général et me garder à vue ainsi que les personnes réunies auprès de moi. Depuis un long moment, retentissent déjà dans toute la ville des explosions de grenades et des tirs de fusil ou de mitrailleuses. Le sang français a déjà coulé abondamment...

C'est la fin ! L'irréparable est désormais consommé. Quelle qu'eût été ma réponse, cela n'eût certainement rien changé aux décisions du haut-commandement nippon qui avait, en toute hypothèse, pris ses dispositions pour s'emparer ce jour-là de l'Indochine française.

RÉFLEXIONS SUR LE COUP DE FORCE

Il me reste à compléter de quelques commentaires l'exposé très sommaire que je viens de faire du coup de force du 9 mars 1945. Cet événement capital allait en effet avoir pour l'Indochine des conséquences incalculables et y produire un bouleversement sans précédent, qui dure encore à l'heure actuelle.

J'avais, dès le 30 août 1944, attiré l'attention du chef du gouvernement provisoire, sur les terribles dangers que ne manquerait pas de faire courir à l'Indochine une interruption quelconque dans l'exercice de notre souveraineté. Mes prévisions sur ce point se sont, hélas ! amplement réalisées.

D'aucuns pourront prétendre qu'au point où en était, au début de l'année 1945, la guerre dans le Pacifique, la mainmise nippone sur l'Indochine était devenue une nécessité inéluctable. Je conteste formellement cette manière de voir. On pourrait en tout cas épiloguer fort longtemps sans arriver à son sujet à des conclusions valables.

Certes, la situation stratégique sur le théâtre extrême-oriental rendait, depuis longtemps, le commandement japonais

visiblement nerveux, et la tentation de s'emparer de l'Indochine par la violence, devenait chez lui de plus en plus forte. C'était une raison de plus pour que, du côté français, l'on évitât avec soin toute provocation inutile à l'égard du Japon. Or, dans ce domaine, il ne fut tenu aucun compte de mes avertissements répétés et de mes conseils de prudence.

Après la libération de la métropole, la radio française devait, jour après jour, poursuivre ses déclarations menaçantes et agressives. D'autre part de graves imprudences se commettaient quotidiennement en Indochine, sous le signe de la résistance — ou des résistances...

Au cours des mois qui précédèrent le coup de force, la grande thèse des animateurs de la résistance dite « officielle », était que l'Indochine devait être « reconquise » par les armes contre le Japon. Or j'avais répété maintes fois, et prouvé par des faits irréfutables, que « l'Indochine n'était pas à reconquérir », puisque le drapeau de la France y flottait librement sur toutes ses parties.

Dans la réalité, ce n'est pas contre le Japon que nous dûmes reconquérir l'Indochine, mais contre les Indochinois eux-mêmes, qu'il nous faut effectuer aujourd'hui cette « reconquête », en poursuivant dans ce pays, de mon temps si discipliné et si prospère, la plus atroce et la plus meurtrière des guerres coloniales qu'ait jamais soutenue la France, dans ses territoires d'outre-mer.

Nul ne sait où, ni quand, il sera possible d'arrêter l'effusion du sang. Certes depuis septembre 1945, le sang français n'a cessé de couler abondamment en Indochine. Et si ce ne fut pas du fait des Japonais, ce le fut en tout cas du fait des Indochinois. Aux dernières nouvelles, nul ne peut encore entrevoir le terme de cette terrible et ruineuse hémorragie.

***

Lorsque se produisit, le 9 mars 1945, la mainmise des Nippons sur l'Indochine, une propagande passionnée abreuvait, depuis de longs mois, l'imagination de nos administrés, des images dangereuses du maquis, du sabotage, de l'insurrection générale. Tout cela s'est fait effectivement, mais contre les Français, et les armes qui furent parachutées en Indochine, à la

veille du coup de force, servent aujourd'hui aux bandes du Viet-Minh, pour tuer chaque jour nos compatriotes.

Tels sont les résultats, directs ou indirects, de cette journée mémorable du 9 mars 1945. Et si, à l'époque, des officiers français du « Service secret de X . . . . », d'où s'orchestrait toute l'action clandestine vers l'Indochine, ont pu se vanter, comme on me l'a affirmé, d'avoir puissamment contribué à déclencher le coup de force, je doute fort qu'à la lumière de ce qui s'est passé en Indochine, depuis cette date, des Français de bonne foi puissent encore se féliciter d'un événement dont les conséquences, aujourd'hui encore, font courir des risques mortels à l'Indochine française.

JEAN DECOUX.
Ancien Gouverneur Général.

GRANDE-BRETAGNE 1949

I

RÉFORMES SOCIALES ET PROBLÈME ÉCONOMIQUE

On donne actuellement en Grande-Bretagne, avec un énorme succès, un film intitulé *Passport to Pimlico*, « Passeport pour Pimlico ». Pimlico est un quartier de Londres habité surtout par des artisans et par de petits bourgeois, une sorte de Batignolles. La scène se passe de nos jours ; le point de départ de l'histoire est la découverte fortuite, dans un entonnoir formé par l'explosion d'une bombe, d'un fabuleux trésor composé de lingots d'or, de pièces d'or et d'objets en or massif. A ce trésor est jointe une cassette contenant un parchemin qui, déchiffré, indique qu'au xv^e^ siècle l'emplacement sur lequel devait s'élever plus tard Pimlico a été cédé en toute propriété et souveraineté par le roi d'Angleterre de l'époque au dernier duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, échappé miraculeusement à l'hécatombe de Morat.

Il s'ensuit — les jurisconsultes de la Couronne interrogés le reconnaissent — que Pimlico n'est point en Angleterre, mais à proprement parler en Bourgogne, que les lois britanniques ne sauraient s'y appliquer et que le trésor découvert appartient aux Pimliciens.

Quand ceux-ci se rendent compte de cette situation, leur premier geste est pour s'affranchir des innombrables contraintes auxquelles les soumettait la législation britannique : ils déchirent joyeusement cartes de ravitaillement et carnets de coupons, ne se soucient plus des prohibitions ni des taxes, boivent de l'alcool en dehors des heures légales, mangent de la viande à tous leurs repas et travaillent le moins possible. Leur deuxième

geste est d'élire quelques notables — dont un policeman — pour constituer un gouvernement provisoire.

Cependant les ministres de Sa Majesté s'inquiètent de cet îlot d'indépendance surgi au cœur du royaume et qui risque de constituer pour le reste un bien fâcheux exemple. Il n'est pas question de recourir à la force brutale, car la charte du XVe siècle est incontestablement authentique et le droit public est du côté des Pimliciens. On se borne à entourer Pimlico d'un cordon sanitaire sous forme de barbelés percés çà et là d'ouvertures que surmontent des pancartes : « Bureau des douanes », « Bureau des passeports ».

Les Pimliciens ne se laissent pas intimider ; ils s'étonnent seulement qu'on les considère comme des étrangers et l'un d'eux résume le sentiment général dans une formule d'un illogisme caractéristique : « C'est parce que nous sommes Anglais que nous voulons être Bourguignons ».

Mais le Cabinet britannique n'entend pas de cette oreille. Le cordon sanitaire se transforme en blocus. Aucune denrée ne peut plus pénétrer dans Pimlico ; on coupe à Pimlico l'eau et l'électricité ; Pimlico est condamné à la famine. Les Pimliciens se décident à une farouche résistance. Leur gouvernement provisoire expulse les bouches inutiles, fait régner dans l'enclave bloquée une discipline de fer et instaure un système de rationnement infiniment plus rigoureux que celui dont les nouveaux « Bourguignons » croyaient s'être débarrassés.

Le blocus se prolonge... Et voici que dans tout le Royaume-Uni un vaste mouvement de protestation se dessine contre le traitement inhumain que le gouvernement britannique inflige aux infortunés Pimliciens. D'immenses meetings sont tenus à Trafalgar Square aux cris de : « Vive Pimlico ! A bas les méthodes fascistes ! » A Hyde Park, des orateurs improvisés se déchaînent contre la barbarie gouvernementale. Les enfants des écoles londoniennes économisent sur leurs rations pour aller, par-dessus les barbelés, jeter des quignons de pain et des pots de confitures aux Pimliciens. A la Chambre des Communes, des interpellations mettent en danger l'existence du ministère.

Celui-ci se résout à négocier. Des pourparlers sont engagés à Downing Street, sur un pied de parfaite égalité, entre les représentants de Sa Majesté et les braves commerçants ou ouvriers membres du gouvernement pimlicien. Pourparlers laborieux

et qui semblent à plusieurs reprises sur le point d'être rompus. La grosse pierre d'achoppement est la question du trésor. Il viendrait bien à propos grossir les réserves, singulièrement diminuées, de la Banque d'Angleterre ; mais les Pimliciens entendent le garder pour eux. Dans la presse, les éditions spéciales se succèdent, la Grande-Bretagne est haletante.

L'accord enfin se fait. Le gouvernement britannique lèvera le blocus, les Pimliciens accepteront de se ranger de nouveau sous les lois du royaume. Quant au trésor, sa propriété en sera reconnue formellement aux Pimliciens, seulement ceux-ci le mettront gratuitement à la disposition de la Banque d'Angleterre.

Un banquet monstre de réconciliation termine l'aventure. A sa place, chaque habitant de Pimlico trouve un nouveau carnet de ravitaillement destiné à remplacer celui qu'il a naguère déchiré. Des larmes de joie perlent aux yeux : « Nous sommes de nouveau en Angleterre ! »

Ce film, fort bien mis en scène et bien joué, comporte, à n'en pas douter, un élément de propagande. Tel quel pourtant, il souligne admirablement beaucoup de traits caractéristiques de l'Angleterre d'aujourd'hui, plusieurs appartenant d'ailleurs à l'Angleterre de toujours : patriotisme, obstination, discipline, poussée parfois jusqu'à la passivité, illogisme, formalisme, respect de la loi, impatience en face d'une tutelle administrative grandissante et d'une réglementation sans cesse plus stricte, importance prépondérante attachée aux questions économiques et monétaires, esprit démocratique, beaucoup de gentillesse, quelque paresse, tendance naturelle aussi à prendre le parti de l'*underdog* — du « chien du dessous » — du plus faible.

Tout cela, dans l'ensemble extrêmement sympathique, avec une pointe marquée d'artifice. Reste à voir si cet artifice est compatible avec les dures nécessités du monde moderne et si la Grande-Bretagne sortira victorieuse de la passionnante expérience qu'elle tente aujourd'hui et dont l'objet essentiel est de maintenir, voire d'améliorer, et cela en dépit de circonstances extraordinairement contraires, le niveau de vie de ses citoyens.

***

La Grande-Bretagne est un pays exigu. Sa superficie — 228.275 kilomètres carrés — dépasse à peine les deux cinquièmes

de celle de la France ; elle n'atteint pas les trois centièmes de celle des États-Unis. Sur cet étroit territoire vit une population évaluée aujourd'hui à cinquante millions d'âmes et dont la densité se monte à deux cent vingt habitants par kilomètre carré : il y en a soixante quinze en France, moins de dix neuf aux États-Unis. Cette population, qui a beaucoup plus que doublé depuis cent ans, et augmenté de deux millions depuis dix ans est, en écrasante majorité, urbaine : près de dix-neuf millions de Britanniques — 38 pour cent du total — sont concentrés dans *sept* grandes villes et leurs faubourgs ; le « Grand Londres » en compte à soi seul près de neuf millions ; sur vingt millions de travailleurs, hommes et femmes, sept cent vingt mille seulement sont employés à l'agriculture (1).

Tandis que le sol français peut, au besoin, nourrir ses habitants pendant douze mois par an, le sol britannique ne parvient guère à entretenir les siens que pendant cinq mois, le reste de la subsistance devant être obligatoirement importé de l'extérieur : cela malgré les progrès réalisés pendant et depuis la guerre par la production agricole. Ajoutons que les Britanniques sont, depuis fort longtemps, habitués à un niveau de vie élevé, à de hauts salaires comme à de larges loisirs, que ces conditions d'existence leur paraissent inhérentes à leur dignité et que les Trade-Unions, les syndicats, dans lesquels est groupée la grande majorité des travailleurs, ne tolèreraient pas qu'il y fût porté une sérieuse atteinte.

Ces faits doivent être constamment présents à l'esprit si l'on veut comprendre la gravité et le caractère parfois tragique des problèmes qui se posent aux hommes qui ont aujourd'hui la charge de gouverner l'île voisine et amie.

Depuis le milieu du XIX^e^ siècle la balance du commerce britannique, différence entre la valeur des importations et celle des exportations, s'est révélée constamment déficitaire. Pour la période 1935-1939 son déficit se chiffrait par une moyenne annuelle de 367 millions de livres sterling ; ayant atteint le milliard en 1944, il a été de 441 millions de livres en 1947 pour être ramené en 1948 à 218 millions. Avant la guerre ce déficit chronique ne présentait pas d'inconvénient majeur car l'excédent des importations sur les exportations « visibles » était en très grande partie

(1) La population féminine excède de 6 0/0 la population masculine. La mortalité infantile est d'environ le quart de ce qu'elle était au XIX^e^ siècle.

compensé par les rentrées provenant des exportations dites « invisibles » : produits des frets, courtages bancaires et primes d'assurances payés par l'étranger à des entreprises britanniques, sommes laissées par les touristes étrangers en Grande-Bretagne et surtout revenus des capitaux investis dans les pays d'Outre-Mer.

Depuis la première guerre mondiale, il est vrai, au fur et à mesure que le marché financier américain prenait une importance plus grande, que les États européens se renfermaient dans une autarcie plus étroite, et qu'enfin les derniers vestiges du libéralisme économique international s'évanouissaient, l'importance des exportations « invisibles » tendait à diminuer. A partir de 1935 elles cessèrent de suffire à combler le déficit de la balance commerciale proprement dite. Cependant en 1938 elles se montaient encore à 232 millions de livres sterling et couvraient les trois quarts de ce déficit, le solde devant être prélevé sur les réserves nationales.

L'affaiblissement économique de la Grande-Bretagne est la conséquence d'un mouvement à long terme déclenché depuis fort longtemps, depuis à vrai dire que les pays d'Outre-Mer ont cessé de dépendre, pour leur outillage et leurs textiles, de l'industrie britannique ; il n'est donc pas dû dans son principe à la seule guerre mondiale n° 2 ; mais celle-ci l'a terriblement précipité et aggravé. Les temps sont décidément révolus où le monde presque entier payait, sous une forme ou sous une autre, dîme à l'Angleterre.

Pendant les années de lutte, l'équipement industriel a vieilli et a été mal entretenu : 4 millions d'immeubles — le tiers du nombre total — ont été soit détruits soit endommagés par les bombardements ; les torpillages ont amputé d'un tiers également le tonnage de la flotte marchande ; nombre d'entreprises britanniques situées en Europe centrale et sud-orientale ou en Extrême-Orient ont été confisquées ; les réserves d'or et de dollars de la Banque d'Angleterre ont diminué de 152 millions de livres sterling ; des emprunts onéreux ont été contractés à l'étranger ; enfin, le gouvernement a dû, pour se procurer des dollars, réquisitionner et vendre à New-York les titres américains d'une valeur de plus de quatre milliards de dollars détenus par ses nationaux, réduisant d'autant l'importance des exportations « invisibles ».

En d'autres termes la Grande-Bretagne s'est trouvée, au

lendemain de sa victoire, dans la situation d'un homme qui, après avoir eu l'habitude, pour assurer son train de vie, de compléter ses gains par des prélèvements sur son capital et surtout par les revenus d'un portefeuille étranger, verrait brusquement ce capital sérieusement amputé et ce portefeuille évaporé.

Les choses se compliquent du fait qu'à la suite de la guerre, les prix mondiaux des matières premières, lesquelles constituent la grande masse des importations de la Grande-Bretagne, ont plus augmenté que les prix des produits manufacturés qui forment le principal de ses exportations. Elles se compliquent surtout du fait qu'une très grande partie des importations indispensables (44 % en 1947, 32 % en 1948) proviennent d'Amérique. Or, le gouvernement britannique, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, s'attache à maintenir artificiellement la livre sterling à un cours trop élevé par rapport à celui du dollar. Il n'existe pas de libre convertibilité des deux monnaies entre elles (1) et la Grande-Bretagne doit se procurer des dollars pour régler tous les achats qu'elle effectue en Amérique ainsi que pour payer l'intérêt des emprunts qu'elle y a contractés pendant la guerre. Pour se procurer des dollars, point d'autre moyen que de vendre Outre-Atlantique des marchandises britanniques. Mais le produit de ces ventes est loin de compenser le passif : en 1947 le déficit de la balance des comptes anglo-américains se chiffrait par 2.639 millions de dollars et, en dépit des fortes compressions, il s'est, en 1948, encore monté à 1.370 millions de dollars. Pour combler provisoirement ce déficit, il a fallu que le gouvernement britannique empruntât en 1945 aux États-Unis 3.750 millions de dollars et au Canada 1.132 millions ; il a fallu ensuite que l'application du plan Marshall vînt lui apporter les indispensables devises. Mais le plan Marshall doit se terminer en 1952 et une simple décision, toujours théoriquement possible du Congrès de Washington, suffirait à tarir le Pactole... Si, d'ici trois ans, la Grande-Bretagne n'a pas trouvé le moyen d'équilibrer la balance de ses comptes avec l'Amérique, elle risque de se trouver dans une situation sans issue, au moins sans issue compatible avec la dignité d'un grand peuple.

(1) En 1947 et pour respecter un engagement pris vis-à-vis des Etats-Unis, la libre convertibilité de la livre a été un moment rétablie. Le résultat fut déplorable ; les porteurs de livres s'empressaient en masse de les échanger contre des dollars, les changes se tendaient et la monnaie anglaise glissait sur la pente de la dépréciation. Il fallut vite revenir à la non-convertibilité.

Tout cela, qui peut sembler quelque peu aride, est parfaitement connu des Anglais : les programmes électoraux, des émissions radiophoniques répétées, des articles quotidiens, d'innombrables brochures largement répandues ont rendu les plus humbles foyers familiers avec ces dures vérités que le chancelier de l'Echiquier, Sir Stafford Cripps, a réaffirmé avec une insistance et une gravité particulières durant la Conférence du parti travailliste tenue en juin dernier à Blackpool.

***

Quand un pays — comme aussi bien un individu — a subi de gros revers de fortune et qu'il lui apparaît qu'il vit au-dessus de ses moyens, la première pensée qui lui vient normalement à l'esprit est de restreindre son train d'existence. Dans l'espèce la Grande-Bretagne devait, semble-t-il, songer d'abord à pratiquer une stricte économie, à réduire au minimum ses dépenses, à abaisser enfin le coût de sa production, fût-ce au prix d'une prolongation de la journée de travail et d'une amputation des salaires. C'est là, en gros, la politique que les majorités conservatrices avaient pratiquée après la guerre de 1914-1918 ; elle n'avait pas dans l'ensemble donné de mauvais résultats, mais elle avait pesé assez lourdement sur les classes laborieuses et elle n'avait point empêché — si même elle n'avait favorisé — l'effroyable chômage qui sévit dans le royaume à la suite de la crise mondiale de 1929.

Le souvenir de ces dures années au cours desquelles tant de millions d'ouvriers inoccupés ne subsistaient que grâce au maigre *dole* — à l'allocation de chômage — que leur versait le gouvernement ne fut point étranger au raz de marée qui, en 1945, amena à la Chambre des Communes une écrasante majorité travailliste (1). *Full employment* — plein travail assuré — tel fut un des grands *slogans* des candidats du parti (2). Il s'y ajouta d'autres formules qui ne connurent pas un moindre succès : *Square deal for consumers*, c'est-à-dire la vie bon marché ; *Social ser-*

(1) Rappelons que cette majorité est surtout parlementaire. Aux élections de 1945, le parti travailliste a emporté 396 sièges sur 640, les conservateurs n'en gardant que 169 ; mais la proportion est loin d'être la même dans le corps électoral : aux mêmes élections, 48 0 /0 seulement des électeurs ont voté travailliste, 35 0 /0 ont voté conservateur, le reste apportant ses suffrages à divers petits partis.

(2) Ils l'avaient d'ailleurs emprunté aux travaux d'un économiste non travailliste, Sir William (depuis lord) Beveridge qui lui-même devait beaucoup à la pensée de Keynes.

vices for the people's need, c'est-à-dire développement au maximum des services sociaux. En d'autres termes, en dépit des difficultés de la situation économique et financière, le parti travailliste s'engagea à rendre l'existence de la majorité des Britanniques mieux assurée, moins exempte d'aléas, plus large et plus confortable. Plus de chômeurs, plus de miséreux.

Programme hardi et, pouvait-on penser, chimérique eu égard aux circonstances. Le nouveau gouvernement n'en entreprit pas moins de le réaliser tout en ne perdant que rarement de vue la nécessité primordiale, vitale, de tendre vers un équilibre de la balance des comptes extérieurs. Pour ce faire, et sous l'influence d'un certain nombre de doctrinaires distingués, il se lança hardiment, avec une sorte d'enthousiasme, dans la voie d'un dirigisme extrêmement étroit. Il n'y rencontra pas toutes les résistances auxquelles on eût pu s'attendre de la part d'un peuple traditionnellement individualiste, car cinq années de guerre avaient accoutumé ce peuple aux rigueurs d'une discipline en quelque sorte militaire et au sacrifice des commodités particulières au profit de la communauté.

Il s'agissait essentiellement d'améliorer la condition des classes les moins favorisées tout en assurant un accroissement de la production tant industrielle qu'agricole et surtout une augmentation des exportations, de ces exportations faute desquelles la Grande-Bretagne ne saurait acheter les produits indispensables pour empêcher son industrie de chômer et ses habitants de mourir de faim. La première partie du programme, la plus populaire, était aussi la plus aisée à mener à bien puisqu'il ne s'agissait que de dépenser, et de dépenser en monnaie nationale.

Le rationnement des denrées alimentaires établi pendant la guerre a été maintenu, voire aggravé, cela de manière que les privilégiés de la fortune ne puissent détourner à leur profit une fraction plus que proportionnelle de ces denrées. Désormais chaque habitant du Royaume-Uni, enfants et travailleurs de force exceptés qui jouissent d'un régime spécial, ont droit chaque semaine à acheter une même valeur de viande, de lard, de beurre, d'œufs, de thé et de sucre. Cette allocation, exprimée en nombre de calories, est inférieure de 5 p. cent à la moyenne de la consommation d'avant-guerre, mais cette consommation est beaucoup plus également répartie. C'est la viande qui se voit le plus étroitement (de plus en plus étroitement) rationnée et il n'est actuel-

lement guère possible de prendre en Grande-Bretagne plus d'un ou deux repas carnés par semaine. 52 % des enfants fréquentant les écoles y reçoivent un déjeuner gratuit largement fourni en vitamines. L'esprit de discipline des Britanniques et aussi la sévérité des contrôles font que le marché noir, tout en n'étant nullement inconnu, reste assez peu développé. Il est d'ailleurs à remarquer que, pour un certain nombre de produits, les prix de taxation n'ont pas été imposés d'autorité mais résultent d'un engagement pris librement (au moins en théorie) par les associations de commerçants. Pour l'exercice financier en cours (1), l'État va consacrer 465 millions de livres sterling (493 milliards de francs) aux subventions alimentaires. Chaque Anglais recevra ainsi indirectement 9 livres et demie (10.070 francs) par an pour alléger ses dépenses d'alimentation. C'est ce qu'on nomme le « salaire social » et c'est là pour le budget une charge écrasante. Bien lourde aussi est celle résultant de la loi mise en application le 5 juillet 1948 et instituant le *Service national de Santé*. Désormais tous les habitants de la Grande-Bretagne sans exception, étrangers compris, ont droit *gratuitement* non seulement aux soins médicaux, chirurgicaux et dentaires, mais à tous les médicaments ou appareils qui peuvent leur être prescrits ; innovation extraordinaire qui ne peut manquer d'exercer une influence favorable sur la santé de la nation mais qui ne va pas sans comporter des abus : le nombre de Britanniques éprouvant le besoin de consulter un médecin, un oculiste, un orthopédiste, ou de se faire faire un dentier s'est brusquement accru de manière prodigieuse. Beaucoup de ces dentiers se retrouvent d'ailleurs très vite au Mont-de-Piété. La ligne Calcutta-Suez-Londres, ex « malle des Indes », a été surnommée la « malle dentaire », les Anglais des Indes se précipitant vers la métropole pour se faire poser des bridges aux frais de Sa Majesté. En six mois plus de quatre millions de paires de lunettes ont été fournies par l'État à des yeux qui auparavant semblaient y voir assez clair. Que de chauves se sont aperçus qu'il leur fallait une perruque pour ne se point enrhumer ! Les médecins, devenus fonctionnaires rémunérés à la tâche, se plaignent de surmenage. On estime à 260 millions de livres (279 milliards de francs) par an les crédits budgétaires (2) nécessaires au fonctionnement

(1) On sait que l'année budgétaire britannique commence en avril.
(2) Plus de 16 millions de livres (17 milliards de francs) à la charge des collectivités locales.

du Service national de Santé et ces prévisions seront certainement dépassées. A cela s'ajoute une somme annuelle d'environ 60 millions de livres (64 milliards de francs) pour les allocations familiales payées sur la base de 5 shillings (265 francs) par enfant en sus du premier. Et c'est une somme de 56 millions de livres (59 milliards de francs) que l'État va consacrer cette année à l'assistance aux infirmes et incurables.

Assistance médicale, allocations familiales, assistance aux infirmes sont désormais à la seule charge du Trésor. En revanche la couverture des risques vieillesse, chômage, incapacité temporaire de travail, maternité, décès et accidents du travail est assurée à l'aide de cotisations versées partie par l'intéressé, partie par son employeur et partie par l'État. Le système existait avant l'avènement de la majorité travailliste mais celle-ci l'a beaucoup développé et en a accentué le caractère obligatoire. Désormais, tous les Britanniques se voient, du berceau à la tombe, garantis contre tous les risques de l'existence.

A titre d'exemple, indiquons que l'indemnité hebdomadaire de chômage est de 26 shillings (1.378 francs) pour un célibataire et de 49 shillings 6 pence (2.624 francs) pour un chef de famille ; que l'allocation des femmes en couche est de 36 shillings (1.908 francs) par semaine, enfin que les retraites — à partir de 65 ans d'âge — se montent à 46 shillings (2.438 francs) par semaine. Cette année, la part totale de l'État dans les prestations servies à l'aide de cotisations atteindra 147 millions de livres (156 milliards de francs). Au total, et sans compter les subventions alimentaires, ce sera, pour l'exercice 1949-1950, une somme minima de 628 millions de livres (666 milliards de francs) que le budget consacrera à la sécurité sociale, soit près de 20 % des dépenses publiques, contre 16 % pendant l'exercice précédent.

Ce n'est pas tout. Les pouvoirs publics ont pris en main non seulement la reconstruction des immeubles détruits par les bombardements mais encore la construction d'immeubles neufs destinés à assurer à la population des habitations conformes aux règles de l'hygiène moderne. Depuis quatre ans, plus de 800.000 logements ont été mis à la disposition du public. Ce n'est pas l'État qui se charge directement des constructions, ce soin étant en général laissé aux autorités locales (comtés et bourgs) et celles-ci demandent à leurs locataires un loyer normal qui paraîtrait fort élevé en France : dans une cité ouvrière londo-

nienne 70.000 francs en moyenne par an pour un logement de trois petites pièces, 90.000 francs pour un logement de cinq pièces (1). Cependant le gouvernement accorde d'importantes subventions dont le total se montera cette année, selon les prévisions, à 66 millions de livres (70 milliards de francs).

Enfin une loi votée d'ailleurs pendant la guerre et sur l'initiative du ministère de coalition a fortement développé le système d'instruction préexistant, l'a placé d'une manière beaucoup plus accentuée qu'auparavant sous le contrôle des autorités publiques, a étendu sa gratuité jusqu'à y inclure en partie l'enseignement supérieur et a porté jusqu'à seize ans l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire. Ici encore le rôle principal est dévolu aux comtés et aux villes, l'État ne se réservant qu'un droit de haute surveillance, portant notamment sur le recrutement des maîtres. Pour l'exercice en cours le budget national n'en consacre pas moins une somme d'environ 225 millions de livres (238 milliards de francs) à l'Instruction publique et aux subventions à l'enseignement privé.

***

Ainsi la majorité travailliste a-t-elle rempli deux de ses grandes promesses : empêcher une hausse brutale du coût de la vie, développer les services sociaux. Pour la troisième — prévenir le chômage — son accomplissement n'a pas jusqu'ici soulevé de graves difficultés : il y avait en Grande-Bretagne tant de ruines à relever, il existait à l'étranger une telle demande pour les produits manufacturés britanniques qu'il n'est point étonnant qu'on ne compte encore dans le royaume guère plus de 250.000 chômeurs. Mais cette situation peut se renverser et plusieurs signes donnent à penser qu'elle est en voie d'altération. C'est cette éventualité qui a été un des principaux arguments fournis par la majorité travailliste à l'appui de sa politique de nationalisation : l'État maître des grandes industries est maître du même coup d'en régler la production, maître aussi de déterminer de l'une à l'autre les courants de main-d'œuvre, le tout de manière à éviter les crises redoutées.

Aussi a-t-on successivement nationalisé les houillères, la

(1) Il s'agit de logements ouvriers. A Londres un appartement bourgeois de 4 pièces vaut au moins 150.000 francs par an. Pour les immeubles antérieurs à la guerre, le loyer ne peut être supérieur à celui de 1939. Il est libre pour les immeubles de construction postérieure.

production du gaz et de l'électricité, l'industrie du froid, les chemins de fer, les canaux, les transports routiers et les transports aériens. On a aussi nationalisé la Banque d'Angleterre, distributrice de crédit. L'industrie du fer et celle de l'acier seront nationalisées à partir du 1er mai 1950. A la conférence du parti travailliste tenue en juin dernier, il a été promis de nationaliser — au moins si les travaillistes sortent vainqueurs de la prochaine consultation électorale — l'industrie du ciment, l'industrie sucrière et la distribution de la viande. Peut-être les assurances, l'industrie chimique et jusqu'à la terre elle-même subiront-elles le même sort. Déjà les propriétaires et exploitants agricoles qui ne font pas rendre à leur sol une production déterminée peuvent se voir expropriés.

Des critiques souvent pertinentes sont adressées à ces nationalisations. Soulignons seulement qu'elles sont une conséquence logique — sinon efficace — de la politique de plein emploi et de pleine production qui est celle du gouvernement travailliste. Production poussée au maximum, telle est en effet l'indispensable contre-partie d'un système qui s'efforce de maintenir, voire d'améliorer le niveau de vie d'une population que son sol ne peut nourrir que pendant cinq mois par an. Et tel est l'objet du plan de quatre ans qui doit porter tous ses effets — du moins l'espère-t-on — en 1952.

Un chapitre important en est consacré à l'agriculture ; le but est d'obtenir un accroissement de la production agricole de 50 % par rapport à la production d'avant-guerre. Achats massifs faits par l'État à un prix supérieur à celui de la revente à la consommation, subventions diverses, obligation de mettre en valeur les terres incultes ou insuffisamment cultivées, regroupement et réquisition des parcelles trop petites, développement de l'éducation technique, impulsion donnée à l'électrification et à l'irrigation des campagnes, mécanisation poussée à l'extrême, application des plus récentes méthodes scientifiques, reboisements, établissement de fermes modèles, propagande en faveur du retour à la terre : rien n'a été négligé pour rendre plus fécond le sol britannique. Les résultats sont encourageants : la Grande-Bretagne produit dès à présent 25 % de la farine et 28 % du sucre qui lui sont nécessaires contre 12 % et 11 % avant la guerre. Ils ne sont pas encore décisifs.

C'est toutefois la production industrielle qui fait l'objet des

principales préoccupations du gouvernement et aussi de l'opinion — laquelle se montre à ce sujet aussi curieuse que bien informée. Cette production est, comme il se doit, orientée d'abord vers l'exportation et plus spécialement vers l'exportation à destination de l'Amérique, la seule qui rapporte des dollars. La consommation intérieure des produits manufacturés se voit, tant par le rationnement que par la taxation, entravée dans toute la mesure du possible et ce qui est de qualité supérieure reste réservé aux marchés extérieurs. La production annuelle de charbon (215 millions de tonnes environ) est encore légèrement inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (222 millions de tonnes), mais la production de l'acier (15 millions de tonnes) est supérieure (11 millions de tonnes en 1938), de même celle des textiles. Les exportations ont, en 1948, et par rapport, à 1938, augmenté de 35 % environ en volume, tandis que les importations ont diminué de 22 %. On sait qu'à volume égal la valeur des exportations britanniques n'a pas haussé aussi vite que celle des importations. Cependant, au cours du second semestre de 1948, la première a suffi à compenser la seconde jusqu'à concurrence de 90 % contre 70 % en 1947 et un peu moins en 1938. On comprend que, dans son dernier *Rapport économique* Sir Stafford Cripps ait souligné ce résultat avec quelque orgueil.

La bataille pourtant est bien loin encore d'être gagnée. Si le déficit de la balance des comptes a pu être, en 1948, ramené dans son ensemble à 218 millions de livres sterling, cela est dû surtout à un accroissement du commerce avec les pays de la zone sterling et avec les pays à « monnaie faible ». A l'égard de l'Amérique — « zone dollar » — le déficit s'est encore monté à la somme énorme de 2.639 millions de dollars. Et les résultats des mois printaniers de 1949 ne manifestent, au contraire, aucun signe d'amélioration : en mai dernier les exportations de l'Angleterre vers les États-Unis ont accusé une baisse de 35 % par rapport à 1948.

Aussi s'explique-t-on que, loin de s'endormir sur ses lauriers, Sir Stafford Cripps ne cesse d'inviter ses compatriotes à redoubler d'énergie. Un passage de son *Rapport économique* est là-dessus formel : « *Nous devons*, écrit le Chancelier de l'Echiquier, *faire un nouvel effort en 1949 pour augmenter nos ventes tant au Canada qu'aux Etats-Unis. Ce sera l'objet le plus important de notre poli-*

tique économique au cours de l'année que d'augmenter la proportion de nos exportations à destination de ces marchés vitaux...

La bataille contre l'inflation et contre les menaces de hausse du coût de la vie doit continuer à être livrée à l'aide de toutes les armes dont nous nous sommes servis avec succès en 1947 *et* 1948 ».

Le 7 juin dernier, devant la Conférence travailliste de Blackpool, Sir Stafford a été plus catégorique encore : « *Il nous faut,* a-t-il déclaré, *parvenir d'une manière ou de l'autre, à équilibrer d'ici trois ans notre balance dollar... C'est là une œuvre terriblement difficile et, tant que nous ne l'aurons pas accomplie, il ne saurait être question d'une amélioration de notre niveau de vie.* En d'autres termes, aucune détente dans l'austérité.

***

Aussi bien, le puritain ministre des Finances ne se borne-t-il pas à des exhortations ; le budget dont il a imposé le vote pour l'exercice 1949-1950 est conçu de manière à priver les Britanniques de toute possibilité d'augmenter substantiellement leur consommation.

Ce budget se chiffre en dépenses par 3.308 millions de livres sterling (3. 506 milliards de francs) (1). En regard les recettes se montent à 3.778 millions de livres (4.000 milliards de francs) laissant un *excédent* de 470 millions de livres (500 milliards de francs environ (2).

De ces recettes, près de la moitié est fournie par les impôts directs et singulièrement par *l'income-tax.* La progressivité de celui-ci auquel, au-delà de 2.000 livres de rente, s'ajoute une surtaxe, est extrêmement rapide et a pour effet de supprimer pratiquement tous les gros revenus.

Un revenu brut de 2.000 livres ne laisse plus, *income-tax* payé, que 1.100 livres et des revenus bruts de 5.000 et 10.000 livres ne laissent respectivement que 2.220 et 3.300 livres. Ne parlons pas du duc de Westminster dont les revenus bruts se montent à un million de livres et qui ne garde, après déduction

(1) En France le montant des dépenses de l'Etat est très approximativement (budget extraordinaire compris) de 1.900 milliards en 1949. Mais le budget français est loin de présenter la simplicité, l'unité et la clarté du budget britannique.

(2) Aux recettes de l'Etat il convient d'ajouter celles qui sont perçues au profit des collectivités locales et qui se montent à environ 500 millions de livres. Au total ce sont près de 4.300 millions de livres (4.438 milliards de francs) que doivent payer d'une manière ou de l'autre, les contribuables britanniques.

de l'impôt, que 29.000 livres. De ce fait, il n'existe plus en Grande-Bretagne que deux cent cinquante individus pouvant dépenser 5.000 livres par an alors qu'avant la guerre on en comptait onze mille. La limite de l'exemption est assez basse : pour un célibataire, revenu inférieur à 200 livres, soit 212.000 francs. Le nombre des assujettis est double de celui des exemptés. Quant à la fraude, le mode de perception ne lui laisse, pour s'exercer, qu'une marge extrêmement réduite.

Pour les droits de succession, leur taux qui vient d'être augmenté et rendu uniforme quel que soit le degré de parenté, va de 1 p.cent pour un capital de 2.000 livres jusqu'à 75 p. cent pour un capital supérieur à 2 millions de livres. On en escompte, pour l'exercice en cours, une rentrée de 176 millions de livres. Du côté des impôts indirects, extraordinairement lourds sont ceux qui frappent les tabacs. On en attend un produit se chiffrant par 625 millions de livres, le sixième des recettes !

Enfin une taxe a été établie sur les achats qui frappe de manière singulièrement pesante les produits dits de luxe : c'est ainsi qu'une automobile Morris dont la fabrication revient à 280 livres doit être payée par l'acheteur 460 livres. Pour une automobile plus luxueuse, type Bentley, l'écart proportionnel est encore plus considérable.

Au total on estime qu'aujourd'hui près de 43 % du revenu national est absorbé par l'impôt (1). Ecrasante taxation dont l'objet est aussi social et économique que financier : le gouvernement travailliste se propose grâce à elle à la fois de développer les services sociaux, de niveler les fortunes, de restreindre les dépenses de consommation, d'orienter vers les investissements productifs les capitaux disponibles, enfin de juguler toute menace d'inflation.

Doctrinaire du socialisme, mais en même temps financier d'une rigoureuse orthodoxie, Sir Stafford Cripps est un ennemi juré de l'inflation (2). De celle-ci en effet naîtrait une hausse des prix intérieurs qui rendrait inévitable un relèvement général des salaires. Ce relèvement, à son tour, déclencherait d'une part une augmentation du coût de la production, d'autre part un accroissement des dépenses de consommation. A partir de ce

(1) En France, 30% peut-être.
(2) Le prédécesseur de Sir Stafford Cripps à la tête de l'Echiquier, M. H. Dalton ne partageait pas cette orthodoxie. Sa politique de facilité menait tout droit à l'inflation.

moment le contrôle de l'économie échapperait au gouvernement. C'est parce qu'il veut avant tout écarter le spectre inflationniste que le chancelier de l'Echiquier préfère à la hausse des salaires les subventions budgétaires destinées à réduire le prix des denrées d'alimentation.

De plus l'inflation rendrait décidément intenable le cours déjà fort arbitraire de la livre sterling par rapport au dollar. Or Sir Stafford Cripps se cramponne à ce cours parce qu'il lui paraît indispensable non seulement pour éviter une hausse des prix intérieurs, mais encore pour maintenir la suprématie de la monnaie britannique dans tous les pays qui, disposant de forts crédits en sterling, mais ne pouvant les échanger contre des dollars, sont obligés de les consacrer à l'achat de marchandises anglaises, même s'ils doivent les surpayer (1).

Voici que nous touchons un point qui fait actuellement Outre-Manche l'objet de discussions passionnées. Convient-il ou non de dévaluer la livre sterling ? Sir Stafford a fait connaître qu'il se démettrait plutôt que de s'y résoudre. Mais en sens contraire s'exerce une pression croissante de la part des États-Unis. En Grande-Bretagne même beaucoup d'économistes estiment qu'une dévaluation constitue la seule possibilité de donner aux exportations britanniques vers la zone dollar l'indispensable coup de fouet. Ces exportations connaissent en effet, depuis quelques mois, un fléchissement inquiétant, fléchissement qui risque de s'accentuer si la crise américaine se précise et si les prix mondiaux continuent à tendre vers la baisse (2).

Le coût de la production industrielle britannique n'est pas anormalement élevé mais il est d'une extrême rigidité. Cela pour deux raisons principales : la première est que les *Trade-Unions* ne toléreront jamais une baisse, si faible soit-elle, des salaires non plus qu'un allongement de la journée de travail ; la seconde c'est que le gouvernement de Londres, qui s'est attribué le quasi-monopole du commerce extérieur, a passé à l'étranger des contrats à long terme pour l'acquisition des ma-

(1) C'est là le fond de la querelle anglo-belge, dite des tirages, qui a fait tant de bruit à la fin de juin. Le Chancelier de l'Echiquier s'est montré hostile non seulement à la libre convertibilité des monnaies européennes contre le dollar mais à la libre convertibilité des monnaies européennes entre elles. Sa peur est que des fissures se produisent par où les dernières réserves en dollars et en or de la Grande-Bretagne risqueraient de s'écouler et les quelques concessions qu'il a faites, il les a faites à contre-cœur.

(2) En avril l'excédent des importations sur les exportations s'est chiffré par 44 millions de livres et par 38 millions en mai, soit 40 milliards de francs. Pour le même mois de mai, le déficit de la balance commerciale française a été d'un peu plus de 15 milliards.

tières premières, notamment des métaux, destinées à être transformées dans les usines britanniques, puis réexportées sous formes de produits finis. Or, la plupart de ces contrats ont été conclus alors que les prix mondiaux étaient plus élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui et beaucoup plus qu'ils ne le seront vraisemblablement d'ici quelque temps : d'où un handicap frappant les prix de revient de l'industrie britannique et, par voie de conséquence ses possibilités d'exportation.

Dans le parti travailliste on dit volontiers que, si les profits se voyaient réduits, les prix pourraient être sérieusement abaissés. Sir Stafford Cripps a paru un moment partager cette opinion ; mais sa probité intellectuelle ne lui a pas permis de la soutenir à fond : en effet les profits distribués sous forme de dividendes sont déjà sévèrement réglementés et ne chargent que bien faiblement les coûts de production ; quant aux profits réinvestis, ils sont indispensables à l'entretien comme au développement de l'outillage.

Si la crise américaine s'accentue et si dans le monde le *buyer's market*, le marché où l'acheteur fait la loi, se substitue décidément au *seller's market*, au marché où le vendeur est le roi, la Grande-Bretagne risque de se trouver, avant la fin de l'année, dans une situation extrêmement difficile, sinon tragique ; elle n'aurait peut-être plus la possibilité d'échanger, outre-mer, ses produits fabriqués contre les matières premières et les denrées d'alimentation qui lui sont indispensables. Loin de pouvoir envisager de se passer de la charité américaine elle y devra faire plus large appel.

Un desserrement de l'étau fiscal allégerait les prix de revient et serait de nature à améliorer la situation. Mais ce serait là un reniement de principes auquel la majorité travailliste ne voudrait guère se résigner. D'autre part une dévaluation de la livre, en réduisant le prix de la production exprimé en dollars, pourrait galvaniser pendant un temps les exportations. Excitation passagère et qui serait balancée par un enchérissement des importations. Malgré la répugnance de Sir Stafford Cripps, peut-être aura-t-on recours à ce remède. Sa durable efficacité reste incertaine et il ne saurait, en tous cas, guérir le mal profond dont souffre la Grande-Bretagne : surabondance d'une population presque uniquement urbaine entassée sur un territoire trop petit, étroite dépendance à l'égard du monde extérieur... Malthus avait raison.

Des observateurs impartiaux estiment qu'un fort accroissement du chômage est d'ores et déjà inévitable et ils ajoutent que ce chômage pourrait, sans inconvénients majeurs, atteindre 7 % de la population active, soit un million et demi de travailleurs environ (1).

Ce qu'ils n'expriment guère, mais qu'ils pensent, est qu'un tel chômage exercerait sur les salaires une pression dans le sens de la baisse et contribuerait d'autant à améliorer les prix de revient... Sans doute, mais que deviendrait alors la politique du « plein emploi », qui est l'article fondamental du programme travailliste ?

Seule à vrai dire, une émigration massive — une émigration de dix à quinze millions d'individus — attaquerait le mal à sa racine. Mais aucun parti ne se risque à admettre ce fait et bien rares même sont les économistes qui osent le proclamer. On a pourtant obscurément conscience que l'île est surpeuplée et beaucoup d'Anglais — des intellectuels surtout — sont aujourd'hui désireux d'émigrer principalement à destination du Canada, de l'Australie et de la Rhodésie. Leur nombre toutefois se chiffre par dizaine de milliers, non par millions. Aussi bien ne voit-on pas quels seraient les pays disposés à accueillir des millions d'émigrants britanniques et à leur assurer le niveau de vie qu'ils exigeraient.

* * *

Labour believes in Britain. « Le parti travailliste a foi en la Grande-Bretagne ». Cette affirmation, étalée sur tant de murs et en tête de tant de brochures, suscite une question : « La Grande-Bretagne a-t-elle foi dans le parti travailliste ? »

Les conservateurs affirment le contraire. Et ils s'efforcent de démontrer que la politique socialiste a fait faillite. Notons d'ailleurs qu'ils s'attaquent moins au principe et aux buts de cette politique qu'à ses méthodes. Hommes de droite pure et partisans impénitents du laisser-faire mis à part, les conservateurs admettent volontiers que, dans les circonstances actuelles, un certain dirigisme, un certain « planisme » sont inévitables. Aussi bien sont-ce eux qui ont prisé quand ils étaient au pouvoir, l'initiative de plusieurs des réforms, réalisées par le gouverne-

(1) Voir notamment *l'Economist* du 4 juin 1949.

ment actuel. Seulement ils soutiennent que ces réalisations s'inspirent d'un esprit beaucoup trop doctrinaire, beaucoup trop absolu, beaucoup trop centralisateur aussi et trop étatique.

Assez résignés à reconnaître l'opportunité économique de certaines nationalisations, telle celle des chemins de fer, de l'électricité et des houillères, ils prétendent — non sans raison — que d'autres, celle en particulier de l'industrie sidérurgique, s'inspirent de considérations purement politiques.

Ils protestent contre l'accroissement massif du nombre de fonctionnaires : 1.465.000 en 1939, 2.219.000 en 1949, sans compter les ouvriers et employés des entreprises nationalisées. Ils protestent contre l'envahissement de la bureaucratie, les excès de la centralisation, la mise sous une tutelle ombrageuse des organismes locaux, les innombrables formalités auxquelles les démarches les plus naturelles des citoyens sont désormais soumises ; ils protestent contre le régime de phalanstère qui a été imposé à la nation entière ; ils protestent enfin contre une taxation oppressive qui, non seulement décourage les initiatives capitalistes, mais détourne de l'effort les travailleurs modestes : un ouvrier célibataire n'a presque pas d'intérêt à faire des heures supplémentaires, l'impôt lui prenant le plus clair de son surcroît de salaire.

C'est, répètent-ils, parce qu'autant et plus intelligemment que les travaillistes nous voulons le bien général et savons que sa condition première est un accroissement de la production, que nous sommes contre une politique qui ruine l'esprit d'entreprise, engendre la passivité et pousse à la paresse. L'exportateur qui, avant la guerre, s'ingéniait à découvrir des marchés nouveaux et à provoquer la fabrication d'articles convenant à ces marchés, reste aujourd'hui tranquillement assis derrière son bureau à attendre les ordres que l'État lui passera à travers d'innombrables bureaux peuplés de fonctionnaires irresponsables. Le poseur de briques, qui posait huit cents briques par jour, n'en pose plus que cinq cents et n'a nul avantage à en poser davantage. Et, se résumant, les conservateurs proclament : « Nous ne voulons plus de la loi de la jungle. Mais nous ne voulons pas non plus de celle de la termitière ».

Ces arguments sont propres à frapper les très nombreux Britanniques restés au fond individualistes et le résultat des dernières élections locales a montré leur efficace. Mais ce n'est

pas seulement à droite que la politique du Cabinet travailliste se voit critiquée. De l'extrême gauche syndicaliste monte la rumeur de ceux qui s'indignent de voir le gouvernement ne pas proportionner exactement les subventions alimentaires à l'enchérissement du prix de la vie et faire pression pour empêcher les hausses de salaires, la rumeur aussi de ceux qui s'indignent que les nationalisations aient été faites au seul profit de l'État et non également à celui des ouvriers des entreprises nationalisées.

Certes le T. U. C. (Confédération générale du travail) et les grands syndicats continuent à appuyer le gouvernement, certes aussi la récente conférence du Parti a, à une énorme majorité, donné son adhésion à la « politique d'austérité », mais les grèves « sauvages », grèves déclenchées sans l'assentiment du T. U. C. qui viennent de se produire — grève des dockers de Liverpool et de Bristol, grève des cheminots du réseau nord-est — montrent que la masse ouvrière n'est pas unanimement disciplinée et qu'elle n'a pas été tout entière convertie à l'évangile rigoriste. Il y a là, pour le gouvernement, un sérieux danger.

Tous les habitants de la Grande-Bretagne sont un peu aujourd'hui comme les Pimliciens bloqués du film : fiers, obstinés, prêts à de grands sacrifices pour maintenir leur dignité et leur indépendance, remplis en même temps d'un vague sentiment de « frustration » et sentant obscurément que la situation actuelle ne saurait indéfiniment se prolonger, le problème économique domine leur existence. Il se pose d'ailleurs à eux depuis longtemps, sans qu'ils s'en soient nettement rendu compte, et la dernière guerre n'a fait que le rendre plus pressant comme de solution plus malaisée.

Il reste à voir comment ce malaise diffus — dont la Révolution travailliste n'est peut-être qu'une manifestation — a déterminé, à travers des cheminements complexes, un profond bouleversement non seulement dans la vie politique, mais dans la structure sociale, dans les mœurs, dans le comportement intellectuel et dans le tempérament même de la nation britannique.

JACQUES CHASTENET.

(A suivre.)

VINGT-HUIT ANS A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

JOURNAL [1]

II (1)

SEPTEMBRE 1892-JANVIER 1894

24 *septembre* 1892. — Visite d'Adrien Hébrard. Il n'a pas assisté à la Cérémonie (2) du Panthéon.

— Ça ne m'intéresse plus.

— Et qu'est-ce qui vous intéresse ?

— Rien !

Dans ce *rien* il y a toute la lassitude d'une vie de lutte, tout un abandon.

Paul Ollendorff m'apporte une pièce de Guy de Maupassant. Deux actes un moment reçus au Vaudeville : *La Paix du foyer*. La langue est bonne, le sujet est (à la Comédie) inacceptable.

Il est perdu Maupassant. Il dit : « Je voudrais aller chez moi rue Boccador. Il y a du sang là. Avec ce sang j'irai en forêt, je grefferai des arbres et j'obtiendrai quarante Guy de Maupassant. »

La première forme de la folie fut chez lui celle-ci : il se croyait salé à la suite d'injections nasales. Puis il allait dire partout : « Ne mangez jamais de raisin, c'est du poison. Les remèdes employés contre le phylloxera ont empoisonné la vigne. »

16 *octobre*. — J'ai été voir Dumas chez lui avenue de Villiers. Désordre mais tableaux superbes : Delacroix, Corot, Dupré. « C'est beau pour un homme qui en a vendu pour plus de 500.000 francs ! » me dit-il.

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 décembre 1948, 1er janvier et 15 juin 1949.
(2) A l'occasion des fêtes du Centenaire de la République.

Dans son cabinet en haut sans feu nous avons causé. Il a vieilli : l'œil bleu pâle est plus décoloré. On sent qu'il voudrait donner sa pièce, *La Route de Thèbes*, mais qu'il a peur du public, peur du sujet. Il me dit :

— J'ai toujours été mes personnages et cette fois cet homme qui se laisse empaumer par une femme, ce n'est pas moi qui ai connu les femmes à dix-sept ans et qui lâcherais tout pour ma plume et mon papier.

19 *octobre*. — Je songe à engager Sarah Bernhardt. Elle pourrait contrebalancer l'influence de Coquelin sur le public. Réjane bien avec la *journalisticaille*, va, avec son Grand Théâtre, essayer aussi de battre en brèche cette vieille Maison de Molière dont je dis : l'Administrateur se trouve placé entre les vieux artistes qui ne servent plus la Maison et les jeunes qui la desservent.

28 *octobre*. — J'ai reçu hier Hugues Le Roux et Maurice Barrès venus pour me demander de signer une pétition au Syndicat de la Presse contre le chantage du *Gil Blas*. Barrès, grand, mince, boutonné, profil d'un Condé doctrinaire, nez crochu, grosses lèvres, voix lente, très correct, très fin, très gentil.

— On placarde, me dit-il, des injures contre moi dans toute ma circonscription et je n'aurai pas un journal pour me défendre ! Et ce qu'on lit à seize ans étant indélébile, on me jugera dans les lycées sur la prose de M. Léon Bloy qui passera pour avoir du génie parce que c'est un famélique !

7 *novembre*. — J'ai passé une journée charmante à Chantilly. Il y avait là un général et un colonel de cuirassiers, en uniforme. Bonnat, Denormandie, Beljame le professeur, Picot le bibliophile... Les galeries s'augmentent toujours d'œuvres précieuses, un Filippo Lippi qui formait le devant d'un coffre à bois, les miniatures de Fouquet encadrées dans du velours sombre et pareilles à des orfèvreries avec leurs couleurs vivantes, des bleus, des verts, des séductions pour l'œil.

Le duc d'Aumale a parlé de sa mère au déjeuner.

— C'était une chrétienne mais une Spartiate. Quand je suis parti pour l'Algérie j'avais dix-huit ans. Je n'oublierai jamais ses adieux : « Souviens-toi que j'aimerais mieux te voir revenir sur ton bouclier que sans bouclier. » Un jour, souffrant, on m'avait envoyé à Eu avec mon frère Montpensier sans finir mon année

d'études. C'était pendant les fêtes du 29 juillet. Le télégraphe nous apporte des nouvelles de ma mère. Elle nous disait : « Tombez à genoux, mes fils, et remerciez Dieu d'avoir préservé les jours de votre père ! » Fieschi avait commis son attentat.

Un jour Ary Scheffer, qui était protestant, revenait de la chapelle des Tuileries. « Vous allez donc à la messe, quoique huguenot, Scheffer ? — Non, me dit-il, je ne vais pas à la messe, mais je vais voir prier votre mère ! »

On parle aussi de la guerre. Un jour que Denormandie abordait une question politique le duc d'Aumale l'interrompit nettement :

— Souvenez-vous, mon cher ami, que je n'aime à m'entretenir que de deux choses : l'art et l'armée !

Et nous montrant les papiers et les lettres de monsieur le Prince (Condé) — il en a 400 volumes — et les rapports des agents de Condé en Espagne annotés par le Prince :

— Ils étaient « piocheurs », ces gens-là ! dit-il.

Dans sa belle bibliothèque, pleine de livres merveilleusement reliés, je lui demande :

— C'est là que vous travaillez, Monseigneur ?

— C'est là que je m'amuse. Je travaille en bas dans un autre cabinet.

Revenus par la forêt toute dorée. Impression délicieuse de nature et d'art. Bonnat espère que Carolus Duran sera nommé à l'Institut malgré Gérôme qui ne lui trouve aucun talent, pas plus qu'à Diaz par exemple.

— Ce sont des *chiqueurs*, dit-il. Diaz ne sait pas « dessiner » un arbre !

10 *novembre*. — Le soir après le dîner de *la Plume* (1), place Saint-Michel, nous allons à côté dans le caveau du café où sont nés les *Hydropathes*. Maintenant s'y tiennent les *Iconoclastes*. On dit des vers près d'un piano. Il y a au fond une petite scène avec un décor de prison. Yan Nibor chante avec accent des chansons de mer : *Les Albatros*, les *Quatre frères ;* Jean Carrère dit de beaux vers larges et fiers ; Léon Durocher, des chansons parisiennes. Je sors avec Coppée, indigné de l'affaire de la rue des Bons Enfants (2) : « Ah ! ça, mais il me semble que nous sommes à la veille d'une révolution ? On nourrit un peuple avec du travail ou de la gloire.

(1) Une revue d'avant-garde de cette époque.
(2) Un attentat anarchiste : une bombe avait fait dix morts.

Et depuis vingt ans on ne lui donne que de la politique ! » Il dit ce mot avec mépris : de la po-li-ti-que.

Bonapartiste d'ailleurs, Coppée :

— Napoléon Ier !... Vivant de son temps, j'aurais mieux aimé être le dernier grenadier de sa Garde que Ducis, un brave homme pourtant !

17 *novembre.* — Après la répétition du *Monde où l'on s'amuse*, La Roche disait à Jeanne Ludwig :

— Allons, mettez-moi mon pardessus. C'est ainsi qu'on arrive au sociétariat !

— Volontiers, dit cette gentille petite Ludwig qui a de l'esprit.

Et hélant son camarade, candidat comme elle :

— Allons, Berr, venez mettre l'autre manche !

27 *novembre.* — Travaillé le matin et l'après-midi à *l'Américaine*. Entre temps assisté au Luxembourg à l'inauguration du buste de Théodore de Banville. Il est nu avec de grosses mamelles et une tête souriante assez narquoise. Bien placé, devant un bassin et tournant la nuque aux omnibus. Coppée a fait en prose un discours de poète. Catulle Mendès a dit (mal) des vers prétentieux et Richepin récite (bien) des vers de rhéteur. Vacquerie, Leconte de Lisle, Arsène Houssaye étaient là. Rivet aussi, échappé à la putridité parlementaire, et d'Hervilly, amer, aigre, aigre avec Coppée, aigre avec Houssaye, me disant : « Je n'ai pas de chance (parce qu'on ne joue pas encore *Saïnara*), je ressemble à cet homme dont parle Théophile Gautier : « Quand il passait près d'une statue, elle s'écroulait sur lui. »

Il est aigre même contre Banville :

— Quand on pense, dit-il, que Musset n'a pas de statue ! Et je vais en réclamer une pour Corneille !

Il a manqué sa vie et fait porter aux autres le poids de sa faute.

1er *décembre.* — Le ministère est tombé. Quand il rencontre des amis, Loubet les embrasse de joie. Enfin ! Il n'est plus ministre. Il tombe — dans les bras de l'estime publique. C'est un honnête homme.

— Souvenez-vous de ce que je vous dis, me disait hier Charles Edmond, si Carnot ne se représente pas, Loubet sera en 1894 nommé Président de la République.

En attendant Brisson est chargé de constituer un ministère.

« Brisson, disait Gambetta, c'est une cravate blanche ! »

9 *décembre.* — Je n'étais pas allé à la Chambre depuis bien longtemps. Floquet m'ayant fait envoyer, je ne sais pourquoi, un billet rose, tribune du président, j'y vais. A l'entrée des ministres nouveaux, aux poignées de mains données à Ribot et à Bourgeois, on devinait déjà qu'ils auraient la majorité. L'aspect des députés est le même que sous l'Empire. Que de républicains du centre seraient bonapartistes si Bonaparte régnait !

Floquet a vieilli, de voix, de tête. Brisson est devenu une barbe grise, lui, beau blond, grave. Clemenceau se tient adossé à son banc, pâle, immobile, ennuyé. Un jeune homme brun, grosse cravate de couleur, me semble de loin une femme, un faux Saint-Just. C'est Pichon. Déroulède est à gauche, tout en haut, avec Barrès et les boulangistes.

Ribot a fait une déclaration vague et sonore. Bourgeois débute comme garde des Sceaux. Très bien. Très net, Un M. Bauge, radical fauve ou du moins barbu, dit que le Panama est une machine inventée pour déconsidérer le parlementarisme.

L'impression que j'emporte est triste, très triste.

— Qu'est-ce que cette Chambre ? s'est écrié un moment Floquet, où personne ne peut parler, où le président même ne peut pas parler !

Le fait est qu'on couvrait la voix d'Hubbard à la tribune.

Mais ce n'est pas le bruit qui m'a navré, c'est le manque de grandeur, d'élan, de sincérité dans tout cela. On sentait, je sentais, que le pays veut à la fois plus de lumière et plus d'ordre que ce Parlement ne peut en donner. Pas un mot, pas un cri généreux. Bourgeois seul a parlé un instant de Patrie. On avait ricané — et presque hué — Ricard, la « belle Fatma », à son entrée. Bourgeois l'a fort crânement défendu « dans sa conscience d'homme et de magistrat ».

Je l'ai retrouvé à la tribune, Bourgeois, tel qu'il est lorsqu'il cause. C'est un homme de valeur. Dupuy, son successeur à l'Instruction publique, est, me disent les uns, un bon universitaire, un médiocre, me disent les autres. Je verrai.

18 *décembre.* — J'ai été hier à 5 heures au ministère. Le ministre, M. Dupuy, me reçoit d'une façon cordiale. C'est un gros Auvergnat trapu, brun, solide, aimable, fin, parlant bien. Le provincial se traduit par ces mots (je lui demande la croix pour La Roche) :

— La première fois que je suis allé à la Comédie, j'ai vu La Roche dans le *Misanthrope*. C'est un de mes bons souvenirs. Je voudrais pouvoir attacher à tous mes bons souvenirs un ruban rouge.

C'est assez joli, ce qui est moins parisien c'est : « La Roche pour moi c'est *l'homme au ruban vert.* » Il ignore Worms.

A certaines questions sur les congés je vois qu'il ne connaît pas la Comédie et qu'il s'en inquiète : « Il n'y a pas d'incident présentement ? »

31 *décembre*. — Gonfreville, libraire au Havre, me communique une miniature de Mlle Olivier, la créatrice du Chérubin de Beaumarchais. On veut la vendre cher. C'est, dans une tabatière ou bonbonnière d'écaille blonde, une jolie figure fine, fraîche, une femme en robe blanche à la Marie-Antoinette, ceinture gros bleu, ruban bleu ciel noué dans des cheveux d'un blond très doux, poudrés ; de jolis yeux bruns qui regardent tendrement, comme du fond des siècles, et une bouche rose d'un dessin pur, bonne, un peu sensuelle. Le sein est découvert à demi, délicat, mignon... Mais ce qui est poétique dans cette relique, c'est, dans le fond de la tabatière, sur une soie bleu de ciel, une mèche de cheveux d'un blond tendre, un peu passé, avec un peu de poudre qui semble comme la neige de l'hiver sur ce printemps évanoui... Elle a été Mlle Olivier, la poésie de *Figaro*, la grâce de cette satire, la joie puis la tristesse de Paris il y a plus de cent ans !

Elle est arrivée, elle a souri, elle a chanté la romance à Madame... *Allons bel oiseau bleu* et ce bleu du ruban, ce bleu du corsage, ce bleu de la soie où repose la mèche coupée sur ce front de vingt ans, sont comme un peu du pan du ciel de Trianon avant l'orage, un peu du charme de l'autre siècle, du charme aussi de cette jolie fille que Paris n'eut que le temps d'adorer, d'applaudir et d'enterrer... Il s'attendrit sur elle. Les poètes la chantèrent. Les ris et les amours furent en larmes sur toutes les lyres. Et si peu de temps après ce fut sur lui-même que Paris s'attendrit. La romance à Madame fut remplacée par le *Ça ira* et on suivit d'autres convois que celui d'une petite comédienne. La mort de Chérubin !

Que mon cœur, que mon cœur a de peine !

Et si peu de temps après, la mort d'Almaviva, la comtesse sur la charrette et l'enterrement de la monarchie !

— Que de choses dans un menuet ! disait Vestris. Que de

choses dans un peu de poudre, une mèche blonde et une bonbonnière !

22 *janvier* 1893. — Dumas a lu hier (très bien) la pièce de Maupassant au Comité. La prose devenait, chose curieuse, de la prose de Dumas en passant par sa bouche. Il est vrai que *la Paix du ménage* est un pastiche de *Francillon*. Quand Dumas est entré le Comité l'a applaudi.

— On voit bien, a-t-il dit, que je ne viens pas pour moi !

24 *janvier*. — Dimanche soir, dîner chez d'Haussonville avec le prince Henri d'Orléans, Sardou, l'amiral Duperré, le marquis et la marquise de Castellane.

J'étais à côté du prince Henri, grand, blond, d'un blond paille, les yeux bleus, profonds, l'air d'un jouvenceau, vingt-cinq ans pourtant, timide, très intelligent et très aimable. Nous avons parlé du Tonkin, puis de la Révolution. Il admire les Girondins et quand Sardou les attaque, il s'écrie :

— Ils sont bien morts !

— Bah ! tout le monde mourait bien alors !

Et le marquis de Castellane, à moi, tout bas :

— Excepté Philippe Egalité !

Le duc de Chartres vient après le repas. Grand, barbu, l'air d'un Gaulois — d'un reître plutôt — à forte encolure. Un militaire. Je ne l'avais pas vu depuis le 4 septembre 1871, à Bruxelles. Il me parle de son fils avec un rare sentiment d'amour paternel et de Bonvalot qui l'a guidé.

— Il n'a pas été trop timide ?

— Il a été charmant, dit Mme d'Haussonville.

— C'est un esprit profond. Il travaille.

Il va en effet publier chez Calmann-Lévy le récit de son voyage.

26 *janvier*. — J'ai sous les yeux un portrait de la Champmeslé. Il fait partie de la *Galerie dramatique* réunie aux *Etrennes de Thalie*, un petit volume rare. La Champmeslé y est représentée sous les traits d'une belle personne à l'air tragique et charmant à la fois, coiffée d'un diadème de reine. Est-il bien authentique ? On a cité tout à côté le quatrain qu'inspira à un railleur d'antan la « fragilité » de la Champmeslé sacrifiant Racine au comte de Clermont-Tonnerre :

Au tendre amour elle fut destinée
Qui prit longtemps Racine dans son cœur,
Mais par un insigne malheur,
Le *Tonnerre* est venu qui l'a *déracinée*.

Les vers de Racine sont meilleurs.

9 *février*. — Dîner chez le duc de Broglie entre Vogüé et d'Haussonville, tous deux candidats probables aux prochaines élections. Vogüé dans le Vivarais.

— On me pousse, dit-il, mais je tâcherai de leur échapper.

Quand on dit cela on est candidat.

J'ai causé avec la comtesse de la Ferronnays, vieille, ridée, mais spirituelle. Elle est éprise de la Comédie. Elle a vu jouer Mlle Mars. Son père lui disait que Rachel était supérieure à Talma :

— Elle avait la passion pâle ce qui est plus beau que la passion rouge.

19 *février*. — Extraits d'un volume d'Octave Uzanne : *Victor Hugo en exil* dont Vacquerie et Meurice ont empêché la publication. Il contient les propos de table du poète recueillis par François-Victor Hugo : « Lamartine est une femme née homme comme George Sand est un homme né femme. »

6 *mars*. — Ollendorff me contait ceci hier :

— Son docteur a dit à Maupassant : « Vous savez, on va jouer votre pièce *la Paix du foyer* à la Comédie Française. »

Maupassant brusque a répondu :

— Ce n'est pas de moi !

Pourtant il a compris qu'on jouait une pièce. Bien souvent on lui montre de ses livres. Il épèle le titre, le nom : Guy de Maupassant, puis il répond :

— Qu'est-ce que ça, Maupassant ? Je ne sais pas...

7 *mars*. — La pièce de Maupassant a réussi. Dumas pense qu'il y aura de la résistance devant le public. Worms était ému en nommant l'auteur. On a rappelé les acteurs cinq fois.

29 *mars*. — Avant-hier, reprise des *Effrontés*. Mme Emile Augier a trouvé Jane Hading meilleure que Mme Plessy dans le rôle de la marquise. A son avis Mme Plessy le jouait en Célimène ; Hading est plus femme, plus attendrissante. Elle a réussi, malgré tout... et malgré tous. Elle avait des jalousies contre elle. La pièce se présente comme un succès de curiosité et d'argent.

Le ministère a été renversé hier. Qui va prendre le pouvoir ? Constans peut-être, ou Méline.

M. Dupuy qui devait donner, ce soir, un dîner et une soirée comme ministre de l'Instruction publique est ministre de l'Intérieur et président du Conseil. On a d'abord souri à son élévation, puis on s'y est habitué ou résigné. C'est un galant homme dans tous les cas. J'ai pour ministre Poincaré, un tout jeune homme remarquable.

19 *avril.* — J'ai vu hier Poincaré à propos du Théâtre. Il a été fort gentil. Assis et comme à demi-étendu dans son fauteuil, mais aimable, déférent, me rappelant que je l'avais encouragé lors de ses débuts dans le journalisme. Petit, blond, râblé, fin, net, il est très bien. Il a exprimé son sentiment sur le journalisme et la politique avec une sorte de tristesse :

— Je n'osais plus écrire dans un journal, ne sachant pas quelles combinaisons il y avait derrière. Quand on a un mandat, il faut prendre garde à tout. Si on pouvait seulement faire des exemples et se débarrasser du personnel taré ! Passe pour le passé, mais il y a l'avenir et si on ne fait rien, cela recommencera.

Pour lui, Cornélius Herz était surtout un agent de l'Angleterre et son action s'est exercée spécialement dans la question de l'Egypte. Comme tous les agents d'ailleurs, Cornélius Herz trahissait à la fois tout le monde et Freycinet qui disait : « employons-le, nous en tirerons parti », s'exposant ainsi (ce qui est arrivé) à se faire rouler.

3 *mai.* — Une idée de Mounet-Sully :

— Vous vous préoccupez trop des auteurs et pas assez des acteurs. S'ils ont fait des chefs-d'œuvre les auteurs ont l'immortalité. Donc ils peuvent attendre. Tandis que les acteurs n'ont que vingt-cinq ou trente ans devant eux. Donc il faut les faire jouer et ce que vous avez à chercher ce ne sont pas des pièces mais des rôles.

12 *mai.* — Dîner chez Gaston Bérardi. Un bel hôtel rue Galilée. Les convives étaient : Constans, Zola, Sardou, Whistler, Jules Lemaitre, le docteur Pozzi, Adrien Hébrard, Gaston Ménier. Je suis à côté de Whistler, tête de ténor vieilli, petit poupin, riant (assez tard) après une plaisanterie. Il m'a rappelé Auriol, le clown. Constans, bel homme sans pose, à la fois souriant et froid, grison,

bon garçon inquiétant, le sourire découvrant des dents de mangeur mal rangées. Il raconte de jolies histoires d'Indochine. On pouvait aller de son temps déjeuner en dehors d'Hanoï jusqu'au Pont de Papier où périt Henri Rivière ou rester jusqu'à une heure du matin au bord du lac, aujourd'hui non. L'opium donnait dix millions à Saïgon. On l'a supprimé.

Il peut être un politicien, ce Constans, un manieur et un rouleur d'hommes, mais en art il y a du Gaudissart dans son cas. Il me disait : « *Tannhaüser !* J'ai vu là cinq ou six bonshommes qui raclaient sur des lyres et chantaient longuement. Quand j'en ai eu entendu trois je suis parti. »

Sardou nous parle de Sarah Bernhardt. Elle est la fille d'un notaire du Havre nommé Weill qui grimpait sur ses meubles et avait de longs bras comme sa fille. La mère de Sarah, à son lit de mort, se raccommodant avec sa sœur (cela se passait devant le prêtre) : « Tu me pardonnes ? » dit la tante de Sarah. — Oui, rosse ! » Et elle meurt.

16 *mai.* — Dîner donné hier chez Durand à Lockroy vice-président de la Chambre, Poincaré, Terrier, ministres, et Delcassé sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, par l'Association des Journalistes républicains dont je suis vice-président. C'est dans le fameux salon historique où se tenait Boulanger qu'a eu lieu le repas. Le buste d'Henri IV présidait du haut de la cheminée.

J'étais placé entre Delcassé à ma gauche et Poincaré à ma droite. Delcassé vif, ardent, petit, noir, éloquent, méridional, épris d'art, de théâtre, de musique, disant qu'il n'a pas d'ambition et pétri de l'envie d'agir. Poincaré calme, fin, souriant.

Au dessert Ranc boit à nos convives qu'il égratignera plus tard, dit-il en riant, et chacun des membres du gouvernement de déclarer à Poincaré qu'il est un journaliste en vacances, Terrier qu'il a été et redeviendra journaliste, Lockroy qu'il tremble quand à la Chambre il traverse le bureau des journalistes — qui sont nos maîtres — et dont il aime mieux être caressé qu'égratigné...

Poincaré me dit :

— Ne tenez aucun compte des recommandations que je vous envoie. Je suis accablé de demandes. Si je tenais à quelque chose, je vous le dirais moi-même.

Dimanche, 4 juin. — Hier journée au Conservatoire, Poincaré avait présidé. Il s'étudie à être grave et regarde les jeunes actrices avec curiosité, ne votant point d'ailleurs : « On m'accuserait d'avoir des protégées. »

Londres, 10 juin. — Je suis arrivé depuis vingt-quatre heures et j'ai déjà la sensation d'un danger couru (1). Il y a 30.000 francs de location environ dont 12.000 francs pour la première représentation. C'est peu. Irving ne croit pas à notre succès : « Il y a trop d'étoiles, mais il n'y a pas *une étoile* », dit-il.

Le jeune prince Henri d'Orléans a loué pour tous les soirs. Le prince de Galles, non. Si la Comédie n'allait pas avoir de succès ?

Avec le sous-chef machiniste j'ai inspecté les loges et fait placer le buste géant de Victor Hugo sous le péristyle. Il y aura des cris lundi, le jour de *La Cérémonie*. Ce ne sont plus les loges luxueuses de la rue de Richelieu !

13 juin. — Hier grand succès, la *Cérémonie* et *Le Malade imaginaire* ont été acclamés. Reichenberg a dit mes vers, *Le Salut à Londres*, d'une façon piteuse. Elle me les avait récités sans comprendre cinq minutes auparavant. Heureusement il y aura bientôt Bartet et on attend Mounet.

Le prince de Galles a fait appeler Febvre hier. La familiarité du cabot demandant à la princesse de Galles : « La Reine va bien ? » est inénarrable. A la fois soumis, courtisan et familier. Je souffrais un peu, mais cela n'a pas mal fait. L'acteur est un être supérieur au lettré pour les Hautesses !

Charmante la princesse, souriante, timide, mélancolique. Le prince gai mais fort vieilli.

Les deux jeunes princes d'Orléans, le voyageur timide d'apparence, et le prétendant avec sa barbe blonde entière, viennent sur la scène. Celui-ci est tout heureux d'entendre parler français, puisque, dit-il, je ne peux pas aller en France.

17 juin. — Matinée affreuse avec *Le Flibustier* par un temps caniculaire. Salle à peu près vide. Reichenberg très sèche dans le costume collant de Gringoire. Worms désolé. Tout le monde déçu. Mme Granger demandant à fuir. Lynnès gaie, partant ou restant,

(1) La Comédie-Française avait organisé des représentations à Londres, au Théâtre de Drury-Lane.

au choix. Mounet a un phlegmon et ne pourra jouer *Ruy Blas* mardi. Je donne *Denise*. Le Bargy et Féraudy sont les plus désagréables, Le Bargy surtout. Il a fait attendre vingt minutes le duc d'Edimbourg à cause de sa perruque.

5 *juillet*. — Je n'ai pas le temps d'écrire ici. Vie de tourbillon, de torrent. Ce n'est pas un succès d'argent cette expédition, loin de là. Mais quoi qu'en disent les *Débats* et autres journaux que renseignent les infects potiniers des théâtres, c'est un succès artistique. Grau m'a dit que la pièce qui a fait le moins d'argent c'est *Par le glaive* après *Œdipe Roi* et *Hamlet*. Les Anglais ne veulent pas de Mounet-Sully. Tous ces cris leur paraissent d'un autre temps, d'une autre école. Irving, qui n'a pas de voix, les a habitués à regarder plus qu'à entendre.

Viroflay, 8 *août*. — Ai-je noté ce mot épique de Le Bargy à qui l'on offrait au théâtre, il y a deux ans, d'entrer dans une conspiration contre moi : « Non, il a fait décorer mon père. Pas cette année-ci, l'année prochaine ! »

27 *août*. — Hier j'allais à Paris. A Saint-Cloud, un homme solide et barbu monte dans mon wagon. C'est Gounod :

— Ah ! cher ami ! Pourquoi ai-je pris ce wagon et pas un autre ? Il y a du magnétisme !

Nous causons. Quelle verve ! Il est plus jeune qu'un jeune homme ce septuagénaire. Il me parle de sa maison natale, rue Saint-André-des-Arts, située près de celle de Pigault-Lebrun, passage du Commerce, où il connut Emile Augier avec lequel il jouait au cerceau dans le Luxembourg. Un relieur habite maintenant sa maison natale. Il a demandé à la visiter et à revoir la chambre mortuaire de son père où il irait « les yeux bandés ». En s'accoudant à la fenêtre de la salle à manger où tout enfant, à cinq ans, il prenait ses repas, quelle émotion ! De l'autre côté de la rue, il voit *Faust* affiché. De l'enfance à la gloire !

— Je ne sais pas comment m'est venu le goût pour la musique. Je l'ai toujours eu.

Jeune homme, à Leipzig, il a joué un *Requiem* à Mendelssohn dont il avait connu la sœur à Rome et qui lui avait donné une lettre de recommandation. A un moment Mendelssohn mit sa main à travers une page et dit :

— C'est de vous ça ?

— Oui, cher maître.

— Eh bien ! Cherubini ne ferait pas mieux !

Je m'étonne de ce nom.

— Pensez que Beethoven ayant terminé sa *Symphonie en ré* l'envoyait à Cherubini en lui demandant son avis et en le priant de mettre ses observations en marge.

3 *septembre.* — Hier lecture de *l'Amour brode*, la pièce de François de Curel. Petit, râblé, l'œil glissant comme celui du chat, le poil hérissé, l'air d'un gentilhomme campagnard, Curel lit mal mais il articule bien. La pièce a déplu. Je lui dis :

— C'est reçu mais cela a paru long et dangereux. Maintenant à la bataille !

Il sourit :

— J'en ai déjà l'habitude.

Il croit cela. Les « premières » du Théâtre Libre ne sont pas des batailles !

5 *septembre.* — J'ai déjeuné hier avec Magnard chez Laurent aux Champs-Elysées. Il est bien triste, bien noir, bien pessimiste.

— *Le Journal*, me dit-il, tire à 80.000 exemplaires, et donne pour un sou ce que le *Figaro* fait payer quatre, aussi c'est la « peau de chagrin ». Ça se rétrécit chaque année. Nous en avons pour huit ans !

Le prince Roland Bonaparte voit Magnard, le salue et vient s'asseoir à nos côtés. Il est grand, jeune, brun, robuste, l'air militaire. Il revient de Chicago où il a trouvé l'Exposition superbe et fait construire avenue d'Iéna un hôtel où il aura une bibliothèque de 60.000 volumes.

22 *septembre.* — A l'Académie, le duc d'Aumale parle avec sympathie de Trochu, « un brave homme ». Trop orateur. Aide de camp de Bugeaud il étonnait le maréchal qui aimait aussi parler. Le duc nous lira bientôt sa mort de Turenne. Celui-ci après avoir dit : « Il faut mettre un espace entre la vie et la mort », reprit du service en ajoutant : « Tant qu'il y aura un soldat allemand en Alsace, le devoir de tout homme de guerre français est de combattre. »

— Il devinait, ajoute le duc d'Aumale.

— Il y a trois femmes de théâtre à Paris qui sont très rosses, me dit Félicia Mallet. La première c'est moi !... Les *deux autres* c'est Reichenberg !

29 *septembre.* — Leconte de Lisle, hier à l'Académie, était furieux contre Zola qui se vante à Londres de représenter toute la littérature française.

— Je ne suis pas fier d'être représenté par M. Zola, disait-il.

Et il ajoutait :

— D'ailleurs tout le monde est fou. Il y a une jeune génération de toqués et d'invertis. Ils s'en vantent. Ils l'impriment. Ce misérable Verlaine est un demi-dieu pour eux. Je ne serai pas fâché de quitter une aussi mauvaise compagnie.

30 *septembre.* — Visite à Poincaré pour lui parler des fêtes franco-russes. Il est très net, remarquable, un peu ironique. Il reçoit les directeurs de l'Opéra, Bertrand et Gailhard, devant moi. Le gouvernement paiera le gala de l'Opéra et la Presse fera les invitations : c'est assez piquant et bizarre. Carnot a *réquisitionné* sa loge, la loge voisine et, pour le Président du Conseil, la loge de face. Arthur Meyer invitant le Président de la République, c'eût été drôle. Tirard, qui me semble aller mieux et que j'avais vu une demi-heure auparavant, trouve cela comique et triste à la fois. Voilà, en effet, Arthur Meyer grand-maître des cérémonies de la République et Canivet grand dispensateur des invitations !

Le devis approuvé par le gouvernement montera à environ 55.000 francs. Il y aura une dépense de 15.000 francs de fleurs. Il n'y a plus de place pour une représentation à la Comédie. Les déjeuners et les bals absorberont toutes les heures des marins qui remonteront à leur bord passablement fatigués.

On assure que le Tsar trouve que *nous allons trop loin.* C'est un homme qui veut bien être une sorte d'arbitre, d'archimandrite de la paix, mais qui ne veut pas être compromis. Or, notre emballement le compromettrait avec une facilité prodigieuse et non moins facilement il nous abandonnerait à nos folies.

3 *octobre.* — Joseph Bertrand me raconte que son père, qui frappait à toutes les portes pour arriver à nourrir ses enfants, fit, pour 500 francs, l'éloge du physicien Charles, le mari d'Elvire, pour Fourrier secrétaire de l'Académie des Sciences.

— Le physicien Charles avait eu des démêlés avec Marat et on voulait lui faire un mauvais parti pendant la Terreur. Mais le peuple recula en apercevant chez lui l'aérostat dans lequel Charles avait fait ses expériences et se mit à crier : « Vive Charles ! »

10 *octobre.* — Curel a l'air un peu ennuyé. Sa pièce est triste et obscure. C'est du Marivaux noir et il est déjà compliqué le Marivaux rose !

14 *octobre.* — J'ai vu *Francillon* hier. Galliffet passe le deuxième acte avec moi dans mon cabinet. Il trouve comme Poincaré qu'on en fait trop pour les Russes et le Tsar est de cet avis. Il aurait dit : « Ces Français, à peine leur tend-on la main qu'ils vous compromettent. »

Ces marins n'appartiennent pas en outre au personnel qui compte et qui a de l'influence auprès de l'Empereur.

— Pourquoi nous aplatir ? ajoute Galliffet. Les Russes sont avec nous par intérêt ; ils veulent notre argent. Qu'on le leur donne mais pas tant de génuflexions !

20 *octobre.* — Une soirée inoubliable hier. J'aurai toujours devant les yeux le fourmillement, le remous de la foule massée, pressée, poussée, devant la loggia de l'Hôtel de Ville, à l'heure de la retraite aux flambeaux. Cette foule criant : « Vive le Tsar, vive la Russie ! » cette foule piquée de lanternes, de feux, traversée de serpents humains, groupes de soldats battant la retraite et défilant, cette foule noire et rouge sous les illuminations à perte de vue dans l'avenue Victoria où j'aperçois les flammes des lances des dragons, les cuirasses des cuirassiers, les casques, les baïonnettes, dans une apothéose rouge, lumineuse, féerique.

Les officiers russes, fort émus, agitaient leurs chapeaux claques et leurs casquettes blanches. Un ouvrier en complet de velours brun s'était hissé jusqu'au balcon pour crier de plus près : « Vive la Russie ! »

C'était après le dîner très bien ordonné, dans la grande salle un peu neuve, semblable à la salle à manger d'un hôtel américain. Placé entre Falguière et Saint-Saens, à deux pas de Zola, en face de Vogüé, j'apercevais, en me penchant à droite, au-dessus des fleurs, le front un peu chauve de Carnot émergeant d'un bouquet. Il porte le toast au Tsar d'une voix sans vibration, ce qu'on appelle une voix de fer blanc. M. de Mohrenheim boit à Paris. L'amiral Avellan aussi, d'une voix gutturale, superbe et forte, et Alphonse Humbert est vraiment chaud, vibrant, bien inspiré en portant la santé des frères, des femmes, des mères de ces marins, « nos amis et nos hôtes », qui sont là.

— En somme, me dit Canivet, c'est le journaliste qui a eu le succès.

25 *octobre*. — Les Russes sont partis dans une apothéose. Je n'oublierai jamais ces cuirassiers arrivant sous la lumière électrique place de l'Opéra pour escorter les voitures et disparaissant au galop par le boulevard à gauche dans les vivats de la foule. Arrivant de front et brillant de reflets d'argent, ils étaient fantastiques : on les eût pris pour des cavaliers de la *Revue nocturne*. La réalité est toujours plus artistique que le théâtre. L'apothéose de l'Opéra, hymne russe, costume de boyards, canon, drapeaux, m'avait moins ému que cette apparition.

Debout, de sa voix rauque, l'amiral Avellan avait crié : « Hurrah à la France ! » Les acteurs applaudissaient sur la scène.

Sarah Bernhardt en robe jaune, jupe collante comme un pantalon, avait l'air d'un masque. Canrobert, sans cheveux longs, barbe entière, dans son uniforme fané de maréchal aux épaulettes passées, s'est levé et a essayé de se tenir debout devant le chef de l'Etat à l'entrée de Carnot. La jolie barbe de Canivet et l'œuf à la coque qui sert de crâne à Arthur Meyer se voyaient partout.

26 *octobre*. — Eh bien ! *L'Amour brode* est joué ! On a protesté, ricané, la presse de ce matin est dure, Bauer est insolent mais l'orage a été moins fort qu'on ne pouvait le craindre.

Worms m'avait dit dans l'après-midi : « Ce sera un insuccès. Il serait ennuyeux que ce fût un scandale. » Mounet-Sully, semainier, était venu me demander mes ordres en ce cas.

Le public a été un peu étonné, comme hypnotisé par le vague du style et l'étrangeté de l'action. Alors on a écouté. La tempête n'est arrivée qu'au troisième acte que Le Bargy a défendu crânement.

29 *octobre*. — Nous avons été voir *Madame Sans-gêne*. Une admirable reconstitution du passé. Réjane est étonnante.

12 *novembre*. — Jeudi Curel m'a lu chez lui sa *Figurante*. Un bon premier acte et deux autres actes impossibles. Belle demeure rue de Grenelle. Appartement froid, meubles de vieil hôtel de province. Tapis imprimés. Des toiles de chasses, de sport. Nul sentiment artistique. On ne peut faire que du théâtre froid dans un tel décor, somptueux du reste. Le jardin est le même que celui de l'ambassade de Russie.

Le soir aux Variétés, Saint-Saëns arrive dans ma loge. Il vient m'avertir que les choristes d'*Antigone*, dont il a fait les chœurs, ont la tête montée et qu'ils trouvent qu'on les fait trop travailler. Cinq heures debout pour cinq francs. Il y a un meneur parmi eux. Il faut les tenir moins longtemps. J'arrangerai cela demain, mais il est bien dur d'avoir affaire à des gens qui ne sont pas au service du théâtre.

19 *novembre*. — La répétition d'*Antigone* en costumes a bien marché. Mounet-Sully est fort beau et m'a donné la sensation de l'horreur tragique comme Mlle Bartet celle de la grâce grecque lorsqu'elle sort voilée pour aller au supplice.

Elle me disait après la répétition : « Ce Mounet a été effroyable d'égoïsme, ne répétant que l'acte où il est seul et coupant nos effets. C'est de la mauvaise foi. Et c'est un camarade ! Un sociétaire ! »

21 *novembre*. — J'ai passé avant-hier une journée charmante chez Pailleron qui nous a lu à Got et à moi sa pièce.

— Inutile de vous dire, fait-il après le premier acte, que ça s'appelle *Cabotins !*

— Tu peux dormir tranquille, lui dit Got, qui le tutoie depuis des années.

23 *novembre*. — *Antigone* est un grand succès, presque un triomphe. J'ai embrassé Mounet-Sully qui m'a dit : « Oh ! il y a bien encore du convenu dans ce que je fais ! Je n'ai pas été une minute empoigné moi-même. Je ne le serai qu'à la dixième représentation ! »

Il a été fort beau. Meurice et Vacquerie m'ont paru froids, surtout Meurice. L'annonce de la pièce de Pailleron les ennuie.

25 *novembre*. — Grand succès pour Pailleron qui a lu sa pièce hier au Comité. Coquelin cadet proposait de la recevoir par acclamation. Ils ont motivé leur vote par des *oui oui oui !* des *Ah ! oui !*

Le soir Pierson me disait :

— J'ai rarement vu une lecture produire cette impression et vous savez, la lecture c'est le public.

Zola, invité à présider hier le banquet de la presse étrangère et à qui on a porté un toast en disant qu'il était membre de l'Aca-

démie des Nations, a répondu : « J'ai deux patries, Messieurs, la France et l'Europe ! »

29 *novembre*. — Scène absurde et violente de ce fou furieux — monstre d'égoïsme — de Mounet-Sully. Quatre vers mis en musique le gênent à la scène finale d'*Antigone*. Vacquerie me dit quand j'arrive :

— J'ai pris sur moi de couper la musique. Saint-Saëns est au Foyer. Je lui fais demander de venir.

Vacquerie lui soumet le cas :

— Il ne s'agit que de deux mesures et vous ne vouliez pas faire de la musique sur ces vers-là !

— Pardon, j'en ai besoin pour l'effet de mon chœur final !

— C'est Mounet que ne veut pas...

— Qui est l'auteur ici ! Si on lui cède aujourd'hui ceci (il montre son doigt) demain il demandera cela (il montre son bras). D'ailleurs vous ferez ce que vous voudrez. Moi, je proteste et je m'y oppose.

Et il s'en va. Mounet-Sully arrive.

— Parlez-lui, dit Vacquerie.

Il causait avec Silvain, son ex-ennemi. Je lui dis la chose :

— L'auteur le veut, l'auteur est libre.

Il s'emporte. Et devant Vacquerie :

— Il n'y a, répond-il, d'autre auteur ici que Sophocle. D'ailleurs, c'est bien ; on m'annonce cela au moment d'entrer en scène, je ne joue pas, je ne joue pas !

Il s'en va, sort de scène.

— Allez chercher le commissaire de police, dis-je. Il constatera.

Un moment après, poussé par Silvain, il revient et monte en hurlant le praticable :

— C'est honteux ! On nous fait faire un métier de domestique ! C'est fini, je m'en irai...

— Jouez pour la Maison, pour le public, répond le bon Silvain. Vous vous expliquerez après !

— Il a tort, il a tort, répétait Vacquerie, pâle et paterne.

Les éclats de voix de ce fou de Mounet devaient s'entendre dans la salle par le rideau d'avant-scène à demi levé. Mlle Lerou était blême. Leitner immobile, les machinistes étonnés.

— Que faut-il faire ? me demande Dupont-Vernon qui devait réciter.

— Rien. Le chœur chantera.

Et j'entendais toujours les fureurs d'Oreste de Mounet contre le veto !

Il est venu un moment après jouer la comédie de l'épuisement en s'affalant contre un portant, la tête penchée et les yeux clos.

1er *décembre*. — A l'Académie hier, Legouvé et le duc d'Aumale parlaient de Talma sur le pas de la porte avant de descendre l'escalier.

— Je croyais, disait le duc d'Aumale, être le seul d'entre nous qui eût vu Talma. J'avais trois ans !

— Pardon, jeune homme, répondit Legouvé, je l'ai vu vingt fois, trente fois et j'étais plus âgé que vous !

Et il ajoute qu'au témoignage de Talma lui-même l'homme qui a jamais le mieux joué la comédie, c'est Garrick.

Le rêve de Talma était de jouer Shakespeare en anglais. Il déclarait qu'on ne pouvait le jouer dans une autre langue.

— Il voulait jouer Othello, dit le duc d'Aumale, non pas en Arabe et en costume de Turc de carnaval mais en général commandant les galères de Venise et il avait raison.

Mounet-Sully, s'il le joue, le jouera ainsi.

17 *décembre*. — Hier Catulle Mendès a lu avec beaucoup de fracas sa tragi-parade, *La Femme de Tabarin*. On l'a reçue.

Au dîner du 20, le peintre Landelle, l'auteur du portrait fameux de Musset, me parle du poète. Musset, dans les cafés, demandait de la bière qu'il trempait d'eau-de-vie. Il en sortait les jambes écartées en se calant comme un matelot évitant le roulis.

A un dîner, sa mère, remarquant un tic qu'il avait derrière le cou, lui dit devant Landelle :

— Tu as quelque chose, Alfred ? Tu es malade ?

Et lui, rauque :

— Il y a dix ans que je le suis... Je n'ai rien fait pour l'être, je ne ferai rien pour guérir. *Le Musset qui est fait trop de tort au Musset qui a été.*

Et Landelle me dit :

— Je n'ai pas peint sa lèvre qui pendait, comme celle du prince de Galles !

Reichenberg, tout sucre, tout miel (et vinaigre) s'ennuie, souffre. Je le conçois.

— Si j'étais plus vieille, je me résignerais, dit-elle. Et elle ajoute, parlant de *La Parisienne* au Vaudeville :

— Vous savez que je ne suis pas poseuse. Réjane a été, je vous demande pardon, plus co...quine, mais pas meilleure que moi.

1er *janvier* 1894. — J'avais passé hier ma journée au théâtre à recevoir mon monde n'étant pas allé à l'Elysée. Bartet en collerette violette, fine et charmante. Kolb rouge et luisante comme une pomme ; Fayolle rèche et sèche ; Ludwig gentille, attristée de l'hostilité de quelques-uns du Comité, parlant de partir ; Brandès jolie, confiante en elle ; Nancy Martel, élégante et bête, réclamant le rôle de la Comtesse du *Mariage de Figaro* ; Hadamard abolie ; Bertiny d'une autre époque ; Muller rajeunie ; Leloir notaire ; Laugier, Prudhomme, et Baillet ingénieur ; Berr désolé et Paul Mounet inquiet de son frère et de son avenir. Mounet-Sully vient m'embrasser :

— Voulez-vous que tout soit oublié ?

14 *janvier*. — Dîner chez Thureau-Dangin (1) hier, rue Garancière. Un vieil hôtel aux grands escaliers, la cour très vaste. C'était l'hôtel du duc de Nivernais. Il y vécut, n'ayant pas émigré, sous le nom du citoyen Gaillard.

Parmi les convives, Rousse, le duc de Broglie, le comte de Ségur, petit-fils de l'historien, l'éditeur Plon et les deux fils de Thureau-Dangin. Ce qui me frappe dans cet intérieur d'un luxe solide un peu austère, c'est, avec les dessins et peintures de Paul Delaroche, Flandrin, un grand Christ d'ivoire au-dessus de la table de travail de l'historien. C'est un chrétien. Causerie aimable. Mme Thureau-Dangin, grande figure classique régulière, bijoux romains dans les cheveux. Le duc de Broglie, très pessimiste, trouvant le péril socialiste grave, proche et inévitable.

Il conte qu'après le 2 décembre, ayant refusé le serment, le chancelier Pasquier lui dit :

— Il est aussi niais de réclamer un serment que de le refuser. Moi qui vous parle, j'en ai prêté quatorze, et je me considère comme un des plus honnêtes gens de mon temps. Depuis 1789, nous n'avons plus de gouvernement : il est donc du devoir de tout homme de servir les gouvernements qui ne peuvent plus faire de bien pour les empêcher de faire du mal.

(1) Thureau-Dangin venait d'être reçu à l'Académie française par Jules Claretie.

18 *janvier*. — Dîner chez Camille Doucet. Pailleron a repris confiance. La répétition de sa pièce, hier, a bien marché. La jeune Mme Henri Houssaye me dit avec son accent gloussant anglo-américain :

— On dit que le bombe elle sera pour la première de *Cabotins*.

A noter M. et Mme B... se disputant Caro.

— Il était de mes amis avant notre mariage, dit la femme.

— Mais, moi aussi, répond B... j'ai apporté Caro dans ma dot !

19 *janvier*. — Journée passée au Conservatoire. Sentiment du vide de ces séances. Pas un *sujet* intéressant, pas un espoir vrai, pas même une belle créature. Le banal dans un art tout d'inspiration. Le seul moment agréable a été le déjeuner. Causerie sur la guerre de 70, Napoléon III écrivant, dit Roujon, au duc de Gramont (le vrai coupable) une lettre éloquente de quatre pages, qui est aux archives du ministère des Affaires étrangères.

En quittant Vienne, Gramont avait dit :

— Je serai le Bismarck français !

Mounet-Sully à Moréno répétant Bérénice :

— Vous n'aimez pas Racine, Mademoiselle !

— Ah ! Je vous défends d'entrer dans ma vie privée !

28 *janvier*. — J'ai lu les notes d'un pauvre garçon, frère de Joliet, qui figure à la Comédie et qui fut régisseur de la tournée de Sarah Bernhardt en 1884. Cette femme a traversé le monde comme une souveraine. Joliet raconte qu'à Harlem, visitant une galerie de tableaux, le propriétaire dit à Sarah : « Choisissez la toile que vous préférez ! » A Amsterdam, les étudiants lui font escorte à cheval. Elle félicite celui qui conduit la troupe de sa belle monture : « Prenez-là, Madame ! » C'est dans cette tournée qu'elle épousa Jacques Damala. Elle annonça aux journaux son mariage avec M. *d'Amala* et fut pour la première fois affichée sous le nom de Mme Bernhardt-Damala à Madrid.

Je me rappelle Damala voulant, pendant un entr'acte du *Prince Zilah*, aller à la Porte Saint-Martin lui brûler la cervelle.

— Attendez au moins la fin du spectacle, lui disait Koning, le directeur.

(A suivre.) JULES CLARETIE.

LE MAROC
APRÈS LA LIBÉRATION

Le Comité de la Libération nationale nomma en juin 1943 le successeur du général Noguès et désigna M. Gabriel Puaux. Ce dernier appartenait à la carrière diplomatique et possédait une mûre expérience des pays musulmans. Il avait servi à deux reprises en Tunisie, à la Résidence et au Gouvernement beylical. Plus tard il avait exercé les fonctions de haut commissaire en Syrie dans des circonstances particulièrement délicates. Révoqué par le gouvernement de Vichy, c'est à lui que s'adressa le Comité d'Alger pour occuper la Résidence générale au Maroc.

Nommé le 5 juin 1943, M. Puaux arrivait à Fez quelques jours plus tard et il était reçu le 21 par le Sultan. La tâche qui l'attendait n'était pas aisée. Après le désastre, après le désarroi des esprits qui avait accompagné l'intervention des Alliés, le nouveau Résident se trouvait en présence d'un vaste travail de redressement à accomplir, plus encore au point de vue moral que matériel. Aucune de nos faiblesses n'avait échappé aux Marocains et en particulier au plus élevé d'entre eux. Un des effets les plus fâcheux de l'attitude du général Noguès à l'époque du débarquement, avait été de dénaturer, aux yeux des indigènes, le caractère des rapports entre Français et Américains. La France avait été vaincue et occupée par les Allemands, c'était pour elle une chute profonde. Mais la Métropole était éloignée, les communications interrompues, et comme l'apparence de notre situation dans le Maghreb n'était pas modifiée, que deux Etats puissants et même trois continuaient à soutenir la guerre contre l'Allemagne, nous bénéficions de

l'effort gigantesque qu'ils accomplissaient et l'effet du désastre de 1940 ne paraissait pas irrémédiable. Si nous avions accueilli les Américains à bras ouverts ils auraient fait figure d'alliés et notre propre situation en eût été renforcée. Mais nous leur avons résisté et ils ont pris pied quand même. De ce fait ils revêtaient vis-à-vis de nous l'apparence de vainqueurs et d'occupants. Antérieurement étaient survenus les événements de Syrie où l'égarement de notre commandement avait été encore plus néfaste puisqu'il devait aboutir à une véritable éviction de l'élément français.

Avec cet opportunisme instinctif qui est propre aux Orientaux, nombre de Marocains, s'imaginant que la France était devenue un satellite des Etats-Unis, virent aussitôt dans cette situation une raison de se dérober à l'autorité française. On doit reconnaître que dans ces conjonctures le commandement supérieur américain fut d'une correction parfaite. Dans les cadres subalternes qui comprenaient un certain nombre d'officiers d'origine syrienne, libanaise ou juive, nous ne trouvâmes pas toujours la même délicatesse. L'espèce de bouderie qu'avait manifestée le général Noguès pendant les premiers jours de présence des Américains avait donné l'occasion au Sultan d'accorder à ceux-ci des marques de faveur contraires à notre dignité. Ainsi, dans les réunions tenues au Palais, il avait donné le pas au général Clark sur le Résident français qui, pris au dépourvu, avait admis de passer en second.

A peine arrivé, M. Puaux saisit la première occasion pour remettre les choses au point. Le 29 juin, le Sultan lui ayant demandé de l'accompagner au quartier général américain établi à Oudjda, où il devait être l'hôte du général Clark, le Résident exigea, non sans être obligé d'insister quelque peu, que le rang auquel il avait droit lui fût maintenu. Il fit en même temps expliquer la raison de son exigence au chef américain qui acquiesça avec une parfaite bonne grâce. Il s'attacha à replacer le Maroc dans l'état où il se trouvait avant la guerre, à lui faire reprendre sa vie normale dans tous les domaines, tant politique qu'économique. Le 26 juillet 1944 il convoquait la représentation élue de la colonie française du Conseil de gouvernement qui n'avait pas été réuni depuis 1940. Le 5 août il en était de même pour la représentation indigène.

Peu de jours après, le général de Gaulle, en qualité de chef

du gouvernement d'Alger, effectuait un voyage officiel dans les grands centres du Maroc. Le 11 novembre, la célébration de l'armistice de 1918, supprimée pendant trois ans, était reprise avec un éclat particulier, le Sultan assistait à Rabat à une revue de la division Leclerc et de la division Vernejoul.

Ces signes d'un retour à une vie publique normale ne mettaient pas un frein aux agitations d'un groupe, composé surtout de jeunes Marocains, qui s'était constitué sous le nom d'*Istiqlal* (Indépendance).

A son origine, l'*Istiqlal* avait été une réaction islamique orthodoxe contre le maraboutisme et les confréries qui, de tout temps, s'étaient développées chez les Berbères. Or le Protectorat, travaillant pour le profit du Makhzen, s'était très habilement concilié les grandes confréries.

L'*Istiqlal* avait donc dès le début été amené à rompre en visière à la Résidence. Puis le but du parti, théologique à son origine, avait très vite pris un caractère nettement politique : il visait à l'*indépendance* du Maroc, avec un gouvernement exclusivement national. Il admettait bien que celui-ci pût s'adresser à des Français comme conseillers techniques, mais ils seraient alors au service de ce gouvernement. Il est regrettable qu'une telle expérience ne puisse être faite pour l'édification de ses promoteurs qui assisteraient sans doute en un laps de temps très limité à l'écroulement de tout l'édifice constituant l'Etat marocain.

L'action de l'*Istiqlal* détermina des troubles assez graves au mois de janvier 1944. L'un des principaux chef du parti, Si Ahmed Balafrej, avait été arrêté par les agents de la Sécurité militaire. C'était un personnage fort compromis, qui avait séjourné en Allemagne pendant la guerre et qui avait été en rapports suivis avec les services de renseignements allemands à Tanger et en Espagne. Cette mesure, justifiée en soi, n'était peut-être pas très opportune au moment où elle fut prise ; toujours est-il qu'elle détermina instantanément une de ces explosions de fanatisme sanguinaire dont les exemples sont si fréquents en pays d'Islam. A Rabat, la jeunesse des écoles ameutée par les nationalistes se précipita dans la cour du palais chérifien pour réclamer la libération du prisonnier. Des scènes tumultueuses s'ensuivirent au cours desquelles trois Français furent massacrés. Cependant le tumulte s'étendait à Salé où l'on

compta une nouvelle victime. M. Puaux mit fin au désordre en faisant aussitôt occuper Rabat par des chars et de la troupe et en quelques heures le calme fut rétabli.

A Fes l'arrestation de meneurs produisit des effets plus graves encore. Pendant six jours la ville fut pratiquement en dissidence. Le général Suffren, sur les ordres du Résident, la fit occuper par des unités sénégalaises, coupa l'eau et l'électricité jusqu'à ce que les notables eussent mis fin aux troubles. On eut la preuve de l'action provocatrice des meneurs lorsque ceux-ci, ayant tenté peu après de fomenter une nouvelle agitation, se heurtèrent à un refus très net de les suivre opposé par toute la population.

Quelle avait été au cours de ces incidents l'attitude du Sultan ? En apparence, correcte ; Mouley Mohammed avait même consenti sans difficulté à se séparer de deux de ses ministres qui s'étaient solidarisés avec le parti de l'indépendance. Cependant, à la lumière des événements postérieurs, on peut se demander s'il n'accordait pas une oreille trop complaisante aux propos des exaltés de l'*Istiqlal*. En tous cas ceux-ci n'hésitaient pas à le compromettre par leurs manifestations. Des faits regrettables marquèrent le séjour que fit Mouley Mohammed à Marrakech et à Mazagan. Le Souverain avait exprimé le désir de célébrer la fête du *Mouloud* dans sa capitale du sud, à quoi le Résident général avait acquiescé. Mais il se trouva que des militants du parti arrivèrent à sa suite et se livrèrent à des démonstrations bruyantes avec drapeaux, banderoles où était inscrit « Vive le Maroc » et chant d'une sorte de *Marseillaise* nationaliste. M. Puaux se rendit aussitôt à Marrakech pour attirer l'attention du pacha sur le caractère de ces manifestations. Le Glaoui comprit si bien la signification de la venue du Résident que tout était rentré dans l'ordre avant son arrivée et que la population dûment stylée lui ménagea un accueil chaleureux.

Les mêmes faits se reproduisirent à Mazagan où le Sultan se rendit un peu plus tard. Là aussi il suffit d'une intervention énergique auprès du pacha pour que les choses rentrassent dans l'ordre.

Ces divers incidents, explicables dans les conditions effroyables où se trouvait la France à cette époque, et qui prenaient fin devant toute manifestation d'autorité des pou-

voirs publics, n'en constituaient pas moins un enseignement pour le gouvernement du Protectorat. Sans tenir compte des outrances de quelques exaltés inconscients des réalités, il apparaissait clairement que certaines réformes devaient être apportées aux institutions de manière à les harmoniser avec les conditions nouvelles issues du développement du pays. Le maréchal Lyautey lui-même avait dit en quittant le Maroc que le régime institué par lui était appelé à se transformer graduellement pour s'adapter aux progrès réalisés dans tous les domaines. S'inspirant de cette idée, M. Puaux avait, dès 1943, élaboré un plan de réformes concernant la justice, l'enseignement, l'administration générale et le paysannat. En janvier 1944 il réunit quatre grandes commissions chargées chacune de l'examen d'une des matières indiquées.

Pour la justice, le but poursuivi était d'amorcer la séparation des pouvoirs qui n'existait pas plus au Maroc que naguère dans les autres pays musulmans. Au Maroc plus encore qu'ailleurs, la justice ayant un caractère religieux, était une des attributions du Commandeur des Croyants et son exercice ressortissait aux représentants de son autorité.

La réforme fut introduite avec une extrême prudence. La séparation des pouvoirs ne fut réalisée que dans l'ordre civil et gouvernemental. Dans l'ordre pénal le pouvoir fut laissé aux pachas.

La commission chargée de la réforme de l'enseignement se trouvait en présence d'une lourde tâche et de problèmes délicats. Il s'agissait d'étendre dans de notables proportions le bénéfice de l'enseignement public à toutes les classes de la population.

Le programme proposé par le Résident général prévoyait en ce qui concerne l'enseignement primaire l'admission de 10.000 enfants pendant dix ans. C'était une vaste entreprise en perspective comportant l'ouverture progressive de 200 écoles, le recrutement d'instituteurs, etc...

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire il existait les lycées français et les collèges franco-marocains. Jusqu'alors les sujets marocains n'étaient admis qu'exceptionnellement dans les premiers. Désormais ils y entreront sur le même pied que les Français et, quant aux collèges franco-marocains, ils prépareront au baccalauréat moderne et en même temps délivreront un certificat d'études secondaires qui ouvrira aux titulaires toutes

les écoles professionnelles, administratives, commerciales ou industrielles.

Ainsi les sujets marocains auront le choix entre une culture islamique dispensée dans les vieilles Universités coraniques ou une culture française qu'ils puiseront dans les Universités de la métropole. Les examens leur seront accessibles comme aux Français et, pour le résultat des concours, il ne sera tenu compte que de la valeur des épreuves.

En ce qui concerne l'organisation politique, M. Puaux discerna que le moment n'était pas encore propice pour l'adoption de réformes profondes. Il estima qu'avant d'inviter l'homme du peuple marocain à participer à la chose publique, il convenait de lui inculquer la notion de citoyenneté, ce qui était une œuvre de longue haleine. Pour acheminer le Marocain rural vers cette notion nouvelle il convenait de procéder à une organisation du paysannat et c'est le plan conçu à cet effet par M. Puaux qui constitue la partie la plus originale de son œuvre. L'idée maîtresse qui l'a inspiré, c'est de développer le rôle social du petit propriétaire agricole : son ouverture d'esprit correspondant à sa technique, tous les moyens devaient être employés pour perfectionner cette technique, non seulement par l'usage d'outils plus modernes mais par l'organisation de la production au moyen de l'association. M. Puaux alla jusqu'à favoriser la création de sortes de kolkhozes, qui exigea l'intervention très active de nos contrôleurs et de moniteurs français tant elle répondait peu à la mentalité berbère. Mais l'expérience fut couronnée de succès. Pour suivre et concrétiser ce mouvement paysan, le Résident général créa un *Conseil supérieur du paysannat* dans lequel siègent six Français et six Marocains techniquement qualifiés.

Au début de 1946 M. Puaux ayant été désigné pour occuper l'ambassade de France à Stockholm quittait Rabat où il était remplacé par M. Eirick Labonne.

⁂

Celui-ci comme son prédécesseur était un agent de carrière. Il n'était pas un étranger pour le Maroc, car il y avait exercé les fonctions de secrétaire général du Protectorat de 1928 à 1933. En octobre de 1938, nommé Résident général en Tunisie, il

avait orienté son action, dans l'ordre économique, en vue de la guerre qu'il sentait imminente. A l'époque de la débâcle du front occidental il avait été envoyé d'urgence comme ambassadeur à Moscou, qu'il connaissait déjà, et où son séjour fut de courte durée. En mars 1946 il était désigné pour la Résidence générale à Rabat.

Doué d'une grande activité et d'une imagination audacieuse M. Labonne entreprit dès son arrivée le développement de la production sur tous les terrains, de façon à faire du Maroc un pays exportateur. Il attacha un intérêt particulier aux ressources du sous-sol et, comme il l'avait déjà fait en Tunisie, créa ou encouragea des entreprises ayant pour objet l'exploitation des richesses minières du Maghreb. En même temps il poussait activement les travaux d'un intérêt économique tel que les barrages, créait une compagnie de navigation et une compagnie aérienne Air-Atlas, toutes initiatives dirigées vers le même but : permettre au Maroc de vivre sur lui-même d'une vie propre, quelles que fussent les circonstances. Mais ce déploiement subit d'activité sur tous les terrains n'allait pas sans une mise de fonds considérable. Seul le gouvernement était capable d'y faire face, d'où une industrialisation *dirigée* qui heurtait les tendances de nombreux colons français. Ceux-ci étaient effrayés par l'importance des dépenses engagées, dont ils devraient tôt ou tard faire les frais ; de plus, cette mainmise du gouvernement sur les affaires était contraire à l'esprit d'initiative individuel qui inspire et stimule les pionniers de toute entreprise coloniale. Il faut ajouter qu'au point de vue social M. Labonne professait des idées avancées, qu'il mettait autant de hâte à réaliser l'assimilation des travailleurs indigènes aux travailleurs européens qu'à parfaire son programme industriel. Il voulait étendre aux sujets marocains le droit syndical dont jouissaient depuis peu les travailleurs français. Sur ce point encore il ne pouvait qu'éveiller certaines appréhensions chez les employeurs français de la main-d'œuvre locale.

Lorsque peu après son arrivée à Rabat, le nouveau Résident exposa son programme, le 22 juillet, dans son discours à l'ouverture du Conseil de gouvernement, un mouvement de protestation se produisit dans la plus grande partie de l'assemblée. Le premier collège, composé des colons, tout entier, et la presque totalité du deuxième collège, comprenant les représentants du

Commerce et de l'Industrie, refusèrent de siéger au Conseil. Seuls les membres du troisième collège, représentant les professions libérales, consentirent à garder leurs places de sorte que la session se déroula en présence d'un groupe réduit, qui seul approuva le programme du Résident.

Cet incident était fâcheux en soi, et de plus le spectacle de ces divergences faisait le jeu des nationalistes qui ne tardèrent pas à manifester leur activité. Le 6 août, une délégation du parti de l'*Istiqlal* était reçue par le Sultan et lui remettait une motion. Il ne s'agissait de rien moins que de mettre fin au protectorat français. Le traité de 1912 devrait être annulé et remplacé par un traité ordinaire passé entre deux Etats souverains, sans aucune restriction.

Ce factum avait été inspiré par Si Allal el Fassi, professeur à la Karaouïne, qui, exilé au Gabon en 1937, venait de rentrer au Maroc. Le secrétaire du parti, signataire de la motion, était Si Ahmed Balafrej dont nous avons signalé plus haut l'arrestation en 1944, au temps de M. Gabriel Puaux. Il avait été à l'époque exilé en Corse. Il était revenu depuis peu au Maroc. Ces exemples, joints à d'autres, montrent combien il est imprudent de mettre fin à un bannissement une fois prononcé.

Malheureusement, nous l'avons vu, ce groupe d'exaltés croyait pouvoir compter sur la bienveillance tacite du Sultan. Celui-ci appartenait par son âge à la génération que l'on pourrait appeler *de transition*. Son instruction, confiée aux soins d'un instituteur algérien musulman avait contribué à développer le caractère hybride et mal défini de sa personnalité. Sa situation était, on doit le reconnaître, un peu délicate à l'égard de ses sujets militants qu'il pouvait difficilement éconduire puisque ceux-ci se plaçaient sur un terrain religieux et national. Le Sultan n'eût pu se tirer avec honneur de la difficulté qu'en se maintenant dans une attitude parfaitement loyale. Commandeur des Croyants, il n'avait au point de vue religieux de comptes à rendre qu'à lui-même. Lié à la France au point de vue politique il pouvait exciper de la parole donnée. Sa personnalité de Chérif et de souverain temporel s'en serait trouvée rehaussée et rendue inattaquable. Au contraire il se laissa induire dans des attitudes équivoques et contradictoires qui ont quelque peu atteint sa situation morale car la dissimulation ne joue pas indéfiniment. Tant au point de vue religieux que poli-

tique, il se diminua en se compromettant avec les troublions d'Orient, contrairement à toute la tradition chérifienne du Moghreb. Il lui était difficile de manifester avec éclat cette attitude dans l'une de ses capitales, encadré par les autorités du Protectorat et d'ailleurs manquant d'une tribune d'où sa voix pût porter par delà les mers. Aussi poursuivit-il l'idée de se rendre à Tanger, ville de sujétion chérifienne mais dotée d'une administration internationale où il se sentirait affranchi de toute tutelle et pourrait plus facilement se livrer à quelque manifestation d'un caractère douteux envers la nation protectrice.

M. Labonne, qui pressentait un dessein sournois dans le projet de voyage à Tanger, s'efforça de le retarder le plus possible, mais finalement il eut lieu au mois d'avril 1947. Arrivé le 10 à Tanger, par le chemin de fer, accompagné de tous les vizirs, de douze pachas, onze caïds, de nombreux fonctionnaires et du Résident général M. Labonne en sa qualité de ministre des Affaires étrangères du Protectorat, le Sultan prenait le jour même la parole en présence des notables de la ville. Son discours, où dominait le caractère religieux eut, comme les autres paroles prononcées par lui à Tanger, un certain retentissement et produisit une émotion justifiée pour deux raisons principales. En premier lieu, on fut quelque peu surpris d'entendre le Sultan exalter la Ligue arabe et affirmer la communauté d'origine, d'aspiration, de buts, d'intérêts, entre les États musulmans d'Orient et le Maroc, en identifiant la « grandeur de l'Islam » avec la « gloire arabe ». Ce langage était nouveau dans la bouche d'un Chérif maghrebin.

Le deuxième sujet d'étonnement fut le silence absolu que Mouley Mohammed affecta de garder sur l'existence du Protectorat français. Nous verrons un peu plus loin que ce silence prit une forme nettement hostile à la puissance protectrice.

Dans l'allocution qu'il adressa au corps diplomatique, non seulement cette omission se renouvela, mais le Sultan parut en appeler à tous les États pour que « le peuple marocain obtienne ses droits légitimes et voie se réaliser nos aspirations et les siennes qui sont celles de tous les peuples ».

A l'occasion de la prière du vendredi le Sultan se rendit à la grande mosquée. A la surprise des assistants, il prit la place de l'imam et adressa à ceux-ci une homélie qui se terminait

ainsi : « La religion musulmane a défini la liberté individuelle et le droit des peuples. La foi de l'Islam unifie l'Orient et l'Occident arabes. »

Nous avons indiqué plus haut que, dans son discours d'arrivée, le Sultan s'était rendu coupable d'une omission nettement offensante pour la puissance protectrice et contraire aux engagements qu'il avait pris envers son représentant. M. Labonne, à qui le texte de cette allocution avait été communiqué, n'avait pas fait d'objection à l'affirmation déjà plusieurs fois répétée des liens existant entre le Maroc et les pays musulmans d'Orient. « Il va sans dire, y lisait-on, que le Maroc étant un pays arabe attaché par des liens solides aux pays arabes d'Orient désire les voir devenir de plus en plus forts surtout depuis que la Ligue arabe joue un rôle important dans la politique mondiale. »

Mais en contre-partie de cette manifestation panislamique qui, après tout, ne portait atteinte qu'au caractère proprement maghrebin et chérifien du Commandeur des Croyants, la déclaration se terminait par le paragraphe suivant, inséré à la demande du Résident, et qui faisait à la France sa part légitime : « Jetez un regard sur le monde civilisé, inspirez-vous de ses sciences et suivez la voie déjà tracée par des hommes qui ont formé la civilisation moderne en faisant appel pour y parvenir aux savants et aux techniciens des pays amis et en particulier aux Français épris de cette liberté qui conduit le pays vers la prospérité et le progrès. » Or, lorsque le Sultan prononça son discours, il omit volontairement le dernier paragraphe... C'était là un trait puéril, contraire à un engagement pris, et peu compatible avec la dignité inhérente à la personne d'un souverain.

Tandis que Mouley Mohammed rompait ainsi en visière à la puissance protectrice, les membres de sa famille se livraient à des manifestations propres à scandaliser les musulmans attachés à leurs traditions. A Tanger sa fille Lalla Aïcha, dévoilée et vêtue à l'européenne, adressait à la foule réunie à la Kasbah un discours sur l'émancipation de la femme. De son côté le frère de celle-ci prenait également la parole en public et sa harangue effleurait des sujets politiques, ce qui n'était guère conforme aux usages et aux convenances. Chose surprenante, la princesse accomplissait une démonstration du même genre à Salé, naguère la ville fanatique par excellence. Quel fut l'effet

de ces innovations sur la population marocaine ? Il est assez difficile de le déterminer, et s'agissant d'une famille souveraine en exercice, il est délicat de rapporter les appréciations émises. Ce qu'on peut dire, c'est qu'à part le groupe de jeunes militants dans lequel les enfants chérifiens puisent leurs inspirations, l'ensemble de la population a accueilli ces démonstrations avec une extrême réserve et un hochement de tête significatif. Leur effet le plus sûr a été d'accentuer le désaccord entre les deux fractions de l'élite musulmane : les traditionnalistes et les innovateurs. Quant aux gens du peuple, la plupart ont ignoré les faits. Les autres les ont appris avec le sourire narquois qui, chez les Berbères, vaut une profession de foi.

A son retour de Tanger, le Sultan, enhardi par sa propre audace, se crut en mesure de faire fi de tous les ménagements dus à la Résidence. M. Labonne avait repris, en le développant, le plan de réformes administratives élaboré par son prédécesseur M. Puaux. C'était un vaste programme embrassant l'ensemble de l'administration, et à l'adoption comme à l'application duquel le Makhzen devait être intimement associé. Il faut reconnaître que depuis les dahirs de 1918 qui avaient reconstitué sur de nouvelles bases le gouvernement chérifien, on avait procédé à des innovations nombreuses mais dans lesquelles le Makhzen n'avait pas sa part. Ainsi tenu à l'écart il s'était replié sur lui-même et le gouvernement avait pris l'aspect d'une organisation boiteuse où l'un des deux membres accomplissait tout le travail laissant l'autre s'atrophier progressivement, situation contraire au principe même du protectorat.

On peut présumer qu'au fond le Sultan, sans l'avouer, ne voyait pas d'un œil défavorable cet état de choses. Le relâchement des liens entre le Makhzen et la Résidence, en affaiblissant l'institution du protectorat, lui paraissait acheminer le gouvernement chérifien vers cette « indépendance » qui constituait le programme de l'*Istiqlal*. Acquis au mouvement nationaliste d'El Ouazzani, il s'était dérobé à l'application du plan de réformes progressives et prudentes de M. Puaux. Lorsque M. Labonne voulut en entreprendre la réalisation il lui opposa une force d'inertie insurmontable. Les dahirs soumis à son approbation s'entassaient au palais sans jamais en ressortir revêtus de sa signature. A l'insistance du Résident Mouley Mohammed avait répondu par le discours de Tanger.

Ces faits portaient indirectement atteinte à la situation de M. Labonne. D'autre part sa politique sociale, nous l'avons vu, n'était pas unanimement approuvée par la colonie française. L'Union des syndicats confédéraux du Maroc tout en étant, comme la Confédération tunisienne, indépendante de la C. G. T. française, se tenait néanmoins en contact avec celle-ci et disposant ainsi d'un appui ferme dans la métropole pouvait se livrer sans retenue à un travail de propagande pernicieux. Ses agents pénétraient très avant dans les douars et faisaient croire aux paysans qu'en s'affiliant à elle ils échapperaient au contrôle de l'administration.

Il régnait donc au printemps de 1947 un certain malaise au Maroc tant parmi les indigènes que parmi les colons. Les manifestations regrettables du Sultan requéraient de la part du gouvernement de Paris une affirmation de sa volonté d'y couper court. M. Labonne qui, malgré lui, avait subi l'offense ne pouvait être employé à la réparer. Son rappel constituait pour le souverain chérifien une marque indirecte de désapprobation. Le 20 mai 1948 il était désigné pour remplir une importante fonction à la présidence du Conseil, et le général Juin était nommé Résident général et commandant en chef de l'armée du Maroc.

***

Le rôle joué par le général Juin dans la délivrance de l'occupation ennemie en Tunisie, la campagne d'Italie, la défaite totale de l'Allemagne sur le Rhin et le Danube est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le rappeler. Le prestige de son nom comme son passé marocain le désignaient mieux que tout autre pour affirmer aux yeux du gouvernement chérifien son autorité et partant celle de la France.

Arrivé à Casablanca le 28 mai et reçu aussitôt par le Sultan il mit immédiatement les choses au point dans l'allocution qu'il adressa aux représentants de la population : « L'unité du Maroc, c'est la France qui l'a faite, dit le nouveau Résident. Il ne faut pas s'imaginer que le Maroc présente une étroite identité avec d'autres pays musulmans du Proche Orient... Il faut prévoir un certain temps avant que s'achève l'évolution du Maroc vers le statut d'un pays qui se gouverne lui-même... Je ferai en

sorte que l'autorité reprenne son véritable sens en mettant chacun à sa place. »

Comme le général Juin arrivait directement de Paris où il avait conféré avec les ministres, ce langage ne laissait pas subsister d'équivoque sur la détermination du gouvernement français de remettre de l'ordre dans la maison. Il aborda aussitôt le problème des réformes dont le programme était depuis des mois étouffé au fond du palais. Dès le 21 juin trois dahirs modifiaient du tout au tout la composition du gouvernement chérifien.

Il était créé cinq départements ministériels : Finances, Agriculture et Commerce, Travaux publics, Production industrielle et P. T. T., Santé publique et Affaires sociales. Chacun de ces départements était dirigé par un Français assisté d'un adjoint marocain avec voix consultative.

Le Conseil des ministres se compose dorénavant de vingt membres dont dix Marocains et dix Français. La présidence de ce Conseil est dévolue au grand vizir qui est actuellement Si Mohammed el Mokri.

Cette interpénétration des éléments français et indigène dans la constitution du gouvernement a pour objet d'éviter le retour aux errements du vieux Makhzen qui, laissé à lui-même, voit inévitablement réapparaître ses anciennes tares. C'est ce qui s'était passé à la faveur de la guerre. Dans le discours que le général Juin prononça le 11 juillet 1947 à l'ouverture du Conseil de gouvernement il ne manqua pas de souligner qu'il n'y avait qu'un gouvernement : le Makhzen chérifien, lié au système du protectorat. « Pour se donner plus de personnalité aux yeux de quelques agités, dit-il, ce gouvernement en était arrivé à se replier sur lui-même. »

Cette réorganisation offrait aux Marocains le maximum de satisfaction compatible avec une administration saine puisqu'ils collaboraient avec les Français en nombre égal et que la présidence du gouvernement revenait au grand vizir. Néanmoins les nationalistes ne se déclarèrent pas satisfaits parce que dans chacun des départements ministériels le délégué marocain siégeait à titre consultatif.

Parallèlement à cette refonte du pouvoir exécutif une modification était introduite dans le mode de recrutement du Conseil de gouvernement. Jusqu'alors les membres marocains du Conseil

avaient été *désignés*. Dorénavant ils seront *élus* par les Chambres consultatives régionales dont la création fera l'objet du dahir du 13 octobre 1947.

Les premières élections pour le Conseil de gouvernement eurent lieu le 10 décembre 1947. Il y eut relativement peu d'abstentions. Comme on pouvait s'y attendre, les élections furent dans les grandes villes favorables aux nationalistes. Mais il ne faut pas perdre de vue, bien que ces derniers essaient de créer l'équivoque, qu'il s'agit là d'une assemblée consultative qui n'a rien de commun avec les assemblées législatives des pays d'Europe.

Le Sultan avait sanctionné toutes ces dispositions et la collaboration des deux éléments constituant le Protectorat avait repris son apparence normale. Il s'en faut pourtant que l'attitude du souverain chérifien ait été de nature à nous inspirer une confiance sans réserve. Un fait troublant est la concordance de certains de ses actes avec les manifestations de l'*Istiqlal* qui pourrait laisser croire à une entente entre le souverain et le parti.

Ainsi à la date du 28 septembre 1947 l'*Istiqlal* adressa au Comité de l'O. N. U. à Lake Success un memorandum qui débutait ainsi : « La domination de la France doit cesser immédiatement et le Maroc doit être érigé en un Etat indépendant à régime constitutionnel et démocratique sous l'égide de S. M. le Sultan Mohammed ben Youssef... » Puis venait un véritable réquisitoire contre l'œuvre de la France grâce à laquelle le Maroc avait été privé de liberté, d'instruction et de justice. Inutile d'ajouter que ce factum fut classé dans les cartons de l'O. N. U. sans autre suite.

Or moins de deux mois plus tard, le 18 novembre, dans un discours prononcé à l'occasion d'une des fêtes traditionnelles, Mouley Mohammed s'exprimait ainsi : « Nous n'épargnerons aucun effort jusqu'à ce que nos fidèles sujets obtiennent ce à quoi ils ont droit... comme nation arabe et musulmane... et occupant la place qui lui revient parmi les nations libres et souveraines. »

Enfin le 9 janvier 1948 on apprenait que Mouley Mohammed avait adressé au Président de la République, à l'insu de la Résidence, une lettre personnelle où, disait-on, il aurait fait état de l'*indépendance* du Maroc. Qu'un chef d'Etat corresponde

avec un autre chef d'Etat, rien n'est plus naturel, mais dans la circonstance le geste causa quelque étonnement d'abord parce qu'il n'était motivé par aucune raison, ensuite parce qu'il constituait à l'égard de la Résidence une dérogation discourtoise aux usages. Pour calmer l'émoi produit par cette fâcheuse initiative des démentis furent publiés tant à Rabat qu'à Paris. La lettre incriminée aurait eu uniquement pour sujet les rapports administratifs entre le Makhzen et la Résidence. Cette affirmation trouva quelques sceptiques mais l'incident était clos.

Il serait hautement désirable que des faits de cet ordre, qui introduisent de la défiance entre les deux éléments du protectorat, ne se renouvellent pas. Jamais l'union des deux pouvoirs n'a été plus nécessaire. Celle qu'ont pratiquée Lyautey et Mouley Youssef a créé l'unité marocaine. Aujourd'hui que l'unité n'est plus en question, le problème intérieur a changé de caractère. Pour obtenir naguère la soumission du *bled siba*, le Sultan et le Résident avaient associé l'action de deux pouvoirs autocratiques, l'un fournissant la force morale l'autre la force matérielle. La question qui se pose aujourd'hui est toute autre. C'est le principe même de l'autocratie qui est dénoncé par un groupe d'intellectuels marocains impatient de solutions hâtives.

Le Sultan est visé tout autant que le représentant de la France par ce mouvement d'émancipation. Pour le moment les militants se servent de lui comme porte-enseigne parce que leur dessein comporte un premier temps qui est l'élimination de la France. Mais le second temps est l'instauration de la démocratie, et là ils se trouveront en présence du pouvoir chérifien.

Si les choses en étaient restées à l'état de 1939 cette acclimatation progressive de la démocratie se serait faite tout naturellement sous la direction éclairée des deux pouvoirs et avec le concours d'une classe qui a su s'approprier le bénéfice d'une double culture. Il ne faut d'ailleurs pas désespérer de la voir se développer normalement et le général Juin a devant lui une tâche toute différente de celle qui incombait à Lyautey et qu'il semble avoir parfaitement bien comprise.

Mais la difficulté provient de l'évolution qui s'est produite depuis 1939 dans l'orientation d'une jeunesse impulsive à qui la réflexion semble faire quelque peu défaut. Jusqu'alors les jeunes gens instruits avaient les yeux tournés vers l'Europe ; c'est là qu'ils prenaient leurs modèles, c'est vers un état de

choses de plus en plus semblable à celui de nos pays qu'ils tendaient. Mais la guerre, avec toutes les faiblesses, les reculs, les incertitudes sur le lendemain qu'elle a comportés, a ébranlé leur foi dans l'infaillibilité de nos méthodes et dans la pérennité de notre civilisation. Et alors ils ont été séduits, par l'illusion orientale ; ils se sont imaginé que les Etats musulmans érigés sur les ruines de l'empire ottoman étaient susceptibles de constituer du jour au lendemain une puissance opposable à celle acquise par la Chrétienté après une formation millénaire. Les plus exaltés vont, paraît-il, jusqu'à envisager la perspective d'une troisième guerre qui consommerait la subversion du monde occidental et permettrait la constitution d'un puissant Empire islamique. Cette utopie, si par hypothèse elle se réalisait, serait la négation de toute la tradition, toute la personnalité, toute l'âme maghrebines. Le facteur le plus constant dans l'histoire du Maroc, c'est la résistance contre toute mainmise orientale, qu'elle émane d'Alger, de Kairouan, du Caire ou de Bagdad. Si les jeunes Marocains ont un désir sincère d'acheminer prudemment leur pays dans les voies de la démocratie, une plus mûre réflexion leur fera reconnaître que la France est le seul guide sûr qui puisse les y conduire et ils se garderont de pénétrer dans le fouillis d'intrigues qui, sur les bords de la Mer Rouge et de la Mer Morte, agite une région absolument excentrique par rapport à leur pays et où il n'y a que des coups à recevoir sans aucun avantage à recueillir.

HENRI CAMBON.

LE POINT DE CHUTE

TROISIÈME PARTIE (I)

I

Laurent regarde sa montre. Il y a vingt-deux minutes à peine que le Navigateur a disparu derrière la porte du poste d'équipage. Par bonds minuscules, l'aiguille des secondes se hâte. Laurent préfère le mouvement pondéré — et presque rassurant — de la grande aiguille... Et voici que les vers d'André Chénier se groupent et s'ordonnent dans sa mémoire :

> Peut-être avant que l'heure, en cercle promenée,
> Ait posé sur l'émail brillant,
> Dans les soixante pas où sa route est bornée,
> Son pied sonore et vigilant...

Les souvenirs s'arrêtent là. C'est dommage ! Il serait bien intéressant de connaître la suite... Que se passera-t-il donc quand la grande aiguille aura fait le tour du cadran ? Et Laurent murmure :

— Dans une heure, où serai-je ?

Oui ! Ils étaient très adroits ces chauffeurs à turban. Impassibles, ils fonçaient en trombe dans les marchés indigènes, et leur voiture paraissait diminuer de volume pour se glisser dans la cohue, en frôlant des pagnes d'Intouchables ou des blanches lévites de Parsis affairés. Laurent hurlait des ordres pour calmer les ardeurs de son chauffeur barbu. Il voulait éviter à ces piétons

(1) Voir *La Revue* du 1er juillet.

grimaçants l'épreuve sanglante d'une rencontre avec une aile ou un radiateur d'automobile déchaînée. A Paris, autrefois, Laurent avait été la victime d'un pareil accident. Il avait encore, dans les oreilles et dans tous ses membres crispés, la résonance d'un choc, à la fois mou comme l'étreinte d'une vague et péremptoire comme un coup de merlin d'abattage...

C'était au mois de février 1939. Il devait être une heure du matin, et Laurent était sorti pour aller mettre dans la boîte une lettre qu'il venait de terminer. C'était une réponse, adressée à un ancien camarade d'escadrille. Celui-ci, après avoir servi comme pilote dans des compagnies sud-américaines, s'était découvert, sur le tard, des goûts de prospecteur. La lettre qu'il avait écrite à Laurent venait de la Guyane. On y lisait les phrases suivantes : « Les plus riches essences se trouvent dans ces forêts très mal exploitées. Le sous-sol contient au moins cent milliards de minerai d'or. Le climat n'est vraiment insalubre que pour les « demi-portions » Dans six mois, je serai à Paris. J'espère trouver des capitaux, mais ce sont surtout des hommes qu'il me faut ! »

A la lecture de cette lettre, tout l'optimisme de Laurent avait reparu. Depuis longtemps, cet optimisme était en veilleuse, et Laurent avait de plus en plus de peine à soutenir sa réputation de joyeux drille auprès des camarades. Les meubles de son logis, seuls, auraient pu dire le moment où le masque tombait. Laurent ne se gênait pas avec ces témoins muets, dont le bois poli gardait encore les marques des éraflures ou des entailles, faites par les petits souliers ou le canif d'un enfant « brise-fer ».

La lettre du camarade chassait en tornade tous les miasmes, tous les microbes déprimants des bureaux mal aérés. Et Laurent s'étonnait d'avoir accompli sans révolte un travail de rond-de-cuir timoré. Pour rester à Paris, pour courir après les « petites secousses » que procurent ses femmes, il avait cédé sur tous les points. Déjà, il avait accepté sans sourciller le mystérieux décret ministériel qui l'avait rayé des cadres de la Marine pour le verser dans l' « Armée de l'Air », avec le grade de lieutenant. Tous les mois, il allait à Orly, au cours de perfectionnement des observateurs et, sur sa casquette, il avait enlevé l'ancre d'or pour la remplacer par des ailes... Quitter la Marine, c'était beaucoup plus que de tourner une page d'un passé très cher : c'était fermer la fenêtre au vent du large qui appelle inlassablement vers des horizons nouveaux... Et tous ces renoncements aboutissaient à quoi ? A

un grade bureaucratique, qui lui permettait de gagner cinq mille francs par mois ! Un grade médiocre, qui ne tolérait que des convoitises limitées. Un grade anodin et pas gênant pour l'avancement de ceux à qui les postes de commande — et leurs émoluments — étaient, d'ores et déjà, réservés. Cette constatation, du reste, n'engendrait nulle hargne. Il y a beaux jours que Laurent n'en voulait plus à *monsieur Jean* et à ses semblables. Il était beaucoup plus déprimant de songer que, dorénavant, aucune possibilité ne serait offerte à Laurent pour *courir sa chance*, cette « chance », qui permet d'être un chef, et qui ne lui fut jamais marchandée sur les mers et dans le ciel de Syrie... Et souvent, après une journée de bureau, il se disait : « Ah ! Si j'avais seulement vingt mille francs devant moi pour prendre un paquebot ou un avion et m'en aller... » « T'en aller où ? » semblaient dire les meubles, vieilles gens de sens rassis, groupés sur le tapis comme un conseil de famille. Mais, petit à petit, le crépuscule rembourrait la pièce d'un capiton violet, et les vieux meubles, attentifs et découragés, apercevaient, eux-aussi, des bambous fantômes qui tremblaient dans un ruisseau bleu...

Et voilà que la lettre du camarade allait permettre enfin à Laurent de « courir sa chance ». On pouvait devenir un chef dans la brousse ! Et, en écrivant sa réponse, Laurent avait oublié sa mélancolie, ses travaux stériles et jusqu'à un rendez-vous avec une jeune modéliste dans un bar de la rue de Castiglione.

Sa lettre fut terminée à minuit. Incontinent, il décida d'aller dans la boîte postale qu'un réverbère de l'avenue d'Iéna portait comme une poche de maman-kangourou. Il descendit la rue Boissière, longea les grilles d'un jardinet. A travers les barreaux, des traînées de neige faisaient des arabesques sur la terre noire des massifs. On pensait à des dessins à la craie, tracés sur une ardoise. Les globes des réverbères avaient des manchons de brume. Laurent ne sentait pas le froid. Il prêtait l'oreille. Le bruit sourd de la ville prenait la cadence d'un ressac lointain. A ce rythme, l'imagination évoquait facilement un paysage de rêve : derrière les parallèles blanches des brisants méthodiques, la forêt de la Guyane dépêchait en éclaireur un groupe de cocotiers. Les palmes lointaines et déchiquetées se découpaient sur le ciel orangé comme de la dentelle noire sur un sein de mulâtresse...

La lettre était tombée dans la boîte, et, tout à coup, dans la nuit plus épaisse, le décor devint sinistre. Les clous du passage

réservé aux piétons clignotaient sur l'asphalte. Un klaxon d'automobile retentit au loin, et des lanternes firent naître deux nébuleuses jumelles dans la brume de l'avenue. Laurent se hâta sur le passage clouté. Un faisceau de lumière aveuglante éclaira brusquement ses souliers, son pardessus. Sur la chaussée mouillée, un papier devint phosphorescent. Une haleine chaude, à odeur d'essence lui souffla au visage, et un choc prodigieux le libéra d'une peur qui l'étranglait comme un lasso...

Sous la poussée de ce souffle pestilentiel, on aurait dit que Laurent venait de prendre son essor comme un cerf-volant. Au moment où il était en train de savourer ces sensations étonnantes, des coups douloureux se mirent à marteler son visage. Ses mains endolories tâtèrent une surface froide et humide, à laquelle, cependant, il se brûla les paumes. Et puis, d'où venait cette eau chaude qui s'était mise à couler sur ses joues ?

Un à un, des réverbères émergeaient de la brume noire, et, dans une lueur cendrée, des visages irréels apparaissaient et se penchaient vers lui. Des bras se tendaient.

— F...-moi la paix ! gronda Laurent.

Il voulait se remettre debout tout seul. Quelqu'un l'avait ceinturé, mais, très vite, l'étreinte avait molli et il entendit une voix qui criait :

— Attention, Chantal ! Il saigne comme un bœuf !

Que de monde, à présent, dans cette avenue, tout à l'heure presque déserte !

Laurent faisait de grands efforts pour se tenir sur ses jambes. La chaussée s'enfonçait sous ses pieds comme la boue profonde et visqueuse d'un marais. Son pardessus et son pantalon étaient déchirés. Des gens se bousculaient et paraissaient se heurter à une barrière invisible, qui aurait poussé à un mètre de Laurent. Avant qu'il ne fermât les yeux pour n'être point douloureusement aveuglé par une coulée de sang qui dégringolait de son front ouvert, il vit une femme sans chapeau. Elle portait une cape de fourrure blanche, qui cachait à demi une longue robe du soir. Il aperçut encore deux jeunes gens en smoking et un agent de police. Le carnet qu'il tenait à la main faisait une petite tache blême sur sa pèlerine noire...

Laurent resta deux jours à l'hôpital. La figure badigeonnée de mercuro-chrome et dûment bandée, il rentra chez lui. Les piqûres anti-tétaniques ne l'avaient nullement affecté. Après une

scène d'attendrissement très poussée, la concierge lui présenta la quittance du gaz et lui annonça qu'un monsieur était venu, par deux fois, prendre de ses nouvelles.

— Qui était ce monsieur ? Un type de mon bureau ?

— Non. Il a laissé sa carte avec quelque chose d'écrit dessus...

Et c'est ainsi que Laurent entra en relation avec la famille Soubise. C'était le cabriolet de Mlle Chantal Soubise qui avait renversé Laurent. Le père de la jeune fille convoquait la victime, chez lui, pour « causer de ce fâcheux accident ».

Deux jours après, vers quatre heures de l'après midi, Laurent pénétrait dans un immeuble du square Lamartine où un ascenseur particulier le hissa directement et sans secousses jusqu'à un vestibule grandiose. Un valet de chambre aux aguets le pria d'attendre, et Laurent eut tout loisir d'admirer des gravures de chasse, une nature morte et deux sacs de golf d'où les clubs émergeaient comme des fleurs de métal. De là, il entra dans un petit salon.

— En somme, vous en avez été quitte pour la peur !

Telles furent les premières paroles de M. Soubise. Laurent apprit ensuite que Mlle Chantal Soubise ne conduisait pas elle-même ce soir-là. Elle venait justement de passer le volant à un jeune homme, dont les parents était tout disposés « à assumer la juste compensation des dommages, heureusement légers, causés par la maladresse de leur fils et aussi — il fallait le souligner — par l'imprudence de l'accidenté lui-même... »

Mme Soubise joignit sa plainte à celle de son mari :

— Ma fille est au lit, Monsieur, avec une forte fièvre ! Et c'est tout juste si, des lèvres serrées de cette tendre mère, ne jaillirent pas les mots vengeurs :

— Voilà dans quel état vous avez mis ma pauvre petite, espèce d'assassin !

Laurent tâta son pansement, regarda les murs tapissés de cuir de Cordoue et, finalement, s'intéressa beaucoup à un dessin étrange, tissé dans la trame d'un tapis de Boukhara.

Ce mutisme parut impressionner ses hôtes. Il dut leur revenir à l'esprit que Laurent avait une adresse des plus avouables. Sans doute, son nom avait-il été cherché en vain dans la dernière édition du Bottin-Mondain, mais la mise stricte de leur visiteur et son aisance obligeaient les maîtres de maison à le traiter, sinon

en égal, du moins avec certains égards. Et M. Soubise devint confidentiel :

— Voyez-vous, cher Monsieur, par suite d'un contrat mal fait, l'assurance ne couvre pas les risques quand la voiture de ma fille est conduite par un tiers. Dans ces conditions et eu égard à un sentiment élémentaire de justice...

Laurent laissait son hôte patauger.

— Va toujours, mon bonhomme, pensait-il. Puisque je ne suis pas sur une dalle de la Morgue, tu me paieras un costume et un pardessus neufs !

Mais ces réflexions vestimentaires furent mises en déroute. La porte s'ouvrit, Mme Soubise eut l'air très contrariée et M. Soubise ajusta dans son orbite le monocle qu'il balançait au bout des doigts. Chantal était entrée. Elle alla tout droit vers Laurent, lui saisit les deux mains :

— Oh ! Monsieur ! Vous avez pu vous déranger ? Avez-vous beaucoup souffert ?

— Pas du tout ! dit Mme Soubise, péremptoire. Elle ajouta bien vite : Le docteur Mauduit t'avait dit de garder la chambre !

Laurent s'était levé. Devant lui, se dressait une longue fille dont les yeux tabac d'Espagne faisaient deux taches claires sous de beaux cheveux châtains annelés. La robe d'intérieur qui la moulait jusqu'aux chevilles avait l'indécence tranquille d'une chemise de nuit...

— Ne partez-pas, monsieur. Soyez encore ma victime et acceptez une tasse de thé !

Quand Laurent prit congé, il se rappela, dans l'escalier, qu'il avait omis de mentionner la perte de son costume et de son pardessus. Une fois de plus, l'apparition d'une belle fille coïncidait pour Laurent avec l'abandon joyeux de ses intérêts les plus immédiats. Et puis, dans les très vieilles maisons, gardées par des platanes, naissent encore des gens bizarres qui aiment mieux donner que recevoir et qui considèrent comme un manque de tact d'exiger leur dû...

Chantal tenait à sa *victime*, et Laurent fut bientôt initié aux itinéraires compliqués dont, seules, les jeunes filles connaissent le plan : rencontres fortuites, haltes dans de pimpantes confiseries à siège cannés, rendez-vous dans des auberges anglaises échouées près de la place de la Concorde ou de Notre-Dame. Vinrent ensuite les invitations à des soirées, bridges et cocktails...

II

Peut-être avant que l'heure, en cercle promenée...

Ma parole ! On dirait que les moteurs eux-mêmes scandent de leur ronron les vers d'André Chénier. C'est insupportable à la fin. Laurent fait un effort pour ne pas regarder sa montre et, au lieu de pencher sa tête vers le hublot, il l'oblige à se caler plus profondément contre le sac à parachute. Ce faisant, son visage fait le mouvement de dénégation d'un enfant grognon qui refuse de quitter son lit, et, avec impatience, Laurent fait claquer ses doigts.

Mais, bien vite, il revient à l'immobilité. Il faut garder son calme et, surtout, il ne faut pas gesticuler. Que penseraient de cette agitation le *dispatcher* et le soldat ? Sans doute, comme tous les Anglais, ont-ils appris que les Français « parlent avec les mains », mais quel serait leur étonnement en voyant un Français qui pense aussi avec les mains ?

Déjà, le soldat jette à Laurent des regards en coulisse. Il a enlevé son calot et vient de se gratter la tête avec énergie. Au lieu de se replonger dans le magazine, ouvert sur ses genoux, il affiche la gêne souriante et attendrie d'une vieille dame qui apporte des oranges à un blessé...

« Ah ça ! pense le capitaine, que me veut ce brave garçon ? Penserait-il à m'offrir un succulent sandwich aux grenouilles ? »

***

Au mois de mars 1939, Chantal Soubise fit inviter Laurent à une réception, donnée par une certaine Mme Taverny. Dès le vestibule de l'hôtel particulier régnait une animation silencieuse de salle d'opération. Des hommes chuchotaient en palpant leur cravate. Carrées d'autorité devant des miroirs, des femmes se caressaient la nuque en ajustant à leur visage le sourire le mieux approprié aux circonstances. Une porte s'ouvrait à deux battants, et une bouffée de bruits faisait l'effet d'une détonation. Alors, au parfum violent des manteaux de fourrure, s'ajoutait une odeur de buffet au pillage, de transpiration féminine et de tabac blond.

On passait la porte et on entrait dans la mêlée. Ce n'était pas facile. Les gens ne bougeaient pas et formaient une barrière hargneuse où les dos étaient en majorité. Laurent tenait à saluer

Mme Taverny, et il cherchait, dans la cohue, le sourire de somnambule qui est une des caractéristiques des maîtresses de maison en plein rendement.

Des femmes mangeaient dans tous les coins. Au passage, il voyait des bouches mutines mordre dans des tartes, des yeux languides disparaître derrière des tasses haut levées, des dents blanches s'enfoncer avec rage dans des pains au foie gras sans défense. Les hommes jouaient à un jeu de société plus secret, et dont une des règles devait consister à tenir un verre vide dans la main...

Et Laurent recueillit enfin les renseignements qui lui permirent de présenter ses hommages à Mme Taverny. Cette grosse dame était le centre d'un corps de garde, fourni par un bataillon de femmes âgées, dont les manteaux de chinchilla entr'ouverts montraient des appâts massifs. Ce noir bataillon avait rompu les rangs pour se mettre à l'aise. C'était un spectacle déprimant.

Sur le tard, en effet, la coquetterie féminine cède le pas à une certaine recherche de confort débraillé, tristement masculin. Avec leurs courtes jambes, calées à angle obtus, leur sourire méfiant et jusqu'à la fumée de tabac qui jaillissait de leurs narines, les amies de Mme Taverny évoquaient fâcheusement une tablée de joueurs de manille roublards. Par bonheur, le haut des visages gardait encore un certain flou émouvant : le bas des voilettes, seul, était relevé pour favoriser les entrées alternées d'un petit four, d'une lampée de chocolat et d'une cigarette tachée de rouge à lèvres.

En robe perverse de jeune fille, Mme Taverny n'avait pas l'ultime attrait de savoir vieillir avec grâce. Elle ne cultivait pas davantage l'art de recevoir les nouveaux visages.

Après s'être incliné, Laurent tourna les talons. Derrière lui, il entendit la voix acidulée d'un noir garde du corps qui interrogeait la maîtresse de maison :

— Eliane ! Qui est ce monsieur ?

A la faveur d'une glace propice qui surplombait une console, Laurent aperçut Mme Taverny en train de hausser des épaules excédées. Cet exercice nécessita ensuite une violente expiration (d'où, cette fois, tout mépris était absent) pour que, en deux temps, l'armature de sa gaîne aidant, son buste retrouvât la ligne courbe et puissante que l'on peut admirer sur le poitrail d'une République de mairie.

Mais, à l'angle du salon, Laurent aperçut Chantal Soubise. Elle riait avec nervosité, sans regarder l'homme qui lui tenait des discours volubiles. Les yeux de la jeune fille, agrandis par l'impatience, erraient sur la cohue. Elle eut un geste brusque, sourit et tourna le dos à son compagnon. Elle allait au-devant de Laurent, et ses boucles ondulaient aux secousses de sa marche...

***

Le soldat vient de se lever et avance vers Laurent. D'une main, il tient un magazine ; de l'autre, il assure son calot sur sa tête. Ce dernier geste, parfaitement inutile quant à l'assiette du couvre-chef, paraît surtout nécessaire pour se donner une contenance désinvolte. L'homme s'arrête devant Laurent et lui tend le magazine, ouvert sur une illustration. Intrigué, Laurent regarde le soldat, qui arbore un rictus crispé et bredouille des mots indistincts. Alors, le capitaine prend le magazine et regarde l'image...

C'est une photographie de femme. Cette belle créature est debout dans un champ de blés mûrs. On cherche vainement alentour l'étang, le lac, le ruisseau. Une onde, douce ou amère, doit nécessairement se trouver dans les parages, car cette jeune femme paraît avoir pris toutes ses dispositions vestimentaires pour exécuter un plongeon prochain...

« Allons ! se dit Laurent, la profession de garde champêtre ne manque pas de charme dans la vieille Angleterre ! »

Devant l'intérêt que semble témoigner le capitaine, le soldat exulte et crie : *That's funny, isn't ?* (1).

Sèchement, Laurent lui remet le magazine dans la main. Le soldat rougit jusqu'aux oreilles. Alors, le capitaine a un sourire et, avant de se retourner vers le hublot, il dit : *Thank you very much, my boy !*

Brave troubade ! Après mûres réflexions, il a dû se dire que l'offrande d'une « mademoiselle » en tenue légère constituait la plus savoureuse des friandises pour un Français nerveux.

Laurent n'avait pas besoin d'une photographie donnée par un soldat ! Il y a longtemps déjà que la lourde atmosphère de la carlingue faisait office de « bain des nymphes ». Et, parfois, il fallait le frottement rude du sac à parachute sur sa joue pour que

(1) « C'est rigolo, hein ? »

Laurent arrachât son imagination surexcitée à la contemplation furtive d'une courbe de hanche et de cheveux châtains croulants sur une épaule...

***

Le cabriolet de Chantal Soubise était une longue voiture à deux places. Sa puissance lui aurait permis d'amener jusqu'au marché dix bœufs ahuris et tressautant aux cahots d'un chemin vicinal. Mais, de pareilles réflexions étaient malséantes devant ce cabriolet luisant comme un soulier verni, et l'on ressentait une humilité passagère en s'asseyant sur ses coussins, effleurés d'habitude par des robes de grands couturiers ou par des sacs de golf de selliers à la mode. Bon prince, le cabriolet avait accepté Laurent et passé l'éponge sur leur première rencontre. Moins grand seigneur, Laurent n'avait rien oublié. Dès qu'il entrait dans le cabriolet et que la portière se refermait, il devenait nerveux ; son entrain disparaissait et lui manquait comme un portefeuille perdu.

Le tableau de bord s'illuminait, les jambes de Chantal se montraient jusqu'aux genoux et, silencieusement, les réverbères se mettaient à glisser en file indienne sur les vitres des portières. Le supplice de Laurent commençait...

Il avait la phobie d'être conduit par une femme. Pour lui, c'était d'abord une question de dignité. Que diable ! Il n'était plus un bébé, bavant dans une voiture pilotée par une nounou ! Et puis, à côté de Chantal, il lui devenait difficile de dire sa façon de penser devant une accélération trop brusque ou un dépassement périlleux. Il ne pouvait davantage exprimer une énergique réprobation en voyant le radiateur foncer avec désinvolture vers des passages cloutés où des vieillards furibonds sautillaient comme des joueurs de marelle.

Quand un homme est assis à ses côtés, la femme au volant continue à se croire protégée. Elle sait très bien que le mâle sera obligé de prendre sa défense et son parti, même dans une querelle qu'il désavouera et lui fera horreur. Qu'elle tue un passant, monte sur un trottoir ou pulvérise un triporteur, l'homme se devra de tenir tête à une charge de lynchers bénévoles. S'il émerge indemne de la bagarre, il aura encore à calmer la crise de nerfs de la conductrice, à fournir des explications aux agents de l'autorité et à se mettre à la recherche d'un dépanneur dont le numéro de téléphone est toujours introuvable...

Mais Chantal conduisait bien. Elle paraissait aussi sûre de ses réflexes de fille saine que de son bon droit de bourgeoise riche. Dans un coup de volant ou un changement de vitesse, à peine pouvait-on noter un peu de cette coquetterie agaçante et crâneuse, affectée par les jeunes femmes qui conduisent, et qui semble dire : « Admirez mon adresse et ma grâce de dompteuse de monstre ! »

Laurent ne retrouvait son entrain qu'au moment où le cabriolet s'arrêtait. Alors, d'un seul coup, le parfum de cette Chantal enfermée lui montait à la tête et son regard s'attardait, allant des belles jambes de sa voisine à son profil insolent et pur qui dessinait une ombre chinoise sur la vitre de la portière. Mais, Chantal était soudainement très pressée. Tout à l'heure, elle avait cependant choisi un itinéraire de retour qui s'apparentait fort au chemin des écoliers. A présent, elle paraissait soucieuse de l'heure indue. Baissant sa robe sur le spectacle de ses jambes, pourtant libéralement offert pendant le trajet, elle se mettait à piétiner ses pédales. Elle ouvrait elle-même la portière, et attendait que Laurent eût pris pied sur le trottoir pour lui dire des paroles aimables et entrecoupées. La portière claquait et la fin de ce discours se diluait dans la fumée bleue et mal odorante de l'échappement. Cette buée et le clin d'œil rouge de la lanterne arrière étaient l'adieu ironique du cabriolet... Et Laurent sentait alors une gaieté qui lui montait à la tête et le faisait trembler. En vieux coureur de femmes, il savourait ce paludisme, annonciateur infaillible d'un prochain succès...

Pour la première fois, peut-être, Laurent mettait une sourdine à son désir. En d'autres temps, il aurait déjà joué la partie dont le corps de Chantal était l'enjeu. Des mains et de la bouche, il aurait essayé de saisir, de goûter et de troubler cette fille odorante et si joliment nerveuse dans son cabriolet enfin arrêté. Il n'en faisait rien cependant, et, pour mettre un baume sur ce regret cuisant, il se répétait : « Je fais ce sacrifice pour le camarade... »

Quel camarade ? Mais, le prospecteur de Guyane, qui allait arriver à Paris pour chercher les capitaux nécessaires à lancer sa grande affaire. Dans la pensée de Laurent, voilà longtemps que se forgeait un lien étroit et solide entre les capitaux à trouver et Chantal. La famille de la jeune fille n'était-elle pas très riche et apparentée à cette synarchie qui régente de haut toutes les grandes entreprises ? Il ne s'agissait donc plus, uniquement, de conquérir

la jeune fille. Il fallait penser à la suite... Et combien cela était gênant ! Au lieu de saisir à pleines mains ce visage précieux et le faire basculer, au lieu de sentir sous les doigts la tiédeur d'une épaule, il fallait faire une cour de « jeune homme méritant » ! A mesure que les mois passaient, Laurent finissait par se trouver odieux. Il maudissait le camarade et ses concepts. Par un curieux retour d'égoïsme masculin, il en voulait à la jeune fille elle-même du rôle qu'il était obligé de jouer auprès d'elle...

Pourtant, au hasard des rencontres et des retours nocturnes, Laurent commençait à se confier avec astuce et à dévoiler le violent dégoût que lui causait sa médiocrité actuelle. Chantal écoutait les doléances de Laurent avec une attention passionnée. Suivant les jours, elle y répondait par des conseils sans réplique d'enfant gâtée ou par des encouragements tendres d'amoureuse maternelle. Elle était délicieuse dans ce personnage, et Laurent avait grand-peine à s'empêcher alors d'embrasser ces lèvres entr'ouvertes par un souffle haletant...

Et Laurent remontait chez lui. Il se plongeait dans l'étude de cartes géographiques ou compulsait des récits de voyageurs et des rapports d'ingénieurs. Péniblement, il se constituait une documentation volumineuse sur ce pays de Guyane. Et, quand le travail n'arrivait plus à contenir les écarts d'une imagination sans cesse en éveil, il se gardait bien de penser à Chantal. Il se voyait plutôt en train de subjuguer un potentat par des vues originales sur la mise en valeur de cette colonie à mauvaise réputation. Et sa main promenait un doigt inspiré sur les cartes de futures prospections...

***

Le bruit sonore des grandes cartes qui se déroulent !

Le capitaine Laurent hausse les épaules. Il ne voit plus les cartes étalées sur le bureau du potentat subjugué, cartes irréelles, enfantées par une imagination d'impuissant ! « Montagne du Trésor », « Territoire des Placers » ! La mémoire de Laurent retrouve encore ces noms de la Guyane. Il aurait pu, naguère, tracer par cœur les méandres du fleuve Maroni et de la rivière Counana sur un coin de buvard...

Aujourd'hui, d'autres méandres se superposent à ces courbes qui s'estompent, et le doigt du capitaine, machinalement, se met à dessiner le cours du Mékong sur la toile verte et rugueuse de sa combinaison.

III

Laurent reçut une nouvelle invitation de Mme Taverny.

La réception avait lieu un samedi après-midi. Chantal conduisait Laurent jusqu'à l'hôtel particulier. Une belle lumière de juin dorait les façades et jetait des poignées de confettis scintillants sur les carosseries des voitures qui se hâtaient vers des *week-ends* champêtres.

Comme toujours, dans son rôle de passager, Laurent n'était pas à son aise. Dans la randonnée d'aujourd'hui, il se sentait tout particulièrement mené. Dans les propos de Chantal, il lui semblait même reconnaître le ton ferme et conciliateur qui caractérise les gardes-malades. Et cette impression de tutelle, loin de se dissiper au coup de frein qui terminait la course, eut l'air de se préciser encore dans les salons de Mme Taverny...

La maîtresse de maison parut mettre un soin extrême à présenter son hôte aux invités et à encombrer ses deux mains de porcelaines, d'argenterie et de nourritures. Laurent était un peu ahuri d'être en butte à cette amabilité insolite qui le gênait comme une sorte d'espionnage prévenant.

Les propos qui s'échangeaient alentour lui avaient paru, dès l'abord, confidentiels et lourds de sens. On ne parlait pas : on chuchotait comme sous une voûte d'église. Laurent comprit bien vite qu'il ne fallait pas déranger des gens sévères, silencieux et graves. Ces gens se groupaient autour de tables carrées. Ils jouaient au bridge. Des bridgeurs ! Il y en avait partout : sur le pourtour du grand salon, dans le fumoir et jusque dans le jardin, où des moineaux mal élevés se disputaient des miettes de brioche sous les pieds des tables pliantes. Les glaces reflétaient d'autres joueurs de bridge, qui prononçaient des paroles rituelles sous les yeux d'un portrait respectable et qui représentait un homme en redingote, dont la main grasse prenait appui sur un in-folio.

Très « jeune-fille-de-la-maison », Chantal aidait Mme Taverny à alimenter toute l'assistance. Les nourritures déridaient un peu les joueurs. Les petits fours mettaient une note riante à côté de la terne symétrie des plis relevés, et la déglutition d'un chou à la crème donnait une douceur inattendue à un « contre » décisif. Et Laurent continuait à se sentir l'objet d'une surveillance furtive de la part de son hôtesse et de Chantal. Derrière lui, les issues du salon avaient été fermées à la façon péremptoire des portes d'une

salle de concert aux premières notes d'un récital. Et voilà que la jeune fille et Mme Taverny entraînaient Laurent. Après une aimable acrobatie entre toutes les tables, ils arrivèrent enfin dans une pièce en rotonde.

Là, aucune table de bridge ne s'érigeait. La fumée des cigarettes mettait une brume intime le long d'une fenêtre à petits carreaux et léchait un cadre pimpant d'où un *Nu* à fossettes projetait sa note galante. Laurent n'eut pas loisir de faire un inventaire plus complet. A la remorque de ses deux gardiens et dans leur sillage parfumé, il fut, de but en blanc, présenté à M. Maxime Caurniault !

Il en éprouva une sorte d'étourdissement.

Par des camarades, et aussi par la voix de la Renommée, qui s'infiltre par les cages d'ascenseur, les services financiers et les bureaux du courrier des grands établissements, Laurent n'était pas sans connaître le nom prestigieux de M. Maxime Caurniault. Sa « Légende dorée » était touchante à souhait.

Petit-fils et fils de Caurniault, qui avaient amassé une fortune considérable dans une sorte de monopole sucrier, les capacités du dit Maxime étaient devenues, de ce chef, quasi universelles. Comment expliquer autrement ses activités d'aujourd'hui ? Chemins de fer asiatiques, mines d'or sud-africaines, pétroles arabes et chocolats suisses, toutes ces affaires disparates, mais prospères, avaient dû réclamer à grands cris les avis éclairés de ce puits de connaissances qu'était, à n'en point douter, M. Maxime Caurniault.

Des cheveux ramenés un à un de sa nuque à son crâne luisant, des yeux clignotants et bordés de rouge, des moutaches imprécises qui se confondaient avec l'ombre de son nez tombant, un cou gras dont les bourrelets mobiles se gonflaient au bord d'un col empesé : tel apparaissait l'auguste visage de M. Maxime Caurniault. Son habillement témoignait des efforts d'un grand tailleur pour venir à bout de l'anatomie et des goûts déplorables de son client. Le veston s'allongeait en jaquette, le pantalon, relevé par la position assise, découvrait des chaussettes en tire-bouchon, et des guêtres blanches bâillaient comme des huîtres au-dessus de ses souliers à la poulaine.

Laurent avait vu tout cela. Il n'en était pas affecté, et il se composait un maintien respectueusement souriant. On ne trouve jamais ridicule l'homme qui tient votre avenir entre ses mains,

et Laurent se disait : « Le copain va arriver bientôt de sa Guyane. Il faut que le gars Maxime nous donne un coup de main ! »

Et voici, précisément, ce que disait le grand homme :

— Depuis l'enfance, j'ai toujours eu un faible pour les éclairs au chocolat. N'est-ce pas curieux ? Tout est là !

Les femmes se mirent à rire comme si on les chatouillait, et Mme Taverny, menaçant le narrateur d'un doigt mutin, lui lança avec une œillade :

— Ah ! Maxime, vous étiez déjà gourmand !

Les accès de déférente hilarité reprirent, et un vieux monsieur, émoustillé, se mit de la partie :

— Moi, dit-il, j'aime mieux les babas !

Cette intéressante déclaration fut accueillie sans faveur.

Chantal était assise à côté de M. Maxime Caurniault. Elle l'appelait « Oncle Maxime », et Laurent en éprouva une joie subite. Le menton sur sa main et ses belles jambes harmonieusement croisées, la jeune fille minaudait. Son rire allait bien à ses dents, et, quand elle se penchait, son buste saillant frôlait l'accoudoir du fauteuil de l' « oncle Maxime ». Les voilà bien les deux colombes palpitantes, tendues en offrande vers un dieu tutélaire !

Laurent sentit qu'il fallait dire quelque chose, et il se lança :

— Dévoiler un goût en pâtisserie, Monsieur, cela peut être grave. Qu'en déduiraient les adeptes de Freud ?

Il reçut comme un bon point le sourire de Chantal. L'index de M. Maxime Caurniault, s'arrêtant comme à regret devant l'entrée de sa narine poilue, continua son ascension et se leva vers le plafond. A ce signal auguste, les conversations s'arrêtèrent. Le Dieu allait parler :

— Ah ! Freud ! La jeunesse le cite fréquemment. Mais, l'a-t-elle lu ? Et ici, l'index se fit accusateur et pointa vers la poitrine de Laurent. L'a-t-elle lu ? Tout est là ! La Théorie et la Pratique ! Et s'il m'était permis aujourd'hui de recommencer toute une vie de labeur...

— Et si utile au pays, mon cher Maxime ! coupa Mme Taverny, en promenant un regard de défi sur les assistants dont les bustes s'inclinèrent avec onction.

A présent, M. Maxime Caurniault parlait d'abondance. Laurent n'avait plus besoin d'une grande attention pour sourire, s'exclamer ou acquiescer aux endroits requis de ce discours. C'était une tâche facile, qui permettait, en même temps, de

regarder les jambes de Chantal et de toiser un groupe de jeunes gens, agglomérés autour du conférencier. Ils avaient fort bonne mine avec leur veston noir bordé d'une ganse de soie, leur pantalon rayé et leurs souliers vernis. Certains arboraient même des guêtres blanches et, en pensant à cet auguste ornement des chaussures de M. Maxime Caurniault, Laurent pouvait se demander si — à la façon de la barbe chez les Turcs de Soliman — la guêtre n'était pas aussi un attribut de commandement chez ces bons jeunes gens, frais émoulus sans doute de l'Ecole des Sciences politiques...

A ce coup, Laurent se rembrunit. Une hargne très ancienne commençait à l'agiter devant tous ces « messieurs Jean » en puissance, et il se gourmanda :

— Ne fais pas l'imbécile. Et surtout ne dis rien !

Ce farouche mutisme venait à point. Dans le monde, on prête généralement de l'étoffe, voire du génie, aux hommes silencieux. Beaucoup de crétins profitent ainsi de la considération des femmes (« Il ne parle pas beaucoup, mais, ma chère, on sent que c'est quelqu'un ! ») et de la bienveillance des hommes arrivés (« Ce jeune homme a du sérieux et de la réflexion, qualités rares à notre époque »).

Et, pendant que M. Maxime Caurniault — au hasard de la fourchette et avec l'assurance tranchante d'un homme très riche qui parle de ce qu'il ne connaît pas — développait ses idées sur la musique moderne, le ton plat chez Matisse et l'indécence du roman américain contemporain, Laurent pensait à une jungle féerique et à une forêt de Guyane où il y aurait des ruisseaux bleus et des bambous d'or...

Le lendemain, chez lui, Laurent était en train de lire la description d'une nouvelle machine à broyer les roches aurifères quand le téléphone se mit à sonner. C'était l' « heure de Chantal ». Elle appelait Laurent presque tous les soirs maintenant. Invariablement, avec un petit rire, à peine flûté, elle commençait par une phrase rituelle : « J'espère que je ne dérange aucun tête à tête ? » Et, invariablement aussi, Laurent poussait les hauts cris et la tranquillisait.

Ce soir-là, la phrase rituelle ne vint pas. Une satisfaction fébrile entrecoupait les phrases de la jeune fille. L'interlocuteur ne pouvait signaler sa présence au bout du fil et son intérêt que par des exclamations brèves et dénuées de sens. Quand il reposa le récepteur, Laurent était perplexe. Tous les discours de Chantal se

ramenaient à ceci : il avait fait la meilleure impression sur M. Caurniault, et, à plusieurs reprises, la jeune fille avait annoncé que « l'oncle Maxime allait s'occuper de Laurent ! »

Cette assurance ne galvanisait pas l'intéressé. Au cours de sa carrière, des personnages plus ou moins influents et bien intentionnés avaient promis à Laurent une aide tutélaire et verbale. Les résultats les plus tangibles de ces bons offices avaient été des propositions de place d'aide-comptable, de démarcheur et une invitation payante au bal annuel des élèves de l'Ecole des Ponts et Chaussées.

Pourtant — et Laurent fut bien forcé de se l'avouer dans les semaines qui suivirent — la protection de M. Maxime Caurniault s'avéra de toute autre sorte. Sans en comprendre très bien le processus, Laurent commença bientôt à en subir les effets. Au bureau, ses chefs, sortant aimablement du cadre hautain des relations de service, condescendaient à entretenir Laurent du malheur des temps et de la santé de leurs enfants. Par la suite, Laurent fut prié à déjeuner par l'administrateur-délégué lui-même, dans un cercle du boulevard de la Madeleine. Dès la croûte au madère, on parla des mérites de M. Maxime Caurniault, et Laurent, avec tout le brio dont il disposait, expliqua combien il avait été frappé par les propos du grand homme et, notamment, par ses vues nourries et ingénieuses sur la musique, la peinture et la littérature américaine.

Les jours passèrent, et des camarades, en général bien informés, firent savoir à Laurent que la direction allait prochainement créer un service spécial dont il prendrait la tête. Et Laurent laissait faire. Il savait bien qu'une réussite à Paris n'était pas le but recherché, mais, cauteleusement, il se disait qu'il serait maladroit d'indisposer un protecteur en canalisant, dès l'abord, la source de ses bienfaits. Par la suite, en se montrant reconnaissant et à la hauteur du nouveau poste qu'on allait lui confier, il pourrait développer et faire admettre ses projets et ses plans de prospection coloniale. Et puis, au bureau, il était bien agréable de jouir d'une considération toute neuve... Laurent en arrivait à louer la perspicacité et l'étoffe de ceux qui étaient sur le point de couronner ses mérites. Sa tête « enflait », et, déjà, dans les rapports avec ses collègues, il se surprenait à garder un maintien poliment distant. Même pour se rendre jusqu'aux lavabos, Laurent promenait dans les couloirs un visage tendu et lourd de secrets.

Deux voix discordantes troublèrent la fête. Il y eut, d'abord, un télégramme de Saint-Nazaire annonçant l'arrivée du camarade. Il y eut ensuite une communication téléphonique de Chantal, qui commença par ces mots dénués de discernement : « ... Je sais que vous avez enfin le pied à l'étrier. Je peux vous dire que j'en ai été la première avertie et que je m'en suis réjouie de tout mon cœur. L'oncle Maxime... » Mais Laurent avait coupé court à ces bavardages, et pourtant, toujours avec l'accent de triomphe, Chantal avait ajouté : « Maman m'a priée de vous inviter à dîner, pour demain soir. Vous viendrez, n'est-ce pas ? »

***

Le *dispatcher* vient de se redresser. Il bâille, s'étire. Maintenant, il regarde sa montre, et Laurent sent un corset glacé qui s'appuie sur ses côtés. Pourvu que le *dispatcher* se recouche bien sagement... Mais non. Le voilà qui se lève. « Recouche-toi, mon vieux ! Recouche-toi ! A moins que... C'est cela : va donc jusqu'aux toilettes ! Mais, fais-donc attention, ce n'est pas de ce côté... »

Laurent a envie de se lever à son tour et d'aller prendre par le bras le *dispatcher* irrésolu. La carlingue se décroche, remonte, s'enfonce encore. Surpris, le *dispatcher* chancelle, reprend son équilibre et fonce vers le poste d'équipage...

« Il n'a pas dû se tromper de porte ! Cet homme est affreux ! »

Laurent éponge son front ruisselant et respire profondément pour faire lâcher prise à cette peur en forme d'angine de poitrine...

Le *dispatcher* a disparu. Il n'a pas fermé la porte du poste. A chaque mouvement du fuselage, cette porte se met à battre la paroi de métal. Ses mouvements désordonnés sont horripilants, mais, pour rien au monde, Laurent ne voudrait se lever et aller la fermer. Il voudrait même interdire au soldat d'arrêter ce métronome détraqué.

Au point où en est Laurent, tous les événements, et jusqu'aux comportements des objets eux-mêmes, commencent à prendre une signification absurde, mais sacrée. Si la porte reste ballante, cela veut dire que rien d'important ne se trame dans le poste d'équipage, que Laurent ne court aucun danger immédiat et que...

« Bon Dieu ! La porte s'est fermée ! »

En baissant la tête, le *dispatcher* est rentré dans la carlingue.

A présent, il s'est redressé. Il approche... Et le capitaine se compose vite un masque d'ennui mondain pour demander :

— C'est le moment ?

— Non. Le navigateur a fait un *mistake* (1). Pour corriger, on est descendu de sept cents pieds. Maintenant, ça va !

— Très bien. J'ai encore du temps, avant de... ?

— Oui.

— Beaucoup ?

— Un peu !

Le *dispatcher* est allé se recoucher sur le banc. Il a mis les deux bras sous sa tête et il a fermé les yeux. Oh ! Comme cet homme est sympathique !

IV

Laurent était en avance, et il décida de se rendre à pied jusqu'au square Lamartine — à l'adresse de Mme Soubise. A plusieurs reprises, il eut envie d'accélérer son allure. Pourtant, il avait bien le temps ; il pouvait flâner. Il était inutile d'accorder la cadence de ses pas au rythme de ses préoccupations — ce rythme haletant que prennent si facilement les événements régentés par les femmes...

Pour calmer son impatience, il marchait très lentement. Cette soirée de juillet était lourde ; le soleil faisait encore briller le haut des façades, et Laurent craignait de transpirer comme un débardeur en pénétrant dans le salon de Mme Soubise.

Juchés sur des patins à roulettes, des enfants se déhanchaient sur les trottoirs ; les bocks de bière claquaient sur les tables, aux terrasses des cafés ; des stores de couleur ocre frémissaient sur les fenêtres des immeubles ; des autobus gaillards lançaient des pétarades. Décidément Laurent n'aimait pas le mois de juillet ! Sous les bandelettes rutilantes de son soleil, ce mois cache la hideuse momie des catastrophes. C'est l'époque chérie des émeutes et des mobilisations. Cependant, avec son allégresse de mauvais aloi, ses feux d'artifices et son exubérance de potache en vacances, ce mois respire la joie de vivre. Mais son haleine est suspecte comme les relents d'égout, qui rôdent alors au ras des trottoirs...

Dès le vestibule de Mme Soubise, ce pessimisme fut en éclipse. Derrière le valet de chambre ouvreur de porte, Chantal était

(1) Une erreur.

apparue. Elle saisit la main de Laurent pour le guider vers le salon où il fut accueilli par des paroles aimables. Il éprouva, à la fois, une déception et un soulagement en voyant que M. Maxime Caurniault ne figurait pas dans la brochette de messieurs décoratifs, assis sur des fauteuils à cannelures dorées.

Après le dîner, on prit le café dans le petit salon. Laurent retrouva les murs tapissés de cuir de Cordoue et le beau tapis de Boukhara, mais, aujourd'hui, aucune hostilité n'émanait de ce décor. Les propos étaient amènes, anodins et feutrés de bienveillance. D'une main sûre, Mme Soubise tenait les rênes de la conversation et l'empêchait de s'égarer vers la politique, le danger allemand et autres sujets d'une actualité menaçante. On parlait surtout de voyages et, à la prière de Chantal et devant le mouvement approbateur du double menton de Mme Soubise, Laurent avait égrené quelques souvenirs de ses navigations. A la suite de ces récits, Laurent devint le confident d'un vieux monsieur, administrateur de plusieurs grosses entreprises, et fort prolixe en ses explications. Après avoir énuméré les raisons qui l'avaient empêché de faire carrière dans la Marine, cet opulent vieillard voulut exprimer longuement les cuisants regrets que lui causait encore cette ancienne disgrâce.

A y réfléchir, il est curieux de constater le nombre de messieurs âgés, dont mères pusillanimes ou nerfs optiques déficients privèrent à tout jamais les océans navrés !

Chantal supportait mal ces apartés, et, déjà, Mme Soubise ne couvait-elle pas Laurent avec un œil de belle-mère en puissance ? Ces manifestations gênaient Laurent et le ramenaient à ses inquiétudes touchant ses projets de Guyane et son avancement insolite au bureau. L'affaire était mal engagée. Il commençait à s'apercevoir que toutes ces questions, enchevêtrées comme des écheveaux de laine entre les doigts énervés d'une jeune fille amoureuse, arrivaient à tisser une étoffe terne, au dessin sans imprévu, une étoffe dans laquelle les ciseaux d'un tailleur bien pensant pourraient découper avec onction des culottes pour candidat malheureux au concours de l'Inspection des finances !

Et Laurent fut très soulagé quand, négligemment et avec le ton qu'il fallait, Mme Soubise jeta cet ordre :

— Chantal, ma petite fille, montre donc à *ton* invité les livres de voyage de la bibliothèque. Je suis sûre que cela l'intéressera.

Pour Laurent, ce soulagement fut de courte durée. L'anxiété

le reprit quand il entra dans une pièce, adjacente au petit salon, où des livres s'étageaient sur des rayons de chêne. La porte était restée entrebâillée.

...Une porte sage, qui restait en équilibre stable. Et, pourtant, telle quelle, cette porte entrebâillée suscitait la même oppression, la même inquiétude tendue que l'ouverture battante d'un poste d'équipage...

Entre le chambranle et le vantail, Laurent pouvait encore jeter un coup d'œil furtif dans la pièce qu'il venait de quitter. Il voyait distinctement un pied de table, un verre à liqueur qui se balançait dans une main anonyme, et il lui semblait que la maîtresse de maison haussait le ton pour raconter un incident survenu dans une vente de charité du XVI^e^ arrondissement. A côté de lui et presque à voix basse, Chantal murmura : « J'aime beaucoup ces gravures persanes... » et la jeune fille se tut. Elle tenait un volume et regardait Laurent avec des yeux qui prenaient toute la place dans son visage triangulaire. Laurent ne s'inclina pas sur le livre tendu, mais fourra brusquement ses mains dans ses poches.

La jeune fille portait une robe longue. Sur l'organdi blanc à motifs rouges, ses bras et sa gorge avaient des reflets d'ambre clair. Une mèche annelée avait glissé de sa coiffure. Elle effleurait le petit front têtu, et son ombre mettait comme un reflet suppliant dans les yeux tabac d'Espagne.

— Vous avez l'air d'une orchidée ! dit Laurent.

En réponse, il y eut un choc mat sur le tapis. Chantal avait laissé tomber le volume.

— Il y a du roulis... ajouta Laurent avec un rire sans gaieté, et il se baissa pour ramasser le livre.

En se relevant, son regard effleura une cheville vernie par le bas de soie et la troublante arabesque d'une robe évasée par des hanches de femme. Il remit les mains dans ses poches. La joie chatouillait sa poitrine, une joie qui le tenaillait comme une terreur... comme une terreur latente de voir un *dispatcher* s'éveiller sur un banc de métal...

Le parfum de la jeune fille rôdait, et Laurent en comprenait le langage violemment quémandeur. En cet instant, il comprenait aussi que la beauté de la jeune fille avait changé de forme. Autrefois, ce visage et ce corps émettaient un rayonnement *collectif*, un rayonnement de fille excitante comparable à celui d'une belle affiche, prônant des gaines ou des sels amaigrissants. C'était bien

cela ! Hier encore, la beauté de Chantal était « en éventail ». Aujourd'hui, cette jeune fille harmonieuse et tentante avait replié tous les rayons de cet éventail et les avait disposés en un faisceau unique qu'elle dirigeait sur le seul Laurent.

— Je vais fermer cette porte ! dit-il d'une voix sourde.

Il fit un pas, entendit un soupir tremblé et s'arrêta. Il allait se retourner vers Chantal quand la porte s'ouvrit toute grande. Ajustant un face-à-main, Mme Soubise apparut et demanda :

— Comment trouvez-vous ces livres ?

— Très intéressants, madame...

— Parfait. Je ne vous dérange pas davantage !

Mme Soubise rentra dans le petit salon. Laurent regarda la jeune fille. Elle ramenait sa mèche rebelle, puis, haussant nerveusement les épaules, elle reprit le livre en disant :

— J'aime beaucoup ces gravures persanes. Et puis, regardez-donc ces photographies de temples khmers.

Laurent se pencha sur la page ouverte. Il aperçut des ruines assiégées par la jungle. Au premier plan, une théorie d'éléphants de pierre frôlait la colonnade oblique et incurvée d'une haie de bambous... une colonnade oblique, incurvée à la façon des cornières qui soutiennent les parois renflés d'une carlingue.

Chantal faisait les honneurs de la bibliothèque en jeune fille bien élevée et docile aux ordres de sa mère :

— Ce livre est amusant, n'est-ce pas ? Il m'a justement été donné par mon oncle Maxime, que vous connaissez...

Délibérément et sans bruit, Laurent ferma la porte. Chantal leva des sourcils étonnés et s'écria :

— Mon Dieu ! Il faut que je m'occupe des orangeades et...

— Ne partez pas encore, Chantal. J'ai à vous parler à propos de M. Maxime Caurniault. J'ai besoin de votre aide. J'en ai besoin encore et j'en suis honteux. Vous avez été déjà si chic...

— Mais, je vous assure...

— Ne vous défendez pas. Je sais ce que je vous dois. Alors, voilà : j'ai un copain, qui arrive de la Guyane. J'ai rendez-vous avec lui tout à l'heure. Nous avons de grands projets, tous les deux pour la mise en valeur de ce bled, et, si je pouvais rencontrer votre oncle...

— Vous voulez partir pour la Guyane ?

Chantal s'était arrêtée près de la porte. Sa mèche retomba sur son front et lui donna un air égaré quand elle répéta :

— Vous voulez partir ?

Elle eut un sursaut, et ce fut avec le ton tranchant d'une enfant gâtée qu'elle reprit :

— Ne comptez pas sur moi pour parler de ces folies à l'oncle Maxime. Si vous réfléchissiez un tout petit peu à l'avenir magnifique...

— Ne vous fâchez pas, Chantal !

— Pourquoi me fâcherais-je ?

— Evidemment. Ecoutez-moi : il y a de l'or à gagner là-bas.

— Je n'en veux pas !

— A mon tour de vous demander : pourquoi en voudriez-vous ?

La jeune fille rougit, et une lueur de colère passa dans ses yeux quand elle répondit :

— Cher monsieur, restons-en là, voulez-vous ?

— Chère mademoiselle, je vous en prie, un mot encore...

Elle haussa les épaules et se tourna vers la porte. Alors, Laurent l'empoigna par le bras et lui dit, les dents serrées :

— Vous croyez peut-être que je suis en train de pleurnicher pour avoir du *piston* ? Ce n'est pas ça du tout. Je cherche une possibilité de courir ma chance et de montrer ce que je vaux. Je me fiche, entendez-vous ? d'être « quelque chose » dans un bureau. Je veux être « quelqu'un » au dehors. Et, tant pis, si je suis plus difficile à conduire qu'un cabriolet...

— Laissez-moi...

— Je vous laisse. J'ai compris, et j'ai honte de penser qu'aujourd'hui et surtout demain, au bureau, les saluts craintifs ou obséquieux des employés ne s'adresseront pas à moi, mais au protégé de M. Maxime Caurniault...

A minuit, Laurent retrouva son camarade dans un bar de la rue Daunou. Le chapeau sur l'oreille, il annonça :

— Mon pauv' vieux, j'ai tout bouzillé ! Il ne faut plus compter sur le père Caurniault !

— Ne t'en fais pas. Je crois que tout va s'arranger avec la *Guaranty Trust*. Je t'en parlerai. Bois un pot. J'ai dégoté deux gosses à Tabarin, deux petits gâteaux... On y va ?

— Bien sûr ! Mais... j'aimerais bien qu'un des « petits gâteaux » ait des cheveux châtains, avec des yeux tabac d'Espagne.

Derrière le comptoir, le visage du barman était atteint d'un

tremblement convulsif, causé par les secousses que ses mains imprimaient à un *shaker* fulgurant... Une sorte de petit *container* où danse encore une tache de soleil.

V

Il y a loin, cependant, d'un *shaker* de barman parisien à un *container* de Dakota, balloté par la mousson ! Ce rapprochement est baroque. Pour passer du petit baril argenté au grand fuseau métallique, beaucoup d'années avaient été nécessaires et beaucoup d'aventures... La mobilisation, les premiers aspects de la guerre, et, en ce matin du 9 mai 1940, ce coin de champ d'aviation qui montrait un peu de vert tendre derrière des nuages de poussière blanche et de fumée noire.

Laurent avait reçu un éclat de bombe dans le bras, mais, un mois et demi après, il quittait l'hôpital pour gagner l'Afrique du Nord. Il fit cette randonnée dans la carlingue d'un vieil avion dont le moteur crachotait comme un ancêtre baveur et dont les plans frissonnaient au-dessus d'une Méditerranée suave, qui ressemblait à une belle flaque de bitume. Ce raid de fuyard, sans qu'il s'en doutât, avait été son vrai départ pour la guerre.

Le capitaine ne fait aucun effort pour s'arracher à ces souvenirs. Il lui semble qu'il ne peut plus intervenir pour arrêter ce déroulement d'images. A présent, le film passe à une vitesse vertigineuse. Il a toute la précision d'un « documentaire », mais l'ordre chronologique des faits est de moins en moins respecté. Laurent en ressent un trouble extrême. Il a toujours aimé l'ouvrage bien fait, l'ouvrage fini, et, à l'inverse des théories esthétiques de son époque qui mettent l'ébauche et la notation au-dessus de l'œuvre terminée, il enregistre avec impatience le déroulement de ce film incohérent.

Pêle-mêle, les images apparaissent...

La Medjerda ! La petite rivière tunisienne serpente entre des collines d'explosions. Sur le sable jaune, l'ombre d'un Stuka ricoche, s'arrête et reprend sa course en un gémissement qui passe de l'aigu au grave. Il y a cinq hommes autour de la mitrailleuse-13,2 : trois vivants et deux morts. Laurent cligne des yeux pour chasser de ses cils les gouttes de sueur qui brouillent le pointage, et, d'un coup de pied, il fait rouler le cadavre du sergent-

chef dont le bras coince encore la pédale de l'engin qui tressaute. Le cadavre montre un visage étonné : yeux grands ouverts et bouche bée. Il s'appelait Barola, Jules.

Que vient faire, là-dedans, ce monsieur à pince-nez, qui boit dans une tasse en roulant des yeux méfiants ? Ce monsieur est à contre-jour devant une fenêtre ouverte du salon de Mme Soubise. Laurent aperçoit nettement la cafetière en argent, les flacons de liqueur alignés sous une barre de métal brillant et, sur le mur, entre deux panneaux de cuir de Cordoue, une nature morte.

A peine Laurent a-t-il eu le temps de s'y retrouver que le décor se gondole et que la lumière disparaît. On dirait que des chiens aboient et que les moteurs du Dakota ont des ratés... Non. C'est tout simplement le bombardement de Castelforte. Ce bruit sourd est haché par le crépitement en saccades d'un moulin à café. Laurent retrouve avec plaisir le son familier de la « machine à chiffrer les télégrammes », sur laquelle s'escrime un sous-officier. Penché sur son genou où la boîte est fixée, l'homme épèle le message avec une voix ânonnante d'écolier. Il a posé son casque sur une planche, à côté du trépied de l'appareil-radio, protégé tant bien que mal par une toile de tente qui palpite. Et des flocons de neige tombent dans le casque comme des cendres de cigarette dans une soucoupe...

Et voilà que ces flocons perdent leur blancheur diaphane et se mettent à grossir. Ce sont des feuilles mortes que des bourrasques arrachent à des platanes. Le front collé à la vitre d'une porte-fenêtre, le petit Laurent regarde la chute oblique de ces feuilles. Noires sur le ciel plombé, elles tourbillonnent avant d'aller moucheter de taches jaunes les rigoles de l'avenue. Les croisées tremblent. On dirait que la vieille maison claque des dents sous la poussée du grand vent d'équinoxe qui siffle sa mélopée traînante de chevrier...

Le capitaine secoue la tête et respire à pleins poumons.

Le moment de sauter est proche. Il le *sait*. Toute sa bête flaire l'approche d'un danger imminent. Il retrouve, intacte, la sensation de pesanteur qui écrasait sa poitrine, naguère, à l'Ecole de parachutage de Poonah. Dans la carlingue de l'avion d'entraînement, le moniteur n'avait pas besoin de se mettre en mouvement et de faire signe. Avant les autres, Laurent *savait* que le moment de sauter était venu.

Laurent doit se hâter. Il y a un remords qui ne veut pas lui laisser la paix ! Un remords lancinant, délicieux... Pourtant, au moment de quitter cette carlingue, il veut laisser tout en ordre, même les souvenirs... Mais, bon Dieu ! Comment faire, à présent, pour réparer les torts causés et parer aux conséquences ?... En a-t-il seulement le temps ?

Le *dispatcher* ne bouge pas, et le soldat est immobile dans son coin comme un marmot en pénitence. Laurent réfléchit en fronçant les sourcils...

***

Au mois de décembre 1944, Laurent était à Alger où il attendait sa mise en route vers l'Extrême-Orient. Son âge ne lui avait pas permis de réintégrer les cadres du personnel navigant de l'Armée de l'Air. Depuis la campagne de Tunisie, rongeant son frein, il avait servi dans les formations « à terre », et les deux citations qui cloutaient le ruban d'une croix de guerre qu'il ne portait pas, lui semblaient d'autant moins valables qu'elles sanctionnaient tout autre chose que du bon travail aérien. Aux yeux de Laurent, faire la guerre « à terre » était une déchéance, presque une brimade, et il avait sauté sur l'occasion de partir pour les Indes dans le détachement précurseur des Forces expéditionnaires françaises d'Extrême-Orient. Là-bas — il en avait la promesse formelle — il aurait loisir de suivre les cours des écoles de brousse et de parachutage.

Et ce jour-là, 14 décembre 1944, Laurent était en partance. Le brave commandant du 4e Bureau venait de lui remettre l'ordre de mission, maculé de cachets et de visas anglais, et il avait dit : « L'avion pour Le Caire part demain matin à quatre heures. Une voiture vous attendra au coin de la rue Michelet et de la place Laferrière pour vous conduire à Maison-Blanche. » Laurent n'avait plus qu'à faire son barda, et il se hâtait vers son logis : une soupente d'hôtel moisi, proche du square Bresson. Il partageait cet antre avec un vieux lieutenant d'infanterie coloniale, qui regrettait une « mousso » (1) de Ségou, fumait de petits cigares méphitiques et ronflait, la nuit, comme un trombone bouché par une pelure d'oignon.

(1) Femme indigène du Soudan.

Laurent marchait vite sous les arcades, près de l'Amirauté. Des Kabyles encombraient les sièges d'un petit café et, avec une patience bovine, se laissaient bousculer sans trêve par les vagues successives de militaires américains. Une averse récente donnait le luisant du marbre aux dalles et aux murs. De ses rayons obliques, le soleil revenu jouait avec tous ces reflets, ajoutait un vernis neuf aux voitures éclabousseuses, étirait des ombres bleues derrière les piliers des arcades et faisait briller comme des joyaux énormes les citrons et les aubergines d'une charrette de maraîcher.

***

Le capitaine se cramponne à tous ces détails. Ils permettent de retarder le plus possible un dénouement que Laurent appréhende et ne veut pas encore regarder en face... Mais, il faut y aller ! Il faut sauter à pieds joints dans le passé. A pieds joints ! A la façon décisive d'un plongeon dans le vide... Allons-y donc ! Et Laurent s'enfonce et tournoie dans les souvenirs...

Voyons... J'ai quitté les arcades, enjambé la voie du tramway. Je longeais le garde-fou du boulevard, et, tout en marchant, je regardais le port qui s'étendait en contre-bas. Ce grand dessin géométrique était reposant, malgré les fumées des navires et les grouillements du trafic. Alors, en détournant les yeux, j'ai aperçu la femme appuyée à la balustrade. Elle était seule, ou, plutôt, les hommes, qui s'accotaient à la rambarde et se rapprochaient sournoisement, n'avaient pas l'air de troubler sa rêverie tendue. Elle avait un corps souple et rembourré aux bons endroits, des jambes longues et un costume de coupe militaire. Cette jolie fille faisait envie comme un fruit qui se penche. J'avançait rapidement. Elle a levé la tête. Pendant une seconde, son profil s'est détaché sur l'horizon laiteux, et j'ai failli me flanquer par terre. Je venais de revoir les traits insolents qui faisaient, naguère, une ombre chinoise sur la vitre d'un cabriolet. Je n'étais pas fou : à présent, un coup de soleil mettait des reflets d'or sur une boucle de cheveux châtains qui s'échappait d'un coquin de petit bonnet de police... « Chantal ! »

Je ne croyais pas avoir crié, et, pourtant, la jolie fille s'est redressée, m'a fait face et j'ai eu devant moi les deux grands yeux couleur tabac d'Espagne.

— Bonjour, Laurent !

Chantal ne semblait pas surprise. C'est moi qui avais l'air d'un serin. Au fait, je n'étais pas étonné non plus. Je connais l'humour du Bon Dieu ! Autrefois, c'était toujours au moment où mon bateau allait appareiller que je rencontrais, au coin du quai, la jolie fille inutilement cherchée pendant toute la durée de l'escale ! Aujourd'hui, le Bon Dieu devait bien rire dans son paradis, mais, plus chic que d'habitude, il me donnait jusqu'à quatre heures du matin pour tenter ma chance, et, beau joueur, il me présentait une Chantal libre de ses mouvements jusqu'au lendemain. A moi de me débrouiller maintenant !

Je n'étais pas d'attaque. Je m'attendrissais en voyant que les fossettes creusaient davantage les joues de ma compagne. Le drap de sa tunique était râpé, et, près de l'avant-bras, il y avait un accroc finement recousu... Je prenais un mauvais départ en la laissant s'accrocher à mon bras avec le geste d'un enfant qui demande protection. Je jouais le « grand frère ». C'était une « utilité » et non le grand premier rôle que j'ambitionnais.

Au bar de l'Aletti, elle a surtout mangé des sandwiches. Elle a bu un peu, et moi beaucoup. Cela m'empêchait de regarder ma montre trop souvent. L'heure passait, et nous en étions encore à nous raconter nos faits et gestes depuis certain dîner du square Lamartine, en juillet 1939 ! Elle n'en finissait pas de me poser des questions sur ma blessure et mes campagnes. Je ne sais pas où elle avait si bien pu se documenter, par exemple ! D'autre part, il fallait avoir l'air de prendre un intérêt passionné aux incidents de l'exode, de l'occupation et des bombardements sur le foie et la rate de la famille Soubise. Elle se montra peu prolixe sur ce sujet, mais s'étendit davantage sur son départ pour l'Afrique du Nord en passant par l'Espagne. Malgré les prières de ses parents et la vie confortable qu'ils continuaient à mener, elle avait voulu partir et rejoindre les troupes françaises. Elle a eu du cran. J'ai encore failli m'attendrir... Heureusement qu'elle a recommencé à me poser des questions sur mes projets avec la minutie agaçante que les femmes apportent à ce questionnaire. Je me suis rappelé fort à propos que cette inquisition n'est pas toujours une marque d'intérêt. C'est souvent, chez les femmes, une recherche ingénue de future respectabilité au cas où, par la suite, elles laisseraient prendre des privautés excessives à l'homme pour lequel elles éprouvent du penchant.

Je me gardais bien de dire à Chantal que je partais pour l'Ex-

trême-Orient, le lendemain à quatre heures du matin. Dans les préludes, il ne faut jamais avoir l'air pressé — pressé comme le rythme de la vie du soldat — alors que la femme aime à se faire bercer par un rythme très lent, dans un hamac rembourré de rêves de quat'sous... Je savais bien que toutes ces idées étaient impies et simplistes, mais je bouillais d'impatience. L'heure tournait. Les lampes du bar s'étaient allumées depuis longtemps, et, à travers le prisme des bouteilles, les napperons des étagères nous tiraient des langues triangulaires qui s'irisaient. Il fallait aussi aller dîner...

Chantal s'est levée. Son buste ferme a ondulé. Dans le creux du décolleté, j'ai vu une chaînette d'or et le barman a eu un claquement de langue admiratif quand Chantal s'est dirigée vers la sortie avec sa démarche dansante de fille à longues jambes...

Nous sommes allés dîner au cabaret de « Hurle-Vent ». C'était loin. Il y avait foule dans le tramway qui montait en spirale vers les hauteurs du Télemly. Debout sur la plateforme, nous titubions aux virages brusques. Chantal avait levé le bras et passé sa main dans un anneau de cuir qui glissait sur une poutrelle. Elle faisait penser à une belle esclave, exposée sur un marché africain.

Il n'y avait pas beaucoup de monde dans le restaurant. On nous avait mis dans un petit coin tranquille. A côté l'un de l'autre, nous étions assis sous une étagère où des poteries arabes étaient soigneusement alignées. Nous avons bu des cocktails qui sentaient la lotion capillaire. Chantal a enlevé son bonnet. Ses boucles ont dégringolé, et, plus que l'alcool des boissons, le parfum des cheveux châtains m'est monté à la tête. Les yeux tabac d'Espagne paraissaient immenses, confiants, heureux. Des paillettes vertes y dansaient. Alors, j'ai senti au cœur le chaud pincement du triomphe. J'étais en plein dans l'axe du faisceau magique où la femme ramasse toutes ses beautés pour les projeter sur l'homme élu. Les yeux tabac d'Espagne me le disaient, et aucune mère à face-à-main, aucun appartement cossu et respectable ne pouvaient voiler à présent l'expression de ces yeux-là, l'expression gourmande et téméraire des femmes au bord de l'amour, et le sourire un peu bestial, qui sidère les hommes et met en déroute les prudentes convenances... Ah ! Il faut penser vite dans ces cas-là ! Il ne s'agissait pas de rater le coche, et je m'empêtrais dans la confection du menu devant le serveur qui jonglait avec son petit crayon. Encore une blague classique du Bon Dieu ! J'ai paré le coup en collant, sous la table, mon genou contre celui de Chantal, et j'ai bredouillé une com-

mande bizarre où, seul, le mot « Champagne » devait être intelligible. Le genou de Chantal ne se dérobait pas...

Au moment où, d'une poigne nerveuse et sèche, ses doigts serraient les miens, j'ai regardé Chantal. De sa main libre, elle relevait une lourde mèche qui barrait son front ; sa gorge se contractait et, au bord des cils bombés, deux larmes se formaient et semblaient, à elles seules, drainer toutes les lumières du restaurant. Enfin, le joli visage a basculé, frôlé ma patte d'épaule, et j'ai eu sous le nez le parfum poivré, entêtant et sauvage des lourds cheveux châtains dénoués... Je me fichais pas mal de la bisque en train de refroidir dans les assiettes, et, d'un coup d'œil furibond, j'ai balayé le sommelier badin. Et mon regard a dû, vite, changer d'expression quand j'ai embrassé Chantal...

Mais, après le premier étourdissement, on se doit de réfléchir vite dans ces cas-là. Les pensées vous éclatent dans la tête à la cadence d'un tir de barrage. Et j'avais envie de bénir le double menton de Mme Soubise, les guêtres de Maxime Caurniault, les cabriolets 8 cylindres et tous ces éléments disparates, qui avaient secrété la merveille docile qui s'appuyait enfin sur mon épaule. Ce miracle rappelait la génération spontanée de floraisons radieuses dans une caserne du Quai de la Mégisserie, hantée par de noirs facturiers.

...Et puis, je me ressassais ce leit-motiv lancinant : il est impossible d'amener Chantal dans mon taudis, entre les cigares du colonial et ses ronflements !

HENRI POYDENOT.

(La dernière partie au prochain numéro).

DEUX MONDES

ALICE ET SOPHIE

Un événement très important s'est produit en Angleterre au cours du dernier automne, événement que la politique internationale a ignoré, qui n'a retenu l'attention ni des « Trois » ni des « Quatre » ni des « Cinq » et a passé inaperçu sur ce continent : les Etats-Unis d'Amérique ont restitué à la Grande-Bretagne le manuscrit original d'*Alice au pays des Merveilles*.

Il faut avoir vécu en pays anglo-saxon pour apprécier la valeur de cette grave nouvelle. *Alice* est une petite personne sérieuse et réfléchie que tout le monde connaît. Depuis plus de quatre-vingt-dix ans elle règne en reine despotique sur le paradis des enfants et, dépassant les limites de la nursery, son empire s'étend sur le vaste et méchant monde des adultes. On ne se serait peut-être point trop étonné, si, ouvrant la petite porte au fond de la galerie, Alice elle-même s'était trouvée dans la salle du British Museum où l'archevêque de Cantorbéry recevait le cahier naïvement enluminé qui contenait le récit de la merveilleuse aventure. Elle aurait pu penser que cette dernière aventure-là n'était pas la moins surprenante : voir l'archevêque, entouré des *Trustees* du Musée Britannique, remerciant en leur nom les Etats-Unis pour ce don. « C'est, dit-il, un acte absolument pur dans un monde criminel et bouleversé. »

Le précieux manuscrit si soigneusement calligraphié par l'auteur lui-même fut vendu, il y a une vingtaine d'années, pour une somme qui représenterait aujourd'hui une cinquantaine de millions et s'en alla outre mer. C'est au Dr Luther Evans,

bibliothécaire du Congrès, que l'Angleterre doit d'être rentrée en possession du trésor. Ayant réuni l'argent nécessaire pour le rachat du manuscrit, il l'offrait comme « le faible hommage de la reconnaissance des Etats-Unis pour le peuple qui avait tenu Hitler à distance pendant qu'eux-mêmes se préparaient à la guerre ». Il aurait pu ajouter que les quatrains assonancés d'*Alice in Wonderland* avaient dans les assauts et les bombardements soutenu l'héroïsme tranquille de beaucoup de jeunes Anglais. Le petit lord ou le paysan, le mineur ou le marin les répètent ; on y fait allusion au Parlement comme dans la plus petite école de village. On surprend de vieux messieurs curieux de ce qui se passe « de l'autre côté du miroir ». L'ouvrage est traduit en plus de vingt langues y compris le chinois et l'espéranto. Dans les belles-lettres aussi bien que dans la littérature populaire, les citations empruntées à *Alice* sont aussi fréquentes que celles de Shakespeare. Tous connaissent l'histoire d'Alice, non seulement l'histoire telle qu'elle est contée dans le livre célèbre, mais l'histoire de la véritable Alice et de son père spirituel, cet étonnant personnage oxonien qui ne pourrait se concevoir ailleurs : le Révérend Louis-Charles Dodgson, « Don » de Christ-Church.

Alice est née à Oxford, sur les bords de la Tamise par une chaude journée d'été. C'était le 4 juin 1862. Il est vrai que le bulletin météorologique de ce jour-là précise que le temps était frais et pluvieux, mais nous ne croirons que la légende : donc c'était une chaude journée comme il y en a quelquefois même en Angleterre. Les trois petites filles du Révérend Liddell, doyen de Christ-Church, font une poétique promenade en *punt* sur l' « Isis ». Un singulier nautonnier conduit l'embarcation. Il est petit, malingre, un peu pâle avec des favoris à la mode romantique. Il a trente ans à peine et on ne sait trop, à le regarder, si c'est un adolescent prolongé ou un précoce vieillard. Son sourire est très doux et ses yeux rêveurs ; parfois néanmoins une expression sardonique durcit son visage, mais ce n'est jamais quand il regarde les petites filles. Son costume noir, mi-civil, mi-ecclésiastique a quelque chose d'ambigu comme toute sa personne. Chacun le connaît à Oxford où il est arrivé à l'âge de dix-huit ans en 1850 et où il est resté quarante ans, c'est-à-dire toute sa vie. C'est Louis-Charles Dodgson, Don de Christ-Church, fils d'un archidiacre de Richmond, et qui

demain sera célèbre sous l'anagrammë de ses deux prénoms : Louis et Charles, dont il fera Lewis Caroll.

Etrange silhouette, âmë plus étrange encore. C'est un homme-enfant, c'est un adolescent qui n'a pas su franchir le Rubicon de la vie et qui pourtant a développé à l'extrême son intelligencë, son jugement, son sens de l'humour et sa volonté. Il tient encore par toutes les fibres de son être physique et moral à ce royaume de l'enfance qui en Angleterre est un jardin fermé. Il en a les rêves, les passions, les non-sens. Entre les murs gaiement ornés de la nursery anglaise se meut tout un monde que les adultes ignorent mais où Dodgson se sent chez lui. Dans cet univers extravagant il faut renoncer à toute logique. Paul Hazard a parlé jadis de cette « logique impérieuse qui est dans notre mentalité française mais n'est pas nécessairement dans celle de nos voisins ». Voici les personnages familiers de la nursery : Jack Horner assis dans un coin, Humpty Dumpty qui tombë de son mur, Jack Spratt qui ne peut manger de lard, Bo-Peep qui a perdu ses moutons, Polly qui cherche sa théière et Miss Muffet qui a peur de l'araignée, sans parler de l'armoire de la mère Hubbard, dës tartes de la Reine de cœur et des vingt-quatre merles cuits dans le pâté royal. Le chat, le chien, le poney, Teddy l'ours, l'horloge, la bouillotte et le jeu de cartes, tout se mêle, tout s'anime et tourbillonne dans la plus étrange cacophonië. « Imagination, dit encore Paul Hazard, non pas débridée mais qui n'a pas encore de brides, caprices non pas déchaînés mais ignorant toutes chaînes », telles nous apparaissent ces inimitables *Nursery Rhymes* qui semblent venir du fond des âges, du plus profond de l'âme obscure d'un peuple. L'enfant en sait par cœur des centaines, les transmet sans intermédiaires, les dit, les chante, les danse et ne les oublie jamais.

Or ce cycle enchanté, Louis-Charlës Dodgson le possède totalement. Il regrette son enfance, ses rêves, ses *rhymes*, ses jeux et ne se plaît qu'avec des enfants. Il a beau avoir fait de solides études classiques, s'être distingué dans les sciences et avoir été ordonné diacre avant trente ans, il est resté un enfant. Une moitié de lui-même, la plus géniale sans doute, est encore dans cette nursery dont le souvenir ne s'effacë pas. Mais tandis que son âme s'attarde et regarde en arrière, son corps s'est développé et voici que le Démon freudien parle. Dodgson,

éminent mathématicien, auteur de savants traités sur les « Déterminants » et sur la géométrie d'Euclide, n'aime que la société des petites filles. Il est timide et réservé avec ses collègues, passe pour sauvage, maniaque et taciturne. Il n'a guère d'amis chez les adultes, il n'a que des amis-enfants. Les *child-friends*, qui deviendront légendaires à Oxford, forment l'unique compagnie de ce singulier professeur. Il tolère les petits garçons jusqu'à cinq ou six ans, les petites filles jusqu'à dix ou douze. Passé cet âge, il ne les connaît plus. Son bonheur est de causer avec des enfants, de prêcher aux enfants, de leur conter des histoires, de leur montrer des images ou la lanterne magique. Aucune joie terrestre ne peut dépasser celle de retenir l'attention d'un petit être gracieux, innocent, fragile qui est suspendu à vos paroles, qui rêve éveillé, en vous et avec vous.

Pour cette joie de se retrouver enfant avec les enfants Dodgson sacrifie tout, ses études, son avancement, sa réputation même. On le dénonce, on le calomnie, on le soupçonne du pire ; mais il est pur, ne voit point le mal et de fait il n'y en a point. Rien de plus naturel, quand on est un homme-enfant de n'avoir que des amis enfants. Ce monde insensé de l'enfance, il le comprend, il saura l'exprimer. Ce que les enfants ne savent dire il le sait, car il a les mots, l'expérience, la culture qui manque aux enfants. Mais il a aussi ce qui manque aux adultes, il revit une enfance, il est un être double, ni ange, ni bête, un monstreux génie.

Tout lui est prétexte pour retenir les enfants. C'est l'âge d'or de la photographie ; Dodgson se fera photographe. Chaque jour les petites filles se déguisent en Chinoises, en Indiennes, en sauvages, pour être photographiées par l' « ami ». Les enfants sont gourmands ; Dodgson imagine les plus délicieuses friandises, soigne les menus, invite ses jeunes hôtes à des repas en tête à tête, va les chercher et les ramène ponctuellement dans leurs écoles ou chez leurs parents. Il collectionne les jeux, les devinettes, les plaisanteries. Il note avec soin les dialogues, les mots enfantins. Il correspond avec ses « amis » et tient un méticuleux fichier de leurs naïves lettres. Il s'efforce par tous les moyens de créer autour de lui cette ambiance puérile hors de laquelle il ne peut vivre. Dans ses relations avec les humains, Dodgson est dur et ironique. Il envoie à des journaux satiriques de Londres des dessins comiques, des caricatures mordantes, des

anecdotes pleines de fiel. On a peine à croire que c'est le même homme. Cet homme-enfant est un Janus à deux visages, qui sourit aux anges et tourne vers la terre une grimace agressive.

Il n'est presque jamais sorti d'Oxford (sauf pour un voyage en Allemagne et en Russie, mais c'était après *Alice*). Il a connu Ruskin, Tennyson, Thackeray, Rossetti, Lilly Mac Donald. Il ne leur parle que de mathématiques, se plaît à poser des problèmes insolubles, et semble chercher toujours à décontenancer ses semblables. On redoute ses pointes et ses plaisanteries, on le laisse à l'écart.

Le 4 juin 1862, Dodgson note dans son journal : « Excursion en amont de la rivière à Godstow. Nous avons pris le thé sur la berge et ne sommes rentrés à Christ-Church qu'à 8 hêures et demie... Il y avait les trois petites Liddell et je leur ai conté les aventures d'Alice dans le monde sous terre... » Les jours où Dodgson ne se promène pas avec des enfants, il note comme Louis XVI lorsqu'il ne chassait pas : « Aujourd'hui : rien. »

Pendant ce long après-midi d'été, bercées dans le *punt* entre les riantes et vertes rives de l'Isis les trois petites Liddell sont entrées dans la gloire. Lorina, Alice et Edith ont écouté la voix charmeuse qui sait conter. Elles ont aspiré chaque parole, elles ont posé des questions sans réponse, elles ont fait recommencer indéfiniment certains passages de cette longue histoire qui n'est ni très drôle, ni très imprévue, ni très enfantine, mais qui est mieux que tout cela. Comme dans tous les vrais chefs-d'œuvre on y trouve de tout. Il y a des erreurs, des fautes de goût, des sottises et de profondes remarques philosophiques. Mais il y a surtout une inoubliable petite fille aux cheveux d'or et aux jupes d'organdi, toute raisonnable et sage comme la vieille Angleterre elle-même au milieu de la déraison générale. Pendant que la folie règne autour de la tasse de thé et que la tortue et le griffon ailé se disputent, Alice s'entretient de philosophie avec une chenille et un chat qui seuls de toute la création semblent avoir conservé un grain de bon sens. L'assemblée délibérante (oh combien !) des oiseaux et l'honorable partie de croquet avec la Reine de cœur dont le valet a volé les tartes ne fera rire personne ; mais qui pense à rire de ces choses ?

Ce livre indéchiffrable, cette bible hermétique est une somme d'absurde, un univers fermé. Il est parfaitement inin-

telligible pour ceux qui ignorent la mythologie de la nursery anglaise. Chaque mot, chaque phrase est une allusion à des vers, des rythmes, des assonances qui sont dans toutes les mémoires anglo-saxonnes. Pas une syllabe qui n'évoque pour le petit Anglais ce royaume de son enfance dont il ne sort jamais complètement et qui lui reste familier toute sa vie. Il y a une sorte d'entente secrète, de franc-maçonnerie entre ceux qui « comprennent ». Pour eux le petit crocodile du Nil est vraiment un ami, comme le dira dans une scène célèbre de *Journey's end,* qui se passe dans les tranchées pendant la guerre de 1914 à 1918, un officier attendant l'heure H pour monter à l'assaut. Les autres n'y voient qu'un assemblage de sons sans queue ni tête. Ici nous touchons vraiment à la frontière entre deux mondes.

Les plus belles histoires et les plus longues journées d'été ont une fin. Dodgson hésita bien des jours avant d'écrire et il est probable que ce qu'il écrivit ne fut qu'un pâle reflet de son rêve. Il s'applique cependant comme un enfant sage, rédige un cahier d'une belle écriture moulée, orné de dessins qu'il offre à Alice Liddell, mais c'est avec regret qu'il consent à le faire imprimer. On tire à deux mille exemplaires, aujourd'hui on les compte par millions. Cela sera la gloire avec tout son importun cortège. La reine Victoria réclame « les autres œuvres de Mr Lewis Caroll » et on lui apporte douze volumes de transcendantes mathématiques.

Mais le terrible quand on est un adulte-enfant, c'est que les bien-aimés *child-friends* grandissent et deviennent, eux, de vrais adultes. Alors on ne les aime plus ! on les déteste même. On leur en veut d'avoir brisé le miroir ! Alice Liddell deviendra Mrs Reginald Hargreaves et Lewis Caroll ne la connaît plus. Il la trompe avec d'autres petites Alice toutes aussi blondes et aussi sages et il y en aura des dizaines à la file. Elles ont toujours pour lui les cheveux d'or et les jupes d'organdi et font de petites mines de chattes effarouchées avant de pénétrer dans le terrier aux lapins.

Dodgson veut ignorer Lewis Caroll au point de refuser les lettres qui sous ce nom lui parviennent par milliers. Il devient un petit vieillard aux favoris grisonnants et va perdre avec l'âge son double visage. Sa silhouette falote, hante comme une ombre les cloîtres de Christ Church. Les enfants n'écoutent plus

ses histoires et, quant à lui il préfère à présent la trigonométrie. En vain écrira-t-il encore un conte interminable, pédant et ennuyeux : *Sylvie et Bruno*, que personne ne lira. Les dieux se taisent, la source est tarie. L'enfant qui parlait en lui est mort et l'homme qui survit écrira tristement ces vers :

Depuis longtemps le ciel brumeux s'est assombri,
Les échos sont morts et les souvenirs disparus,
Les froids de l'automne ont chassé juillet.
Toujours elle me hante, telle un fantôme,
Alice vivant sous un ciel
Que des yeux éveillés n'ont jamais vu...

*
**

A-t-on jamais pensé que, par une étrange coïncidence, dans ces mêmes années 1860 une grand-mère promène des petites filles modèles sur de vertes prairies normandes ? Sophie glorifiée par sa malice et ses malheurs va naître.

On a écrit de nombreux livres sur la comtesse de Ségur née Rostopchine et nous croyons tout savoir de la vie familiale, en apparence paisible, de celle qui a mérité d'être qualifiée de *Balzac des enfants*. Dirai-je ici que j'ai quelques raisons de parler d'elle et de la mieux connaître que d'autres ? Elle était la cousine germaine par alliance de ma propre grand-mère (1). J'ai décrit ailleurs ce souvenir, quand, petite demoiselle trop bien peignée et trop sage, j'écoutais les histoires que me racontait cette aïeule dans la chambre où se trouvaient le lit de Napoléon et le sabre du général de Ségur. Elle me lisait obstinément le « cabinet des fées », mais je préférais les *Mémoires de Cadichon* ou les *Malheurs de Sophie* et j'osais le dire. Alors ma grand-mère posait ses aiguilles à tricoter, jetait un regard de coin sur la statuette de Voltaire qui ornait sa cheminée puis me parlait de cette Sophie qu'elle n'aimait pas ! « Grattez le Russe, vous trouverez l'ours », disait-elle en une formule lapidaire qui se gravait à jamais dans ma mémoire. Puis je voyais dans le grand salon en rotonde qui s'ouvrait sur le jardin en bordure de la rue de la Baume entrer quelques visiteurs du dimanche. C'était quelques vieux messieurs ou quelques vieilles dames (ou du moins qui me paraissaient vieux). Je devais leur

(1) La Comtesse d'Armaillé, née Ségur. (Voir *Quand on savait vivre heureux*, Souvenirs de la Comtesse d'Armaillé, Plon, 1934.)

faire une petite révérence et les appeler mon oncle ou ma tante. Et ma grand-maman me disait à mon ébahissement : « C'est Paul... ou Madeleine... Camille... ou Jacques. Tu les connais... tu les as vus dans ta Bibliothèque rose ! » Dois-je ajouter que je n'en croyais rien. Mais sans doute ces impressions premières ont-elles contribué à éveiller ma curiosité. J'ai voulu plus tard mieux connaître cette lointaine cousine et voici qu'une comparaison s'impose à mon esprit. Tout comme Lewis Caroll, la comtesse de Ségur n'a-t-elle pas souffert d'un complexe étrange mais à marche inverse ? Née avec le siècle, Sophie Rostopchine va grandir près de Moscou, à Woronowo, dans le fastueux domaine où ses parents mènent l'existence encore toute féodale des nobles russes. Elle a treize ans quand dans ses yeux effrayés se reflètent les lueurs de l'incendie de Moscou. Son père, Fedor Rostopchine, descendant de Gengis Khan, n'a pas hésité à brûler la ville afin de faire le vide devant Napoléon.

Les petites filles (car elles étaient trois) sont élevées durement par ce père farouche et une mère exaltée. Au milieu d'un luxe asiatique elles font leurs robes elles-mêmes, nettoient leurs chambres, couchent sur des planches, sans feu, ni couvertures et ne mangent pas à leur faim. On entraîne leur esprit à la française (à cinq ans elles parlent et écrivent en cinq langues et jouent des sonates par cœur) et leur corps à la spartiate. De toute cette hérédité slave Sophie gardera un côté brutal, presque cruel, mêlé à une dévotion extrême, un caractère excessif et violent qui étonne chez une jolie femme frêle et gracieuse. Mais quand Rostopchine, héros exilé et errant, aura amené ses filles en France et que Sophie sera devenue la comtesse Eugène de Ségur, elle fera sur elle-même un prodigieux effort d'adaptation. En peu de semaines elle se transforme en une charmante Parisienne, et sans les maternités rapprochées qui bientôt la fatiguent, elle serait une des femmes les plus entourées de l'élégante société du Second Empire. Elle met au monde huit enfants et ne pense qu'à les bien élever. L'achat d'un château, *Les Nouettes*, comble ses vœux ; les souvenirs russes s'effacent et l'horizon se rétrécit pour elle aux limites d'un parc en Normandie et d'un appartement rue de Varenne. La vie passe, les enfants quittent le foyer. Son fils aîné Gaston se fait prêtre et se rend plusieurs fois à Rome. Mme de Ségur l'accompagne et y rencontre Louis Veuillot dont le tempérament combatif et

truculent lui est sympathique. Il devient un intime de la maison et y amène ses amis Eugène Sue et Gounod.

Ce n'est pas que Mme de Ségur tienne à avoir un salon littéraire. Elle n'y pense nullement et n'a même pas l'idée qu'elle puisse avoir de l'esprit. Personne ne lui en a jamais parlé. Elle aime peu la lecture et a peu lu, malgré la connaissance de cinq langues. Elle déteste les vers et ose le dire ouvertement. Si quelque chose l'intéresse en dehors de la vie de famille, c'est peut-être la politique. Sous l'influence de Louis Veuillot, puis d'Armand Fresneau, catholique breton qui deviendra son gendre, elle fait campagne avec les ultramontains. C'est seulement plus tard, quand la jeunesse aura fui, quand les soucis que lui ont causés les incartades d'un mari volage seront oubliés, quand les incursions dans la politique seront apaisées, que brusquement toute une enfance refoulée semble lui monter au cerveau. Aux *Nouettes*, entourée de ses petits-enfants, dont les prénoms immortels passeront à la postérité, Mme de Ségur ne pense plus qu'à eux, ne vit plus que pour eux. Elle aussi se plaît à conter pour le seul plaisir de voir autour d'elle de petites frimousses attentives et fascinées. Elle conte sans se lasser des histoires pleines d'aventures, mais ce ne sont pas des aventures fantastiques, ce sont des choses qui arrivent tous les jours dans le décor bien réel que tous connaissent. Elle conte en une langue précise et nette. « On parle enfant comme on parle français », dit-elle souvent. Et voici que sur le conseil de Veuillot elle se met à écrire. Elle fera ses débuts dans la littérature enfantine à cinquante-huit ans et pendant douze années, jusqu'à ce que la plume tombe de ses mains séniles, elle produira une vingtaine d'inoubliables volumes dont le succès fut immédiat.

De ces livres écrits d'un trait, sans hésitations, sans ratures, à mesure que l'éditeur Hachette les commande, s'échappent d'étonnants personnages. Tout un monde, non pas chimérique et rêveur, mais un monde bien réel, vu par des yeux d'enfants. « Sophie » n'est pas une blonde Alice idéalisée mais une vraie petite fille insupportable et méchante autour de laquelle s'anime un redoutable univers plein de bourreaux et de victimes, de parents terribles et de lamentables innocents persécutés. L'enfant est peint au naturel et toute la comédie humaine est mise à sa portée. Cela n'est ni beau, ni moral, ni encourageant, cela est seulement vrai. Aucun écrivain pour enfant, quels que soient

son charme, son talent, sa poésie n'avait su, ou osé prendre ce point de vue. Il fallait, pour réaliser ce tour de force, voir et penser comme un enfant tout en écrivant comme un adulte. C'était le cas singulier de Lewis Caroll qui ne pouvait se délivrer de son enfance ; cela sera le cas plus singulier encore de cette vieille dame russe égarée dans notre douce France. Une sorte de cruauté inconsciente se manifeste presque à chaque page et fait réapparaître cet « ours russe » dont parlait ma grand-mère. Dans les volumes les plus célèbres, *les Malheurs de Sophie, le Bon petit Diable, les Mémoires d'un âne, le Général Dourakine,* il y a des scènes atroces qu'on voudrait supprimer au nom de la plus élémentaire morale pédagogique et que cependant nul ne regrette d'avoir lues. La comtesse de Ségur gardera toujours l'obsession du knout et du servage et la vision de certaines scènes toutes médiévales qui frappèrent son esprit. Son œuvre est la libération tardive d'un subconscient imprégné de terribles souvenirs.

On a prononcé le grand mot de sadisme, et je connais des parents, des éducateurs, qui écartent résolument « Sophie » du programme des lectures enfantines. Mais en vain. Les éditions se succèdent et rien n'arrêtera le pouvoir fascinateur de Sophie sur l'imagination des petits Français.

Lewis Caroll resté enfant exprime son inconsolable regret de sortir de la puérilité. C'est au contraire une sorte de vengeance contre sa propre enfance qui remplira l'œuvre de la comtesse de Ségur ! Toute une partie d'elle-même, refoulée, comprimée par les méthodes féroces de l'éducation russe, puis par les convenances et les politesses du faubourg Saint-Germain, remonte à la surface, éclate, rompt les barrages et se répand à flots dans l'œuvre géniale qui est enfin libérée. Pour juger ses contemporains, les vices, les vertus, les ridicules de cette société française où elle vit, elle retrouvera toute la fougue bouillonnante de son sang tartare et l'implacable logique de ses yeux d'enfant. C'est Sophie Rostopchine ressuscitée qui voit et qui parle, c'est la comtesse de Ségur qui docilement écrit. Mais comme Lewis Caroll, elle hésitera longtemps avant de laisser imprimer, tant ces pages de sa fine écriture régulière et ordonnée de grande dame lui paraissent peu conformes à sa turbulente vision intérieure.

Voilà donc Alice et Sophie descendues sur terre et chacune

à sa façon va conquérir le monde. Peut-on, bien que tout les oppose, imaginer leur rencontre dans quelque prairie bienheureuse ? Que ce soit dans une grasse vallée normande ou sur les bords de l'Isis, peu importe. Elles ont même âge et même taille. L'une est blonde et l'autre est très brune. L'une a des boucles à l'anglaise bien lisses qui encadrent l'ovale de son joli visage, l'autre est mal peignée et un petit nez provocant s'empêtre dans ses cheveux en broussaille. Toutes deux portent de vastes crinolines en organdi bien serrées à la taille par une large ceinture et de petits pantalons bordés de volants de dentelles. Mais l'une est toujours correcte, et fait bien attention même en parcourant les galeries souterraines du terrier à lapins que les plis de sa robe ne se froissent pas et que la ceinture soit bien droite comme si elle devait rencontrer la Reine et lui faire une révérence. L'autre est pleine de trous, de taches et d'égratignures et semble prête à se battre avec la nature entière. Bien qu'elles soient l'une près de l'autre et se donnent peut-être la main, leurs petites têtes sont remplies d'images bien différentes.

L'une vit en rêve au milieu d'une sarabande d'êtres fantastiques dont elle ne s'étonne point. Ils lui sont familiers, sortent tous de cette *nursery* qui est leur domaine, terre interdite à la raison et où cependant tout se passe de la façon la plus raisonnable, lorsqu'on admet une fois pour toutes que la raison n'existe pas. Toutes les règles de la politesse et du savoir-vivre sont maintenues entre des êtres qu'aucune loi ne régente. La logique de l'absurde est la seule reconnue. Alice subit très passivement les discours philosophiques du chat, de la chenille, du hibou et de la tortue. Elle mêle de grotesques petites ritournelles à des remarques pertinentes sur la relativité du temps et de l'espace et montre le plus parfait respect de l'autorité, même quand celle-ci est exercée par une odieuse Reine de cœur ou un jury composé de pingouins. Rester maîtresse de soi, ne s'étonner de rien, conserver son maintien et sa dignité au milieu des situations les plus ineptes, telle sera toujours l'attitude d'Alice dans un monde à l'envers.

Sophie, au contraire, ouvre des yeux pétillants de malice sur la vérité toute nue. Elle voit tout, remarque tout, se moque de tout. Les bourgeois, les aristocrates, les paysans qui s'agitent autour d'elle sont des Français du Second Empire, des Français

de toujours : M. Tocambel, Mme Fichini, Mme Bombec, Mme de Fleurville, Moutier, Gaspard, pauvre Blaise, Gribouille et tant d'autres, car ils sont légion de tout âge et de toutes classes, sont des types pris sur le vif, photographiés par sa petite cervelle. Elle souligne leurs ridicules, devine leurs vices et fait assez peu de cas de leurs vertus. Les étrangers qui traversent son horizon : Dourakine, la mère Mac-Miche, M. Georgey, Paolo, Froelicheim, Russes, Anglais, Italiens, Allemands, sont vus avec encore moins de bienveillance. Sophie, en vraie petite Française, est xénophobe et ne sait pas la géographie. Les animaux ne seront pas mieux traités que les humains. Sauf le légendaire Cadichon qui a l'honneur de vivre au château et d'observer lui aussi le monde à sa mesure, les autres pauvres bêtes ne sont guère que des victimes. Sophie n'est pas vraiment cruelle mais pourtant elle découpe les poissons rouges, arrache les ailes de l'abeille, jette la tortue dans la mare, enferme l'écureuil et laisse dévorer le poulet par le vautour et le bouvreuil par le chat. Alors qu'au pays des Merveilles les animaux sont rois, au pays de Sophie ils ont tous une fin tragique qui ne pourrait qu'horrifier Alice. Comment Alice va-t-elle supporter le récit de pareils drames, elle qui hésite à faire de la peine à une huître et demande humblement pardon à la souris de l'avoir offensée ? C'est peut-être dans le chapitre des bêtes qu'apparaît le mieux l'abîme par lequel les deux mondes sont séparés.

Alice et Sophie regardent « à travers le Miroir » deux aspects de la vérité. L'un n'est que fantaisie, l'autre est exagérément réaliste. Alice, si aimée des Anglo-Saxons, ne sera guère comprise en pays latin. Sophie, devenue la « grand-mère de tous les petits Français », ne se plaît guère en Angleterre...

Petites filles ! Petites filles ! avant de quitter les prairies bienheureuses pour vous en aller courir le monde, souvenez-vous que tout, même la vérité, peut être illusion, comme dit Lewis Caroll à la fin de son poème :

« La vie, qu'est-ce donc, sinon un rêve ? »

COMTESSE JEAN DE PANGE.

LE SOUVENIR DE LUC-ALBERT MOREAU

Toute une année a passé déjà depuis que le peintre-graveur Luc-Albert Moreau a cessé de vivre. Mais tout n'est pas mort avec lui et la Bibliothèque Nationale commémore magnifiquement son souvenir dans une exposition de son œuvre de lithographie. Il faut espérer qu'une rétrospective de son œuvre de peinture ne se fera pas trop longtemps attendre. Je l'ai connu dans ses trois logis successifs de la rue du Cherche-Midi, de la rue Cortambert et de la villa des Ternes. Est-ce effet de l'instinct ou d'une volonté réfléchie ? Le choix semble avoir été guidé chaque fois par une des inclinations particulières de son génie. Son premier appartement en enfilade, occupé, comme il disait, *chez Saint-Simon*, dans l'aile restée debout d'un vieil hôtel où l'auteur des fameux *Mémoires* aurait, paraît-il, habité, révélait assez bien le sens d'une tradition toute française d'élégance et de goût. Au sens de ce que Baudelaire a appelé *la modernité*, paraît avoir répondu ensuite la singularité de cet autre atelier, d'où l'on accédait à la chambre à coucher par une échelle de navire, et que complétait une petite pièce à lumière d'aquarium, réservée à ses travaux de gravure, après avoir servi de bar à un locataire précédent. Le simple amour enfin de la poésie, celle du ciel et des jardins, des chants d'oiseaux et des ombrages, peut fort bien avoir inspiré plus tard l'acquisition du charmant pavillon vitré de la villa des Ternes, isolé comme dans une solitude de parc au milieu de la vie bruyante de Paris. Toute son œuvre de peintre et de lithographe reflète en effet ces trois côtés divers de son caractère, aristocratie native des manières

et de l'esprit, curiosité toujours en éveil pour la vie de son temps, sentiment de la poésie doublé d'un goût pour la lecture des poètes, que nul artiste de ma connaissance n'a jamais poussé aussi loin.

Il faut y joindre, mais pour partie de l'œuvre seulement, certaine hantise de la guerre, rapportée de quatre ans de présence sur les champs de bataille, et qui, ranimée par les tristesses de la défaite et les horreurs de l'occupation, l'a poursuivi jusqu'à la minute de sa mort. Elle nous a valu sous sa main une expression infiniment pathétique de cette atroce misère des hommes, et la révélation d'une tendresse de cœur, qui fut la meilleure part de lui-même : désintéressement, générosité, inaptitude à haïr ou à envier, et le souci constant, toute sa vie, d'assurer une place de choix à l'amitié.

Les anciens avaient fait une déesse de cette compagne charmante de notre existence, à qui nous devons nos plaisirs les plus purs et nos biens les moins périssables. Jean Goujon l'a symbolisée en son temps sous les traits d'une adorable jeune fille, tenant des colombes dans sa main. Luc-Albert Moreau, dans son pavillon des Ternes, lui avait consacré une sorte de sanctuaire.

On y voit un petit cabinet à vitrage spécialement réservé à son culte. Et d'abord à ce groupe de six peintres dont il faisait partie, en compagnie de qui il avait jadis exposé, et qui comptait avec lui Segonzac, Boussingault, La Fresnaye, Dufresne et André Mare. Il n'en survit plus désormais que Segonzac. Une œuvre de chacun d'eux, aquarelle, dessin ou gravure, signée et datée, avec dédicace à Moreau, occupe, autour d'une œuvre à lui propre, tout un côté de ce cabinet. Face à cet ensemble, un des portraits au crayon qu'il a exécutés de Ravel, de qui sa femme et lui furent les amis très chers, Hélène Jourdan-Morhange surtout, que son grand talent de violoniste avait liée au musicien, et qui connut l'honneur d'être par lui consultée sur des questions d'exécution et de technique instrumentales, à propos de la belle *Sonate de piano et violon* qu'il lui dédia. Dans le livre excellent qu'elle a consacré à son souvenir sous le titre *Ravel et nous* (1), Luc-Albert Moreau tint à apporter sa part d'hommage, sous forme d'illustrations reproduisant des peintures, des dessins et des lithographies de sa main. Et Colette, amie à eux trois

(1) Genève, Milieu du Monde, 1940.

très chère, présenta l'ouvrage dans une préface qui achève d'en faire un livre exquis. Elle avait droit à une place dans ce petit temple de l'amitié : c'est une photographie d'elle, affectueusement dédicacée, qui l'y occupe.

Jugés sans doute inséparables les uns des autres, ceux des poètes anciens ou modernes, vivants ou morts, à qui Moreau avait voué le plus d'amour, étaient honorés à part, dans une étroite chambre en retrait, et sur un rayonnage à portée du divan où il couchait. Il les avait là sous la main, et plus commodément que dans sa bibliothèque, quand il voulait s'isoler pour lire. Tous ceux qu'il avait connus et qui lui étaient chers s'y trouvaient en exemplaires originaux et dédicacés, reliés avec amour, truffés, comme il sied, d'autographes : Apollinaire, Léon-Paul Fargue, Carco, Muselli, Chabaneix, Roger Allard, moi-même et d'autres encore, voisinant avec Valéry et Mallarmé, Verlaine et Rimbaud, Baudelaire et Nerval. Je dois surtout à ma qualité de poète d'avoir gagné du premier coup son amitié, lorsque je fus introduit chez lui en 1925 ; et mon autre qualité d'habitant de Madagascar avait ajouté à l'attrait, en lui rappelant certain projet d'installation dans la Grande Ile qu'il avait formé en sa première jeunesse. Il avait même suivi les cours de l'École des langues orientales et en avait rapporté un diplôme de breveté de malgache.

***

La mort l'a surpris au moment juste où il achevait d'organiser à grands frais, villa des Ternes, une installation conforme à son goût. Il s'était rendu à une réunion d'amis, où l'on fêtait le graveur Frelaut, nouvellement décoré. La guerre l'avait tenu séparé de lui ; il savait seulement qu'il y avait perdu deux fils. Il va à lui plein de cette pensée, et au moment où il s'apprête à l'entourer de ses bras, la phrase commencée s'arrête sur ses lèvres, on le voit s'effondrer d'un seul coup sur le parquet. La joie fait place à la désolation : Luc-Albert Moreau a cessé de vivre. Il est mort dans l'accomplissement d'un geste d'amitié. Est-il manière plus belle de quitter ce monde ? C'est la suprême image de lui-même qu'il a léguée à ses amis.

La dernière qu'il m'a laissée, antérieure d'un mois à peine, est d'un ordre plus conforme au cours ordinaire des choses. J'étais allé, sur son invitation, passer une journée entière chez lui. Il voulait m'entretenir d'un désir que je lui connaissais déjà,

et qui tendait à me charger d'écrire un petit ouvrage sur son art et sur lui. « Les poètes, me dit-il, ont une manière à eux de parler des peintres, et qui me plaît. J'aimerais, et j'y tiendrais même, qu'un poète comme vous parlât de moi ».

Je connaissais l'artiste par son œuvre, et l'homme assez bien aussi par ce qu'il lui plaisait ordinairement d'en laisser paraître à l'extérieur de lui-même, une sorte de joie souriante que sa présence apportait partout, le raffinement d'une culture qui faisait le prix de son entretien, une curiosité toujours en éveil pour tout ce qui touchait à la vie de son temps, un esprit d'amusante raillerie qui, vis-à-vis de lui, se tournait comme en ironie envers soi-même, un sens de la vanité des choses marqué par une sorte de détachement ou de doute qui allait parfois jusqu'à la conclusion : à quoi bon ? Lui parlant un jour des charmes du quai et de la crainte que m'inspiraient certains aménagements projetés à la suite de l'élargissement du pont des Saints-Pères, il me répondit simplement : « Que vous importe ce qui risque de n'être plus, puisque nous, du moins, nous l'aurons vu ? » A un admirateur qui avait acquis un de ses tableaux et qui le lui montrait en bonne place, il se borna à dire : « J'aurais dû faire mieux » Et c'était en toute franchise, sans nulle fausse modestie.

Ce doute manifesté de soi-même, cette façon d'hésiter à se juger à sa valeur vraie provenaient d'une discrétion à se mettre en avant qui est la pudeur des grands artistes, d'un respect de soi, aussi, et d'un sentiment de la dignité personnelle que possèdent en privilège les gens d'honneur. Il a toujours placé le sien au-dessus de toute autre chose, incapable de flatterie ou de bassesse pour arriver à la réputation ou à la fortune, et se comportant en toute occasion avec cette simplicité amicale dont Mac Orlan écrivait naguère (1) à propos de lui, « qu'elle réchauffait le visiteur encore hésitant devant la porte ouverte ». Tel apparaissait Luc-Albert Moreau.

Il y avait, sous cette manière de se montrer, un grand fonds de tendresse. Ses amis ne s'y trompaient pas et savaient aisément reconnaître dans sa parole l'accent qui venait du cœur. Je constatai moi-même, après cinq ans de séparation, une tendance marquée à se découvrir plus entièrement, un besoin moins contenu de s'épancher librement, de s'abandonner aux confidences.

(1) *Les Lettres Françaises*, 13 mai 1948.

L'état de sa santé l'inquiétait, le cœur ne fonctionnait plus très normalement, et sur une sorte de panorama de sa vie, rédigé à mon intention, le mot *Hôpital*, face à la date de 1948, était marqué d'une croix. Il en sortait effectivement et m'en parla au cours de cette journée qui fut pour moi la dernière passée en sa compagnie. Il me fit part aussi du souci que lui causait sa vue, de la cataracte qui le menaçait, de l'opération où il faudrait recourir. Il souffrait de ses vieilles blessures de guerre, du douloureux rhumatisme qu'elles avaient réveillé, du repos forcé qui l'alourdissait. Il ne marchait plus dans la maison qu'en s'appuyant sur une canne à bout de caoutchouc. Tout cela, sans aucune plainte, sans rien abdiquer de sa grâce souriante, ni de ce feu de l'esprit qui étincelait toujours dans son regard. Il semblait trouver un soulagement à laisser parler son cœur. Je crois avoir eu, ce jour-là, sa révélation tout entière.

Je ne suis pas le seul dans ce cas. Il me fit lire une lettre toute récente de Colette à sa femme, dans laquelle j'ai noté et retenu ceci : « Nous aimons de plus en plus cette sorte de lyrisme qui possède Luc et qu'il a l'amitié de ne pas nous cacher. Il est un de ceux qui pourraient ne pas peindre, ne pas graver, ne rien produire sans cesser d'être un grand artiste. Un de ceux ? En connais-je un autre ? Je ne sais pas. » On ne saurait mieux résumer son caractère.

Il s'est peut-être trop complu à entourer ses travaux d'une espèce de mystère. Il en a toujours eu le goût, et Apollinaire, de très bonne heure, l'avait appelé, dans la dédicace d'un de ses livres, « le peintre de la poésie mystérieuse ». N'obtenait pas qui voulait la faveur de se faire montrer ses toiles et ses dessins. Je suis de ceux à qui il l'accordait volontiers, et je ne cesse de regretter qu'il ait laissé passer plus de vingt ans sans prendre aucune peine d'exposer sa peinture. La juste célébrité qu'il a acquise comme lithographe, — et il est compté dans cet art-là au premier rang — a fait passer au second plan les mérites de son pinceau. Certains vont jusqu'à ne considérer que son œuvre de dessinateur, et de graveur, comme si l'art parfait qu'il possédait de s'exprimer par le moyen magique du blanc et du noir pouvait exclure celui de réaliser aussi bien l'heureuse association des couleurs, qui est le procédé de la peinture. Il s'est produit jadis chose analogue pour Daumier, On en est revenu pourtant, et on en reviendra aussi pour Luc-Albert Moreau.

Je pus admirer ce jour-là ses derniers portraits et natures mortes, ses esquisses inspirées des événements de l'occupation, et les illustrations destinées au *Music-hall* de Léon-Paul Fargue, dont il ne restait plus qu'à terminer la dernière planche. Il ne me laissa repartir qu'à une heure très avancée de la veillée, après m'avoir mis comme de force sous le bras un magnifique exemplaire de son *Gérard de Nerval.*

***

Je suis revenu dans l'atelier à trois fenêtres du second étage, demeuré tel qu'il le laissa, dans l'apparent désordre du travail et la dernière pipe oubliée sur le coin d'une table, quand il en descendit pour n'y jamais plus retourner. Je l'y revois auprès d'un feu de bois, m'y faisant face, bourrant sa pipe, se levant précipitamment par instants, la canne en main, pour aller fureter dans la chambre d'à côté, revenant porteur d'un carton d'estampes, d'un livre, d'un article de journal dont on venait de parler, et reprenant la conversation sur un tour nouveau pour un exposé d'opinion ou de méthode, une explication à fournir, un commentaire suggéré, une confidence nouvelle. Il nous a fui lui aussi, selon l'expression de Verlaine, « comme fuit le soleil sous la mer » ; et non pas comme pour Villiers, avec les lenteurs majestueuses de nos couchants empourprés, mais dans le brusque passage, sans crépuscule, du jour à la nuit, que marque, sous le Tropique, l'éclat fugace du rayon vert. Belle manière de s'abîmer dans la gloire, sans rien d'une destinée qui eut pour terme le suicide chez un Nerval, la déchéance de la misère chez un Verlaine, la paralysie des facultés maîtresses chez un Baudelaire ou un Ravel, cet ami qui lui fut si cher. Il n'en était qu'au premier stade de la vieillesse, ne connaissant des maux qu'elle apporte que la menace, et résigné, semblait-il, à s'en accommoder, s'il le fallait, comme il arrive à l'ordinaire pour l'inéluctable. Ce n'était ni par fatalisme d'ailleurs, ni par indifférence, mais par le seul effet d'une sagesse à fruit amer, puisée dans la connaissance de la vie, ou simplement dans la morale à tirer d'une lutte éternelle, chez l'homme, entre la volonté et le destin. Et la lecture assidue de Shakespeare, dont il fut toujours passionné, l'y avait peut-être préparé.

PIERRE CAMO.

LE MUSÉE DE L'ILE-DE-FRANCE

S'INSTALLE CHEZ LA DUCHESSE DU MAINE

Ce n'est pas sans un serrement de cœur que l'on écrit ce titre. L'Ile-de-France est donc à ce point dévastée qu'il faille réunir en un musée tout ce qui peut rappeler les fastes et plus simplement la vie quotidienne de tous les domaines royaux qui, jadis, jalonnaient cette province, délicieuse entre toutes, de ces parcs et de ces jardins taillés dans les forêts de Chantilly, Saint-Germain, Marly, dans les bois de Ville-d'Avray, Saint-Cloud, Chaville, Meudon, Clamart ?

Hélas ! quand on a fait un tour d'horizon, ainsi que nous le proposait récemment M. Alfred Marie (1), on acquiert rapidement la conviction qu'une page d'histoire est tournée, et les plus belles images, les plans les plus détaillés ne peuvent rien contre la tristesse qui nous envahit. Ce ne sont que ruines, cendres, çà et là quelques vestiges mutilés, quelques pans de murs qui augmentent encore nos regrets. Si l'on excepte les grands châteaux comme Versailles ou Fontainebleau, le compte est sitôt fait.

Pourtant, M. Héron de Villefosse, qui porte aux vieilles pierres le même amour que nous, a eu raison : l'historien a pris le pas sur le poète et le diligent conservateur a mis tout en œuvre pour recréer la physionomie champêtre de ces villages, retrouver l'ordonnance de ces allées dessinées par Le Nôtre, ressusciter sous nos yeux ces façades de Le Vau et de Hardouin-Mansart. Sans doute y fut-il quelque peu aidé par le cadre du château de Sceaux, choisi pour abriter son musée.

(1) A. Marie : *Jardin français classiques des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles.*

Tout y rappelle Versailles, depuis le grand canal jusqu'aux terrasses, aux tapis de verdure et aux boulingrins. Et si l'élégant palais, que les fastes de Colbert, puis du marquis de Seignelay, plus tard la petite cour de la duchesse du Maine, rendirent à jamais célèbre, a fait place à un bâtiment Napoléon III, du moins nous reste-t-il l'Orangerie et le charmant pavillon de l'Aurore qu'une baguette de fée semble avoir tout exprès transporté depuis Trianon. Il faut lire dans le *Mercure* l'histoire de Sceaux, rapportée au jour le jour : c'est là que nous trouvons le récit émerveillé des fêtes données en l'honneur du Roi, en 1685, et où Seignelay, à l'instar de Fouquet, a dépensé sans compter avec l'intention d'éclipser Versailles. C'est au cours de cette visite prolongée tard avant dans la nuit, après que les régates sur l'octogone ont pris fin, que les cascades ont cessé de murmurer, que les musiciens cachés dans les bosquets se sont tus, que Louis XIV entend l'*Idylle de Sceaux*, composée par Racine et Lulli.

Seignelay dilapide sa fortune comme il dissipe sa vie. Mais avant lui, son père n'a rien négligé pour embellir son domaine : l'architecte Perrault, mandé à Versailles, a transformé dans le goût de l'époque le château construit par Louis Pothier de Gesvres, duc de Tresmes. Le surintendant des finances, hanté par le souvenir de Vaux, s'environne de luxe : tapisseries et toiles de maîtres, tentures, meubles et objets d'art enrichissent les salons décorés par les meilleurs artistes du temps. Le Brun, protégé de Colbert, s'y dépense.

On reconnaît la main de Le Nôtre dans la parfaite ordonnance des jardins : allées taillées, tapis verts, nobles perspectives qui s'étendent jusqu'aux collines du Plessis-Robinson ou du Petit-Clamart qui ferment l'horizon. Mais ici, comme à Versailles, il a fallu creuser, aménager les pentes et les terrasses, faire venir l'eau, assainir les marécages. Quatre années ont suffi pour ce gigantesque travail qui force notre admiration. Peu après, Le Nôtre va parfaire son œuvre par la construction du grand canal, long de deux kilomètres, et dont les rives sont jalonnées de peupliers aux élégants fuseaux.

Où trouver plus heureux sîte pour retracer l'histoire de ce qui fut la prévôté et vicomté de Paris ? M. Héron de Villefosse s'est montré sage en se limitant à ce rayonnement qui n'excède pas trente kilomètres : la matière était suffisante ; point n'était

besoin de pousser au delà et d'inventorier les grandes demeures qui subsistent et abritent leur propre musée. Pour cette même raison, M. Héron de Villefosse a laissé de côté Versailles. Mais voyons plutôt ce qu'il nous présente.

A l'entrée de l'escalier, nous sommes accueillis par Colbert et par Le Nôtre : deux bustes qui avaient beaucoup souffert, encore qu'il n'y paraisse plus. La première salle comprend la région de Saint Maur-Charenton et Grevenbrœk nous rappelle que Lenormand d'Étioles, marquis de Pompadour, avait par ici son château. Une gouache de Daman Demartrais nous montre la Seine à Charenton, aux environs de 1820. Inutile d'ajouter combien le paysage s'est transformé depuis. Un joli crayon nous jette en plein romantisme : nous sommes à Essonnes, en 1846, devant la maison de Bernardin de Saint-Pierre... Plus loin, Draveil, Juvisy, sur la rive droite ; Vaux-le-Vicomte, par Silvestre.

Prenant une autre route, nous filons sur Meudon et sur Saint-Cloud où nous tombons en pleine fête, sous le second Empire. Le pont nous sépare du château et de la lanterne, tandis qu'au premier plan nous sommes conviés à la parade qui ne coûte qu'un sou ! Encore Saint-Cloud, au cours de la visite du roi de Naples en 1830. Ailleurs une chasse à courre se poursuit dans les bois de Meudon.

Voici Ville-d'Avray, Noisy-le-Roi, où Mme de Maintenon installe sa première maison avant de fonder Saint-Cyr, qu'on voit plus loin ; Montfort-l'Amaury et le château Saint-Hubert dont il ne reste que l'étang. Poussons jusqu'à l'abbaye de Port-Royal et reportons-nous au XVII^e^ siècle : son livre à la main une religieuse assise guette notre venue, mais nous n'oserions affirmer qu'il s'agit de la Mère Angélique. Champaigne, qui l'a peinte si souvent, saurait peut-être la reconnaître. Sans insister davantage, admirons plutôt la suite de gravures que Rigaud a consacrée à Meudon, au château vieux et au nouveau. Allons avec Raguenet jusqu'à la butte de Montbauron et inscrivons de plus au martyrologe Bellevue, Chaville, Clagny dont le jardin dessiné par Le Nôtre — qu'on retrouve partout — excitait fort la curiosité de Mme de Sévigné : « Il y a, écrivait-elle, un petit bois d'orangers dans de grandes caisses ; on s'y promène ; ce sont des allées où l'on est à l'ombre et, pour cacher les caisses, il y a des deux côtés des palissades à hauteur d'appui toutes fleuries de

tubéreuses, de roses, de jasmins et d'œillets. C'est assurément la plus belle, la plus surprenante, la plus enchantée nouveauté qui s'y puisse imaginer ; on aime fort ce bois. » Quand nous empruntons l'actuel boulevard de la Reine, tracé en 1773 sur l'axe du château démoli, lequel d'entre nous se souvient de l'émerveillement de la spirituelle marquise, lequel évoque encore le souvenir de la Montespan ?

Rapprochons-nous, s'il vous plaît. Au voisinage même de Sceaux, que de « satellites » dont la trace est à jamais perdue : Arcueil, dont l'aqueduc fut élevé par Salomon de Brosse ; Antony, charmante illustration des bergeries de Florian, — aujourd'hui triste banlieue ; Bourg-la-Reine, qui garde un brin de coquetterie ; Bicêtre et le château du duc de Berry — qui se voit dans *les Très riches Heures* — abattu lors de la construction de l'hospice ; Choisy, évoqué par une estampe sur étain ; Fresnes dont on ne prononce plus le nom qu'à voix basse ; Villeneuve-le-Roi, Marcoussis... On pourrait allonger la liste funèbre. Par quel miracle Berni, ancienne résidence d'été des abbés de Saint-Germain-des-Prés, a-t-il échappé ?

Ne nous perdons pas en regrets, résignons-nous à ne jamais connaître ici « la douceur de vivre » ; courons plutôt jusqu'à Neuilly où nous arrivons pour assister au décintrement du nouveau pont qui a remplacé l'ancien pont de bois construit sous Henri IV, après un fâcheux passage en bac en compagnie de la Reine qui fut mouillée fort avant...

Une foule énorme assiste à la cérémonie ; d'aucuns ont même dressé leurs tentes. Un régiment est aligné tout au long du parapet pour en éprouver la solidité. Hubert Robert s'est départi pour une fois de ses lavandières au pied des ruines pour fixer cette image et cette date.

Bagatelle, Malmaison, Madrid se remémorent les beaux jours enfuis. Le Mont Valérien, dont sont retracées les étapes du fameux calvaire, a pris place dans l'Histoire et nous savons que l'on projette d'y ériger un mausolée. Dans les collections du musée Carnavalet, M. Héron de Villefosse, a prélevé de nombreuses gravures de Pérelle, où est évoqué Saint-Germain dans toute sa splendeur. Voici encore Marly, le Trou d'Enfer, où nous voyons se dérouler la revue de la Maison du Roi, la Machine hydraulique, objet de tant de curiosité quand elle fut construite ; une délicieuse aquarelle représentant Bougival en 1820 : autant

de paysages parfumés qui attireront cinquante-cinq ans plus tard la palette des « impressionnistes ».

Oudry voisine avec Tardieu et je ne sais plus lequel a peint l'abbaye royale de Poissy. Maintenant nous pénétrons dans un petit salon d'angle qui évoque les jours glorieux de Sceaux et où nous retrouvons Colbert et Seignelay, Claude Perrault, le duc du Maine qui a droit à son portrait, tandis que la reine de Sceaux ne figure que par une gravure coloriée. J'en veux quelque peu à mon vieil ami René Héron de Villefosse de s'être trop facilement laissé convaincre par la Palatine, laquelle avait la dent dure et n'épargnait personne. C'est elle qui nous peint la duchesse du Maine « pas plus grande qu'une enfant de dix ans... Elle a de vilaines dents mal rangées. Elle n'est pas très grosse (était-ce un défaut?), elle met horriblement de rouge ; elle a de jolis yeux, elle est blanche et blonde... Quand elle ferme la bouche, elle n'est pas laide ». Ne nous laissons pas prendre à la médisance et admirons plutôt que la petite-fille du grand Condé ait su attirer à sa petite cour tous les beaux esprits du temps et les y garder.

Tous lui demeureront fidèles, durant l'exil où l'ont contrainte une année durant son imprudence et sa légèreté (elle s'est laissée compromettre, elle et son mari, dans la conspiration de Cellamare) ; ils accourent dès son retour : Fontenelle et le président Hénault, le vieux marquis de Saint-Aulaire, toujours galant, et le jeune Voltaire qui, l'âge des plaisirs passé et craignant de retourner à la Bastille, reviendra chercher asile auprès de sa protectrice, maintenant septuagénaire, mais dont le cœur n'a point vieilli. *Zadig* fut écrit durant cette retraite.

Est-ce pour le plaisir de ce méchant ouvrage que M. Héron de Villefosse a pardonné à Voltaire ? Il préside aujourd'hui de profil le petit salon où sont réunis les dessins originaux de Le Brun pour la décoration du château, où les *Divertissements de Sceaux* voisinent avec le *Journal des Pêches de S. A. S. Monseigneur le comte d'Eu*, encadrés par de vieilles céramiques du temps de la manufacture. Nous plaidons l'indulgence à l'égard de la maîtresse de maison dont le nom reste attaché à cette terre, à ce gracieux pavillon de l'Aurore, réveillé chaque année durant les nuits de juin, au son des violons.

Sûrs d'être entendus, courons maintenant jusqu'à Saint-Denis, où, le 18 janvier 1817, François-Joseph Heim a peint le transfert des ossements des Rois dans les caveaux de la basilique ;

courons à Pontoise, à Bezons, à Mortefontaine où nous aurons une pensée pour le pauvre Gérard de Nerval. Revenons par Le Raincy et Nogent où mourut le peintre des Fêtes galantes. Faisons halte à Vincennes avant de nous aller reposer à Romainville où notre cicerone nous laisse, dans la compagnie du joyeux Paul de Kock et de sa famille.

Tels sont brièvement résumés les itinéraires successifs que nous propose l'aimable conservateur qui a assuré la lourde charge de les grouper en quelque vingt mois. Nous attendons qu'à ces évocations il adjoigne meubles et précieux objets d'art. On n'osera plus parler alors de musée — terme qui garde toujours quelque chose de figé. Mais on dira : la descendante des Condé a rassemblé dans ses salons tout ce qui peut évoquer les grâces de l'Ile-de-France. Et son portrait en pied nous en fera les honneurs.

HENRY HUGAULT.

POÈMES

POUR UNE DAME QUI PREND L'AVION

Décembre...

Je vous donne ces vers, afin qu'ils vous protègent
Dans le ciel périlleux et les plus hautes neiges.
Le présage en est sûr comme un vol de vautour :
La rime nous promet le fidèle retour.

Revenez des pays où le soleil s'abîme.
Nous payons aux lointains une trop lourde dîme.
La chaleur est ici dans un cœur dévorant.
Que son souffle vous suive et soit maître du vent.

Prenez mes vers sur vous, contre la nuit tenace,
Contre l'orage obscur, le vide et sa menace.
Qu'ils soient le doux pavot, le brûlant tournesol,
La rose avec le lys et l'herbe au ras du sol.

SONNET DES ABEILLES

La mort n'est pas immobile saison
Et si l'ombre aimante à ses pieds se couche
Elle ne veut de commune maison.
Les vers sont déçus et triste est la mouche.

Où va son aile au delà de raison ?
En vain l'on jette un masque sur sa bouche
Sa voix toujours crie au loin : Trahison !
Et l'homme écoute avec un regard louche.

Silence !... Le héros monte à l'appel.
C'est longue fête aux arènes du ciel.
Que cherches-tu, les prunelles fuyantes ?

Vois, il n'est plus rien que poussière d'or,
Armure vide auprès d'un gant qui dort,
Et sur un casque, abeilles tournoyantes.

ENDYMION
OU
LA POURSUITE DE DIANE

Ne te hâte... L'aurore est une douce feinte.
Entre l'aulne qui ploie et le saule écarté,
Elle passe et son pied ne laisse pas d'empreinte.
Tu viens, tu cours, et n'entrevois que la clarté.

Diane !... Diane !... Ah ! la fuyante Diane !...
Le cri répercuté descend sur le rocher.
La ronce et le chardon, l'épine et la liane :
Un maléfice tient qui la veut approcher.

Tu poursuis qui poursuit, dans une chasse aride.
Cruauté de midi, du couchant, et du vide
Quand nul feu, nul rayon ne peut te secourir.

Oh ! que ton front soit pur pour qu'il devienne l'urne
Où le Jour replié s'enroule pour mourir.
Sois le berger qui dort sous le baiser nocturne.

J. L. LE MARÒIS.

LES LIVRES D'HISTOIRE

AUTOUR DE 1848

Le 21 avril 1848, Proudhon disait à Darimon : « Si cette révolution trompe les espérances du peuple, la France est vouée à la guerre civile pour bien longtemps, un siècle peut-être. » La révolution de 1848 a trompé les espérances du peuple et celles de la nation tout entière. Nous avons commémoré son centenaire au lendemain d'une autre révolution qui, pas plus que sa lointaine devancière, ne nous a garanti un avenir social heureux et pacifique. Entre temps, la déchirure sanglante de la Commune avait rappelé à nos parents et à nos grands-parents que l'ordre imposé par la seule force matérielle ne peut que céler plus ou moins longtemps la permanence d'un désordre profond. Ainsi s'est vérifié par une guerre civile intermittente le dur pronostic de Proudhon.

Comment, dans ces conditions, attendre des historiens qu'ils se placent au-dessus d'une mêlée qui n'a jamais cessé ? Il est normal qu'en mettant en cause la structure même de la société, la Révolution de 1848 ait donné naissance aux interprétations diamétralement opposées des conservateurs et des révolutionnaires. Pour les conservateurs, elle fut, aux mains de rêveurs délirants, une explosion de billevesées romantiques ; puisque tout était mis en cause, les entrepreneurs de démolitions et les éléments malsains qui pullulent dans les bas-fonds de la société s'en donnèrent à cœur joie ; ainsi déchaînèrent-ils fatalement la répression rigoureuse que l'anarchie entraîne toujours derrière elle.

L'explication a le mérite de la simplicité. Les marxistes,

eux, ont développé le thème tracé par Marx lui-même il y a près d'un siècle dans sa brochure intitulée *Les Luttes de classes en France, 1848-50*, qui fut aux dires d'Engels son « premier essai... d'expliquer un fragment d'histoire contemporaine au moyen de son mode de conception matérialiste en partant de la situation économique donnée, tâche singulièrement difficile lorsqu'on écrit si peu de temps après les événements ».

Bien entendu, pour Marx, les causes de la Révolution furent économiques : une mauvaise récolte, la maladie de la pomme de terre, la crise générale du commerce et de l'industrie. Sous la monarchie de Juillet, le pouvoir se trouvait entre les mains d'une bourgeoisie financière qui poussait le gouvernement à augmenter les impôts grâce auxquels il pouvait conclure des opérations avec elle : ainsi souleva-t-il non seulement l'opposition du prolétariat et de la petite bourgeoisie, mais même celle de la bourgeoisie industrielle que sa fiscalité gênait. La révolution triompha aisément, mais elle fut dirigée dès février 1848 par la bourgeoisie républicaine. Pour mater le prolétariat elle le divisa et l'arma contre lui-même par la création de la garde mobile. En attendant d'user de cette force de police pour restaurer une autorité ébranlée, la bourgeoisie commença par rétablir le crédit afin que le système capitaliste pût fonctionner de nouveau. Ainsi le Gouvernement provisoire décida-t-il d'augmenter les impôts de 45 %, faisant coup double, car il détachait de la Révolution les ruraux qui ne lui pardonnèrent pas cet accroissement de charges. Puis vinrent en avril les élections à l'Assemblée constituante au cours desquelles la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et les ruraux se coalisèrent contre le prolétariat. Celui-ci tenta de se révolter au cours de la journée manquée du 15 mai : il y perdit ses chefs. Il ne lui restait plus qu'à se faire écraser : ce fut l'objet des journées de juin.

***

Comme il fallait s'y attendre, l'anniversaire de la Révolution de 1848 a donné le jour à une abondante littérature qui ne révèle, on l'a justement remarqué, aucune œuvre maîtresse comparable au monumental travail publié naguère par M. Bastid sur *Les Doctrines et les institutions politiques de la Seconde République*. En dehors des ouvrages de pure vulgarisation, elle

comprend surtout de rapides et courtes monographies éditées dans la collection du Centenaire de la Révolution de 1848 (1) ou rassemblées en des ouvrages qui étudient l'événement sous ses aspects les plus importants, tels que *1848 révolution créatrice* avec la collaboration de P. Archambault, M. Prélot, F. Henry, P. Delavignette, P. Dourmes, J. Palou, A. Gobert, J.-B. Duroselle (2), et *L'esprit de 1848* avec celle de E. Beau de Loménie, André Bécheyras, A. Dauphin-Meunier, Daniel Halévy, P. Bastid, M. Toesca, Bernard de Vaulx, Pierre Labracherie, Jean de Fabrègues, Pierre Lafue, Jules Gesztesi, L. Constantinesco, Grégoire Grafenco (3).

La plupart de ces études témoignent d'un remarquable effort pour se dégager des partis pris et expliquer les faits avec le maximum d'objectivité. La thèse conservatrice est abandonnée dans sa forme systématique, la thèse marxiste loyalement discutée. Elle est aussi parfois reprise et rajeunie sous tel ou tel de ses aspects, par des auteurs qui ne sont pas d'origine marxiste. C'est le cas, me semble-t-il, de M. Henri Guillemin, catholique de gauche, dans son *Histoire des catholiques français au XIX^e siècle* (4) et surtout dans sa plus récente *Tragédie de quarante-huit* (5). M. Henri Guillemin ne s'intéresse pas à l'appareil scientifique du marxisme. Ce qui le passionne, c'est la lutte des classes et ses responsabilités morales. Il nous décrit une bourgeoisie que la Révolution de Février a jetée dans la panique et à qui tous les moyens sont bons pour rétablir sa domination. Car nous ne croyons pas trahir M. Guillemin en résumant ainsi sa philosophie de la Révolution de 1848 : la bourgeoisie, qui s'est unie au prolétariat pour obtenir un élargissement du droit de suffrage, fraternise avec lui en février parce qu'elle ne peut faire autrement. « Haineuse et tremblante », elle le comble de câlineries tout en avisant « aux procédés les plus sûrs (la ruse d'abord, la force ensuite) pour se délivrer de lui et lui forger cette fois des chaînes qu'elle ne se risquera plus à lui ôter ». Par étapes, elle le conduira à la leçon des journées de Juin comme à un rappel de l' « unique devoir qui est... le sien, de travailler

(1) Presses Universitaires de France.
(2) Bloud et Gay.
(3) Les Cahiers du Sextant, Bader-Dufour. Signalons aussi les savants travaux publiés par la Société d'Histoire moderne sous le titre *Etudes d'Histoire moderne et contemporaine*. Tome II (Hatier) qui trouveront surtout des lecteurs dans un public spécialisé ; et le magnifique album intitulé *1848* et présenté par MM. Bourgin et Max Terrier, qui constitue une véritable histoire de la Révolution par l'image.
(4 et 5) Milieu du Monde.

hors de la vue des honnêtes gens et pour les entretenir selon l'ordre de la nature et les vouloirs de la Providence ». Les possédants, ne trouvant pas en Lamartine un instrument complaisant pour exécuter cette opération, le remplacent par Cavaignac, en attendant Louis-Napoléon Bonaparte.

La chaleur avec laquelle M. Henri Guillemin conduit sa démonstration n'était pas faite pour atténuer la vivacité des réactions qu'elle devait provoquer dans les milieux catholiques, puisqu'il accuse les catholiques bourgeois de l'époque d'avoir réagi comme des bourgeois et non comme des catholiques. M. Guillemin a été l'objet de critiques très dures, parfois acerbes. Mais peut-être est-il assez mal venu à s'en plaindre puisqu'on peut appliquer les mêmes épithètes à ses livres. Ses beaux dons d'écrivain, qui trouveraient, me semble-t-il, des emplois prometteurs dans la critique et le roman, méritent qu'on les salue ; sa bonne foi paraît évidente. On ne peut pas en dire autant de son esprit historique. Il parle des bourgeois de 1848 comme si, vivants dans le même climat que nous, ils auraient dû avoir la même compréhension des problèmes sociaux. C'est oublier qu'en 1848 la structure capitaliste de la société moderne n'était guère discutée que par quelques théoriciens sans audience. Il faut honorer les bourgeois de l'époque qu'une générosité et une perspicacité exceptionnelles ont conduits à des conceptions nouvelles, sans pour cela condamner *a priori* les autres qui n'avaient d'ailleurs pas que des motifs peu avouables pour défendre ce qu'ils estimaient être leurs droits. Nous allons le voir : le matérialisme historique de Marx, l'acharnement d'une classe bourgeoise qui entend ne rien céder de ses privilèges économiques, n'expliquent que partiellement la Révolution de 1848. Ce sont là vêtements sur mesure : ils ne s'adaptent que grossièrement à une réalité très complexe.

***

Le 29 janvier 1848, moins d'un mois avant la chute de Louis-Philippe, Tocqueville s'écriait à la Chambre : « ...Gardez même les hommes si cela vous fait plaisir. Mais, pour Dieu, changez l'esprit du gouvernement, car, je vous le répète, cet esprit-là vous conduit à l'abîme. » Reproduisant dans ses *Souvenirs* des extraits de son discours, il ajoute : « Et maintenant que me voici

en face de moi-même, et que je cherche sérieusement si en effet, j'étais aussi effrayé que j'en avais l'air, je trouve que non. Non, je ne m'attendais pas à une révolution telle que nous l'allions voir. Et qui eût pu s'y attendre ? » Albert de Broglie ne s'exprime pas autrement et parmi les vainqueurs aussi, qu'il s'agisse d'un modéré comme Lamartine ou d'un extrémiste comme Cabet, tous tiennent le même langage : « La Révolution est arrivée comme une bombe ou un éclair. »

C'est qu'elle paraissait bien disproportionnée à sa cause immédiate qui fut la réforme électorale. Comme le rappelle M. Marcel Prélot dans une excellente étude sur *l'Avènement du suffrage universel* (1), les animateurs de la campagne pour l'extension du droit de suffrage n'allèrent guère au delà d'une formule déjà donnée neuf ans plus tôt lors d'une campagne analogue : « Les classes moyennes et l'âge moyen forment le noyau de la démocratie française » ; et si, au début de la session, Louis-Philippe avait chargé Thiers ou Molé de procéder à la réforme dans les termes prévus par l'opposition dynastique — un abaissement du cens électoral et l'adjonction des capacités — il n'y aurait pas eu de révolution. Mais le nombre des gardes nationaux était passé en dix ans de 40.000 à 80.000 et le gouvernement, rassuré par une longue tranquillité, n'avait pas songé qu'il confiait le soin de sa défense à des hommes qui étaient en grand nombre exclus du droit de vote. L'agitation dégénérant en émeute, Guizot envoya des gardes nationaux se battre contre une réforme dont beaucoup d'entre eux devaient être les bénéficiaires. Le régime de Juillet mourut de cette aberration.

C'est avoir une vue bien courte des événements, me dira-t-on, que de les expliquer par l'occasion qui les a fait naître. Et il n'est pas niable que les causes de déséquilibre politique et social étaient profondes. Il y avait divorce entre le régime et la nation. La Chambre était élue par 240.000 censitaires dont une élite de grands bourgeois libéraux défendaient les intérêts. Ils estimaient que le régime était le meilleur que pût avoir la France puisqu'il plaçait l'autorité, comme disait Guizot, « dans la région où dominent naturellement avec indépendance et lumière les intérêts conservateurs de l'ordre social ». Et cette région ne se trouvait-elle pas ouverte à tous grâce à la diffusion de l'en-

(1) Dans *1848 Révolution créatrice*.

seignement et à l'extension continue de la richesse ? C'était oublier que grandissait, depuis le début de la révolution industrielle, un prolétariat misérable, soumis à des journées de travail de treize heures, que des enfants de six ou huit ans connaissaient ce sort effroyable, que dans tel département de population ouvrière on comptait neuf mille inaptes au service militaire sur dix mille appelés, qu'à Paris dans le 12e arrondissement, la probabilité de vie était de vingt-neuf ans pour les fils de bourgeois, et de vingt-sept mois pour les fils d'ouvriers. C'était oublier aussi que, par le canal de l'Histoire, le romantisme gagnait la vie politique et sociale. Honnie sous la Restauration, la grande Révolution était exaltée sans mesure par les Lamartine et les Michelet ; et les théoriciens du socialisme utopique croyaient l'humanité à l'aube d'une ère de fraternité, Louis Blanc, grâce à ses ateliers sociaux, Fourier, puis Considérant à leurs phalanstères, Cabet à son Icarie.

Tel était le climat de l'époque qui, d'après un des meilleurs historiens de la Seconde République, Georges Renard, comportait un élément religieux, non point catholique mais chrétien, le Christ étant considéré comme l'ancêtre authentique des démocrates et des prolétaires, et un élément social, l'élan vers un monde humanitaire, égalitaire et fraternel. M. Duroselle, dans l'étude qu'il vient précisément de consacrer à *L'esprit de 1848*, y voit aussi une volonté de réformer le monde qui se manifesta par une abondante littérature, féconde en plans et en programmes (1). Il faut insister, je crois, sur l'optimisme torrentiel qui anime ces aspirations religieuses, sociales, et cette volonté de réformer le monde : cent anecdotes en font foi. C'est cet ouvrier qui, désignant les membres du Gouvernement provisoire assemblés devant l'Hôtel de Ville, s'exclame avec émotion : « Quel dommage qu'il y en ait un qui soit un peu vieux (Dupont de l'Eure) ! Les autres en ont bien pour vingt ans encore à faire notre bonheur » ; c'est ce jeune fouriériste qui, le lendemain de la Révolution, après s'être écrié en frappant le sol de la crosse de son fusil : « Citoyen, depuis vingt-quatre heures, la Révolution est faite et le peuple attend encore les résultats », cède bientôt à l'éloquence de Lamartine : « Eh bien ! oui... le peuple attendra ; il met trois mois de misère au service

(1) Dans *1848 Révolution créatrice*.

de la République. » Et combien d'autres scènes analogues pourrait-on rappeler !

Contraste étonnant : en même temps que cet optimisme délirant régnait une peur panique qui, bien entendu, ne s'observait pas chez les mêmes acteurs. « On ne saurait se figurer la terreur des banquiers et des notaires », note le comte Apponyi trois jours après la chute de la Monarchie. Tocqueville compare cette terreur « à celles que devaient éprouver les cités civilisées du monde romain quand elles se voyaient tout à coup au pouvoir des Vandales ou des Goths ». Lorsque M. Guillemin part de là pour opposer la générosité populaire à l'égoïsme bourgeois, il simplifie étrangement le problème. Contrairement à ce qu'il affirme, la Révolution, bien que caractérisée par une sentimentalité lyrique, ne fut pas partout idyllique : il y eut des châteaux pillés et incendiés, des stations de chemin de fer mises à sac, des accidents de chemin de fer provoqués par des sabotages, des attaques de bureaux des contributions et d'octroi, des machines détruites dans plus d'une usine. Il ne songe pas davantage au danger qui menaçait non seulement les intérêts bourgeois mais le bien commun. Il n'y avait ni gouvernement digne de ce nom, ni Parlement, ni armée (les troupes régulières avaient été éloignées de Paris et la garde nationale était ouverte à tous). Les forces populaires n'avaient aucune éducation politique et sociale ; leurs chefs étaient totalement dépourvus d'expérience. Imagine-t-on maître du pouvoir un Louis Blanc, idéologue incapable d'aucune réalisation, ou pis encore, les fous et les violents qui se pressaient dans les clubs, un Barbès, un Blanqui ? Pour ceux qui savaient ce qu'est le « mystère de l'ordre social », comme disait Napoléon, en dehors de toute considération égoïste il y avait de quoi frémir.

Il se trouva au Gouvernement provisoire un homme qui, s'il fut incapable de conjurer la catastrophe menaçante, sut du moins la retarder. J'ai nommé Lamartine. Son génie poétique a nui à sa réputation d'homme d'État et il bénéficie aujourd'hui d'une demi-réhabilitation. Les bourgeois de la Monarchie de Juillet voyaient dans le droit de propriété un droit absolu, le *jus utendi et abutendi* des Romains. La conception de Lamartine, gentilhomme d'origine légitimiste, était féodale : la propriété est un droit qui suppose une contre-partie de devoirs. Son esprit se trouvait donc naturellement porté vers les réformes

sociales. Et sa nature généreuse le poussait dans la même voie. Il avait la nausée d'un régime où la liberté « était le masque du privilège ». On pourrait établir un recueil des formules prophétiques par lesquelles il en annonça la chute : « La France s'ennuie » ; « Pour faire la politique que vous faites, une borne suffirait » ; « On est las de cette réaction stupide qui dure depuis le 18 brumaire... le feu couve... il y a une immense vérité en souffrance dans l'âme du monde. » Et il s'était assigné le rôle « d'arborer énergiquement le drapeau de la révolution morale, civique, politique et religieuse ». Guizot, satisfait dans les limites de son étroit horizon, dira sentencieusement : « M. de Lamartine n'était pas sérieux. » L'*Histoire des Girondins*, où rien ne révèle chez l'auteur la pondération de l'historien ni l'équilibre de l'homme d'Etat, semblerait lui donner raison. Mais M. André Bécheyras dans une étude sur *Lamartine au pouvoir* (1) explique ce poème lyrique comme un acte politique visant à enflammer les imaginations. Quoi qu'il en fut, au plafond d'où il dominait les autres par l'étendue de ses vues et l'éclat de son verbe, le poète demeurait comme une réserve vers laquelle se tournèrent les républicains à l'aube d'une révolution qui justifiait sa clairvoyance.

Le 24 février, les hommes du *National*, des républicains modérés, se sont entretenus avec lui au Palais-Bourbon. Ils croient que la France n'est pas mûre pour la République. Et c'est Lamartine qui, par amour de l'ordre, leur infuse plus d'audace révolutionnaire : la régence est le plus faible des gouvernements, le moins apte à se défendre ; seule la République peut modérer la Révolution en « désarmant le peuple du mot qui l'agite ». Il est donc faux, remarquons-le en passant, que Lamartine, converti par les clameurs populaires, ait à la Chambre, dans l'après-midi du même jour, terminé en néophyte de la République un discours qu'il aurait commencé en partisan de la Régence.

Membre du Gouvernement provisoire dont il est la personnalité la plus connue, il met au service de son influence une éloquence incomparable. Le 24 février, il parle sept fois aux insurgés accourus place de l'Hôtel-de-Ville. La foule revient les jours suivants ; un mince incident suffirait parfois pour que le gouvernement soit balayé, ce gouvernement de la parole dont La-

(1) Dans *L'esprit de 1848*.

martine est le plus prestigieux organe. Il n'enjôle pas seulement le peuple au soleil printanier de la place de Grève ; il cajole ses meneurs dans la pénombre de son cabinet. Et pour le cas où la séduction se révélerait inefficace, il prépare aussi le recours à la force. C'est lui qui fait adopter le projet de cette garde mobile formée de jeunes gens auxquels on offre une solde de 1 fr. 50, soit cinq fois plus qu'aux soldats de ligne, et qui sera la seule force sûre dont disposera le gouvernement à Paris. Plus tard, en évoquant ces mois mouvementés, Lamartine aura le droit de dire que « c'était un sauvetage qu'il fallait organiser sous le nom de République » et qu'il a conspiré « comme le paratonnerre conspire avec la foudre ».

Mais un grand politique ne se contenterait pas de préparer les moyens de maintenir l'ordre, il ferait de cet ordre un ordre meilleur. Si Lamartine aspire à cette transformation, il ne fait rien d'efficace pour la réaliser. A défaut d'un homme d'Etat capable de les diriger, les événements vont se précipiter sous la pression de deux grands faits : le suffrage universel et la crise économique.

C'est le refus d'accomplir une réforme électorale qui a entraîné la chute de la Monarchie de Juillet. La révolution triomphante, la réforme électorale est acquise et il va de soi que le peuple en bénéficie. Si la chute de la Monarchie de Juillet a été une révolution, l'avènement du suffrage universel en est une aussi, et autrement importante. Le corps électoral passe de 240.000 électeurs à 9.000.000. Quel saut dans l'inconnu ! Mais cet inconnu ne sera-t-il pas plus décevant pour la gauche que pour la droite ? N'est-il pas surtout gros de conservation ou même de réaction ? Les révolutionnaires le craignent. Ils déclarent que les nouveaux électeurs sont dans une ignorance profonde, surtout dans les campagnes, que tous les moyens d'influence sont entre les mains des ennemis du progrès, que c'est donc une duperie de recourir au suffrage universel dans ces conditions. Avant de donner la parole au peuple, il faut l'éduquer afin qu'il puisse se prononcer en connaissance de cause sur des réformes qui auront été réalisées dictatorialement. Ainsi parle Louis Blanc : étrange conception de la part d'un démocrate que celle qui consiste à restreindre la liberté du suffrage universel dans les limites d'une doctrine politique, à placer une sorte de légitimité révolutionnaire au-dessus de la souveraineté nationale.

La majorité du Gouvernement provisoire ne se laisse pas manœuvrer ; les manifestations populaires organisées par les extrêmistes n'aboutissent qu'à faire retarder les élections de quinze jours et, le 23 avril, le suffrage universel élit une Assemblée constituante qui, sur neuf cents membres, ne comprend que cent républicains avancés. Le pays a manifesté sans équivoque sa volonté de conservation sociale.

L'homme qui a joué un rôle prépondérant pendant les premières semaines de la Révolution va voir son prestige s'effriter. Pour éviter un heurt entre le peuple révolutionnaire de Paris et l'Assemblée conservatrice, Lamartine impose la désignation du radical Ledru-Rollin comme membre de la Commission exécutive qui remplace le Gouvernement provisoire. L'Assemblée lui reprochera ses compromissions et ses tergiversations ; elle se débarrassera de lui lors des journées de Juin. Lamartine, qui a négligé de s'appuyer sur un parti politique, redeviendra le solitaire qu'à vrai dire il n'a jamais cessé d'être : il ne recueillera que quelques milliers de voix à l'élection présidentielle de décembre. C'est ce qu'on appellera méchamment « la chute d'un ange ».

Le heurt entre le peuple de Paris et l'Assemblée, les chefs extrémistes le cherchent les premiers, lors de l'absurde journée du 15 mai qui se termine par l'arrestation de la plupart d'entre eux. Un mois plus tard, l'Assemblée le provoquera, non sans inconscience, en fermant brutalement les Ateliers nationaux.

La Révolution, aggravant une situation économique déjà mauvaise, a provoqué un resserrement du crédit et par suite la fermeture d'usines, de maisons de commerce et de banques. Le 7 mars, à la réouverture de la Bourse, le 3 % a perdu quarante et un points en deux séances. Le Gouvernement a dû établir le cours forcé et ouvrir des ateliers dits nationaux, pour fournir du travail aux chômeurs.

Les Ateliers nationaux ont été conçus comme des ateliers de charité, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucun caractère constructif. Il se trouve que l'homme chargé de les organiser, Emile Thomas, est imprégné de saint-simonisme. A la différence du chimérique Louis Blanc, c'est un réalisateur. Avec lui, les Ateliers nationaux, militairement organisés, dotés de services sociaux (assistance étendue aux familles, bureau médical), pourraient devenir des entreprises économiques. Hostile à l'agitation poli-

tique de Louis Blanc, il voit l'avenir de la classe ouvrière dans le développement de ses institutions : syndicats, coopératives, mutualités, enseignement technique ; il rêve de donner aux Ateliers nationaux une structure professionnelle sur la base de syndicats librement constitués. En attendant d'en arriver là, qu'on emploie les chômeurs à des travaux d'utilité publique. Mais Thomas, ancien élève de l'Ecole Centrale, fait appel au concours de ses camarades et il se heurte à la mauvaise volonté des ingénieurs des Ponts et Chaussées, anciens polytechniciens, qui se refusent pratiquement à lui donner du travail. Le socialisme *constructif* d'Emile Thomas. très en avance sur son époque, n'est pas compris ; le gouvernement le relève de ses fonctions, son successeur détruit tout ce qu'il a entrepris et l'Assemblée, affolée par le nombre croissant des chômeurs qu'emploient les Ateliers nationaux, décide leur enrôlement obligatoire ou leur départ pour la province. C'est alors la révolte ouvrière des journées de Juin et la sanglante répression de Cavaignac.

Ce rapide aperçu suffit à le montrer : les idées, les sentiments, l'action de certaines personnalités ont eu leur part d'influence sur les événements si complexes de 1848 que ne suffit pas à expliquer le seul facteur économique. Aussi désastreuse que fut la politique sociale de la bourgeoisie, ou plutôt son absence de politique sociale, il n'est pas davantage possible de réduire ces événements à une lutte entre les bons ouvriers et les méchants bourgeois. Cette simplification pour image d'Epinal n'est guère plus valable que celle qui, au lendemain des journées de Juin, opposait les bons défenseurs de l'ordre aux méchants insurgés.

***

Le rôle de l'Eglise a donné lieu aux mêmes erreurs d'interprétation. Nous y avons déjà fait allusion. Ouvrez une histoire conservatrice de la Seconde République, celle de l'honnête homme et du grand historien que fut Pierre de La Gorce par exemple, il est pour lui évident que l'Eglise ne pouvait agir autrement qu'elle n'a agi en se rangeant du côté de l'ordre bourgeois, en donnant à la défense de cet ordre l'appui de son autorité morale. Cela lui paraît si évident qu'il ne discute pas la question. Il ne la discute pas parce qu'il estime qu'elle ne se pose pas. Ouvrez maintenant *Les Catholiques français au XIX*e *siècle.*

Cette même attitude qui n'est même pas un objet d'études pour Pierre de La Gorce est pour M. Henri Guillemin le thème d'une critique véhémente. Encore une fois, méfions-nous de ces jugements tout d'une pièce qui ne sont souvent que le reflet de partis pris politiques et sociaux conscients ou inconscients.

On a maintes fois cité, et avec raison, l'anecdote des insurgés du 25 février, suivant en procession le christ d'ivoire qu'un polytechnicien portait de la chapelle des Tuileries à l'église Saint-Roch. Elle est suggestive de ce rêve merveilleux que furent les débuts de la Révolution, annonciateurs, parmi tant de promesses, d'un mariage d'amour entre le catholicisme et la société moderne.

Sous la Monarchie de Juillet, d'origine violemment anticléricale, les catholiques ne s'étaient jamais bien entendus avec le pouvoir ; la bourgeoisie voltairienne, qui professait à l'égard de la foi une supériorité dédaigneuse, avait refusé à l'Eglise la liberté de l'enseignement secondaire. De leur côté les jeunes républicains, grandis dans l'émoi romantique, admiraient le Moyen âge et le christianisme primitif auquel ils identifiaient la démocratie. Une alliance de fait se noua naturellement entre ces catholiques et ces républicains qui, les uns et les autres, luttaient contre le régime existant et combattaient pour la liberté, sans se préoccuper de savoir s'ils se réclamaient du même Christ, s'ils aspiraient à la même liberté.

Or, la Révolution n'avait pas explosé depuis trois mois que, lors des journées de Juin, la France était coupée en deux, le prolétariat de Paris d'un côté, la bourgeoisie et la paysannerie de l'autre, et avec elles l'Eglise par la voix de ses représentants les plus autorisés, clercs et laïcs.

Une parole de Montalembert explique cette évolution. Comme l'abbé Dupanloup, comme le père de Ravignan, comme Louis Veuillot, il estimait que la responsabilité de la catastrophe appartenait au socialisme, à ce socialisme lui-même produit de mauvaises doctrines, le déisme, le matérialisme, le panthéisme, la morale rationaliste dont le monopole de l'Université avait facilité la propagation. Seule la morale du catholicisme, ce qu'il jugeait être la morale du catholicisme et qui n'en est en réalité qu'une partie, pouvait, à l'entendre, permettre aux malheureux de supporter le sort que leur assigne la Providence. Montalembert résumait cette morale en deux mots : « S'abstenir et

respecter ». C'était d'après lui « le dogme de l'Eglise » : la sagesse dit au pauvre : « Résigne-toi à la pauvreté et tu seras récompensé et dédommagé éternellement. » Veuillot exprimait la même pensée en termes plus brutaux : « Il est nécessaire qu'il y ait des hommes qui travaillent beaucoup et qui vivent chétivement. La misère est la loi d'une partie de la Société C'est la loi de Dieu à laquelle il faut bien se soumettre. » Et il ajoutait sans hésiter : « La société a besoin d'esclaves. »

Quelques rares catholiques estimaient que le système social existant n'était pas sans responsabilité dans la catastrophe ; il leur fallait du courage pour l'écrire : ils s'appelaient Lacordaire et surtout l'abbé Maret et Frédéric Ozanam. Plus que Lamennais qui avait seulement tracé une direction, Ozanam apparaît comme le véritable précurseur du catholicisme social et de la démocratie chrétienne. Dans la pénétrante étude qu'il lui consacre, M. Reinhard nous le montre établissant la distinction aujourd'hui connue de tous mais ignorée à l'époque, entre le devoir de charité et le devoir de justice (1). « La charité, c'est le Samaritain qui verse de l'huile dans les plaies du voyageur attaqué. C'est à la justice à prévenir les attaques. » Les déshérités n'ont-ils que le droit de se résigner comme le leur enseignent Montalembert et Veuillot ? « Dieu, dit Ozanam, ne fait pas les pauvres... C'est la liberté humaine qui fait les pauvres. » Quelles conséquences en tirer ? « Les chrétiens se sont trompés en se croyant quittes envers le prochain quand ils avaient pris soin des indigents ; comme s'il n'y avait pas une classe immense non pas indigente mais pauvre, qui ne veut pas d'amour mais des institutions ». Et il critiquait les abus du capitalisme libéral : « L'exploitation de l'homme par l'homme, c'est l'esclavage. L'ouvrier-machine n'est plus qu'une partie du capital... le service devient servitude. » Les institutions doivent assurer à l'ouvrier : des loisirs, au moins le repos le dimanche ; l'emploi restreint des femmes et des enfants ; un salaire fournissant au moins le minimum vital, l'entretien et l'éducation des enfants, assurant une sécurité en cas d'accident, de chômage ou de maladie, permettant de constituer une retraite pour les vieux jours des travailleurs ; enfin une participation aux bénéfices puisque le travailleur est l'associé de l'entrepreneur. Telles sont les idées

(1) Dans *Etudes d'histoire modernes et contemporaines.*

qu'Ozanam professait dès 1839 dans son cours de droit commercial.

Avec le Père Lacordaire et l'abbé Maret, Ozanam fonda en avril 1848 l'*Ere Nouvelle* qui voyait le salut de la France dans l'alliance de Jésus-Christ et du peuple et parlait d'« économie chrétienne » et de « socialisme chrétien ». Après les journées de Juin, Ozanam s'opposa à la disparition du journal : « Si *l'Ere Nouvelle*, expliquera-t-il, avait cessé de paraître, on aurait pu dire que les catholiques, serviteurs timides des événements, avaient eu un journal républicain tant que la République avait été forte, mais qu'ils avaient hâte de changer avec la fortune contraire. » Mais, faute d'argent, il leur fallut bientôt se résigner à abandonner leur entreprise.

Aujourd'hui que nous avons l'expérience des problèmes posés par le développement de la civilisation industrielle, nous sommes à notre aise pour condamner les autres catholiques, clercs ou laïques qui n'eurent pas leur lucidité. Mais c'est faire preuve d'une véritable méconnaissance des conditions d'existence de l'Eglise au XIX^e^ siècle. Ces conditions, le chanoine Leflon, historien dont on a déjà apprécié l'érudition et le jugement dans les ouvrages qu'il a consacrés à Mgr Bernier, le négociateur du Concordat et à M. Emery, le directeur de conscience du clergé français pendant la Révolution, nous les expose dans une brochure lourde de substance sur *l'Eglise et la révolution de 1848* (1). On peut dire qu'à la fin de la Monarchie de Juillet, l'Eglise ne s'est pas encore remise des ravages de la Révolution. Son recrutement a été presque entièrement tari, non pas de 1789 à 1802 comme on le croit généralement, mais jusqu'en 1815. Au début de la Restauration, les ecclésiastiques sont dans leur quasi-totalité âgés de plus de quarante-cinq ans. Le recrutement s'intensifie brusquement, mais trop tard pour que puissent se renouer les traditions intellectuelles de l'Eglise gallicane, rompues par la Révolution et la dispersion du clergé régulier. Tant de tâches attendent le jeune clergé que sa formation est rapide. Il n'y a d'ailleurs plus de maîtres de valeur. Les grands docteurs sont des laïques : Chateaubriand, Bonald et Maistre. La théologie est réduite à des thèses rebutantes, dans les sermonnaires les dogmes sont sacrifiés à la morale, et Lamennais

(1) Bloud et Gay.

parle de « l'ennui pesant qui éteint aujourd'hui le goût de l'étude et même le talent » dans le monde ecclésiastique. La rénovation de la science religieuse fait l'objet de deux tentatives, celles de Lamennais précisément et de Bautain qui échouent parce que, tout en ressentant le besoin de réagir contre l'insuffisance de la culture du monde ecclésiastique, ils sont eux-mêmes victimes de cette insuffisance, les bases doctrinales faisant défaut. En 1845, Mgr Affre, avec l'autorité que lui confère sa qualité d'archevêque de Paris, commence un effort moins bruyant mais plus efficace qui réussira parce qu'il s'appuie sur la hiérarchie de l'Eglise, en fondant l'Ecole des Carmes d'où les clercs vont prendre leurs grades dans les Facultés. Cette initiative, qui paraît toute simple aujourd'hui, est très hardie à cette époque où l'enseignement officiel est l'objet de violentes attaques de la part de l'Eglise. Mais, en 1848, l'Ecole des Carmes ne compte encore que douze licenciés. L'œuvre n'est qu'à ses débuts. On comprendra maintenant comment ce clergé de culture doctrinale déficiente, débordé par les tâches du ministère paroissial et de l'enseignement, tout préoccupé, dans la mesure où sa besogne quotidienne lui en laisse quelque loisir, par la grande querelle qui met l'Eglise aux prises avec l'Université, n'a pas eu la liberté d'esprit ni la lucidité nécessaires pour comprendre les données du nouveau problème ouvrier.

***

M. Paul Bastid a consacré à l'expérience constitutionnelle sa collaboration à *L'Esprit de 1848*. Ses titres d'historien de la Seconde République, de ministre de la Troisième, de parlementaire de la Quatrième, le qualifiaient pour cette étude aussi intéressante en elle-même que par les rapprochements qu'elle suggère. Sous l'influence de Rousseau, les constituants de 1848 estiment qu'il ne doit exister qu'une assemblée parce que la souveraineté nationale est indivisible, et sous l'influence de Montesquieu, que le président de la République doit être indépendant de l'Assemblée et l'Assemblée indépendante du président de la République parce que les pouvoirs ne doivent pas être subordonnés les uns aux autres. De sorte que la Constitution ne précise pas si les ministres sont responsables devant l'Assemblée ou devant le président. Le conflit est fatal et les

moyens de le résoudre ne sont pas prévus. Fort du plébiscite qui l'a désigné, le président Louis-Napoléon le résoudra par le coup d'Etat.

Les analogies ne manquent pas entre l'expérience constitutionnelle de 1848 et celle de 1946. La Quatrième République est née comme la Seconde d'une insurrection. L'une et l'autre ont été accueillies par un enthousiasme populaire éphémère, et mêlé d'une effervescence qui ne facilitait pas la tâche gouvernementale. Dans les deux cas, la répugnance qu'éprouvaient les hommes au pouvoir à l'égard des anciennes institutions (Vichy et la Troisième République en 1946) les ont incités à user d'un nouveau mode de scrutin. En vertu de préjugés semblables, la Constitution de la Quatrième République a été faite contre le Sénat comme celle de la Seconde contre la Chambre des Pairs, mais ni l'une ni l'autre n'ont su remplacer les assemblées supprimées. La constitution de la Quatrième République a toutefois évité d'organiser un conflit insoluble entre le Président de la République et l'Assemblée populaire. M. Bastid ne manque pas d'expliquer et de nuancer ces analogies ou ces différences, qui nous enseignent une fois de plus le danger des politiques idéologiques.

ADRIEN DANSETTE.

LECTURES ROMANESQUES

Colette : *Le Fanal bleu* (Ed. Férenczi). — H.-R. Lenormand : *Une Fille est une Fille* (Ed. Flammarion) ; *Confessions d'un auteur dramatique* (Ed. Albin Michel). — André Beucler : *29 bis, troisième étage* (Ed. Albin Michel) ; *Les Instants de Giraudoux* (Ed. Milieu du Monde).

Le Fanal bleu, récent livre de Colette, est un livre charmant. Son titre suggère l'éclairage adouci, la sérénité lucide, estompée à la fois, où baignent les esquisses qui composent ce recueil. Ces pages évoquent de proches souvenirs, de nouvelles impressions : voyages, fleurs, chat, enfants, Paris, Midi, Suisse... et tout cet album composé d'images diverses a la précision réaliste de la photographie et, en même temps, le pouvoir sensuel de l'évocation immédiate et le sortilège de révélation que seuls possèdent les grands peintres. Avions-nous si bien vu, avant certaines pages, ce jardin, ce lac, ces rues illuminées ? Avions-nous si bien respiré ce parfum de fleurs sacrifiées à Grasse à l'élaboration des aromes mélangés, ces hécatombes de jasmins et ces orages de roses ? Et puis, avec quelle gourmandise nous retrouvons à chaque ligne le style de Colette ! Nous y mordons comme dans un fruit, dans une savoureuse pomme qui unit, au goût du lointain paradis terrestre le goût aguichant du péché. Le goût, oui, ce goût... Une de ses premières héroïnes, la célèbre Claudine, lorsqu'elle était contente, enthousiaste, grisée, s'écriait : « Que j'ai « du goût » ! Ah ! que j'ai du goût ! » Et le lecteur s'exclame ainsi en sa béate satisfaction de dégustateur de phrases ; plaisir si rare aujourd'hui où la personnalité de « l'écriture » se perd...

Des chapitres émouvants de ce livre nous parlent, simplement et courageusement, de la douleur, de la clinique genevoise où Colette est venue la soigner, l'apaiser ou du moins l'apprivoiser. Que de notes justes, profondes en leur simplicité sur les soins, le médecin, l'état de patience, d'abnégation, de renoncement et d'héroïsme qu'il faut pour savoir souffrir. Puis ces premières promenades, leur étonnement et ce retour d'impressions de jeunesse, ces reflets, ce lac, ces mouettes et ces cygnes... Et non moins vivaces sont ces tableaux rapides de la Côte d'Azur, de Saint-Tropez... Mais les humains et les animaux ont aussi leur place en ces souvenirs. Colette est la reine des chats, nous le savons depuis longtemps. C'est pourquoi un chat persan « rosé », d'une race princière et d'un rare éclat, le nommé Beni, a voulu présenter ses hommages à Mme Colette, et le récit de la visite est délicieux, tant la dame a de compréhension animale, tant le chat a de condescendance humaine. Il y a aussi un chien qui comprend tout et demande si comiquement à boire, et puis des enfants dont le pittoresque, la sournoiserie utilitaire sont dévoilés avec ce profond sens comique de l'observatrice qui sait aussi bien pénétrer les sentiments élémentaires des bêtes, des petits d'hommes et qui sait ? même des végétaux impassibles. Voilà des portraits vivaces, croqués d'une plume au contour puissamment négligent : Cocteau, Jean Marais, Yvonne de Bray... Scène troublante, cette répétition avant d'affronter la « radio » où Marais et Yvonne de Bray jouent devant Colette une scène de *Chéri*...

Et, surtout, dominant ces amis célèbres de sa haute et originale stature, voici Moreno, toujours vivante en l'âme et l'esprit de Colette qui l'aima et la connut si bien et si longuement. L'hommage qu'elle lui apporte en la douleur de la séparation ne s'endeuille pas de vains regrets. Elle la raconte, la situe et la ressuscite en les épisodes divers d'une longue existence si bellement et si courageusement, jusqu'à la fin, consacrée au travail et à l'art. Rien de plus étonnant que cette haute figure d'artiste, de comédienne d'une rare intelligence, d'une grande culture qui commença par le lyrisme et s'affirma en sa maturité par un imprévu génie caricatural et y apporta, parce qu'elle avait su si bien comprendre drames et poètes, une sorte de lyrisme du réel exalté jusqu'à la laideur, au comique à l'extrême pointe de la folie du vrai. Colette lui apporte son fervent témoignage,

la fidélité d'une amitié sans ratures et qui, en sa simplicité, nous émeut.

Et bien d'autres chapitres encore charment, retiennent le lecteur : ces plaisirs d'anniversaire, ces drôleries ou cet ennui accablant du « courrier », son amitié pour ses cannes, pour son auto... que sais-je ? Toutes ces choses quotidiennes qui sont autant de petites aventures et auxquelles nous n'accordons plus d'attention, Colette leur restitue leur intérêt familier, leur utilité amicale. Et n'oublions pas l'histoire maléfique de la « pomme volée ». Un fruit dérobé pour Colette à je ne sais quel verger exotique... Et elle sentait si bon, si bon, cette pomme qu'elle sentait trop bon et répandait dans l'air je ne sais quel sortilège bizarre, quel maléfice enivrant... Alors Colette l'a jetée par la fenêtre... On ne fera jamais le même geste pour les œuvres sans pareilles de Mme Colette, pour ces livres où, je l'ai dit tout à l'heure, nous mordons en gourmands comme dans une pomme délicieuse, fruit parfait, nourrissant, parfumé, juteux, fruit de France.

***

C'est toujours avec une admirative curiosité que nous lisons les livres de H.-R. Lenormand. Les souvenirs inoubliables que nous conservons de ses pièces de théâtre, auxquelles nous devons tant d'heures d'émotions singulières et profondes, nous ont déjà fait goûter ses volumes de nouvelles, *Déserts*, *Les Cœurs anxieux*. Nous y retrouvions ce sens du dépaysement, de l'exotisme, non seulement géographique mais étrangement intérieur. Les Hollande et les Afrique n'ont jamais été, dans toute l'œuvre du célèbre dramaturge, que le décor où se jouaient les angoisses et les passions, nées dans ces contrées de l'âme, ignorées de ceux-là même qui les portent en leurs inconscients, leurs atavismes et leurs instincts. De là, la puissance par exemple du *Simoun* ou de *La Vie est un Songe* et de tant d'autres réussites scéniques qui sont toutes marquées de cette sorcellerie souffrante, par laquelle l'auteur a tenté d'exprimer, de matérialiser - - ainsi que font les médiums des ectoplasmes — ces « autres » qui sont tapis au secret des êtres, ces lointains, ces ailleurs où, malgré leur réalité située, ils existent mystérieusement. Ce don, cette intuition, cette force de tirer au jour, d'obliger à se métamor-

phoser les larmes confuses — et cela bien avant les modes de freudisme et de psychiatrie — devaient orienter le très jeune Lenormand vers le théâtre, cette vie apparente où les spectres prennent corps, où *l'Homme et ses fantômes* s'incarnent, et cela doublement, par le talent qui les suscite, par les acteurs qui leur prêtent la chair et le souffle. Et, très tôt — vous lirez cela dans *Les Confessions d'un Auteur dramatique*, dans ses émouvants souvenirs sur les Pitoeff — très jeune encore, Lenormand écrivit pour la scène et eut tour à tour de subits et violents succès ou de grandes déceptions, mais où toujours il fascina, intéressa ou épouvanta et où, toujours aussi, la critique et le public reconnurent la marque d'une maîtrise exceptionnelle et d'un génie théâtral aussi neuf que bizarre. En ce volume si intéressant de ses *Confessions*, vous lirez le récit de toutes les étapes du succès ou des désillusions inévitables. En ces pages où, avec une sincérité personnelle très aiguë, il nous conte ses amours, son mariage, sa famille, ses voyages, ses maux et ses plaisirs, apparaissent tous les contemporains, auteurs, acteurs, directeurs de théâtre qu'il a connus, et dont il esquisse les aspects divers avec acuité et pittoresque. Mais, plus encore nous subjuguent les étonnants paysages, et surtout ceux de cette Afrique dont l'enivrèrent la lumière et les sables, cette Hollande où passent dans les reflets de ses canaux tous les mirages de ses îles de Java et autres, richesses, parfums et rêves, et même de cette Suisse accueillante où il se retira et souvent s'abrita, se soigna... En quelques mots magiciens il fait apparaître en poète toutes ces contrées... Quant à ses souvenirs personnels, leur lucidité, leur excès de « vrai », leur cynisme presque ingénu les rapprochent curieusement de la fiction ; ces confidences nous séduisent comme un roman, l'éclairage cru projeté sur la réalité la précise en apparition romanesque. Il y aurait beaucoup à dire sur cette fraternité de l'imagination et de l'événement vivant. Lenormand déclare s'être toujours inspiré de celui-ci pour concevoir les héros et les intrigues de son théâtre. Mais un des plus beaux chapitres de ses *Confessions* est consacré, avec la plus belle simplicité, à son père, grand musicien, trop peu connu, qui méritait la gloire que le destin, la mauvaise chance lui refusèrent. Le souvenir empreint d'un profond et compréhensif hommage que lui apporte son fils est poignant, émouvant, admirable, et là, on sent la palpitation même d'un cœur filial

en son respect, sa tendresse et cet amour qu'aucun autre n'égale pour les créatures de sa race et de son sang.

Nous trouvons enfin dans ces *Confessions* certaines pages qui nous conduisent tout naturellement au roman récent de Lenormand : *Une Fille est une Fille* dont le pinceau de Dignimont, sur la couverture du livre, trace en quelques touches colorées et quelques traits volontairement indécis le visage à la fois énigmatique et banal. Depuis l'illustre *Sapho*, d'Alphonse Daudet, aucun portrait de cette espèce particulière ne me semble avoir été plus réussi. Plus encore qu'une étude de mœurs basses pendant l'occupation, c'est une étude de caractère. Dès les premières phrases nous connaissons cette Renée. Elle erre dans les décombres d'une rue de Rouen au printemps de 1912. Elle est venue chercher auprès d'un ami des nouvelles d'un certain Erick, jeune officier allemand qu'elle a aimé quelque peu. La lune éclaire les décombres ; au milieu des gravats, des poutres, des pierres, des murs effondrés un miroir intact se dresse étrangement. Elle s'arrête : elle se regarde avec étonnement et un gros colonel allemand qui passe s'arrête, les regarde à son tour elle et son reflet, lui parle ; elle répond ; la conversation est engagée. Il la reconduit, poliment, mais emporte son adresse à Paris et son numéro de téléphone... Nous savons donc ce que vaut cette Renée, à quelle race cynique, profiteuse et sans scrupules elle appartient. L'impudente liberté avec laquelle elle s'entretient tout naturellement avec un ennemi de la France nous découvre en quelques mots ses vices et ses tares et la façon dont elle vit et dont elle exploite sa jeunesse et sa beauté.

Page à page, d'aventure en aventure, de son retour à son logis de la place Dancourt, puis à Marseille où elle fera du trafic d'or et trahira les secrets français qu'elle peut saisir au profit d'Allemands riches payeurs, nous la suivons en la diversité des péripéties abjectes où l'entraînent les hasards, les rencontres, les circonstances et la peur qui succède aux profits. Un bref résumé est inutile. Ou bien on fermera le livre, ou on le lira avec un intérêt grandissant tant l'art de l'auteur, avec un double don de romancier et d'auteur dramatique, a su varier les scènes dont chacune ajoute un trait à la connaissance du personnage de cette Renée dont le cynisme puissant ne connaît ni le remords ni la pudeur, ni le regret honteux d'être ce qu'elle est. Elle est satisfaite de son adroite et si laide façon de vivre. Et c'est

déjà une originalité du roman de nous présenter cette conscience sans repentir et sans fêlure sentimentale.

Elle est « une fille » comme un poulpe est un poulpe et une vipère une vipère. Elle n'y peut rien et elle se contente de sa liberté d'allure et de trafic avec l'amoralité la plus animale. Jusqu'au jour... Il fallait bien qu'un peu d'amour vrai vienne adoucir ce caractère. Elle rencontre un jeune peintre pauvre, Pierre ; il lui plaît ; elle a tôt fait de le rendre épris et elle se l'adjuge avec la décision tranquille du plus fort qui dévore le plus faible. Car il est faible — mais d'abord il luttera, il aura horreur de la vie qu'elle mène et que, peu à peu, de déchéance en déchéance, d'acceptation en renoncement, elle l'amènera, après quelques séparations inutilement violentes, de retour en retour, à supporter. Et ce ne sera pas elle qui, subjuguée enfin par l'honnêteté foncière et la douleur de son amant, changera, deviendra par amour ce que tant de récits nous ont déjà conté, la « courtisane » (c'est un bien grand mot) repentie et rénovée par la passion. Elle restera jusqu'à la fin elle-même ; mais une étincelle de bonté éclairera son esprit et son cœur durs : cet homme qu'elle aime, qu'elle oblige à s'enfoncer peu à peu dans la laideur, dans l'abjection, elle finit par l'aimer assez pour tenter de le sauver. Elle sait, car elle est délatrice, intime avec les Allemands, etc..., que son amant est inscrit sur la liste des supposés résistants et qu'il sera cueilli prochainement par la Gestapo. Il faut donc que, d'abord, il s'évade et qu'il aille rejoindre dans un maquis où l'a déjà précédé un ami, Gentilhet, les groupements de la résistance. Elle le fuit, s'évade une nuit, lui laisse une lettre afin qu'il ne soit pas tenté de la poursuivre et de la rejoindre ; elle lui sauve ainsi ce qui tout à coup lui paraît plus précieux encore que sa vie : le retour possible à l'honneur.

Nous sommes loin des pleurnicheries de *Sapho* quittée par son amant. Le dernier geste de Renée a une brusque grandeur. L'homme, trop faible mais honnête et bon en train de se pervertir et de se déclasser, est peut-être sauvé par celle qui l'avait abaissé. Le roman finit sur cette lueur et Renée disparaît dans le grouillement des bas-fonds de cette fin de guerre. Toute la description de Marseille et des environs de la côte méditerranéenne en cette période d'occupation allemande, de troubles, où les voleurs sont à leur tour dépouillés, de prostitution, de marché noir, d'espionnage et de profits honteux mêlés à de secrets héroïsmes, est peinte

en traits violents, colorés avec une grande force d'évocation et ce sens théâtral de l'épisode essentiel, révélateur des caractères, des milieux et des âmes. Cette bouillabaisse de mauvais instincts jetés pêle-mêle par cette affreuse période en une marmite infernale est de haut goût et de brûlant assaisonnement. Ce livre est beau comme les tableaux de Toulouse-Lautrec, certains Degas, beau de laideur... parce que Lenormand est un très grand écrivain et un très grand artiste.

***

André Beucler, dont l'œuvre si diverse n'a jamais cessé de nous intéresser et de nous plaire, depuis son début avec ce roman si pittoresque et si jeune répondant au titre si gentil de *Gueule d'amour*, André Beucler a publié récemment un récit aussi amusant qu'original. Est-ce un « policier » ? un roman sentimental ? une étude de caractère ? une de ces esquisses évoquant les aspects les plus familiers ou les moins connus de Paris, où il sait si bien nous faire errer à sa suite et découvrir ce que nous ignorons de notre chère ville natale? Est-ce une hallucination ? est-ce un rêve ? Ce livre singulier et très séduisant, attachant comme un roman dit d'aventure, mérite certes chacun de ces « signes particuliers » et les fond en une physionomie générale. Chambre d'hôtel... ce n'est pas la technique du *Grand Hôtel* de Vicki Baum où ledit hôtel n'est que le décor, la toile de fond des personnages et des événements dont ils sont les acteurs ; ici la chambre d'hôtel, le *n° 29 bis au troisième étage*, est le héros ou plutôt l'héroïne principale de l'histoire. C'est la chambre, elle-même, qui raconte... Par quelle secrète magie André Beucler a-t-il recueilli les confidences de ces murailles (nous savions déjà que les murs ont des oreilles), de ces miroirs, de ces fenêtres — autant de regards, de reflets, médités — de ces tapis où les pas inscrivent quelques mots, de ces sièges, de ce lit, où repos et sommeils laissent les brumes, les fragrances de méditations ou de rêves, de souvenirs ou d'espoirs ? Nous admettons le procédé sans le chicaner. Les conteurs de contes ont tous les droits.

« J'aurais pu — dit la chambre — être une chambre de maison bourgeoise avec candélabres, table à ouvrage et photographies, j'aurais pu connaître des scènes de famille, recevoir

des invités, assister à des accouchements. Mais je suis la pièce neutre, sans passé, sans légende pour personnes seules... » Cette chambre a été récemment renouvelée, repeinte à la fin de la guerre. Elle est donc digne de recevoir la dame charmante que le hasard lui envoie et dont les conversations avec le gérant nous renseignent ainsi que la chambre sur sa probable identité. Elle est jeune, jolie, élégante, parfumée ; la chambre est ravie de lui servir d'asile et le gérant ravi de l'accueillir. Il lui fera confectionner des petits déjeuners particuliers malgré les restrictions encore en vigueur et les cartes sévères.

Elle dit se nommer Mme Josselin... et nous saurons bientôt que ce n'est pas son nom. Pourquoi ces précautions, ces mensonges ? Nous découvrirons tout, peu à peu ; la chambre nous décrira aussi toutes les grâces de la dame, ses sorties, ses rentrées, ses toilettes, ses sommeils, ses réveils... Et comment apprendrons-nous son histoire ? Par ses visiteurs avec lesquels elle parlera. D'abord la femme de chambre du logis qu'elle a fui en laissant la lettre classique écrite pour avertir son mari, en lui cachant son refuge. Ah ! Ah ! elle abandonne son mari ! Sa maison ? elle n'a même pas songé à emporter avec elle les sommes nécessitées par ce séjour à l'hôtel, les voyages probables, enfin la vie... C'est une naïve, une nigaude, une écervelée. Est-elle amoureuse ? Va-t-elle attendre ou rejoindre un amant prévoyant ? Mais non, elle ne veut que rester seule, se cacher, réfléchir à un projet, un départ, la possibilité d'un abri plus sûr. Elle a du chagrin : elle vient de découvrir la trahison du mari et de son amie intime et que cet état de choses durait depuis des années et qu'elle l'avait toujours ignoré... et sur cette belle découverte la voilà partie, désolée, enfantine, révoltée... Je vous dis que c'est une naïve, une nigaude. La chambre le constate au cours des conversations qu'elle écoute de toutes ses oreilles de murailles. Et que deviendra-t-elle, cette touchante écervelée ? Or, un autre visiteur survient et, celui-là c'est le premier mari de la dame, qui, lui, a été vivement délaissé pour le second, le trompeur. Et, de loin, toujours épris, ce numéro un a toujours veillé sur sa rapide épouse. Il l'a donc suivie, épiée, il connaît toute son affaire et lui apporte son argent et son dévouement. Et toutes ces scènes où, de phrase en phrase, se déroule peu à peu l'existence de ces deux personnages sont d'un intérêt grandissant, et de curiosité de plus en plus éveillée.

Vont-ils se rejoindre, renouer par amitié, ces liens oubliés ? Hélas ! non, car le drame le plus inattendu guette la dame en fuite. Le mari trompeur se suicide, à moins qu'il n'ait été assommé... Il était ruiné, etc., etc... Mais la fuite de la dame va faire peser sur elle les soupçons les plus divers. Et, là, s'amorce le roman policier avec une logique mécanique... Et si la fin de l'histoire, que je ne vous dis pas parce que le lecteur a le droit de tout découvrir lui-même, à lui tout seul, a un peu moins d'attrait que tout ce que je viens de résumer hâtivement, c'est que la chambre n'en est plus spectatrice ; elle ne fait plus qu'écouter les rapports et les récits d'autres comparses, car la ravissante locataire est partie ; le second mari a repris pour lui la chambre encore embaumée de poétiques souvenirs qui, peu à peu, se dissipent dans l'odeur masculine des cigares... La chambre n'a plus autant de goût à observer, épier, flairer ce nouvel hôte. La chambre était amoureuse de la dame. Pourquoi pas ? Songeons au vers du poète : « Objets inanimés, avez-vous donc une âme ?... »

Le talent de Beucler, son style minutieux, à la fois réaliste, évocateur et ironiquement poétique, ont traité à merveille ce scénario si adroitement compliqué. Et, en fermant, à regret, ce roman qui ne ressemble à aucun autre, nous sommes contents de retrouver ce style et ce talent en lisant les *Instants de Giraudoux* où Beucler a noté avec tant d'amitié ses souvenirs et de relire ce bizarre *Composite*, recueil que Beucler composa en collaboration avec le regretté Léon Paul-Fargue, et où tant de belles et curieuses impressions de Paris nous font faire, en ce temps de vacances, sans quitter notre cité, en ses attraits peu connus, un beau voyage.

GÉRARD D'HOUVILLE.

ESSAIS ET NOTICES

LE POMPIÉRISME MODERNE ET LA LAIDEUR EN PEINTURE

L'époque actuelle, matérialiste à l'excès, est-elle favorable à l'Art ? Certainement pas. Comment se fait-il, par conséquent, qu'il n'y ait jamais eu autant de peintres ou prétendus tels ?

Sans doute, la spéculation sur des œuvres incapables de se soutenir d'elles-mêmes incite-t-elle les moins doués à salir de la toile. Etant donné le niveau peu élevé de la peinture moderne et devant certaines extravagances cotées, il est permis de penser qu'il est aisé « d'en faire autant ». Ce qui ne signifie pas seulement plagier, mais dans un genre différent faire aussi médiocre. Une pareille pensée ne viendrait à l'idée de personne devant le moins réussi des Rembrandt.

Depuis les Impressionnistes, qui, tout en restant dans la tradition, nous ont apporté de l'inédit, la peinture n'a vécu que de formules. Depuis bientôt un demi-siècle nous avons vu éclore les nouveaux Bouguereau du cubisme, de l'abstraction et du surréalisme : le « Pompiérisme » est donc plus florissant que jamais.

Au nom de la « Liberté en Art » nous sommes saturés de déformations systématiques et de rébus sans solution par des gens qui, à leurs débuts, surent dessiner comme un honnête pianiste sait monter des gammes, sans plus. En comparaison de leurs incohérences actuelles, ces essais de jeunesse paraissent sensationnels, aussi n'est-il pas rare d'entendre dire que « Untel sait dessiner quand il veut, voyez l'époque rose, verte, bleue, etc... ». L'habileté de nos modernes « Pompiers » consiste donc à suppléer par l'intrigue à l'absence d'originalité authentique et la Critique, tel le Singe de la Fable, se charge de nous faire voir ce que l'on ne peut voir.

Afin de ne plus être taxée de retard, la bourgeoisie donne frénétiquement dans le panneau. Les grands-parents collectionnaient Bouguereau ou Cabanel, leurs descendants collectionnent maintenant... les mêmes, sous des noms et aspects différents. Le public de foire réclame des phénomènes. Celui qui fréquente actuellement les expositions exige plus que jamais et sous n'importe quelle forme, du « jamais vu » : chaque peintre, s'il veut être qualifié d'original, doit constituer un cas.

Sans rompre avec la tradition il y a cependant, si on le peut, des records à battre. Qu'on le veuille ou non, l'artiste véritable appartient par affinités à une lignée dont les maîtres sont plus ou moins éloignés dans le temps : par l'ensemble de son œuvre il leur est inférieur, il les égale ou il leur est supérieur.

Renoir, le dernier des grands coloristes, descendant de Titien et de Rubens, fut original tout en respectant la tradition. Ayant une conception similaire de la forme dans la lumière et avec la même palette que ses devanciers, il nous a donné des harmonies de tons inconnues jusqu'alors. Même Van Gogh, qui paraît se situer à part, n'est au fond qu'un émule exalté d'Hokusaïe ayant surtout du Millet dans le sang.

Il ne s'agit pas cependant de trouver des parentés imaginaires. N'a-t-on pas dit que le dessin « intelligent » de Matisse était dans la tradition française des Clouet en passant par Ingres et que Braque représentait la suite logique de Chardin ; peut-être Walt Disney, que j'admire du reste, descend-t-il alors de Giotto ! On doit admettre, chez un même artiste, toutes les formes nouvelles successives d'expression mais on ne doit pas confondre les virevoltes continuelles de Picasso et de ses suiveurs, faites de recettes momentanées et de tics inusités, avec l'évolution naturelle et parfois rapide d'un tempérament original.

Ne nous y trompons pas, la production dite d'avant-garde est aussi une mode et elle est aussi routinière que le *Combat de Coqs* de Gérome.

***

Un des pouvoirs étonnants de la peinture n'est-il pas de faire oublier dans une certaine mesure les difformités de la nature ? La laideur physique qui provoque d'emblée, chez les êtres sensibles à l'esthétique, une sorte de répulsion et de pitié,

n'engendre pas les mêmes réactions lorsqu'elle est interprétée sans aménité par un maître de la peinture ; le génie du peintre sait nous faire tolérer le « sujet ».

Offenser la beauté en faisant laid ce qui est beau en soi, est peut-être moins grave qu'offenser la laideur par un esprit et des moyens qui la rendent repoussante. Certains portraits, ceux de femmes en particulier, sont, à ce point de vue, des modèles du genre : avilir ainsi nos compagnes surtout si la nature ne les a pas favorisées est le fait d'un misogyne ou d'un déséquilibré. La qualité ou plutôt l'excuse invoquée pour ces œuvres est « la richesse de la matière », or, cette fameuse matière, trouble et gluante, produit sur la vue la même impression qu'une odeur fétide sur l'odorat.

Certaines « filles », déchues moralement et physiquement provoquent notre admiration lorsque Lautrec ou Degas en accusent le caractère ; on ne peut donc les taxer l'un et l'autre de concessions à l'égard des modèles, Degas surtout, mais l'esprit qui dirige leur main est élevé et les moyens d'expression sont propres. Il faut le trait du génie pour magnifier les tares, ainsi la *Fête de la patronne* par Degas serait intolérable par Rouault.

Les thèmes laids ou vulgaires ne sont permis qu'aux aristocrates : plus ils sont bas, plus ils exigent de distinction dans le graphisme et la couleur.

Entre la vision impitoyable, cruelle même, d'un Lautrec et l'élucubration informe et morbide d'un Soutine ou d'un Rouault, il y a tout un monde ; l'œuvre d'art quelle qu'elle soit ne doit pas engendrer le dégoût : le *Bœuf écorché* de Soutine attire les mouches, celui de Rembrandt est comestible.

Il faut être également un très grand peintre pour oser aborder certains sujets légers ou scabreux, très goûtés au XVIII^e^ siècle et qui, à cette époque, restaient pornographiques lorsqu'ils n'étaient pas signés Fragonard ou Boucher.

Fixé au mur, un tableau s'impose constamment à nos yeux, aussi aimons-nous à nous entourer d'œuvres dont la compagnie agréable et saine est un réconfort. Il existe cependant des chefs-d'œuvre que l'on admire au musée mais dont la présence quotidienne serait difficilement supportable, *la Folle* de Géricault, entre autres, dont le regard inquiétant reflète si intensément le déséquilibre mental. Et pourtant, quelle peinture !

Bien que nous gardions en mémoire les lectures qui nous

ont fortement émus, leur présence a la discrétion du souvenir. Mais si *Une Charogne*, poème des *Fleurs du Mal*, est tolérable à l'esprit, un thème analogue traité en peinture, même avec l'équivalence du génie baudelairien, serait insupportable accroché à notre mur. Comment peut-on alors tolérer chez soi de tels sujets interprétés par des peintres médiocres ?

Je sais qu'il est de bon ton, pour jouer les connaisseurs, de faire abstraction du sujet et si quelques touches de Renoir sur un coin de toile nous en apprennent davantage qu'un Arlequin de Picasso, il n'en est pas moins vrai que l'objet représenté compte : il est beau, quelconque ou laid.

Comme la littérature, la peinture se goûte petit à petit, celle des maîtres s'entend ; bien que l'on en saisisse d'emblée la signification, ses subtilités ne se livrent également qu'aux véritables initiés ; elle garde néanmoins le privilège du choc visuel que rien ne remplace. Quel langage, mieux que les eaux fortes ou les huiles de Goya, pourrait nous faire sentir instantanément toute l'horreur des *Désastres de la Guerre ?*

En peinture, si la laideur repoussante existe, la laideur stupide existe également, mais elle a droit de nos jours à tous les égards ; on la qualifie naïveté ou candeur bien qu'elle soit, en fait, inqualifiable. *La Noce* du Douanier Rousseau est le chef-d'œuvre du genre ; nous ne voyons là cependant ni l'observation du caricaturiste, ni la fraîcheur d'un essai d'enfant. Nul n'ignore que le Douanier Rousseau fut, à l'origine, l'instrument d'une farce de rapins ; cette farce vulgaire prise au sérieux, d'abord par le Douanier qui se crut peintre et ensuite par le public, siège désormais au Musée parmi les œuvres supérieures. Sur les rayons d'une bibliothèque, l'almanach Vermot a sans doute sa place entre Descartes et Pascal.

Il est curieux de remarquer que bien des personnes, aimant également la peinture et la musique, tolèrent du peintre ce qu'elles ne tolèrent pas du musicien ; elles se montrent intransigeantes lorsque l'exécution d'une œuvre musicale laisse à désirer, alors qu'elle restent indifférentes aux fautes de métier d'une toile mal exécutée et considèrent même ces fautes comme des signes d'originalité.

Il est vrai que l'absence de composition et de valeurs, la gaucherie ou la maladresse sont les qualités recherchées par les fervents de la peinture dite naïve. Pour que la logique soit res-

pectée aurons-nous bientôt le plaisir d'entendre un concert de compositeurs exécutants naïfs ? La fausse note sera exquise et l'accrochage continuel du clavier nous fera pâmer d'aise ; ce qui est permis au peintre doit l'être au musicien.

Puisque la niaiserie du Douanier Rousseau se situe, paraît-il, au même niveau que la simplicité savante de Brueghel ou de Corot, applaudissons donc l'équilibriste qui ne tient pas en équilibre.

Si le goût et le bon sens de l'amateur n'étaient déformés par le snobisme, nous n'aurions pas cette impression pénible que dégagent certaines collections faites du meilleur et du pire ; l'amateur authentique ne s'attache pas exclusivement aux œuvres axées sur son goût personnel mais son éclectisme doit bannir tout ce qui constitue une insulte à l'Art.

JACQUES CHAMBAUDET.

CINÉMA

FABIOLA, d'Alexandre Blasetti. — *LE RIDEAU DE FER*, de W. A. Wellman. — *LES CHAUSSONS ROUGES*, de Michaël Powell. — *JOUR DE FÊTE*, de Jacques Tati.

Évidemment *Fabiola* est ce qu'on appelle, en langage de théâtre, « une grande machine ». Mais l'aventure de ce film est singulière. Pendant que pleuvaient à son intention des millions de lires, pendant qu'on rassemblait à son usage des milliers de figurants, pendant que se reconstruisait, en son honneur, la Rome impériale elle-même, il s'apprêtait, lui, à se condenser en dix images, à n'éclairer que quelques visages, à réduire ses trois heures de projection à de brefs instants, mais admirables. Au demeurant, je ne suis pas sûr du tout que ce film ne vaille rien hormis certains de ses moments. Non. Ce sont les grandes eaux du cinématographe. Une telle prodigalité a quelque chose d'élémentaire, bien entendu, et l'esprit n'y est pas toujours le premier intéressé, mais elle est incontestablement une force, et elle se déverse sur l'écran comme une vague de fond.

Mais surtout, je le répète, du tumulte et du vertige surgissent, par à-coups, des lueurs, des cris, des gestes dont on voudrait suspendre l'insaisissable fulguration et qu'il s'agirait de longuement contempler ou entendre.

Nul n'ignore le sujet de *Fabiola*. C'est, comme *Quo Vadis*, une épopée naïve du christianisme originel. Ces deux ouvrages fort populaires passent pour édifiants. Ils sont, à ce titre, comme on dit « entre toutes les mains ». Et sans doute, est-ce dans la meilleure intention du monde qu'ils évoquent les monstruosités de la décadence antique et qu'ils chantent l'avènement de la société chrétienne. Malheureusement, le doute subsiste quant

à l'innocence du prestige dont jouissent ces romans célèbres, alors par exemple que *les Martyrs* de Chateaubriand sont bel et bien oubliés.

La vérité est qu'il faut se demander si ce ne sont pas les bourreaux qui intéressent, ici, le public beaucoup plus que les victimes. Je crains que ce ne soit ce qu'il reste de Pétrone et de Suétone, sous la plume du cardinal Wiseman ou de Sienkiewicz, beaucoup plus que ce qui relève dans leurs livres de la *Légende Dorée*, qui enchante les foules. En un mot, sans les lions, les gladiateurs et le genre « orgie romaine », il est bien évident que les feuilletonnistes, les cinéastes et leur public ne se passionneraient guère pour la lutte de deux civilisations, et le triomphe de la plus spirituelle. C'est ainsi. Ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet.

Mais cet aspect de la question la dépasse nettement. Dans le cas présent, il s'agit tout simplement de savoir si *Fabiola* est un bon ou un mauvais film, et rien de plus. Je penche catégoriquement en sa faveur, je vous le dis. La psychologie dramatique y est bien un peu enfantine, mais elle n'est jamais sotte ou niaise. Le sens historique y est bien un peu sommaire, mais il suffit à ressusciter en nous quelques-uns de ces charmants ou terribles fantômes de l'imagination toujours prêts à reparaître à l'air libre. Enfin, il y a la technique de ce film, qui ne le cède en rien, je trouve, en prestesse, en violence, en netteté, à celle dont le cinéma italien s'est rendu maître depuis quelques années.

D'autre part *Fabiola* s'affirme comme une date de rupture, du moins momentanée. Le style vériste, réaliste, qui a donné *Païsa*, *Sciuscia*, *Sous le soleil de Rome*, *la Terre tremble*, le cède tout d'un coup à l'épique. Depuis la fin de la guerre les Italiens ont exploité tous les thèmes funèbres de l'époque, non sans humour quelquefois, mais aussi à l'état d'obsession. Voilà soudain qu'ils semblent reprendre goût avec *Fabiola* pour les grandes fables, pour l'opéra aussi, hélas ! en même temps. Mais, tel quel, c'est une tradition d'éloquence et de *bel canto* qui appartient évidemment à la civilisation italienne.

On a dit que *Fabiola* ressemblait aux films de Cecil B. de Mille et particulièrement au *Signe de la Croix*. Naturellement quant au sujet. Mais surtout les Américains se sont toujours montrés incapables, dans ce genre de films, de faire œuvre d'art. Les Italiens, en la circonstance, témoignent d'une aise parfaite et en quelque sorte foncière. Rome est leur.

Oh ! bien entendu ce n'est pas celle de Corneille. Dans le siècle où nous sommes l'esprit de force et la conscience du droit ont complètement cessé d'être associés. Il s'en faut de beaucoup que le seul nom de Rome soit capable de les réconcilier. Aussi cette Rome-ci n'est-elle plus que spectacle. Mais son formidable grondement arrive encore des entrailles de l'histoire. Que ce film nous en apporte l'écho c'est déjà assez beau.

J'avoue cependant que ce ne sont pas les tableaux les plus solennels, les grandes « pièces montées », les scènes du Colosseo, par exemple, qui m'enthousiasment le plus. Je préfère, je l'ai dit, les images furtives : la silhouette de Mlle Michèle Morgan devant la mer, pareille à une prêtresse de la Lune, un cheval de marbre qui se cabre et qui semble peint par Giorgio di Chirico, les visages merveilleux de quelques enfants réunis autour du cadavre de l'un des leurs, enfin tout ce que fait de son rôle l'admirable Michel Simon.

Les principaux rôles du film ont en effet été tournés par des acteurs français. Et l'on y voit, notamment, entre autres, le pauvre Louis Salou. J'ai cherché quelle ombre mettait la mort entre lui et ses camarades. Mais la mémoire du cinéma est fidèle, et rien ne lui échappe plus de ce que les êtres lui ont un jour confié d'eux-mêmes.

***

Fabiola est dédié aux victimes de toutes les persécutions. Pour se dérouler en cachette, dans l'ombre, dans l'occulte, le *Rideau de fer* n'est pas moins un film qui en appelle à la conscience des peuples. Du moins y prétend-il. Il emploie à cette intention toutes les ressources d'émotion et de propagande dont le cinéma dispose si puissamment. *Le Rideau de fer* n'est que le récit de la grave affaire d'espionnage russe au Canada qui, peu de temps après la guerre, a si vivement ému l'opinion publique américaine.

On y voit des diplomates soviétiques se ménager des intelligences dans les milieux scientifiques intéressés à la fabrication de la bombe atomique, se faire communiquer des documents précieux, et couvrir le pays d'un vaste réseau d'agents, guidés autant par la terreur que par l'intérêt. Mais le drame n'est pas là. Il se déroule dans l'âme d'un des fonctionnaires de l'ambassade de l'U. R. S. S. Il répugne au travail qu'il accomplit. Il consi-

dère comme monstrueux de traiter en ennemis les alliés d'hier. Seule, la peur le retient de tout abandonner. Il sait combien sont rapides les décisions de Moscou à l'égard de qui fléchit dans ses devoirs. Ce n'est qu'au jour où il est rappelé en Russie, qu'il se décide à sauter le pas. Il vole certains documents, les plus compromettants, et s'emploie à alerter les pouvoirs publics canadiens sur l'activité de ses compatriotes. Econduit, tout d'abord, il risque la mort. Il sait sa trahison découverte. On va l'assassiner. Sa femme et son fils ne seront pas épargnés. Il erre dans la ville. Il n'ose plus rentrer chez lui. Et de fait, sa vie ne tient plus qu'à un cheveu, lorsqu'une intervention inopinée de la police canadienne le sauve et permet que soit dévoilée cette immense affaire d'espionnage qui a été un des premiers événements de l'après-guerre à trahir l'antagonisme entre deux grandes puissances.

On sait que ce film, américain bien entendu, a été fort mal accueilli par les milieux communistes français. Il a soulevé de leur part de véhémentes protestations, Il a fait l'objet d'une interpellation au Parlement. Et la projection du film a été presque chaque soir interrompue par des manifestations. La séance à laquelle j'ai assisté, pour s'être déroulée sans incidents publics, n'en a pas moins été pénible. J'ai bien cru devoir lever le siège. La salle entière était en larmes. En arrivant j'ai cru que le film en était cause. Cela me surprit un peu. Mais au bout de quelques minutes, il fallut bien que moi aussi, je tirasse mon mouchoir. de ma poche. On avait tout simplement, et sans doute subrepticement, écrasé quelques ampoules de gaz lacrymogène sous les fauteuils. Au balcon toutefois l'atmosphère était moins imprégnée et nous pûmes tenir jusqu'à la fin de la projection.

En vérité, mon sentiment est que l'émotion politique soulevée par ce film a été singulièrement, et sans doute techniquement, exagérée. Car le *Rideau de fer* est médiocre. Les Américains, qui réussissent si bien les films policiers quand ils sont imaginaires, n'ont pas été, me semble-t-il, bien à l'aise avec celui-ci qui, hélas ! ne l'était pas et mettait en jeu une psychologie un peu singulière. Au surplus, on éprouve quelque gêne à voir le héros fouiller dans les archives de son ambassade pour aller en porter les pièces capitales au ministère de la Justice d'un pays qui lui est étranger. La vérité est que rien n'est aussi simple que les auteurs de ce film ont semblé le croire. Un sujet aussi grave, des problèmes aussi vastes, méritaient sans doute d'être traités avec moins

d'enfantillage moral. Bref, la conviction n'est pas emportée de l'intérêt politique de ce film et encore moins de ses mérites artistiques. L'époque aura ses historiens sans doute ; mais ses témoins directs sont visiblement, par elle, dépassés.

***

C'est une autre Russie qu'évoquent *Les Chaussons rouges*, celle de Serge de Diaghilew. L'affabulation est transparente. Ce film retrace la vie d'une compagnie de ballets internationale. Le personnage principal, le patron, l'animateur de la troupe nous est présenté comme un homme tyrannique mais génial et dont les caprices, aussi bien esthétiques que sentimentaux, font la loi parmi son entourage. On ne peut guère ne pas reconnaître, à travers lui, le fondateur des Ballets russes, Serge de Diaghilew en personne, quand de 1909 à 1929, il régnait non seulement sur l'art de la danse mais sur tout le théâtre occidental.

Eblouissante époque. Les danseurs russes promenaient à travers le monde leur monde à eux. Et toute une légende les suivait, qui, de fête en fête, fit d'eux les plus extraordinaires saltimbanques que l'amour et la beauté aient jamais lancés sur les grands chemins.

Les Chaussons rouges, bien que plus ou moins conçus et réalisés sous le contrôle de M. Léonide Massine, un des rares héritiers de la tradition diaghilewenne, sont bien loin d'avoir un mérite technique et spirituel suffisants pour retracer ces fastes déjà lointains.

L'action se déroule presque exclusivement à Monte-Carlo, qui fut en effet le siège principal des Ballets russes. On y voit le directeur de la troupe entrer en conflit avec son chef d'orchestre pour l'amour d'une jeune danseuse qui, à la fin du film, se suicidera. Tel est le thème, fort pauvre et fort banal, que l'on a trouvé. Inutile de préciser qu'il est traité avec la plus complète platitude. Quand on tombe dans une convention pareille, il n'y a pas de raison qu'on se découvre d'autre part du génie dans la façon de l'exprimer. C'est dans une atmosphère de parfaite niaiserie que se déroule tout le film. Mais le clou en était visiblement le ballet central et qui donne son titre à l'œuvre de M. Michaël Powell.

Tous les moyens du cinéma ont alors été mis en jeu, pour faire,

en quelque sorte, éclater les murs du théâtre, pour donner à la danse toute l'expression possible, pour la précipiter dans l'espace et même dans l'au-delà. Techniquement, en effet, il y a là un sérieux effort. Les corps s'envolent, l'horizon s'éloigne à l'infini. Le mouvement de la danse rivalise avec celui des astres. On ne sait d'où jaillissent ces lumières, ces formes, on ne sait plus si ces fantômes s'incarnent ou si ces êtres se dissolvent. Bref, il s'agissait, nous le voyons bien, de nous entraîner en pleine féerie. Malheureusement les couleurs ne cessent pas d'être laides, et bien plus laid encore à mon sens, me paraît être l'esthétique de ce morceau de bravoure.

Ce ballet est un compromis entre un surréalisme de grands magasins et une fantaisie de Walt Disney. On a voulu faire de l'art. On nous a seulement présenté un exemple parfait des méthodes puériles qui gouvernent le cinéma. Une usine a été mise en branle, sans aucun doute, pour opérer dans le cas présent. Il n'a manqué à sa tête qu'un artiste vrai, sachant voir et faire voir.

***

Le plus grand succès a accueilli un petit film de M. Jacques Tati intitulé : *Jour de fête*. M. Tati sera-t-il un nouveau René Clair ? Il n'est pas douteux que son œuvre ne soit inspirée du même esprit que celui qui anime les films de l'auteur de *Sous les toits de Paris*. Le comique s'y tient entre la farce et la satire, mais il est constamment tempéré par un attendrissement gentil qui finit par le transformer en un acte d'amour.

Sans doute, dans ce film, se moque-t-on beaucoup et nous invite-t-on à rire, comme dans les opéra comiques classiques, de l'âme villageoise. La campagne française nous est peinte, comme le lieu d'élection des ridicules, des nigauds, des paysans du Danube et des simples d'esprit. Mais c'est sans méchanceté et sans noirceur. Et finalement, bien au contraire, une sorte de renversement se produit et une douce folie poétique seule subsiste, qui fait des habitants de ce village des exilés de la Lune. Le héros principal est le facteur. Et le film tout entier n'est qu'un grand sketch relatant les exploits de cet honorable fonctionnaire. Un soir de fête, le cinéma du crû passe une bande documentaire consacrée à la poste américaine. Le facteur, le lendemain, mal remis

des libations de la nuit, piqué au vif par les plaisanteries de ses concitoyens, décide d'en remontrer en vélocité et en acrobaties aux Américains eux-mêmes. C'est alors une course folle, un saut d'obstacles, une épopée vélocipédique menés grand train, et où l'invention, quant aux incidents que soulève et rencontre le facteur sur sa route, est véritablement inépuisable.

M. Jacques Tati incarne lui-même le rôle du facteur. Il est grand et dégingandé. Il est fort drôle. Mais ce n'est pas tant le rire, semble-t-il, qu'il cherche à déchaîner, que quelque chose d'heureux et de libre dans l'esprit du public, et incontestablement il y parvient.

ROGER LANNES.

A TRAVERS LA PRESSE

APRÈS LES ÉLECTIONS BELGES

Les élections belges ont amené une avance du parti social-chrétien qui gagne treize sièges à la Chambre et du parti libéral qui en gagne douze, cependant que les socialistes en perdent trois et les communistes onze. Au Sénat, les sociaux-chrétiens gagnent trois sièges et les libéraux neuf. Les socialistes en perdent un et les communistes six. Malgré ce succès les sociaux-chrétiens n'obtiennent pas la majorité absolue, ce qui rendra nécessaire la formation d'un gouvernement de coalition. M. Van Zeeland, pressenti pour le constituer, a dû se récuser après s'être livré aux consultations d'usage. M. Van Cauwelaert, membre important du parti social-chrétien, a été convoqué à son tour par le Prince Régent. A la suite de cette audience, il a accepté une mission d'information avec l'espoir de pouvoir reprendre la tâche à son compte.

On sait que ces élections devaient permettre de régler la question royale. Jusqu'à présent, il n'en est rien. L'éditorial du Monde *assure que c'est pour avoir mis tout de suite au premier plan cette question que M. Van Zeeland a échoué devant l'opposition des socialistes et des libéraux :*

Le plan qu'on attribuait au futur premier ministre était audacieux, mais pratiquement réalisable si l'on fait abstraction des conséquences. Un cabinet entièrement social chrétien serait formé. Avant de solliciter un vote de confiance des deux Chambres prises séparément, il les réunirait en congrès et leur ferait voter l'abrogation de la loi qui écarte Léopold III du trône. Cette loi est évidemment désuète, puisqu'elle fait état d'un « ennemi » qui le mettrait dans l'impossibilité de régner. Elle pourrait être annulée par un vote des deux Chambres réunies.

La loi contre Léopold III abolie, le régime prendrait fin, et le roi pourrait apparemment rentrer en Belgique. Que se passerait-il alors ? Même si l'on néglige les menaces de grève générale proférées par les syndicats, la situation serait difficile. Le roi devrait former un nouveau gouvernement, qui se heurterait aux mêmes obstacles que M. Van Zeeland, ou faire dissoudre les Chambres, tout au moins l'une d'entre elles, en admettant que les sociaux chrétiens reviennent avec une majorité dans les deux, cette majorité ne pourrait être qu'insuffisante.

Si, comme on l'annonce aux dernières nouvelles, M. Van Zeeland fait encore une tentative près des libéraux, il tiendra certainement compte de leurs désirs, d'abord dans la question royale. Le bruit court que les socialistes eux-mêmes seraient prêts à accepter une consultation populaire. Ce serait là une façon d'éliminer une controverse pénible, qui pèse depuis quatre ans sur la politique belge, et qu'aucun parti n'a plus intérêt à maintenir. Le sentiment du peuple s'étant manifesté, la voie serait libre pour les combinaisons les plus stables, les plus propres à assurer l'avenir du pays, en tenant compte à la fois des programmes et des hommes.

LE VOYAGE DE M. JOHN SNYDER

M. John Snyder, secrétaire américain du Trésor s'est entretenu avec M. Maurice Petsche, notre ministre des Finances. Il semble que la conversation ait surtout porté sur la situation économique de la France et des Etats-Unis. A la suite de quoi les journaux français s'interrogent sur les mesures envisagées. Libération *se demande si le salut n'est pas dans une dévaluation de la livre, comme le proposent les Américains. Autre suggestion :*

Dans un relèvement du prix de l'or, c'est-à-dire dans une dévaluation du dollar ainsi que le souhaitent les Anglais ? Dans une révision des accords monétaires de Bretton-Woods, le 18 septembre, comme le bon sens l'indique ?

C'est autour de ces trois expédients que ministres des Finances et experts vont s'agiter au cours de multiples conférences prochaines.

Depuis, M. Stafford Cripps, sans rien cacher des inquiétudes que peut susciter la situation économique de l'Angleterre, a laissé entendre que la livre ne serait pas dévaluée. Il a aussi parlé de la crise du dollar. Perspectives, *se livrant à un tour d'horizon sur ces différentes questions, signale le problème de la surproduction qui se pose pour les Etats-Unis :*

Un fait est certain : les Etats-Unis pourront de moins en moins utiliser à plein leur potentiel de production. Chez eux le marché intérieur déjà est en grande partie saturé. Ailleurs que pourront-ils vendre ? Chacun fabrique de plus en plus chez soi ce dont il a besoin et si les marchandises s'échangent contre des marchandises elles ne s'échangent pas contre les mêmes marchandises. Déjà le nombre des chômeurs atteint outre-Atlantique près de 4 millions. La production de l'acier diminue à une cadence telle que si cela continue le déficit en fin d'année sera l'équivalent de toute la production française de douze mois. A Wall Street les cours n'ont jamais été aussi bas depuis la victoire. Les planificateurs, « le fair deal » pourront-ils éviter un chômage généralisé ? Les Etats-Unis pourront-ils continuer d'aider l'Europe avec un budget en déficit déjà d'un milliard de dollars ? Se replieront-ils sur l'Amérique du Sud faisant de l'hémisphère occidental une vaste zone autarcique ? Tout est possible : rien n'est certain.

Quant à la situation de la Grande-Bretagne, elle est angoissante :

La baisse des exportations, conséquence de la chute des prix mondiaux, s'accentue. Les achats de la zone dollar dans la zone sterling diminuent à cause de la chute des prix mondiaux (baisse de 50 % sur le cacao, de 10 % sur la laine, de 23 % sur le caoutchouc, de 15 % sur l'étain, etc...). Il en résulte pour Londres une hémorragie de dollars et d'or. Les réserves sont au-dessous de la côte d'alerte chiffrée à 2 milliards de dollars. Elles ne seraient plus que de 1,6 milliard, peut-être moins.

Dans ces conditions comment le pays va-t-il pouvoir vivre dans quelques mois, si, dépourvu de réserve, ses exportations et l'aide Marshall ne suffisent plus à payer les denrées alimentaires qu'il doit importer pour nourrir sa population ? A vues humaines, ce problème n'a pas de solution durable. Un nouveau secours américain, une dévaluation de la livre, ne seraient que des remèdes provisoires.

Mais le fait que, brusquement, le marché mondial d'acheteur soit devenu vendeur, que ce retournement ait provoqué dans le monde entier mévente et baisse des prix, ne touche pas seulement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En Europe, en Moyen-Orient, des pays entrent en crise ou y sont déjà — la Belgique, la Turquie par exemple. L'Amérique du Sud et les ex-territoires coloniaux voient leur économie ébranlée.

Les exportations tombent de moitié comme au Cameroun. Parfois la banqueroute semble proche comme en Argentine. Que va-t-on faire, que peut-on faire ?

Ce n'est pas tout. Les ex-vaincus, l'Allemagne et le Japon, qui avaient cependant capitulé sans conditions, échappent à l'emprise des vainqueurs et s'orientent vers de nouvelles destinées. L'Allemagne occidentale ne sait que faire de sa production au rétablissement de laquelle Américains et Anglais ont poussé tant qu'ils ont pu. Qui l'empêchera de reprendre telle ou telle fabrication, d'augmenter sa production d'acier comme elle l'entendra, si elle peut l'utiliser elle-même sur place ? Il y a plus d'un million et demi de chômeurs dans les trois zones occidentales. Le nazisme est né du chômage. On ne saurait l'oublier.

La conclusion est qu'il faut s'attendre à une crise économique cet automne.

LE KOMINFORM CONTRE LE VATICAN

Sous ce titre le Bulletin hebdomadaire de France Documents *signale l'offensive déchaînée en Europe orientale contre la hiérarchie catholique, soit dans les Etats à majorité orthodoxe comme la Roumanie et la Bulgarie, soit dans ceux de pluralité confessionnelle comme la Yougoslavie ou de fortes communautés dissidentes comme la Tchécoslovaquie, soit en Pologne et en Hongrie catholiques. Les tactiques ont été différentes mais l'objectif reste le même. En ce qui concerne plus particulièrement la Tchécoslovaquie, le rédacteur de l'article fait les réflexions suivantes :*

Ainsi un Etat à direction communiste se subroge au pouvoir de l'Eglise. Il agit exactement vis-à-vis des catholiques comme Moscou à l'égard des orthodoxes, sans tenir aucun compte de la différence de structure hiérarchique entre les deux confessions.

Bien mieux : pour engager des poursuites contre le clergé réfractaire, et déclarer nulles les interdictions pontificales, il invoque une loi de 1874 ; autrement dit, un gouvernement marxiste de démocratie populaire se retranche derrière la législation des Habsbourg !

Il ne lui reste plus qu'à nommer lui-même les évêques.

Il semble cependant, aux dernières nouvelles, que Prague ait hésité à porter la main sur l'archevêque. Une curieuse déclaration du ministre de la Justice, M. Alexei Cepicka, reconnaît que « ne pas tenir compte de l'Eglise et la regarder comme une institution périmée ne ferait que porter de l'eau au moulin de la réaction internationale ». Elle s'élève contre « une attitude inopportune du pouvoir civil à l'égard de la religion ». Le ministre veut bien reconnaître que, « tant qu'il y aura des gens qui ont besoin de la foi en Dieu et tant que cet état d'esprit (*sic*) fera partie de leur vie, il sera nécessaire d'en tenir compte. »

Ce que ne dit pas M. Cepicka, c'est que le problème religieux est, en Tchécoslovaquie, lié aux conditions de l'unité nationale. La Slovaquie est en effet profondément catholique : c'est même le pays d'Europe où le clergé a joué le rôle le plus actif dans la vie politique. Or, une rupture entre Rome et Prague aurait pour inévitable conséquence de tendre les rapports — déjà assez peu encourageants — entre Tchèques et Slovaques. Bien que lui-même incroyant, le président Bénès l'avait fort bien compris et aménagé sur une base jugée satisfaisante par les deux parties les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Ses successeurs n'ont évidemment pas le même sens des réalités politiques. Ils se heurtent à un courageux prélat qui, semble-t-il, ne cèdera ni à la menace, ni à la force.

Sera-ce demain le tour de la Pologne ? On peut le craindre. Mais l'oppression se heurtera, il n'en faut pas douter, à une opposition populaire encore plus énergique.

UNE LETTRE DES DÉFENSEURS DU MARÉCHAL PÉTAIN

Maîtres Jacques Isorni et Jean Lemaire, défenseurs du maréchal Pétain, viennent d'adresser au Président de la République une lettre apportant des précisions définitives sur une douloureuse question qui fournit depuis longtemps matière à débat. La plupart des journaux reproduisent des extraits de cette lettre dont le Figaro *et l'*Epoque *donnent le texte complet que voici :*

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Lorsque nous nous fûmes rendu compte des conditions dans lesquelles le maréchal Pétain était détenu à l'île d'Yeu, nous avons le 27 juin 1946, demandé à M. Georges Bidault, président du Gouvernement provisoire, d'améliorer ces conditions. M. Georges Bidault refusa, en nous opposant le règlement.

Le 27 février 1947, devant l'affaiblissement des forces du maréchal, nous demandions à M. André Marie, garde des Sceaux, d'autoriser la maréchale Pétain à partager la captivité de son mari pour lui apporter les soins que nécessitait son grand âge. M. le garde des Sceaux, faisant valoir que ce grand âge avait déjà valu au maréchal de n'être point exécuté, refusa, en nous opposant le règlement.

Devant tant de rigueur, l'Académie française demandait, le 11 avril 1947 à M. Paul Ramadier, président au Conseil, de revenir sur une pareille décision. M. Paul Ramadier refusa, en lui opposant le règlement.

Nous n'eussions pas pensé, d'ailleurs, qu'il pût exister un règlement aussi sévère pour un vieillard à qui la France devait tant. Il est vrai que pour lui on avait bien inventé une peine, puisque celle qu'il accomplit ne figure pas dans le Code pénal.

En février 1949, nous obtenions que trois experts fussent envoyés à l'île d'Yeu pour savoir si l'état de santé du maréchal Pétain était compatible avec le régime qui lui était imposé. Ces trois médecins, choisis parmi les plus éminents, ont conclu à la nécessité de le faire transférer au plus tôt.

Cependant, dans des communications officieuses à la presse, on a cru pouvoir modifier le sens des conclusions de l'expertise afin de justifier, aux yeux de l'opinion publique, l'inexplicable maintien du maréchal dans une forteresse à l'île d'Yeu.

Nous en revenons. Le spectacle douloureux que nous avons vu nous a fait un devoir de nous adresser à M. le Garde des Sceaux. Mais ce dernier n'a pu nous recevoir. Vous nous apparaissez désormais, Monsieur le Président de la République, comme le seul et suprême recours. Nous vous saisissons donc, en dehors de toute procédure, au seul nom des lois de l'humanité, dans ce cas tragique, de ce « drame humain et national » que, par des discours, certain membre du gouvernement voudrait rendre politique.

Cette démarche, nous la faisons de notre propre initiative. Le maréchal n'a jamais rien demandé pour lui, sinon la liberté de ceux mis en prison pour lui avoir obéi. Mais aujourd'hui, accablé par tant d'épreuves et tant d'années, son esprit entre peu à peu dans la nuit. Sa captivité n'en semble que plus abominable, malgré des gardiens dont l'attitude constituait, jusqu'à ce qu'ils fussent remplacés, un exemple pour les pouvoirs publics.

Il n'y a aucune loi humaine, dans un pays civilisé, Monsieur le Président qui permette de détenir en prison un vieillard entré dans sa quatre-

vingt-quatorzième année. Le pire des criminels serait, à cet âge, remis en liberté.

C'est parce que nous ne serons jugés que sur nos actes qu'il appartient à chacun de prendre ses responsabilités. Le gouvernement par son refus, les membres des Assemblées parlementaires par leur silence, ont pris les leurs.

Pour notre part, nous aurons tenté l'impossible en alertant les autorités compétentes, pour que ne meure pas en prison, celui à qui le pays doit, selon les termes mêmes du général de Gaulle, qui pourtant était à l'origine des poursuites, « l'impérissable service d'avoir gagné la victoire de Verdun ».

C'est aujourd'hui vers la plus haute personnalité française que nous nous tournons pour ce dernier appel, avec l'espérance qu'il soit enfin entendu.

A la suite des communiqués du Gouvernement ou de ses ministres, notre devoir de défenseurs nous fait une obligation de nous adresser publiquement à vous, gardien des traditions et du renom de la France, afin que l'opinion aujourd'hui et demain l'Histoire puissent juger.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre haute considération.

JACQUES ISORNI, JEAN LEMAIRE,
avocats à la Cour.

MENUS-PROPOS

A TRAVERS PARIS

Paris, actuellement, semble vouloir jeter un défi au soleil. La lutte est même engagée. Le premier scintille de toutes les beautés de ses étalages, offre à tous l'éblouissement de sa mode et de ses nouveautés. Le second déverse sans parcimonie le sourire joyeux de ses lumineux rayons. Paris est beau. Paris est content. Son Grand Prix s'est couru sous un ciel sans nuage, remporté par une pouliche dont le nom est dû à l'imagination d'un illustre poète anglais. Les Universités commencent à décerner des prix et à donner le résultat des concours. En attendant l'heure proche des vacances, Paris travaille dans la joie.

***

« Quatre siècles de tapis français », c'est sous cette dénomination que le Musée des Arts Décoratifs nous convie d'aller contempler au Pavillon de Marsan, le processus d'une industrie française intimement liée à notre histoire.

Cette exposition est pleine de grandeur, ce fut notre impression première, et elle ne nous quittera pas pendant tout le temps de notre visite.

Evidemment, nous aurions préféré que les splendeurs anciennes qui nous sont présentées fussent un peu rénovées, mais malgré un certain abus de patine nous les avons aimées ainsi. Oui, nous avons aimé ces tapis témoins muets de traités historiques, d'époques où l'héroïsme était monnaie courante ; ces paravents devant lesquels se nouèrent des pourparlers de paix, derrière lesquels se dénouèrent les trames de sombres complots ; ces tabourets chers aux belles duchesses, ces canapés et fauteuils si favorables aux confidences ou aux aveux frémissants.

Nous aurions aimé parler du tapis et de son exécution avec autant de poésie, de précision, que le fit Ovide lorsqu'il décrivit les progrès du métier de Minerve et d'Arachnée. « Les fils ne sont plus libres, disait-il, comme sur le métier de Pénélope, mais fixés probablement sur un cylindre qui permet de les tendre à volonté. » Nous ne nous étendrons pas sur les métiers de haute lisse et de basse lisse, sur le travail vertical ou horizontal, exécuté soit à l'envers, soit à l'endroit. Contentons-nous de dire combien nous savons gré à Pierre Dupont, modeste mais avisé et industrieux Parisien, qui a introduit, sinon inventé, une méthode nouvelle dans la confection du tapis. Il sut « combiner les outils et la vraie méthode pour faire travailler les enfants avec facilité ». Mais surtout, il sut substituer aux dessins à plat des Orientaux une présentation en relief, et donner du modelé aux rinceaux, aux guirlandes fleuries, aux blasons, aux mascarons, voire aux figures. Henri IV fut enthousiasmé des trouvailles de Pierre Dupont. Et si nous reconnaissons que l'Orient a exercé une influence constante sur l'Occident dans l'industrie du tapis grâce à ses teintures aux coloris harmonieux, nous sommes fiers à la pensée que les imitations fabriquées en France sont presque toujours supérieures au point de vue de la finesse de l'exécution.

Dans un immeuble appartenant à Jean Gobelin dans lequel celui-ci fabriquait du drap et faisait tout à la fois commerce de teinturerie sur les bords de la Bièvre, faubourg Saint-Marcel, vers 1667, s'installèrent les ateliers de la manufacture royale de tapis qui prit peu à peu le nom de l'ancien propriétaire ; ainsi que les ateliers établis précédemment dans une ancienne fabrique de savons avaient pris le nom de Savonnerie. Plus tard, vers 1825, un roi ordonnera que la « Savonnerie » soit réunie aux « Gobelins ».

Dans le département de la Creuse, à Aubusson, une fabrique de tapis de pied s'établit, et devint supérieure par le bon goût aux tapis de Perse et de Turquie. Pourquoi une telle fabrique dans un pays aussi pauvre où rien ne semblait le désigner à cette affectation ? C'est que les eaux de la Creuse révélaient des qualités particulières pour la coloration des matières premières. Marguerite de Valois, reléguée à Usson, s'intéressa à cette fabrique, lui commanda force tapisseries. Sur l'initiative de Colbert, en 1665, Louis XIV donna des statuts nouveaux à la manufacture, qui prit elle aussi le nom de Manufacture Royale d'Aubusson. Colbert, en 1664, fonda la manufacture de Beauvais où l'on ne fabriquait que de la basse lisse ; elle devint elle aussi Manufacture royale.

La haute et principale galerie du Pavillon de Marsan est réservée aux œuvres des XVII^e^, XVIII^e^ et XIX^e^ siècles ; c'est là qu'elles nous apparaissent simples et dignes, riches et majestueuses, et où, tout au fond, un immense tapis rectangulaire éclairé par des réflecteurs électriques, offre à nos regards tous les ors d'un bel automne. Les salles du côté gauche de cette galerie sont réservées aux tapis modernes. Là, rien n'est terni par le temps. Tout y est jeune. Tout y est nouveau. Si quelques cartons nous paraissent un peu osés, un peu heurtés, tous sont frais et pimpants, certains d'une réussite parfaite. Nous y voyons un très beau tapis à fond crème avec une large bande vert amande. Un autre tapis ovale à fond blanc, avec un décor de feuilles de lierre roses et vertes, est du plus joli effet ; un troisième, rond cette fois, fait de gris très doux et de fraise écrasée, est d'une rare distinction. A signaler également un tapis avec garniture de coquillages et de palmes aux coloris heureux. Et pourquoi ne pas dire s'être extasié devant cet autre encore, tout rond, tout blanc, décoré de motifs en relief vieux bleu ?

Tapis doux et souples, combien de chutes enfantines n'avez-vous pas amorties ? Tapis chauds et moelleux comme vous êtes bienfaisants au vieillard frileux ! Et vous tapis que dépeint si bien Pline, vous n'étiez ni de Turquie ainsi que ceux de La Fontaine, encore moins de zibeline comme les tapis chers à Moustapha. Tapis d'azur ou de pourpre, tapis célèbres du Camp du Drap d'Or, tapis modernes nés de l'imagination de nos jeunes artistes, vous êtes autant d'évocations de confort, autant de visions de luxe. Vous fûtes et vous resterez l'élément principal du bien-être de nos demeures.

***

S'il est une place charmante en toutes saisons, c'est bien la place de Furstenberg. Sous la neige, elle apparaît semblable à un décor d'opérette ; en été, elle garde même par les journées les plus torrides la fraîcheur d'une oasis. Et s'il est un atelier bien fait pour abriter une exposition de paysage romantique, c'est assurément l'atelier fameux de la rue du même nom.

La *Société des Amis d'Eugène Delacroix* a eu la très bonne idée de faire dans l'atelier du Maître, une manifestation artistique : *Delacroix et le Paysage romantique.*

Tout y est plaisant dans cette exposition. Rien n'y est pompeux. Et toutes les œuvres que l'on peut y voir, par leur valeur et leur mérite, captent l'attention. Rien de morose non plus, malgré tout le romantisme dont on se trouve entouré. Et si une certaine mélancolie semble vouloir s'emparer de nous, elle ne manque ni de charme, ni de douceur. Bien au contraire, le visiteur a l'impression d'être dans un coin

béni, protégé des dieux, à l'abri d'un monde où sont les méchants. Lorsque, sa visite terminée, il erre quelques instants dans le tranquille jardin, les grands Paulownias étendent sur lui l'ombre bienfaisante de leurs larges feuilles, et cette halte solitaire a pour lui la saveur d'un fruit du paradis perdu.

Cette exposition est divisée en deux séries, certaines œuvres ne sont présentées au public que de mai à la fin de juillet ; d'autres seront exposées du 1er août jusqu'à la clôture de l'exposition.

Un catalogue très judicieusement rédigé renseigne sur tout ce qui est exposé, et M. Claude Roger-Marx l'a préfacé avec infiniment de talent. Ainsi, l'on apprend qu'en ces lieux est commémoré le centenaire de la mort de François-Marius Granet et en même temps on admire une série de ses jolies aquarelles : *Les cent marches de l'Orangerie de Versailles, La Pièce d'eau des Suisses à Versailles, Le Parc de Versailles, du côté de l'Orangerie sous la neige*, et un tableautin ravissant hors catalogue appartenant à M. J.-L. Vaudoyer. De Corot l'on voit le fameux *Panorama de la campagne romaine*. De Dupré *Le Grand Chêne*. Et si nous connaissons bien *La Vanne d'Optevoz* de Daubigny, nous ne l'en admirons pas moins ; de même que *Paysage avec Saül* de Decamps ; *Les Brisants à la pointe de Granville* de Paul Huet. *L'Allée des Châtaigniers, La Plaine devant les Pyrénées* et *Les Vaches à la mare* de Théodore Rousseau méritent toujours un éloge spécial. De Louis-Adolphe Hervier, nous avons vu deux aquarelles originales et réussies : *Moulin* et *Moulins le soir*. Une étude : *Les Pyrénées* de Diaz de la Pena, est pleine d'intérêt. *L'Epave* de Géricault ne peut être vue sans émouvoir. Devant *Le Château-fort* et *Paysage* de Victor Hugo, nous sommes vraiment en plein romantisme. Enfin d'Eugène Delacroix nous avons admiré à loisir aussi bien les mines de plomb, que les aquarelles et les toiles. On quitte ces lieux avec regret, mais résolu à y revenir bientôt, afin de ne pas manquer la seconde partie de l'exposition qui déjà s'annonce d'un réel intérêt.

***

Devant la maison qu'il a habitée quai d'Orsay, une cérémonie a eu lieu en souvenir de Jean Giraudoux, et une plaque commémorative a été posée sur la façade de l'immeuble. Plusieurs allocutions ont été prononcées. M. Jean-Louis Vaudoyer a évoqué en termes émouvants et poétiques l'œuvre de l'écrivain. M. André Morize, qui fut le camarade de Jean Giraudoux à l'Ecole Normale et son collègue dans les Universités américaines, a su montrer avec beaucoup d'élégance et de précision comment l'auteur de *Suzanne et le Pacifique* devint l'auteur persuasif et chaleureux des messages adressés par les services d'information au début de la guerre de 1939. Au nom de la ville de Paris, M. Pierre de Gaulle, président du Conseil municipal, réussit à dire, dans une brève allocution, tout ce que Giraudoux devait à Paris et tout ce que Paris ensuite avait dû à Giraudoux. Enfin, M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, a retracé la carrière diplomatique de Giraudoux, toujours libre d'esprit et clairvoyant, discipliné et volontaire, inspiré par un constant souci patriotique et par une foi sans défaillance dans les destinées de son pays.

***

L'ambassadeur de Belgique et Mme la baronne Guillaume ont donné une brillante réception au château de La Bretèche en l'honneur des membres de l'Académie belge. Un grand nombre d'académiciens étaient arrivés de Bruxelles, et l'ambassadeur avait eu l'aimable pensée de convier les membres de l'Académie française qui étaient venus revoir leurs confrères de Belgique. S. M. la reine Elisabeth qui se trouvait à Paris avait tenu à honorer cette réunion de son auguste présence. De nombreuses personnalités parisiennes sont allées dans l'après-midi rejoindre les invités du matin. La température, l'agrément du décor, l'harmonie du paysage achevaient de rendre particulièrement aimable cette réunion où l'ambassadeur et la baronne Guil-

laume surent faire avec autant de grâce que de simplicité un charmant accueil à leurs invités.

***

L'Académie des Sciences morales et politiques a élu récemment M. Daniel Halévy et M. Maurice Pradines. Notre collaborateur et ami Daniel Halévy, un des meilleurs écrivains de ce temps, est l'auteur bien connu de grandes études historiques et littéraires, et nos lecteurs ont goûté son talent. M. Maurice Pradines est l'auteur de travaux historiques très appréciés.

IL Y A CENT ANS

Les troupes françaises sont entrées à Rome, après un siège qui a duré un certain temps. Le général Oudinot s'est occupé immédiatement de rétablir l'ordre si gravement troublé par les révolutionnaires, et de rassurer les populations soumises pendant toute la période d'émeutes à une véritable terreur. Il s'agit désormais de préparer le retour du Pape, et d'examiner les possibilités nouvelles qui s'offrent.

***

Des élections viennent d'avoir lieu pour nommer un certain nombre de représentants à l'Assemblée. Les résultats montrent que partout ce sont les candidats partisans de l'ordre qui ont triomphé. La nation est fatiguée des excès révolutionnaires, et les tentatives insurrectionnelles du mois de juin ont achevé de la détourner des candidats de la Montagne. Ces élections ont produit une bonne impression à l'étranger. Le *Times* se félicite de ce retour de la France à la raison.

***

A l'Académie française, M. Villemain a donné lecture de son rapport sur les prix de vertu. En parlant de la bienfaisance, M. de Saint-Aulaire a évoqué le souvenir de la reine Marie-Amélie et cette partie de son discours a été fort appréciée de l'auditoire.

Pour l'année 1850, l'Académie a choisi comme sujet du prix d'Eloquence, un *Eloge de Madame de Staël.*

***

A l'Assemblée, M. Victor Hugo est intervenu au cours de la discussion sur l'Assistance publique. Ses paroles ont eu pour thème *La souffrance et la misère.* « La souffrance, a dit Victor Hugo, ne peut disparaître d'ici-bas : c'est une loi divine. Mais la misère doit être énergiquement combattue, et elle doit disparaître. »

***

Au théâtre, un auditoire empressé a pris grand plaisir à entendre Mlle Rose Chéri et M. Bressant dans *Quitte pour la peur* de M. Alfred de Vigny.

***

La planète Vénus, grâce à la pureté de l'atmosphère, est depuis plusieurs jours visible à l'œil nu, même dans la matinée. Elle continuera d'être visible, d'après l'Observatoire, jusqu'au 19 juillet.

LES LIVRES

AFRIQUE BLANCHE, AFRIQUE NOIRE, par Maurice Genevoix, de l'Académie française ; un vol. in-16, Flammarion.

Tous nos lecteurs ont conservé le souvenir de ces brillants articles où M. Maurice Genevoix évoquait le souvenir du grand voyage qu'il a fait dans l'Afrique du Nord — Afrique blanche — et dans l'Afrique occidentale et centrale — Afrique noire. En Tunisie, Algérie, Maroc, il notait les changements accomplis depuis un premier séjour, il y a quinze ans. Dans l'intervalle, la grande tourmente avait accompli là ses bouleversements comme dans la métropole. Sur place M. Maurice Genevoix a pu constater le grand mal qui sévit en tant de pays de l'Union française : l'envahissement de la politique et l'« électorialisme ». On sait quel merveilleux peintre de paysages est Maurice Genevoix ; on se rappelle nombre de belles descriptions dans ses romans et celles qu'il a rapportées de son séjour au Canada. L'éclat de son talent s'affirme une fois de plus dans les tableaux qu'il a tracés du Sud et de l'extrême Sud du Maroc : Marrakech, sa palmeraie et ses jardins, la place grouillante de Djemaa el Fnâ, le Grand Atlas avec le contraste entre ses cimes neigeuses et ses vallées où poussent oliviers et palmiers, ses kasbahs féodales, évocatrices d'une humanité très ancienne et très primitive, l'extrême Sud, royaume de la steppe et des vents, avec sa nature presque exclusivement minérale et dont la beauté farouche et éblouissante naît des colorations diverses des rocs et des sables embrasés par la lumière. L'Afrique noire, Sénégal, Soudan, aux rouges architectures si caractéristiques, Mauritanie, Guinée, etc., qu'il n'avait encore jamais vue, lui a offert le pittoresque de ses populations noires chez qui les nouveautés importées d'Europe se mêlent curieusement aux traits et aux coutumes les plus archaïques. Cette nature tantôt sèche et dénudée, tantôt exubérante, M. Maurice Genevoix l'évoque, pour l'agrément du lecteur, en maintes pages où il décrit les nuits étoilées et chaudes, les aubes de feu, le papillottement des costumes bariolés dans les villages en fête, la forêt avec « son ombre énorme étrangement dense et matérielle où parfois un rais de soleil s'enfonce raide comme une lame nue », sa faune, ses reptiles et le prodigieux pullulement de ses insectes.

PAGES D'AMOUR DE VICTOR HUGO, choisies et présentées par Paul Souchon ; un vol. in-16, Albin Michel.

Les femmes et l'amour ont tenu une large place dans l'existence de Victor Hugo, jusqu'en ses dernières années, et celles qui lui ont inspiré longues passions ou caprices éphémères lui ont aussi suggéré d'écrire quelques-uns des plus beaux poèmes qui aient été composés en langue française. Il est parfois facile d'attribuer un poème à telle héroïne de la vie sentimentale de Hugo, mais souvent aussi la date n'est pas probante, les allusions insuffisamment transparentes. M. Paul Souchon, qui connaît à merveille, dans ses plus minces détails, la biographie du grand poète et n'est pas moins familier avec son œuvre, a réussi, par l'étude de la chronologie, par l'examen attentif des manuscrits, etc., à percer bien des mystères et, dans l'Anthologie qu'il nous présente, chacun des poèmes d'amour de Victor Hugo figure avec le nom de son inspiratrice. Tout d'abord Adèle Foucher, fiancée de la vingtième année et qui devint Mme Victor Hugo. Un poème singulièrement émouvant, c'est la pièce des *Feuilles d'automne* où, après la trahison d'Adèle et son triste roman avec Sainte-Beuve, s'exhale en de douloureux accents les souvenirs du temps des fiançailles. Juliette Drouet a régné longtemps sur le cœur de Victor Hugo et plus tard elle est restée pour le poète l'amie tendre et dévouée. M. Paul Souchon cite toutes les pièces en l'honneur de « Juliette », depuis les débuts de cette ardente passion partagée qui, dans beaucoup, s'exprime avec une fougue sensuelle. Le chef-d'œuvre de cette série, c'est *la Tristesse d'Olympio.* Pour telle autre pièce des *Contemplations,* la *Fête chez Thérèse,* les attributions étaient incertaines ; M. Paul Souchon a démontré qu'elle ne pouvait s'appliquer qu'à Juliette. L'aventure avec Mme Biard, qui amena de grands ennuis au poète et provoqua un scandale dont s'émut le chancelier Pasquier, président de la Chambre des pairs dont Victor Hugo faisait partie, lui dicta plusieurs poésies, mais qui ne peuvent être comparées à celles de l'époque « Juliette Drouet ». Le souvenir d'autres femmes se retrouve, célébré çà et là dans l'œuvre de Victor Hugo. Parmi ces « belles inconnues », ainsi que les nomme M. Souchon, celui-ci en cite une en faveur de qui le poète, au déclin de sa vie, écrivit un magnifique sonnet. Le livre de M. Paul Souchon ne réunit pas seulement de splendides poèmes d'amour, il apporte de nombreux éclaircissements sur la biographie et l'œuvre de l'illustre poète.

LES LIVRES

LA VIE AVENTUREUSE DE LOUIS XVIII, par Jules Bertaut ; 1 vol. in-8°. Lardanchet à Lyon.

C'est une bien curieuse figure que celle de Louis XVIII et dont la complexité était digne de tenter M. Jules Bertaut. Prenant la France épuisée au lendemain de Waterloo, ce roi restaure nos finances, libère le pays de l'occupation des Alliés, et panse ses blessures. Doué de plus d'esprit que ses frères, l'infortuné Louis XVI et le superficiel comte d'Artois qui allait devenir l'intransigeant Charles X, il n'évite pas toutes les fautes que le poussent à commettre les ultras, mais il modère leur esprit de vengeance. On peut lui reprocher la Terreur blanche et l'exécution du maréchal Ney, mais sans lui les excès eussent été bien pires. Il reste, selon le mot de Thiers, « un des meilleurs rois que la France ait eus ». Mais son règne dura dix ans et il vécut près de soixante-dix années ; ce sont les années antérieures à son avènement qui sont les moins connues. Le comte de Provence, bien que déjà gagné par l'embonpoint, n'a rien de la bonhomie du roi qu'on devait appeler « Notre père de Gand » ; c'est un jeune prince clairvoyant, ambitieux, et qui se désespère de voir s'accumuler des fautes qui mènent tout droit à la Révolution. On sait qu'ayant arraché à son infortuné frère sa nomination de lieutenant général du Royaume, il se vit contraint par Marie-Antoinette de se démettre avant même d'entrer en fonctions. Sa participation à l'affaire Favras, non encore tout à fait élucidée, mais que lui-même ne niait pas, prouve qu'il était prêt à remplacer son frère, jugé par lui néfaste pour la pérennité de la monarchie française. Sur ses années de cabales secrètes, sur ses années d'émigration, sur celles du règne, M. Jules Bertaut brosse des tableaux alertement enlevés, parsemés d'anecdotes, et égayés de portraits qui accroissent l'agrément de son récit.

GOURAUD, par Pierre Lyautey ; 1 vol. in-16. Julliard.

Peu de figures contemporaines sont aussi attachantes que celle du général Gouraud. Peu de grands chefs ont été aussi populaires que lui. Son rayonnement provenait d'abord de sa bravoure. Entraîneur d'hommes, il avait conduit ses tirailleurs sénégalais, comme lieutenant, à l'assaut de Bengasi ; il était entré le premier dans Kourma, avait capturé le cruel Samory. Plus tard, comme général et aux Dardanelles, il devait être blessé et amputé du bras droit en s'exposant en première ligne. Son ascendant provenait aussi de la gratitude qu'on avait pour l'un des meilleurs artisans, un des plus actifs créateurs de l'Empire français. Ayant bousculé les Touareg à Sanguébé et à Galma, il avait pacifié le Tchad et, par sa célèbre campagne de l'Adrar, lié définitivement le Sénégal et l'Afrique du Nord. Au Maroc, où l'avait appelé Lyautey, il avait délivré Fez, investi, par sa victoire du 1er juin 1912. Son prestige s'était accru pendant la grande guerre par son intervention en Argonne, puis à la Main de Massige. Désigné pour diriger le débarquement allié à Gallipoli, sa bravoure lui avait assuré la vénération du soldat. Outre ces titres moraux à l'affection des Français, sa fière allure, sa haute silhouette et ses yeux bleus inoubliables entraînaient la sympathie et suscitaient le dévouement. L'affectueuse gratitude du pays se manifesta par de chaleureux vivats au défilé de la victoire de juillet 1919, comme par l'accueil délirant que lui avait réservé l'Alsace. Bon nombre de Parisiens se souviennent encore du respect cordial qui, jusqu'à la fin de son commandement, entoura le gouverneur militaire de Paris. C'est que ce chef, aussi énergique que bienveillant, était étranger aux vicissitudes de la politique et qu'aucune scorie n'altérait le pur acier de son épée. C'est à cette belle figure française que M. Pierre Lyautey vient de consacrer un ouvrage qui lui fait honneur. Ayant rencontré le général Gouraud au Maroc en 1913, l'ayant suivi dans la seconde partie de sa carrière militaire, il ne se borne pas à retracer cette carrière ; il montre un Gouraud ambassadeur de notre pays aux Etats-Unis, aux Indes ou en Turquie, et fait valoir le grand honnête homme et l'homme de cœur qu'il était. Ce témoignage direct et solidement étayé ne peut être recueilli par le lecteur sans émotion.

LES LIVRES

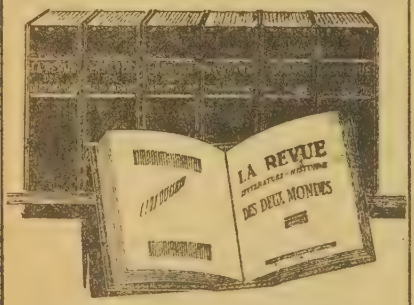
FRANCHET D'ESPEREY, par le général Paul Azan ; 1 vol. in-8°. Flammarion.

Le 8 juillet 1942, le maréchal Franchet d'Espèrey s'éteignait au château de Saint-Chamaux à Saint-Amancet. Cinq ans plus tard, ses restes furent solennellement ramenés à Paris où une imposante cérémonie eut lieu, le 24 octobre 1947, aux Invalides. Maintenant que ce maréchal repose dans un des sanctuaires de notre histoire, il a semblé au général Paul Azan qu'il était temps de dresser le bilan de ce que la France doit à ce grand soldat. Nommé sous-lieutenant au 1er tirailleurs algériens après sa sortie de Saint-Cyr, il fut reçu à l'Ecole de guerre dont il suivit les cours entre deux expéditions : celle de Tunisie, (1881) et celle d'Indochine (1885). L'Afrique du Nord, la Chine, un bassin minier du nord de la France en grève, le voient intervenir comme colonel. Général de brigade, le voici au Maroc avec Lyautey ; au mois d'août 1914, général de division, il commande à Lille le 1er corps d'armée. Il se distingua aux batailles de Dinan, de Guise, de la Marne. Mais son plus beau titre de gloire est son intervention en Orient. Nommé à Salonique pour remplacer le général Guillaumat, il déclenche l'offensive du 15 septembre 1918 qui contraint l'armée bulgare à signer l'armistice du 29 septembre et, pénétrant comme un coin dans les pays balkaniques de manière à menacer toute l'Europe centrale, il se trouve arrêté dans sa progression victorieuse par l'armistice du 11 novembre. Son rôle n'est pas terminé. A Constantinople, il se trouve gêné par l'action du Haut-Commissaire britannique. Nommé maréchal en 1921, il est chargé d'aller à Belgrade pour exprimer au gouvernement serbe les condoléances de la France endeuillée par la mort du roi Pierre Ier, ancien Saint-Cyrien comme lui. Moins d'un an plus tard, il assiste, comme ambassadeur extraordinaire, au mariage du roi Alexandre de Serbie avec la princesse Marie de Roumanie. En 1930 il est chargé de représenter le Président de la République au couronnement de Sa Majesté Aylé Sellassié, empereur d'Ethiopie. Trois ans plus tard, inspecteur général des troupes de l'Afrique du Nord, il est victime, à quarante-trois kilomètres de Galsa, d'un grave accident d'automobile dont il sortira vivant par miracle mais infirme. Complétant les Mémoires du maréchal, qui ont déjà parus, l'ouvrage du général Paul Azan met en pleine lumière la grande figure de celui qui restera pour l'Histoire l'incomparable artisan de la victoire de Macédoine.

RELIURE MOBILE BALLAND

39, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6e

LIT. 50-21 C. P. Paris 1849-12



Le classeur, en toile grenat, titre or, pour 4 numéros, pris à nos magasins	275 frs
Livraison Paris quelle que soit la quantité	50 frs
Banlieue, Province, par 6 exemplaires minimum	310 frs
Colonies, Étranger, par 12 exemplaires minimum	310 frs

Délai de livraison : Un mois.

Enfin !..

UNE ÉTUDE COMPLÈTE SUR

LE CHIEN

PAR

J. OBERTHUR

Deux volumes largement illustrés par l'auteur. Toutes les races de chiens.

Chaque volume **960** Fr.

DUREL EDITEUR

160, Bd Haussmann, Paris

Envoi gratuit du Catalogue "Chasse, Pêche, Nature" sur demande.

Imprimé en France. — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, boulevard Voltaire, PARIS (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 3e trimestre 1949. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon.

Renouvellement des abonnements

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

15, Rue de l'Université, 15. — PARIS (7e)

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez renouveler mon abonnement à LA REVUE.

A cet effet, je vous adresse par **mandat,** *par* **chèque postal Paris 5888-40,** *ou* **chèque barré** *au nom de* « LA REVUE »

la somme de _____

Nom _____

Adresse _____

_____

à partir du _____

PRIX DE L'ABONNEMENT

France et Union Française : six mois. ***1.500*** frs.
France et Union Française : un an. . ***3.000*** frs.
Etranger : six mois (12 numéros) . . ***2.300*** frs.
» : 1 an (24 numéros). . . . . ***4.500*** frs.

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste.

Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

CALMANN-LÉVY

Collection LIBERTÉ DE L'ESPRIT

dirigée par Raymond Aron

JAMES BURNHAM

LES MACHIAVÉLIENS

DÉFENSEURS DE LA LIBERTÉ

Traduit de l'anglais par H. CLAIREAU

Sceptiques, cyniques, efficaces, tels que doit les connaître tout homme cultivé

E.-M. FRIEDWALD

L'HUMANITÉ DOIT CHOISIR

Traduit de l'anglais par R. JOUAN

Contrôle atomique ou catastrophe apocalyptique

Collection TRADUIT DE

ERNST WIECHERT

LES ENFANTS JÉROMINE

Roman traduit de l'allemand par F. BERTAUX et E. LEPOINTE

DEUX VOLUMES

" Un grand livre... à la beauté déchirante "

Gilbert GUILLEMINAULT (La Bataille)

DIVERS

CRITICUS

LE STYLE AU MICROSCOPE

Aragon, Aymé, Gide, Mauriac, Montherland, Sartre, Troyat, Valéry et d'autres.

PHILIPPE LEFRANÇOIS

PARIS A TRAVERS LES SIÈCLES

Photographies de RENÉ JACQUES

Tome I : La Cité et l'Ile Saint-Louis avec la Place Dauphine, Notre-Dame et son cloître.

Tome II : Du Grand Châtelet à la Concorde par Saint-Germain-l'Auxerrois, le Louvre, les Tuileries.

Chaque volume illustré d'une centaine de reproductions photographiques

LOUIS DIMIER

LE CHATEAU DE FONTAINEBLEAU

Avec de nombreuses illustrations

On peut s'abonner à

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

chez tous les libraires, en particulier chez :

DÉPARTEMENTS ET UNION FRANÇAISE

Agen : FERRAN, GROS ; **Aix** : DE BACQUENCOURT, GOULARD ; **Alger** : LA MAISON DES LIVRES ; **Amiens** : BRANDICOURT, DESCOMBES, LÉVEILLARD ; **Angers** : MIRA ; **Auxerre** : BONNET ; **Avignon** : CHABAL ; **Bar-le-Duc** : COLLOT ; **Béziers** : CLARETON, CANAC, FERLUS ; **Bordeaux** : FÉRET, MOLLAT ; **Boulogne-sur-Mer** : CHIRAUX, DELIGNY ; **Bourges** : AUXENFANS, DESQUAND ; **Brest** : DERRIEN, GABORIT ; **Caen** : BIGOT, MARIGNY ET JOLY ; **Cahors** : FRANCÈS ; **Calais** : DENQUIN ET Cie ; **Cannes** : BARBERO, DELANNOY, PERRIER ; **Carcassonne** : CROS-VITALIS, GALLY ; **Casablanca** : FARAIRRE ; **Chalon-sur-Saône** : VVE RIGOLLOT ; **Chambéry** : DARDEL, POLYCARPE ; **Chartres** : LESTER, RIGAL ; **Cherbourg** : NICOLLET, LANIÈCE ; **Clermont-Ferrand** : DELAUNAY, SARRASSAT, LARÈNE, MARTEL ; **Coutances** : LECERF ; **Dakar** : MOREAU ; **Dieppe** : DUMORTIER ET VIAL ; **Dijon** : DAMIDOT, L. VENOT ; **Epinal** : HOMEYER ; **Grenoble** : ARTHAUD, DIDIER ET RICHARD ; **La Rochelle** : PIJOLLET, SAMSON ; **Laval** : BÉHIER, GAUTRON ; **Le Havre** : DOMBRE ; **Le Mans** : GRAFFIN, VADÉ ; **Lille** : GIARD, TALLANDIER ; **Limoges** : DUCOURTIEUX, DUVERGER ; **Lyon** : BARTHÉLEMY, DEMORTIÈRE, FLAMMARION, J. DESVIGNES, LINSOLAS, MASSON, VIRICEL ET VACHER, LARDANCHET ; **Marseille** : FERRAN, FUÉRI, FLAMMARION, LACOUSTÈNE, MAUPETIT ; **Metz** : EVEN, HOCQUARD ; **Montpellier** : COULET, DUBOIS ET POULAIN, JULIA ; **Mulhouse** : BARBE, BISEY, PFLIEGER ; **Nancy** : BERGER, DIDIER, DORY ; **Nantes** : BEAUFRETON, COIFFARD ; **Nice** : BARNOIN FRÈRES, VERDOLLIN ; **Nîmes** : BERTRAND ET BOURDY, BENIOL-BÉCHARD ; **Oran** : MANHÈS, TOUBOUL ; **Orléans** : LODDÉ, LUZERAY, PROUTIÈRE-HUGUET ; **Pau** : DUPONT ET BORDENAVE, GRENIER ; **Perpignan** : BRUN, MORAT ; **Poitiers** : BÉGNARD, LABOUYGUE ; **Rabat** : CÉRÉ ; **Reims** : MICHAUD ; **Rennes** : BEHON, LARCHER, PLIHON ; **Roanne** : LAUXEROIS ; **Roubaix** : BONNEHON ; **Rouen** : LEPOUZÉ, LESTRINGANT, VAN MOÉ ; **Saïgon** : PORTAIL ; **Saint-Denis (Réunion)** : DAUDE ; **Saint-Etienne** : DUBOUCHET, FONT, PLAINE, VERNAY ; **Saint-Quentin** : NOUGARÈDE ET LESTRAT ; **Strasbourg** : BERGER-LEVRAULT, LA MÉSANGE ; **Tananarive** : PAOLI ; **Toulon** : GUILLEMIN, REBUFA, MONTBARBON, TRINCHERO ; **Toulouse** : DIDIER, LABADIE, PRIVAT, RICHARD, SISTAC ; **Tours** : DEBIEN, MAILLOCHEAU, TRIDON ; **Tunis** : LIBRAIRIE « JEHANNE D'ARC », NAMURA, SALIBA ; **Valence-sur-Rhône** : REY ; **Versailles** : MERCIER, NÉMITZ ; **Vichy** : LES BEAUX LIVRES.

ETRANGER

Amsterdam : SCHELTEMA ET HOLKEMA'S ; **Ankara** : LIBRAIRIE HACHETTE, **Athènes** : KAUFFMANN ; **Bruxelles** : DECHENNE, EDITIONS UNIVERSELLES, OFFICE DE PUBLICITÉ ; **Bologne** : ZANICHELLI ; **Cap Haïtien** : L. Ed. MAGNY ; Agent général pour Haïti ; **Genève** : NAVILLE, Agent général pour la Suisse ; **Istanbul** : LIBRAIRIE HACHETTE ; **Lausanne** : PAYOT, ROUGE ; **Le Caire** : JAMES CATTAN, Agent général pour l'Egypte ; LIBRAIRIE DU PAPYRUS ; **Montréal** : PONY ; AGENCE LITTÉRAIRE ATLANTIQUE ; **Oxford** : B. H. BLACKEWELL ; **Padoue** : GRANOTTI ; **Rio-de-Janeiro** : R. F. BESNARD ; **Rome** : BOCCA, SIGNORELLI, AGENCE DU LIVRE FRANÇAIS ; **Sao Paulo** : R. F. BESNARD ; **Turin** : LATTÈS ; **Utrecht** : VAN ROSSUM.

Imprimé en France — Imprimerie E. PIGELET, 189-191, bd Voltaire, PARIS (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 3e trimestre 1949 - Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon